

**La Haine
(Documents)
(French
Edition)**

**Gérard Davet
Fabrice Lhomme**

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

GÉRARD DAVET
FABRICE LHOMME

LA HAINE

Les années Sarko

L'histoire secrète
de la droite française

favard

Gérard Davet
Fabrice Lhomme

La haine
Les années Sarko

Fayard

DES MÊMES AUTEURS

Sarko m'a tuer, Stock, 2011

L'homme qui voulut être roi, Stock, 2013

French Corruption, Stock, 2013

Sarko s'est tuer, Stock, 2014

La Clef. Révélations sur la fraude fiscale du siècle, Stock, 2015

« *Un président ne devrait pas dire ça...* » *Les secrets d'un quinquennat*, Stock, 2016

Inch'Allah. L'islamisation à visage découvert : Une enquête Spotlight en Seine-Saint-Denis (direction), Fayard, 2018

De Fabrice Lhomme

Le Procès du Tour, Denoël, 2000

Renaud Van Ruymbeke, le juge, Éditions Privé, 2007

Le Contrat. Karachi, l'affaire que Sarkozy voudrait oublier (avec Fabrice Arfi), Stock, 2010

« En politique, le cynisme est un instrument du quotidien qui atteint sa pleine efficacité s'il peut se reposer sur ses deux jambes, que sont la haine et la violence. »

Jérôme Lavrilleux

*À la mémoire de Jean-Marie Laurence, oncle
irremplaçable et homme inoubliable ;
À Sandrine Schifres, à la nostalgie et à notre
jeunesse ;
À ma petite Emma et ma grande Natacha, mes
raisons de vivre.
F. L.*

*À Sylvie, Lisa et Nicolas, mes repères, mes
phares.
À mon chat, Yutah, qui, enfin, a daigné
respecter mes documents et archives.
G. D.*

Préface

La haine.

Ce titre peut surprendre. Choquer même. Et pourtant...

Comment mieux synthétiser cet ouvrage très particulier ? Singulier sur le fond en effet, ce livre l'est aussi sur la forme, puisqu'il se compose de deux tomes. Il fallait bien cela pour raconter, depuis les coulisses, la sidérante propension de la droite française, minée par des haines viscérales, à consciencieusement s'autodétruire ces dix dernières années, le tout sur fond d'affaires judiciaires.

Au point de s'apparenter aujourd'hui à un champ de ruines.

Haïr n'est pas l'apanage des laissés-pour-compte de la société envers nos élites : de manière plus sournoise mais pas moins brutale, cette détestation partagée s'épanouit aussi entre les murs des appartements bourgeois, dans les couloirs des ministères et jusqu'aux bureaux les plus prestigieux de l'Élysée.

Seule la haine permet de comprendre comment la droite républicaine a pu ne pas remporter, en mai 2017, une élection jugée imperdable par tous les observateurs, réussissant même l'« exploit », pour la première fois sous la V^e République, d'être absente du second tour de la présidentielle.

La haine, donc.

D'après le dictionnaire Larousse, c'est « un sentiment qui porte une personne à souhaiter ou à faire du mal à une autre, ou à se réjouir de tout ce qui lui arrive de fâcheux ». Difficile de qualifier plus exactement les rapports entretenus par les figures majeures de la droite française ces dernières années.

Nourri de révélations parfois renversantes, le récit totalement inédit que vous allez lire est celui d'une série d'aversion dont le nombre, la férocité et l'acuité sont probablement sans équivalent dans l'histoire politique récente. Avec une conséquence majeure : l'étonnante accession au poste suprême d'un quasi-inconnu, un homme qui n'avait jamais été élu, un certain Emmanuel Macron...

Certes, vous dira-t-on, les haines jalonnent l'histoire de la droite depuis 1958, notamment celle du mouvement gaulliste, sous ses

appellations successives (UDR, RPR, UMP, LR...). Les guerres Chaban-Giscard, Giscard-Chirac, Chirac-Balladur, Sarkozy-Villepin, pour ne citer qu'elles, furent parfois, il est vrai, d'une grande sauvagerie.

Pourtant, jamais elles n'ont conduit cette famille politique à son propre anéantissement, jamais elles n'ont atteint l'intensité de la période actuelle, dont on peut dater l'origine, paradoxalement, à une brillante victoire, la dernière en date de la droite : celle de Nicolas Sarkozy, en 2007. On pourrait également objecter que des déchirures ont affecté la gauche plus d'une fois, certains conflits (Mitterrand-Rocard, Jospin-Fabius, Hollande et les frondeurs du PS...) n'ayant rien eu à envier en termes de virulence au camp d'en face, mais elles se fondaient le plus souvent sur des différends idéologiques.

Ici, il n'est pas question d'oppositions doctrinales, de convictions antagonistes, ni même de stratégies divergentes. Juste de haines personnelles. En général, elles s'expriment à huis clos, et sont connues des seuls initiés. Un cercle restreint dont les citoyens sont exclus. Eux ont droit aux propos insipides, aux amabilités de façade, aux déclarations d'amour ou d'amitié purement factices, aux « photos de famille » où les sourires artificiels sont de mise, évidemment.

Cette tartufferie généralisée, un « initié » en a eu assez de la cautionner. Cet homme en froide colère a ressenti la nécessité de vider son sac. D'édifier ses concitoyens et, sans doute, de soulager sa conscience, aussi.

Un affranchi devenu « repenté ».

Parce qu'il ne supporte plus ni les mensonges, ni l'omerta.

Cela tombe bien, nous non plus.

Pour reconstituer cette fresque, car c'en est une, il nous fallait un guide. Une personnalité capable de nous instruire, sans langue de bois. Bref, un Professeur. Nous devons avoir accès à l'envers du décor, aux secrets jalousement gardés, inavouables parfois, obtenir les codes d'accès à cet univers endogame.

Ce Professeur, c'est Jérôme Lavrilleux.

Son nom est passé à la postérité à l'occasion de l'affaire Bygmalion, l'un de ces nombreux scandales affectant la droite depuis dix ans et dont ce livre révèle aussi les dessous. Coupable de s'être un peu trop approché du soleil sarkozyste, Jérôme Lavrilleux est un grand brûlé de la politique. Fauché en plein vol au printemps 2014, l'homme lige de Jean-François Copé, aux premières loges de la guerre ouverte ayant opposé son patron à François Fillon, juste après avoir été au cœur de la seconde campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, est, de fait,

« carbonisé ». Et il le sait.

Alors, il a décidé de « passer à table », comme on dit dans ce jargon policier devenu familier au sein de la droite, à force d'enquêtes, de gardes à vue et autres perquisitions que ses leaders ont eu à subir ces dernières années – et dont certaines, cet ouvrage en témoigne, sont le pur produit de règlements de comptes internes.

Écœuré de tout ce qu'il a vu, su, et même fait, Jérôme Lavrilleux a pris l'initiative de mettre sa parole en accord avec sa conscience. Élu député européen en 2014, il révèle les dessous d'un monde qu'il a décidé de quitter et dont le grand public ne peut soupçonner la cruauté. En effet, il a préféré ne pas se représenter aux élections de mai 2019 – il n'a pas eu trop le choix, il est vrai.

Les propos, exclusifs, de Lavrilleux constituent le fil rouge de ce double livre. Ils sont parfois stupéfiants, souvent surprenants, toujours instructifs. Et parfaitement assumés.

Cela dit, s'il en est le principal intervenant, il est bien accompagné dans ces pages. Certes, ni Nicolas Sarkozy (excepté une rencontre, dans ses bureaux, en juin 2018), ni François Fillon n'ont donné suite à nos nombreuses demandes d'entretien, mais qu'importe : auraient-ils joué au jeu de la vérité ? Et puis, nous avons déjà eu accès à leurs déclarations sur procès-verbal, devant les juges ou les policiers. Surtout, de très nombreuses personnalités, issues pour la plupart de la droite républicaine, ont accepté de nous donner les clefs de ces affrontements souterrains. Et de se livrer à visage découvert. Car, arc-boutés sur nos principes, nous avons veillé à ce que cet ouvrage ne contienne pas la moindre citation anonyme.

Ajoutées aux nombreux documents exclusifs issus pour partie des procédures judiciaires visant la droite, c'est peu dire que les confidences de nos « grands témoins » ont conforté notre intuition initiale, à savoir que la haine – dont la violence est le corollaire – est la clef qui permet de comprendre le processus suicidaire à l'œuvre au sein de la droite. Cette haine débordante fait écho, et c'est tout sauf un hasard, à la radicalisation de la société française, dont les réseaux sociaux, inexhaustibles déversoirs de fiel, sont à la fois la cause et la conséquence.

Ce premier volume porte sur la période 2007-2014, soit les « années Sarkozy », ou comment, avec la participation active du premier concerné, la droite scia elle-même la branche sur laquelle son chef était assis. Un « septennat » sanglant, sept ans de malheurs dont la description ne pouvait qu'emprunter au vocabulaire de la guerre, tant les batailles opposant les différents camps en présence furent

violentes. Il faut tuer l'« ennemi », *a fortiori* s'il vient de son propre camp. À droite, les généraux ne font pas de prisonniers.

Le second tome révélera les dessous du cycle 2014-2019, les « années Fillon », ou comment la droite réussit la prouesse de faire perdre son nouveau leader, là encore avec la complicité objective de celui-ci, et à s'enterrer durablement.

À présent, il est temps de se souvenir.

En 1995, un film de Mathieu Kassovitz provoqua une onde de choc dans l'opinion publique. Ce long-métrage racontait, avec un réalisme cru peu en phase avec la doxa cinématographique hexagonale, le quotidien désespérant de banlieusards, trois jeunes « black, blanc, beur » exclus et désœuvrés, en révolte contre la société et ses représentants. En clair, ils avaient « la haine » ; le titre du film.

Étonnamment, la morale de l'histoire est révélée dès le début du film. Lue par une voix off durant le générique, la parabole est devenue culte : « C'est l'histoire d'un homme qui tombe d'un immeuble de cinquante étages. Le mec, au fur et à mesure de sa chute, il se répète sans cesse pour se rassurer : “Jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien...” Mais l'important, c'est pas la chute, c'est l'atterrissage. »

Avertissement des auteurs

Les citations reproduites dans ce livre sont majoritairement tirées d'entretiens avec les auteurs. Les autres proviennent de mails et autres documents inédits ainsi que de procédures judiciaires confidentielles, dont nous avons eu connaissance, qu'elles soient encore à l'instruction ou aient été classées sans suite.

Nous avons reconstitué certaines scènes et une série de dialogues le plus fidèlement possible, sur la base de documents et de témoignages recoupés.

Toutes les personnes concernées au premier chef par les faits évoqués ont été contactées ; parmi elles, une demi-douzaine n'ont pas souhaité nous répondre, dont Nicolas Sarkozy, François Fillon, Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin, Patrick Buisson, Éric Cesari, Éric Woerth, Christian Jacob ou encore Fabienne Liadzé.

Enfin, il va de soi que la présomption d'innocence s'impose à ce stade pour toutes les personnalités – et à droite elles sont nombreuses – impliquées dans des affaires judiciaires.

PROLOGUE

« Vous devriez voir Rachida »

Dès le premier entretien, Jérôme Lavrilleux nous avait donné ce conseil, pour commencer notre enquête : « Vous devriez voir Rachida. »

Rachida, c'est Rachida Dati, bien sûr. L'ex-garde des Sceaux. Préposée, donc, à notre déniement, pour planter le vrai décor de la droite républicaine, celui des culs-de-basse-fosse, des venelles où rôdent les assassins masqués.

Nous n'avons pas regretté le voyage dans le 7^e arrondissement de Paris, dont Rachida Dati est la maire. Voici un petit florilège, pour débiter.

Le président de la République ?

« Macron, je le connais depuis longtemps, c'est un gosse de riches, qui a tout réussi, qui a le bon réseau, qui connaît parfaitement l'administration. Faut pas être dupe, c'est pas un gentil mec. Sa femme qui a vingt ans de plus que lui, à la limite, il va s'en servir comme d'un argument marketing. » Manuel Valls ? « C'est vraiment une crapule. Je l'ai toujours dit. J'ai toujours pensé qu'il n'avait pas de densité politique. »

On enchaîne.

Karim Benzema et Zinedine Zidane ? « Benzema, il a un truc, il est plus intéressant que Zidane, qui lui n'a rien, c'est une usurpation, c'est le bon Arabe qui ne dérange pas, mais il est creux. » Brice Hortefeux ? « Un facho cynique, c'est un type sans intérêt. Moi je l'appelais "la pension alimentaire". C'est un petit mec. » Nathalie Kosciusko-Morizet ? « Elle n'a jamais bossé de sa vie. Elle est sans foi ni loi, sans états d'âme. » Jean-Pierre Raffarin ? « Un cynique. » Jean-François Lamour ? « Les élus parisiens, ils l'appellent l'enclume ! » Claude Guéant ? « Il adore l'argent. » François Fillon ? « C'est pas un mec de droite ou de gauche, c'est un dingue ! Égocentrique, frustré, jaloux. »

On s'en tient là. Pour l'instant.

Oui, vraiment, on a bien fait de suivre la recommandation de notre

« guide-professeur ». Mais nous n'avons pas choisi par hasard, encore moins par facilité, de donner longuement la parole à l'ancienne garde des Sceaux pour commencer notre plongée dans ces eaux souvent hostiles, celles où baignent et surtout s'entre-dévorent les prédateurs de la droite française depuis une décennie. De toutes les personnalités que nous avons rencontrées au cours de notre longue enquête, il nous a semblé que Rachida Dati, garde des Sceaux de Nicolas Sarkozy de mai 2007 à juin 2009, était celle dont les déclarations épousaient le mieux le propos de ce livre.

Car la haine, mais aussi la violence, Rachida Dati en a été, suivant les périodes, le témoin, l'actrice ou la victime. Par ailleurs, son franc-parler détonne – et détone ! – dans une classe politique française gangrenée par la langue de bois. On peut l'apprécier ou la détester, un constat s'impose : dans un univers à la fois frileux, corseté et machiste, Rachida Dati est une femme courageuse et franche. Des qualités dont pourrait aussi se parer, à juste titre, Jérôme Lavrilleux. Ce qui n'exonère pas ces deux-là de leurs propres turpitudes, bien entendu.

D'ailleurs, collègues au Parlement européen, où ils ont été élus en mai 2014, ils s'apprécient. Ils se sont reconnus, flairés, ces deux Rastignac. Si différents, mais si proches. « Dati, observe Lavrilleux, elle est hallucinante, c'est un roman à elle seule... Quand elle s'emplafonne avec Hortefeux, il devient vanille-fraise ! Elle est tout sauf idiote et elle est très correcte. »

Ils ont pas mal de choses en commun, finalement.

D'abord, ils figurent deux élus issus de rien, et revenus de tout.

« La France, c'est 500 mecs, 250 de gauche, autant à droite. Et c'est tout », dit Dati. Elle a encore en tête cette scène, dans son 7^e arrondissement. Une réunion d'appartement, alors qu'elle vient d'être nommée garde des Sceaux. Une femme, propriétaire des lieux, prend la parole : « Je vais vous présenter Rachida, elle est formidable, elle a appris à lire et à écrire, elle me fait penser à ma femme de ménage... » Rachida Dati, rouge de honte et de colère rentrée, qui se contient, à grand-peine. Et ladite femme de ménage, qui vient la trouver, peu après, pour lui glisser, en arabe : « Je suis contente de te voir, ici, c'est que des racistes... »

Dati a toujours assumé son extraction. Modeste, très modeste. Douze frères et sœurs, une petite provinciale des cités, beaucoup trop typée pour appartenir à la caste. On pourrait penser qu'elle y est parvenue. Après tout, n'a-t-elle pas été ministre ? En fait, il n'en est rien. Elle a beau appartenir aujourd'hui au très sélect Siècle, club élitiste s'il en est, rien n'y fait, elle n'a pas « la carte ». Et ne l'aura jamais. Comme

Lavrilleux. Ça rapproche.

La haine ? Ils ont appris tous deux à s'en accommoder. Surtout, ils la racontent mieux que personne. La haine pure, certes, mais aussi ses conséquences.

Comme l'illustrent les quelques propos rapportés plus haut, Rachida Dati est cash. Dans cet univers politique aseptisé, où règnent en maîtres les « mâles blancs », la Rachida et son verbe à l'emporte-pièce jurent.

Si une personnalité, au sein de la droite française, s'est trouvée aux premières loges de ces déferlements de haine récurrents, c'est bien Dati, donc. « Je les connais tous par cœur, tous leurs points de faiblesse. Tout, tout, tout », nous a-t-elle lâché un jour à propos de ses « amis » politiques. Avant d'ajouter : « C'est pour ça que certains ont peur : "Elle va peut-être nous balancer..." » Donc, ils me détestent, mais ils ne peuvent pas aller trop loin, ils se disent : « Si elle dévoile nos entrailles, on est mal... » »

Ils n'ont pas tort.

Rachida, on l'a rencontrée à de nombreuses reprises. Dans son bureau, dans le train, au restaurant... Le fait même d'accepter de nous parler n'était pas sans risque pour elle, elle nous l'avait dit d'emblée : « Sarko, il m'en a toujours voulu que je vous soutienne. Parce qu'un jour je vous ai cités positivement dans une émission, Sarko m'a attendue avec le fusil de chasse alors que je n'avais pas encore mis le pied en dehors du studio ! Je n'avais pas dit que vous étiez formidables, mais que vous écriviez des articles comme des romans, et que du point de vue de la magistrate que je suis, c'était assez intéressant à lire, et même les papiers sur Sarko, je les appréciais parce que vous décriviez d'abord un système, etc. Oh là là, je sors à peine, la secrétaire de Sarko qui me dit : "Rachida, prépare-toi, tu vas te faire engueuler." Et moi, je ne comprends pas, je me dis : "Qu'est-ce que j'ai dit, j'ai pas parlé de lui..." Et là, il m'explose : "Tu es contre moi, je ne savais pas que c'étaient tes copains", etc. Je lui ai dit : "Mais c'est pas mes copains, et je ne les ai même jamais rencontrés !" Mais il fait une fixette sur vous... »

Cela ne nous avait pas échappé, mais surtout, et c'est beaucoup plus intéressant, cet oukase ne l'a pas dissuadée de nous voir régulièrement.

Au total, près d'une dizaine d'entretiens, réalisés entre 2017 et 2019. Chaque interview ou presque débutait par cette remarque, lâchée en pouffant de rire : « Oh là là, qu'est-ce que vous allez encore me faire dire ?! » À vrai dire, on n'a pas eu besoin de la pousser.

Manifestement, l'ancienne garde des Sceaux en avait gros sur le cœur.

Trop de colère, de rancœurs, de déceptions et de... haine accumulées.

En juillet 2017, alors que nous préparions un article sur elle pour *Le Monde*, elle nous avait suppliés : « Ne me faites pas passer pour une dingue ! » Ce n'est pas dans nos intentions. Rachida Dati est sans doute téméraire, imprudente, inconsciente parfois, mais elle est parfaitement sensée. Et n'invente rien, on a pu vérifier une grande partie de ses dires. « Moi, je suis loyale, résume-t-elle, je dis les choses, mais je ne trahis pas. »

Les coups tordus, elle connaît, elle en avait d'ailleurs livré un joli spécimen, dans cet article du *Monde*, à l'été 2017, lorsqu'elle révéla les dessous du violent conflit qui l'avait opposée, en 2009, au premier cercle du président de la République, Nicolas Sarkozy.

Un homme dont elle s'est pourtant toujours sentie proche. « Je lui reste fidèle, c'est plus fort que moi. On a une vraie amitié, on n'est pas toujours raccord, mais on ne se trahit pas », confie-t-elle. Avant d'ajouter : « Sarko, on a dit qu'on avait couché ensemble, mais c'est absurde ! Je connais tout de lui, mais je ne suis pas du tout son type ! Moi, il me tapait dans le dos comme un copain de régiment, je l'appelais Jean-Claude Duss, comme dans *Les Bronzés...* Je le connais par cœur. Mais si lui me tutoie, moi, je le vouvoie depuis toujours. » Jean-Claude Duss, l'homme-échec incarné, incapable de séduire, même « sur un malentendu ». Un vrai rôle à contre-emploi.

« Sarko, reprend-elle, je sais tout de lui, on est partis en vacances ensemble, dans tous ses voyages. Il disait : “On emmène Dati, c'est drôle.” Ce qu'il aimait, c'est que je ne sois pas une racaille, une beurette de banlieue, et aussi que j'avais plein de choses à apprendre. »

Inépuisable sur « son » Sarko, elle dit encore : « Au moment où il rencontre Carla, il me montre ses albums et me dit : “Tu aimes ses chansons ?” Je lui dis : “Allez, arrêtez, vous êtes avec elle !” Lui : “Je ne peux pas te le dire.” Pfff, c'est un gamin ! » Elle reprend : « Dites-moi qui, à droite, a le talent de Sarkozy ? Même sur les affaires, je suis sans doute naïve, mais je pense qu'il ne prend pas sous la table. C'est son entourage, tout est vérolé... » Elle dit également : « Sarko, il m'aime beaucoup. Et il m'aime pour de vrai. Moi aussi. Quand j'entre dans son bureau, je lui dis : “Attendez, avant que je sois dans le syndrome de Stockholm, laissez-moi parler” ! »

Son admiration pour l'homme, sa fidélité aussi, ne sont toutefois pas suffisantes pour faire perdre à Rachida Dati sa lucidité sur certains

travers de l'ancien chef de l'État. On lui parle du non-lieu dont il bénéficia dans l'affaire Bettencourt, après que les juges l'eurent mis en examen pour avoir supposément perçu des fonds de la vieille milliardaire ? La voici qui dézingue et lâche : « L'histoire des espèces, dans Bettencourt, ça tient plus que la route. » Tiens donc, la justice serait-elle passée à côté ?

Des accusations similaires ont été portées contre Sarkozy, dans l'affaire du possible financement de sa campagne présidentielle de 2007 par des proches de l'ancien dictateur libyen Mouammar Kadhafi et/ou des intermédiaires douteux. Cette histoire semble inspirer la maire du 7^e, en tout cas. « Vous avez vu, sur la campagne de 2007, tous ceux qui vont au ballon ? nous lance-t-elle un jour, avec sa gouaille coutumière. J'ai demandé à Xavier Bertrand : "Vous croyez qu'ils vont venir chez nous, les policiers ?" Il m'a dit : "Moi, depuis que je fais de la politique, je me suis préparé psychologiquement à ce qu'ils débarquent un jour." J'ai peur pour ma fille Zohra, parce qu'il paraît qu'ils sont cow-boys. Pourtant, j'ai rien fait de spécial, j'étais juste porte-parole, comme Xavier Bertrand. Nous, on n'a pas vu un euro passer... J'étais en détachement de la magistrature, j'avais un contrat-campagne qui a duré trois mois : février, mars, avril 2007. On a été payés trois mois, mais jamais en liquide, on ne nous a jamais rien proposé d'ailleurs. [...] Je ne dis pas que je suis vertueuse, mais je fais gaffe à tout. Je n'ai jamais été citée dans la moindre affaire. Par respect pour ma famille, jamais je n'ai failli, et ce n'est pas aujourd'hui que je vais commencer. » Ses détracteurs, nombreux, stigmatisent un attrait pour l'argent qu'aurait notamment mis au jour *L'Express*, en février 2019. D'après l'hebdomadaire, la députée européenne aurait perçu, par exemple, en tant qu'avocate, 600 000 euros d'honoraires de Renault-Nissan, entre 2009 et 2013. « Ceux qui ont organisé [la campagne de 2007], c'est Woerth et Guéant, reprend Dati. Je sais que des petites mains ont dit : "Nous, on a touché 100 euros"... »

S'agissant de cette ténébreuse histoire, elle conclut : « Kadhafi donnant comme ça à Sarko, j'y crois pas. Mais, par contre, que des intermédiaires, des types comme Senoussi (ancien chef des renseignements libyens), donnent quelques valoches... » Ces histoires de valises de billets, un grand classique de la droite française.

Dati a d'ailleurs une anecdote en tête : « C'est comme Longuet en bureau politique un jour qui dit : "On m'a traîné dans la boue." Sauf que moi, j'ai connu l'affaire en tant que magistrate ! » s'exclame-t-elle, évoquant le scandale du financement occulte du Parti républicain (PR) dans lequel Gérard Longuet fut mis en cause, avant d'être blanchi : mis en examen en 1995, il bénéficia en effet d'un non-lieu quinze ans plus tard. « Alors, reprend Dati, je lui ai dit : "Eh, camembert, on

pourrait sortir certains éléments ! Le liquide, on a vu où il sortait et où il arrivait, alors... On voit de l'argent qui sort de France Télécom et qui entre au Parti républicain..." Le mec, il a perdu vingt centimètres ! On avait classé non pas pour absence d'infraction, mais infraction insuffisamment caractérisée. »

Elle les connaît si bien, tous.

Jean-Louis Borloo, par exemple. Elle rigole encore au souvenir d'une anecdote, intervenue lors du psychodrame de l'été 2010, à une époque où le ministre de l'Écologie avait été pressenti pour remplacer François Fillon à Matignon. Arrivent les journées parlementaires de l'UMP, organisées en septembre à Biarritz. « Copé était toujours président du groupe, ce qui avait le don de mettre en rage Fillon, commence Dati. Et puis, Fillon est arrivé, dans le même avion que Borloo. Et j'ai entendu Fillon, à la table d'honneur, rapporter une histoire sur Borloo. Et sa conseillère en communication, Myriam Lévy, a ensuite fait le tour de toutes les tables, quasiment, pour la raconter à son tour. » L'histoire en question ? « Jean-Louis Borloo était quasiment à genoux dans l'avion en train de prier, parce qu'il y avait eu des trous d'air, rapporte Dati. Voilà jusqu'où ça va !... Et puis après, Jean-Louis Borloo faisait le tour des autres tables pour dire que ce n'était pas vrai, qu'il avait un brevet de pilote d'avion, que lui, il savait piloter un avion, contrairement à Fillon, qui savait à peine conduire une voiture, etc. Les grands hommes... Et voilà ce qu'on avait retenu de ces journées parlementaires... »

Rachida Dati a un autre souvenir concernant Borloo. « Un jour, je suis dans l'avion présidentiel, il y a Sarko, Borloo, Raffarin, tous à l'avant de l'appareil... », commence-t-elle, avant de restituer le – savoureux – dialogue, chacun s'adressant tour à tour au chef de l'État.

— Borloo : J'en peux plus de Péresse, elle me fait chier, je veux que tu la dégages.

— Dati : Vous obéissez à sa demande ? C'est injuste.

— Raffarin : Je reconnais que Rachida a raison. Et pourtant, Péresse, ce n'est pas ma copine.

Et Dati de conclure : « Au retour, NKM [Nathalie Kosciusko-Morizet] me dit : "Je sais ce que t'as fait pour Valérie, t'es une fille super." C'est là qu'on a sympathisé toutes les deux, on s'est invitées, on a fait des goûters... »

Il y a Claude Guéant, aussi. L'ancien patron de la police nationale, le

préfet irréprochable, Guéant fut longtemps l'homme de confiance de Nicolas Sarkozy, avant d'être rattrapé par la justice dans plusieurs affaires, dont celle des primes en liquide du ministère de l'Intérieur détournées à son profit, qui lui a valu d'être condamné en appel à deux ans de prison dont un avec sursis. « Guéant, c'était le curé... sauf que c'était pas un curé ! s'esclaffe Dati. Sarko, un jour, me dit : "Guéant, tu savais qu'il aimait autant le fric et qu'il y avait toutes ces affaires ?" J'ai dit : "Moi, j'aurais pu faire un témoignage de moralité pour lui tellement il faisait curé de campagne." Donc j'ai été stupéfaite, je suis tombée de l'armoire quand j'ai découvert l'affaire... »

Les enquêtes visant Patrick Balkany ne sont pas moins récurrentes ni spectaculaires. Pourtant, Rachida Dati se montre plutôt indulgente avec l'insubmersible maire de Levallois-Perret : « Balkany, assure-t-elle, c'est encore autre chose par rapport à Guéant. Lui, il partage ! C'est le voyou généreux, au moins il y a ça, il sort la liasse, à l'ancienne. Il est hallucinant. Un jour, il m'invite à dîner, il me dit de rester, j'avais un problème avec ma nounou, il me dit : "Donne-lui ça." Et il sort ses liasses de billets verts, de 100 euros ! Mais c'est assumé, c'est généreux. Mon chauffeur adorait y aller, car il invitait tout le monde. Il me disait : "On va chez les Ewing !" »

Et Rachida Dati d'évoquer les presque deux ans, entre 2004 et 2005, qu'elle a passés au conseil général des Hauts-de-Seine, bastion historique de la droite « sarkozyste », en qualité de directrice générale adjointe en charge des marchés publics, des affaires juridiques et des affaires foncières et immobilières. Un poste hypersensible, le conseil général du 92, à cette époque présidé par Nicolas Sarkozy, ayant un lourd passif en matière de marchés truqués, comme Didier Schuller nous l'avait narré par le menu dans *French Corruption* (Stock, 2013).

« Un jour, rapporte Rachida Dati, je vais au conseil général du 92, et Balkany, je ne le connaissais pas, alors. Je lui dis que je suis la nouvelle directrice des affaires foncières et par ailleurs la présidente de la commission d'appel d'offres. » L'ancienne garde des Sceaux prend une voix gutturale et imite Isabelle Balkany, alors vice-présidente du conseil général, chargée notamment des constructions scolaires :

— I. Balkany : Ah ouais, d'accord, bon... La commission d'appel d'offres, c'est moi qui m'en occupe, tu vois ce que je veux dire ?

— Dati : Oui, mais, enfin, Sarkozy m'a demandé de faire attention, de le protéger, il a vocation à devenir président de la République.

— I. Balkany : Ouais, t'étais pas née, je le connaissais, alors c'est bon !

« Isabelle, conclut Dati, elle bosse comme une damnée, lui il fout rien, il fait le beau, drague, met la main aux miches des filles... Mais on a découvert que tous les travaux sur les collèges et lycées étaient 40 % supérieurs au reste de l'Île-de-France ! Alors, on a envoyé tout ça au parquet. Mais Isabelle Balkany, elle n'est pas âpre au gain, elle est riche de toute façon. Elle peut vite copiner, mais elle est dangereuse, elle peut raconter n'importe quoi, donc faut la tenir à distance. Quand ils se foutent sur la gueule, Isabelle et Patrick, c'est les Thénardier ! »

La maire du 7^e se rappelle avoir demandé à Nicolas Sarkozy, à cette période, la raison de son soutien indéfectible à l'infréquentable Balkany. « Il me dit : "Il m'a fait bouffer du caviar à la pelle à l'époque où j'avais pas un rond. Il m'a emmené aux plus belles soirées, dans les plus belles bagnoles, il a toujours payé et ne m'a jamais rien demandé." Et ça, il ne l'a pas oublié... »

Rachida Dati reconnaît à Nicolas Sarkozy une qualité majeure, sans doute nécessaire dans le combat politique : « Il sait riposter. Par exemple contre Villepin, lors de l'affaire Clearstream. » Persuadé que le Premier ministre de l'époque n'était pas pour rien dans la manipulation destinée à faire croire qu'il disposait d'archives occultes à l'étranger, Nicolas Sarkozy, au mitan des années 2000, organisa soigneusement la contre-attaque. Elle fut violente, évidemment, Sarkozy promettant à Villepin de le pendre à « un croc de boucher »...

« Il a fait méthodiquement les trucs, explique Rachida Dati. Lui, c'est pas le genre : "J'y pense tous les jours." Il se dit : "Je mets un avocat, un mec en vigie, un mec qui me trouve des infos, et moi je continue mon boulot", puis il fait un point, etc. »

Elle révèle comment, en 2005, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, mit la pression sur l'ancien procureur général près la Cour de cassation, Jean-Claude Marin, alors procureur de Paris (il a été en poste de novembre 2004 à novembre 2011). Sarkozy souhaitait accélérer la communication – et la médiatisation – d'une commission rogatoire (CR) internationale qui le dédouanait, mais n'avait pas encore été formellement versée au dossier judiciaire.

« Je m'en souviens de Clearstream, j'y étais ! s'exclame Rachida Dati. Je me rappelle un déjeuner avec Marin, avec une commission rogatoire qui revenait d'Italie, et qu'il ne voulait pas donner parce qu'il n'y avait rien dedans. Sarko a défoncé Marin. Défoncé ! L'autre, il était pivoine ! Nous, on était hyper-mal. Sarko était ministre de

l'Intérieur. Moi, j'étais à la table, je m'en souviens. » De fait, Rachida Dati a conservé en mémoire cette conversation entre un ministre de la République et un haut magistrat, plutôt surréaliste au regard de la séparation des pouvoirs. Il y a du monde, à table. Du beau monde judiciaire. Le chef de l'État ne s'adresse pas seulement au procureur Marin. Il parle haut et fort au président du tribunal, Jean-Claude Magendie, également présent. Et s'insurge contre la lenteur des procédures dans le dossier Clearstream.

– Sarkozy : Alors, ça donne quoi, la CR [commission rogatoire] ? Elle est rentrée ? Qu'est-ce que vous attendez pour la rendre publique ? Ah, c'est en italien ? C'est soit « *si* », soit « *no* », c'est pas très compliqué à traduire ! Je vous préviens, des procureurs comme vous, ça n'existera pas avec moi.

Sonné, le procureur Marin fait mine de se lever, il veut quitter la table. Il se ravise quand le conseiller justice de Sarkozy s'approche de lui et lui livre quelques mots d'apaisement. Sarkozy viendra le voir, un peu plus tard, en aparté. Plus calme.

Marin confiera ensuite : « Si j'avais su, je ne serais jamais venu, si c'était pour me faire humilier... »

Et une fois élu, que fait Sarkozy ? « Il garde Marin, et même le propulse ! s'exclame Dati. Il le convoque et lui dit même : "On peut voir, si vous voulez être dir' cab'..." Il avait oublié ! Moi, je lui dis : "Mais quand même, avec ce qu'il vous a fait", mais il me dit : "Mais non, c'est moi qui ai gagné, alors... Je ne vais pas l'humilier, ça ne sert à rien, j'ai gagné..." »

Ces propos rapportés par Rachida Dati font écho, de façon troublante, à ceux que nous avait tenus François Hollande, publiés dans le livre « *Un président ne devrait pas dire ça...* » (Stock, 2016) : « Quand je suis devenu président de la République, je me suis dit, tous ceux qui m'ont critiqué, je vais leur voter une loi implicite d'amnistie : ça n'a plus d'importance, j'ai gagné, je dois rassembler. Si je gagne et que je règle mes comptes, en fait, j'ai perdu. »

Elle pouffe, encore et toujours, Rachida Dati. Commence ses phrases par : « Je vais vous faire marrer... » Raconte ses pépins de santé, comme ce jour de février 2019, la nuque entravée par une minerve, quand elle décrit encore et toujours cet arrondissement bourgeois qu'elle a su apprivoiser. Sa mairie lui ressemble, un peu foutraque, des couloirs encombrés de meubles entreposés un peu n'importe comment,

des employés municipaux dévoués et rigolards, sa fille Zohra qui rapplique à la sortie de l'école...

Nulle trace de haine, ici.

En revanche, dès qu'il s'agit de certain(e)s...

Rachida Dati ne retient pas ses coups contre Nathalie Kosciusko-Morizet. Si la scène de l'avion, qui avait vu Dati prendre la défense de Péresse, l'avait amenée à sympathiser avec NKM, elle s'est depuis brouillée à mort avec elle. Elle l'exècre même, depuis 2013, lorsque l'ex-porte-parole de la campagne présidentielle malheureuse de Nicolas Sarkozy décida de se lancer dans la primaire de la droite pour la mairie de Paris, que convoitait aussi l'édile du 7^e – et qu'elle guigne toujours. « Je n'aime pas l'injustice, commence-t-elle, or je trouve que quelqu'un comme NKM, comme d'autres, a toujours surfé sur des facilités. Humainement, je ne l'aime pas du tout. On a été très proches, elle était fascinée par ma famille, on faisait des goûters ensemble. Tout ça jusqu'aux municipales. La rupture, c'est quand je l'appelle pour lui dire : "Nathalie, il y a une rumeur qui dit que tu viendrais à Paris", et qu'elle me répond : "Mais, jamais !" Puis, peu après, elle me dit : "Il y a des mecs qui me réclament pour que je vienne." Et finalement, elle se déclare, dans *Le Parisien* ! » La maire du 7^e, furibarde, appelle NKM : « Je croyais qu'on était amies... » L'ancienne ministre de l'Écologie lui aurait répondu : « Mais tu n'as pas compris qu'en politique il n'y a ni loyauté ni amitié ? »

« Ensuite, elle a essayé de me reparler, mais ça a été : "Tu peux crever, je ne te parle pas." L'armoire pour moi a plus d'intérêt qu'elle », conclut Dati.

On vous l'avait dit, s'agissant de la violence et de la haine en politique, Rachida Dati fait figure d'experte. Elle sourit : « J'essaie de me civiliser, mais j'y arrive pas ! Il y a des choses dont on ne se départ pas, chassez le naturel, il revient au galop ! » Elle concède, malgré tout, qu'« il y a quand même des types corrects en politique : Jacob est sympa, Raffarin, même si c'est un cynique ». Ah, Raffarin... « Je l'aime bien, je m'entends bien avec lui, Sarko, lui, ne l'aime pas », assure-t-elle, mais c'est pour aussitôt préciser : « Raffarin n'aime pas les gens. Heureusement qu'il a le physique qu'il a ! Un notable de province, comme Bussereau, Larcher... »

Concernant l'avenir du mouvement gaulliste, Rachida Dati n'est pas franchement optimiste. « À droite, nous confiait-elle en juin 2017, il faut une nouvelle direction, dans tous les sens du terme. Sarko disait toujours : "Quand on est immobile, on devient une cible." Donc, il faut être en mouvement. Mais le problème, c'est le leader ; en 2004,

Sarkozy s'est imposé. Juppé et Fillon n'ont pas réussi. Wauquiez s'est beaucoup amélioré sur ses talents d'orateur, et il peut fédérer, mais sur quel socle ? Je suis inquiète, on va tous se retrouver dans une rame de métro. Baroin n'a pas l'âme d'un chef, il n'est pas gaulé pour ça, il n'est pas armé. Le contraire d'un Sarko, toujours en effervescence. »

En décembre 2018, nous avons demandé à Rachida Dati d'où venait ce tropisme malsain propre à la droite française, cette tendance hallucinante à s'entre-déchirer violemment. « Parce qu'il y a des écuries, a-t-elle asséné. Quand quelqu'un se sent agressé, c'est une écurie contre un mec tout seul. Regardez, l'écurie Chirac contre trois pauvres mecs avec Balladur... On a eu une aristocratie qui s'est cooptée, puis entretuée. »

D'où cette double conclusion, plutôt tranchante : « La France mérite mieux que ceux qui la dirigent, la France est toujours une République bananière. » Puis : « La politique, c'est un combat de rue, et tout le monde n'est pas équipé pour. Fillon, par exemple. Alors que Sarko, avec tout ce qu'il s'est mangé... »

Équipée, Dati l'est aussi, indéniablement.

Voilà, « la Rachida » a rempli sa mission : nous dessiller les yeux. Elle peut se consacrer à la conquête de la mairie de Paris. Elle va devoir, déjà, louvoyer entre les pièges tendus par les ténors de la droite locale. Elle saura faire.

Nous voici affranchis, nous aussi. Un peu moins naïfs.

À nous de soulever le rideau, maintenant. De dévoiler l'arrière-salle de cette droite pour laquelle, finalement, nous éprouvons une certaine fascination. Elle est moribonde, mais ses héros sont bien vivants, humains au possible. Et pour ce périple en zone de conflit, nous avons un atout majeur. Une carte maîtresse.

Le Professeur.

I

LA GUERRE DES NERFS

**Où Lavrilleux
use sa jeunesse ;
et Sarkozy son Premier
ministre**

CHAPITRE 1

La leçon inaugurale

Vous situez le personnage principal de la série à succès *La Casa de papel*, diffusée sur Netflix, anatomie d'un braquage chirurgical, celui de la Fabrique de la monnaie, à Madrid ? L'équipe de malfrats est dirigée par un grand type, roide, doté d'un humour à froid, prodigieusement intelligent. C'est le cerveau. Il a tout préparé, tout prévu, dans les moindres détails, en inculquant son savoir à une armée de bras cassés. Barbu, longiligne, des lunettes. Inquiétant et rassurant à la fois. Il s'appelle « le Professeur », dans la série.

Cela vous rappelle quelqu'un ?

Jérôme Lavrilleux sera donc notre Professeur. Il a accepté de tout nous raconter. Sans poser la moindre condition. Ni relecture de ses propos – tous enregistrés –, ni droit de regard sur le contenu, le titre, la présentation du livre...

On l'a découvert en 2014. Au cœur d'une tempête nommée Bygmalion. Mis en cause dans le scandale, il avait accepté de nous rencontrer. Il avait conforté nos doutes sur l'existence d'une supposée « caisse noire » au bénéfice de Jean-François Copé, dont il avait été le dévoué bras droit, si longtemps, depuis la mairie de Meaux jusqu'à la tête de l'UMP. Il nous avait observés, jugés. Nous avions écouté ses explications, il nous avait paru convaincant.

Et on l'avait écrit.

Il n'a jamais oublié. Car Jérôme Lavrilleux n'oublie rien.

Alors, on l'a revu. Cet homme froid – d'apparence –, 1,86 mètre pour 86 kilos, un bloc de raideur qui trimballe un drôle de chien nommé Jasper, ne s'apprivoise pas aisément. Barbu, bien avant que ce ne soit la mode, ponctuel jusqu'à l'obsession, distant mais jamais méprisant. On le vouvoie, on ne fait pas semblant d'être proches. Ascétique, il boit très peu d'alcool, pas du tout de café, mange frugalement, ignore superbement le sport et retape de vieilles bicoques à ses heures perdues, avec son père. Il est incollable sur les poutres IPN, dont il nous a – aussi – révélé l'existence... Sa vieille

guimbarde accumule les kilomètres par dizaines de milliers. Le scrutin européen du 26 mai 2019 est le terminus de sa vie publique ? Voire. Le virus de la politique pourrait bien le conduire à briguer la présidence de l'agglomération de Saint-Quentin ; il nous l'a confié un jour où nous lui rendions visite sur ses terres...

C'est d'ailleurs dans l'Aisne que nous avons mené l'un de nos derniers entretiens avec Jérôme Lavrilleux, en janvier 2019. On voulait le voir chez lui, dans ce bucolique hameau de Wiancourt, riche de quelques dizaines d'âmes seulement, où il possède un immense corps de ferme depuis 2005. Il aimerait bien le revendre, personne n'en veut. Une piscine au fond du jardin, dont les voisins profitent. Deux ou trois semaines par an, on est tout de même dans le Nord. Un portail épais aussi, bien pratique pour décourager les caméras pendant la grande crise.

Pour s'y rendre, après avoir quitté l'autoroute A1, il faut zigzaguer, dans un cadre spleenétique, entre les champs de betteraves et les cimetières, beaucoup de cimetières, américains, britanniques, russes, allemands... À chaque virage, sa palanquée de morts. Ils témoignent des deux guerres mondiales qui ont ravagé la France, mais aussi désormais, de manière allégorique, des ambitions de Jérôme Lavrilleux, définitivement enterrées.

Car Lavrilleux, terreur des fillonistes au temps de sa splendeur, est rentré dans le rang. C'est un citoyen pas comme les autres, couturé de partout. Trop de coups, donnés, reçus, ça finit par vous démolir. Mais quand viendra l'heure du procès Bygmalion, il assumera sa part de responsabilité, on veut bien le parier.

Au Parlement européen, il incarne, paradoxalement, le sérieux en politique, avec un taux de présence record à Strasbourg comme à Bruxelles. Indésirable sur la liste des Républicains, dont il ne fait plus partie de toute façon, il reste un paria.

« Les types qui ont voulu me tuer ont presque réussi, mais pas totalement, dit-il. Ils ont fait de moi un homme heureux, comme je ne l'ai pas été depuis très longtemps. » Sans attache, sans laisse, parfaitement libre d'envoyer paître son collègue Brice Hortefeux quand il le veut, par exemple.

Encore il y a peu.

On dînait avec lui, à la winstub Chez Yvonne, restaurant emblématique de la capitale alsacienne, devant une roborative choucroute. Mais Strasbourg est tout petit pour ceux qui baignent dans un aussi grand désamour...

Hortefeux trônait à la table voisine. Le lendemain, l'ancien ministre

de l'Intérieur de Nicolas Sarkozy dira à notre invité : « J'ai bien compris votre manège, Jérôme. Vous discutez avec ces journalistes, vous ne devriez pas... » Lavrilleux a ri, se gaussant ouvertement. Pourtant, Hortefeux, qu'il surnomme « vanille-fraise », rapport à son teint mi-blafard, mi-rougeaud, fait encore peur apparemment : « Il était ministre de l'Intérieur, donc il a lu toutes les fiches sur tout le monde. En politique, ce qui est important, pour avoir la paix, ce n'est pas de tout savoir, c'est que les autres pensent que vous savez ce qu'eux savent sur eux-mêmes... »

Sacré Hortefeux. En juillet 2014, alors que le scandale Bygmalion tourmente la droite, Lavrilleux se rend à Bruxelles. Les chaînes d'info le suivent pas à pas. Nouvellement élu député européen, en compagnie de Rachida Dati, Michèle Alliot-Marie et compagnie, il discute dans les couloirs avec l'ancien ministre de l'Intérieur. Lavrilleux est déjà devenu l'homme à fuir, celui qui sait trop de choses. BFM-TV l'a consacré dans ce rôle peu enviable. Mais il n'a pas encore fait connaissance avec le juge Serge Tournaire, il vient tout juste de recevoir une convocation des policiers. Lavrilleux s'interroge. Il n'a pas les bonnes clefs de compréhension. Doit-il vraiment tout déballer ? Et précipiter la perte de l'UMP, que Sarkozy s'apprête à reconquérir ?

Brice Hortefeux lui livre alors un conseil, en homme d'expérience, habitué aux tracasseries judiciaires. Lavrilleux rapporte la scène : « Oh, moi, j'en ai vu souvent, des policiers, pour des tas de trucs, lui dit Hortefeux. Il y a deux solutions : soit vous mentez, mais c'est très dur, il faut bien se rappeler, être cohérent, etc. Soit vous décidez de dire la vérité, c'est plus simple, mais à la fin vous pouvez payer cher. »

Hortefeux-les-bons-tuyaux, l'expert ès notes de frais du Parlement européen – la référence suprême en la matière pour tous ses collègues, paraît-il. L'homme prudent, aussi : il dispatche ses archives les plus sensibles dans les bureaux de quelques collègues de confiance. Au cas où.

Jérôme Lavrilleux profite de l'anecdote pour nous administrer sa première leçon. Connaissant son potentiel déflagratoire, ils sont nombreux, à droite, à craindre d'éventuelles révélations de sa part. Pas forcément à tort.

Le Professeur s'y connaît en engins explosifs.

Pour survivre en terrain hostile, il lui a fallu serpenter entre les mines antipersonnel et entretenir sa légende. « J'ai toujours préféré, en politique, jouer avec un frisbee qu'avec un boomerang, lâche-t-il. Le boomerang, c'est le frisbee de celui qui n'a plus d'amis. » Comprendre : si on lance une offensive, il faut être certain qu'elle ne

vous revienne pas pleine face. Préférer le frisbee au boomerang, ça signifie aussi, à ses yeux, ne jamais dévoiler toutes ses cartes, en laissant entendre qu'on a les meilleures. Au poker, les meilleurs joueurs sont ceux qui maîtrisent l'art du bluff. Et, à la table des puissants, Lavrilleux s'est révélé un excellent joueur. « Je pars du principe que les gens ont tellement de choses à se reprocher qu'il n'y a pas besoin de savoir quoi. On ne doit jamais dire combien de sous-marins lanceurs d'engins sont à la mer, ni où ils sont... »

Il fait peur, lui aussi ? Comme Hortefeux ? « Je pense que cela m'a facilité la vie, admet-il. Mais les gens ont surestimé ma capacité à la méchanceté. » Survivant d'un univers sans pitié, il confie, à propos du tsunami Bygmalion : « J'ai senti de la haine politique. » Ses mots sont précis, forts. Ils collent si bien à notre sujet. Et puis, cet homme sait tout, c'est pratique.

Le témoin idéal, aussi, dans une salle d'audience, lorsque viendra l'heure des comptes judiciaires.

L'escorte rêvée, surtout, pour une enquête sur la droite. Ses propos ? Des cours magistraux d'arnaque politique, de manipulation de la presse, de décryptage des comportements humains lorsque le pouvoir est en jeu. D'autant plus crédibles que, souvent, il s'auto-incrimine.

« Ce qui arrive à la droite française, c'est du cannibalisme, c'est-à-dire qu'ils se mangent les uns les autres, synthétise-t-il. Ça va tant qu'il y a un échantillon assez grand autour de la table, vous pouvez manger à satiété : "Tiens, cette fois-ci, c'est lui, on va tous le bouffer !" Sauf que vous étiez douze, il n'en reste plus que onze. Et ainsi de suite. Le problème, c'est qu'à la fin, le cannibale qui reste, il meurt de faim, parce qu'il n'a plus personne à bouffer. Et il disparaît. La vocation des sociétés anthropophages, basées sur le cannibalisme, c'est de mourir. Elles ne peuvent pas se régénérer. C'est ce qui arrive à la droite. » À l'origine de tout, le socle constitutif, un banal sentiment.

La haine.

« La haine, ce n'est pas un ticket d'entrée en politique, conclut Lavrilleux, mais c'est un moteur. La haine est consubstantielle à la politique – ce qui est totalement anormal, d'ailleurs... »

Mais la haine, ça s'apprivoise.

Lavrilleux va devoir se trouver des maîtres.

CHAPITRE 2

Des bris de verre dans la colle

Le Professeur vient de loin.

Il a fait ses classes en province, appris sur le tas, et cela vaut bien la sacro-sainte voie royale Sciences Po-ENA, à condition de savoir rester à sa place.

Derrière, dans l'ombre.

Lavrilleux, c'est un père garagiste, dans le Saint-Quentinois – l'Aisne profonde –, une enfance banale, des études moyennes. Il ne se rêve pas en futur grand de la politique. « Je n'ai pas suffisamment de classe pour être calife », estime-t-il lucidement. Alors, il s'est inventé une vie de marionnettiste, à créer de la gloire pour les autres. Il n'en conçoit aucune amertume. Éventuellement quelques regrets. « Si je n'avais pas cette affaire-là, dit-il en évoquant le scandale Bygmalion, j'ai la fatuité de penser que j'aurais pu faire un excellent politique. » Il ne le saura jamais. Son ami Xavier Bertrand, de quatre ans son aîné, croisé dès 1988 sur les bancs du lycée Pierre-de-la-Ramée de Saint-Quentin, finira peut-être un jour, lui, à l'Élysée, qui sait...

Lavrilleux, qui a vu le jour, à Saint-Quentin bien sûr, le 19 septembre 1969, est né de droite. Il ne s'en excuse pas, chez lui, c'est une fibre naturelle, gaulliste et sociale.

Très jeune, Lavrilleux a compris, et il a tout retenu. « En fait, dit-il, il n'y a pas d'école. Vous apprenez sur le tas. Moi, j'ai toujours été passionné de politique. À 8 ans, je connaissais la totalité des gouvernements en place. » En 6^e, au tout début des années 1980, il organise une élection présidentielle en cours de dessin. Trente et un élèves, qui n'ont pas vraiment le choix, les pauvres : le jeune Lavrilleux penche clairement pour Chirac et entend bien imposer ses vues. Certes, tout se fait à bulletin secret. « Mais à la fin, quand on a dépouillé, Chirac fait trente voix, Mitterrand une voix. Et Giscard, zéro. Autant vous dire que je maîtrisais la classe ! » Il connaît d'ailleurs le nom du « traître » socialiste : « Je l'ai croisé à Saint-Quentin, il y a cinq ou six ans, sourit-il. En le voyant, je vivais

toujours comme un échec personnel son vote pour Mitterrand ! »

En 1989, il cherche sur l'ancêtre d'Internet, le Minitel, l'adresse d'un parti de droite. Ce sera le RPR. « J'y vais, c'est une petite baraque, pas très reluisante. Je frappe, je suis accueilli par quelqu'un, l'assistant parlementaire du sénateur Jacques Braconnier : Xavier Bertrand. C'est lui qui me fait ma première carte d'adhérent. » Nous sommes au mois de mars 1989.

Xavier Bertrand, lui aussi, a été marqué par cette première rencontre : « Lavrilleux, il est jeune, intelligent, pas diplômé, c'est pas le profil qui fait Sciences Po et autres, mais il a oublié d'être bête, et c'est comme ça que je propose qu'il vienne militer. »

Le voici bientôt colleur d'affiches. Avec son acolyte Xavier Bertrand, il parcourt les rues de Saint-Quentin dans la vieille fourgonnette de son père. Les communistes étaient encore bien présents, dans l'Aisne. La durée de vie d'une affiche vantant les mérites de la droite ? Pas plus d'une demi-heure. Alors, il faut trouver une solution pour dissuader les décolleurs d'affiches du camp d'en face. « On prenait des vieux néons, on les pétait, on mélangeait ça à la colle pour affiches. Comme ça, s'il y a un con qui veut arracher votre affiche, eh bien, les bris de verre, ça pique les doigts. Et ça calme, en général ! » En fin de campagne, il négocie finalement avec la municipalité PCF. Une moitié de panneau pour les communistes, l'autre pour le RPR. Et rien pour les socialistes, évidemment.

Un BTS de commerce plus tard, Lavrilleux succède à Bertrand auprès de Braconnier. « Quand moi je décide de prendre du champ par rapport à la politique, c'est-à-dire que je comprends que, si je ne bifurque pas professionnellement, je vais être complètement dépendant de la politique, et donc que je décide de reprendre un cabinet d'assurances, il me semble tout à fait désigné pour prendre ma place d'assistant parlementaire auprès du sénateur, confirme Bertrand. Et donc c'est moi qui dis à Jacques Braconnier : "Il y a Lavrilleux qui est là depuis un moment, qui connaît bien tout ça, donc je pense que ce serait vraiment bien." Braconnier a une toute petite réticence au départ parce qu'il me considère un peu comme son petit-fils, donc le fait que je m'en aille, c'est pas quelque chose de simple-simple. »

Dès cette époque, l'actuel patron de la Région Hauts-de-France détecte chez Lavrilleux « un potentiel, et l'intelligence... Et puis, très vite, il sait se rendre indispensable, pour reprendre la formule de Sarkozy (*sourire*) ».

Bertrand repère-t-il chez Lavrilleux un potentiel d'homme de l'ombre ? « Non, pas forcément, dit-il. Il n'est pas nécessairement en

première ligne, mais ce n'est pas forcément le côté "homme de l'ombre". L'une des premières fois où je l'ai vu, il devait être en bermuda, pas dans un costume de cardinal ! »

En tout cas, auprès du Braconnier, Lavrilleux s'informe, s'imprègne, écoute. Le vieux sénateur RPR de l'Aisne lui dispense quelques leçons : « Jérôme, maintenant que vous êtes mon assistant, deux choses. La première, un évêque ne doit jamais pécher dans son évêché. Vous faites ce que vous voulez avec votre cul, mais pas dans l'évêché. Et deuxième chose, l'habit fait le moine en politique. » Il n'oubliera pas : « Plus les gens sont en difficulté, plus vous devez aller les voir avec un beau costume, une belle cravate. » On ne singe pas les milieux que l'on côtoie, on ne se grime pas en sportif lors d'un match de foot du dimanche... En toute occasion, on soigne les apparences.

La politique est bien un métier, avec ses codes.

Au mois de septembre 1992, c'est la première rencontre avec Jacques Chirac. Le Grand Jacques. Braconnier embarque Lavrilleux avec lui à l'hôtel de ville de Paris. Et là, nouvel apprentissage.

Évidemment, au premier contact, le tout jeune assistant parlementaire – il a alors 23 ans – est impressionné. « Chirac, il vous tapait sur l'épaule et sur la bedaine, mais vous n'aviez pas envie de vous mesurer à lui. Et il a cette capacité, quand tu passes un quart d'heure en tête à tête avec lui, à te faire penser que tu es la personne la plus importante pour lui. » Les interlocuteurs de Sarkozy ou de Macron éprouvent souvent la même sensation. La marque des grands politiciens, sans doute.

Quinze jours après cette rencontre, Lavrilleux reçoit une photo de lui avec Chirac. Signée : « À Jérôme Lavrilleux, ma parfaite amitié ».

Donc, c'est aussi ça, la politique. S'assurer du soutien du plus petit militant. Au cas où. La photo est restée avec ses affaires, au parti, dans un carton. Depuis Bygmalion, il n'a plus jamais remis les pieds à l'UMP, devenue LR.

Lavrilleux prend le temps de se marier, en 1993. Un échec. D'autant qu'avec sa compagne ils n'ont pas d'enfant, alors qu'il le souhaitait tellement. Ah oui, au fait, il se dit banalement hétérosexuel. *A priori*, on s'en moque totalement, mais cela aura son importance en fin de compte, on le verra. De toute façon, au début des années 1990, il n'a pas beaucoup de temps à consacrer à sa vie privée. Lavrilleux passe rapidement au service de Pierre André, vice-président (RPR) du conseil régional de Picardie, qui guigne la mairie de Saint-Quentin. Il se perfectionne. Vite. Il a mis le pied dans le pas de la porte, on ne la lui claquera pas au nez. Propulsé directeur de la campagne, à 25 ans,

le jeune Lavrilleux n'entend pas laisser passer sa chance. Tous les moyens sont bons. L'apprenti politicien découvre les joies des petites manips.

Par exemple, début 1995, à l'approche des municipales, il fait imprimer une trentaine de tracts, estampillés « Comité de défense de la laïcité ». Ils sont disposés sur les pare-brise, en face de la mairie, des journaux locaux... Ils revendiquent le changement de nom de la ville, prétendument au nom de la laïcité. Fini le nom de Saint-Quentin, pourquoi pas « Quentin libre » ? Les vieux électeurs s'interrogent : et si le maire communiste était derrière tout cela ? De quoi faire perdre au PCF quelques voix... et l'élection.

Passionné, le jeune militant sent, parfois, qu'on le prend pour un intrus. « Je pense qu'en politique, c'est quasiment impossible de réussir à très haut niveau sans avoir la carte de membre du club », dit-il, partageant le constat fait par Rachida Dati.

« C'est quoi, avoir la carte ? Être né, ou avoir vécu, dans le 7^e arrondissement de Paris, ou à proximité immédiate, avoir été dans les bons établissements scolaires, privés, dès le primaire, et puis à Sciences Po, à l'ENA, etc. Si vous n'avez pas fait ça, vous pouvez réussir, mais cela vous prend vingt ans de plus. Car ces gens-là, eux, se rendront toujours service, à un moment ou à un autre, même s'ils sont dans une opposition violente. » Il lui a fallu un peu de temps pour comprendre le système, de l'intérieur. Au début, il était ébloui.

Comme tout le monde.

Ainsi, désormais dans la place, à l'hôtel de ville de Saint-Quentin, Lavrilleux se régale. La mairie gagnée par le candidat du RPR, Pierre André, Lavrilleux a en effet été propulsé directeur de cabinet. À peine intronisé, il décide de réduire au maximum le nombre de panneaux électoraux et, surtout, les fait placer à des endroits stratégiques, près des domiciles de militants de confiance. Qui n'ont plus besoin, dès lors, de parcourir la ville pour veiller sur leurs affiches et décrocher celles des adversaires. Lavrilleux améliore aussi la communication du maire nouvellement élu. Il supprime les magazines municipaux que personne ne lit, réduit les effectifs du service de presse, des gestes généralement appréciés de la population. Au moindre début de coup de pioche dans une rue, il organise un micro-référendum, une consultation de quartier, histoire de donner le sentiment aux habitants qu'ils ont voix au chapitre. Et la mairie leur adresse des courriers faussement personnalisés, afin de les rassurer.

Installé à la mairie, dans son bureau de directeur du cabinet, Lavrilleux repense à cette fameuse photo dédicacée que lui fit parvenir

Jacques Chirac trois ans plus tôt, en septembre 1992. « Il n'en a rien à foutre de moi, mais il m'envoie une photo, je touche la dédicace avec mon doigt et l'écriture bave... C'était vraiment lui ! Alors, la première chose que je fais, trois ans après, quand je deviens directeur du cabinet du maire de Saint-Quentin, j'embauche un photographe. Il avait un carnet sur lui, en gros c'était : "Vous venez d'être pris en photo avec le maire, si vous la voulez, donnez-nous votre nom et votre adresse." Et comme ça, on cernait les gens et électeurs ! Des photos, on en a fait des milliers... » Même si c'est Lavrilleux qui signait à la place du maire, à s'en meurtrir les doigts. « Le mec, il vote pour vous, à vie. » Et, surtout, il est fiché.

Cette obsession photographique et épistolaire, elle ne quittera jamais Lavrilleux. Il saura l'utiliser pour ses propres desseins. Car s'il vient d'obtenir son « baccalauréat » avec mention, en matière politique s'entend, s'il maîtrise les petites tricheries du quotidien, il lui faut à présent se frotter vraiment aux campagnes électorales.

CHAPITRE 3

Du homard pour les anciens

Les vieux, toujours les vieux. Inépuisable réservoir à votes.

En politique, on ne fait qu'appliquer des recettes. Lavrilleux ne fait pas exception. Prenez cette année 2011, où, désireux de se représenter aux élections cantonales, mais pris par ses occupations auprès de Jean-François Copé, il n'a pas le temps de faire campagne. Alors, il applique la méthode Chirac. Il cible les quartiers supposés favorables et adresse à chacun des électeurs de plus de 60 ans une lettre manuscrite.

Nos chers anciens.

Quatre mille courriers, signés avec un feutre bleu, qui bave bien si possible, car ça doit faire « vrai ». « Ça prend un temps infini, j'écris à chaque fois : "Bien chaleureusement, Jérôme Lavrilleux". Mon seul budget de campagne, c'étaient les timbres ! Les vieux, plus personne ne leur écrit, à part La Redoute et les impôts. Mais, par contre, une personne âgée ouvre sa boîte aux lettres tous les jours. »

Il gagne l'élection.

C'est que, en l'espace de quelques années, il a eu le temps de roder son singulier talent. Il applique à la lettre durant sa période saint-quentinoise quelques martingales de ce genre. Par exemple, une règle d'or : ne jamais changer le menu des anciens lors des banquets du troisième âge. Les vieux, ils râlent vite, ils détestent le changement, mais, surtout, ils votent. Donc il convient de les choyer. « Plus la participation est faible, à une élection, plus le poids des plus de 65 ans est fort », rappelle-t-il. Avec une abstention croissante, le poids des anciens l'est tout autant. « Ils ont le sens civique, reprend le Professeur. Qu'il pleuve, qu'il neige, que le déambulateur soit rouillé ou pas, ils vont voter. » Un jour, il entend André Santini, le maire d'Issy-les-Moulineaux, clamer devant lui : « Sais-tu quand les vieux, chez moi, ils savent que les élections approchent ? C'est quand je leur sers du homard ! » Une fanfaronnade, peut-être...

Dans ces fondatrices années, Lavrilleux participe aussi aux élections départementales. L'occasion de roder un savoir-faire. « Si vous faites

une campagne, il faut tuer l'adversaire politique », résume-t-il cliniquement. Ainsi, il fait courir le bruit que le maire de Saint-Quentin, son candidat donc, a tenu des centaines de réunions d'appartements. C'est invérifiable, bien entendu. Ça tombe bien, puisque c'est faux ! Mais tout le monde y croit... « Ce n'est pas vraiment un mensonge, relativise-t-il, on envoie un signal. » Joliment dit. En revanche, il ne fait jamais sauter un PV, cela ne rapporterait rien sur le plan électoral, assure-t-il.

Le conseiller général apprend à éviter les impairs. Deux réflexes à proscrire : « Faire chier les gens quand ils achètent leur bouffe, parce que c'est comme s'ils étaient déjà en train de manger, c'est comme au restaurant, on ne supporte pas le type qui vient vous vendre des roses », commence le Professeur. Second commandement : « Dans une tournée de commerçants, vous n'entrez pas chez les coiffeurs. Jamais. Parce qu'une femme ne veut jamais qu'un mec la voie avec des bigoudis sur la tête ! »

Voilà les petits secrets d'une campagne réussie. Ils se transmettent, d'année en année, de soldat en soldat. En plus, ce qui se pratique à l'échelon local peut parfaitement fonctionner au niveau national, Lavrilleux en fera bientôt l'expérience.

« J'ai été marqué par mon premier patron », reprend Lavrilleux à propos de Pierre André, dont il n'a jamais oublié les préceptes. « Quand on a gagné la mairie de Saint-Quentin en 1995, le lundi qui suit l'élection, on arrive à la mairie, on réunit le bureau municipal, c'est-à-dire tous les adjoints, à 18 heures. À six heures moins cinq, le maire rentre dans mon bureau, il dit : "Viens, on descend." On arrive au sous-sol, dans la salle, il trouve un appariteur. Il tremblait, parce que c'était le nouveau maire. "À six heures pile, vous vous mettez devant la porte et vous interdisez à tout le monde d'entrer." Et je me retrouve dans la salle, juste avec le maire, il y avait un ordre du jour. Six heures pile, il dit : "On commence. Le point 1, qu'est-ce que tu en penses ? On va faire ci et ça. Le point 2..." Et ça commence à gueuler dans le couloir, il y avait le premier adjoint qui gueulait sur ce pauvre appariteur : "Vous ne voyez pas qui je suis ? — Mais le maire m'a dit qu'il me virait si je vous laissais entrer." À 18 h 07, le maire ouvre la porte, tout le monde dit : "L'appariteur ne voulait pas nous laisser entrer ! — C'est moi qui lui ai dit. La prochaine fois, vous êtes tous à l'heure, le bureau est terminé, j'ai tout décidé tout seul puisque vous n'étiez pas là." Et le coup d'après, un quart d'heure avant la séance, tout le monde était dans la salle. Si on commence le mandat avec un quart d'heure de retard, on va le finir en retard, et nos projets ne seront pas inaugurés avant les prochaines élections. »

De cet épisode date l'obsession de Lavrilleux d'être toujours à l'heure – on peut en témoigner. « Je fais chier tout le monde à toutes les réunions, parce que je suis le premier dans la salle ! » s'esclaffe-t-il.

Il se confectionne à l'époque des idoles sur mesure. Les siennes, personne ou presque ne les connaît. Michel Baloche, par exemple, ou encore Daniel Le Conte, tous deux aujourd'hui décédés. Deux maîtres en organisation de meetings, dévoués à Chirac, préposés aux installations matérielles, aux petits détails qui font la différence. Le 7 mai 1995, il est avec eux au QG de campagne du Grand.

Le soir du triomphe. Le « traître » Balladur a été enfoncé au premier tour, l'adversaire socialiste Jospin croqué au second.

« Baloche, si vous regardez les meetings de Chirac, ou des réunions publiques, ou même à l'Élysée, c'est le type qui, quarante secondes avant que Chirac parle, vient et met les micros à la bonne hauteur. Toujours un pantalon dégueulasse, un pull qu'il a dû tricoter lui-même, ou alors sa mère, dans les années 1950 ! Vous ne le voyez pas. Le mec, c'est l'organisateur matériel de tout, dès que Chirac fait un pas, il y a Baloche qui est passé avant. Et Daniel Le Conte, c'est le mec qui est toujours avec lui. Toujours. »

Il les aime, ces deux-là. Les révère, même. L'« orga », ce sera son domaine de compétence à lui aussi. Et puis, il s'identifie. « Ce ne sont pas des mecs qui ont fait Sciences Po. Ce ne sont pas des énarques qui ne se salissent jamais les mains. » En 2002, Chirac tout juste réélu président se déplace à la mairie de Saint-Quentin, dont Lavrilleux est devenu le numéro deux, au soutien du maire, Pierre André. Le fidèle Le Conte l'appelle, juste avant le déplacement présidentiel : « Il me dit : “Jérôme, fais-moi une petite note sur Pierre André, des anecdotes personnelles, sa femme Maria, les enfants, etc.” Je lui fais ça. Chirac arrive, se gare devant la mairie, il descend, et Daniel Le Conte me lance : “Guide le président, Jérôme.” Je lui dis : “Monsieur le Président, Pierre André est là. — Mais oui, je sais qui est Pierre André, comment vas-tu, Pierre ? Alors, et Maria, et les enfants, et la petite Capucine, comment va-t-elle, est-ce qu'elle a réussi ses examens ?” Pierre André était en état de béatitude pour six mois. Il m'a dit : “Tu vois, je suis quand même proche du Grand, il me connaît bien, et même mes enfants, et les enfants de Maria...” », etc. »

Un métier, on vous dit. Pierre André, hospitalisé en urgence au Val-de-Grâce, a un gros pépin de santé ? Lavrilleux prévient Le Conte. « Une demi-heure après, il y a Chirac qui essayait de téléphoner et qui a pris des nouvelles auprès du médecin-colonel, qui s'est empressé de dire quand il s'est réveillé à Pierre André : “Le président de la République...” Ils l'ont transféré et il a été dans la chambre allouée au

président de la République. »

Autre leçon : la loyauté. C'est ce qui reste, à la fin.

Prenez Daniel Le Conte, devenu quasiment SDF, il logeait chez un militant, alors que Chirac disparaissait du paysage. Eh bien, Lavrilleux l'a recruté à l'UMP, des années plus tard. « On l'a remis d'aplomb, et après, quand nous on a quitté l'UMP, Claude Chirac l'a embauché pour rejoindre le cabinet de l'ancien président, et il y est resté jusqu'à sa mort. Il a eu au moins une petite place au paradis. »

Il ne reste plus rien de Chirac au domicile de Lavrilleux. Hormis une photo, glissée sur une étagère. Pas loin des fauteuils de Balladur, que Lavrilleux a rachetés, à l'occasion du déménagement de l'UMP. Sur le cliché, pris en 2002, on découvre un Chirac tout sourire. Et à côté de lui, un peu gauche, déjà discret, pas encore barbu, Lavrilleux. Avec, dans un coin, le jeune Xavier Bertrand. Et l'encore plus jeune Bastien Millot. Un natif de Saint-Quentin, lui aussi, passé très tôt au service de Jean-François Copé. À cette époque, Lavrilleux fourbit toujours ses armes à Saint-Quentin. Il se forge une ligne de conduite. Un épisode va sceller son avenir. Et créer sa réputation naissante.

« Je reçois un coup de fil à 8 heures du matin de la femme du maire, Maria : "Jérôme, Pierre vient d'être amené au Val-de-Grâce, où il est en train de mourir." Il avait fait un accident cardiaque. J'avais déjà des adjoints qui étaient en train de supputer pour la succession, Xavier Bertrand, etc. Je me suis dit que ça allait partir en couille. »

Pendant quinze jours, Lavrilleux donne le change, anime l'équipe municipale. Jusqu'au jour où l'adjoint aux affaires sociales renâcle, menace de prévenir la presse, et réclame la nomination d'un maire par intérim. Il ne faut pas trop chatouiller Lavrilleux. Il ne rit pas, en général.

« Dans la nuit, j'ai envoyé la fourrière municipale devant chez le maire-adjoint pour récupérer sa voiture de fonction et j'ai fait changer la serrure de son bureau à la mairie. Il revient le lendemain, je l'entends gueuler dans le hall de la mairie : "On m'a volé ma voiture, on m'a volé ma voiture !" Il va pour aller dans son bureau, et il n'arrive pas à l'ouvrir. Il déboule dans mon bureau : "Qu'est-ce que c'est ? On m'a volé ma voiture !" Je lui dis : "Non, elle n'est pas volée, la voiture. Elle est à la fourrière municipale. Défaut de loyauté au maire, je vous ai retiré la voiture, et votre bureau, vous le retrouverez quand Pierre André reviendra de vacances. — Ça ne va pas se passer comme ça... — C'est à vous de voir. »

Quinze jours après, Pierre André est de retour. Discours du maire : « J'ai eu un problème, Jérôme était le seul à être au courant, il était

chargé de tenir la boutique, je ne sais pas tout ce qu'il a fait... mais ce qu'il a fait, il l'a fait pour mon bien et pour le vôtre. »

Et si Pierre André n'était pas revenu ?

« On m'aurait viré. Ça s'appelle la loyauté. »

Lavrilleux a passé dix ans à la mairie de Saint-Quentin. C'est beaucoup. Pas certain qu'il ait toujours eu l'ambition chevillée au corps. Même s'il est devenu conseiller général de l'Aisne, dès 2002, à la faveur de la démission d'un certain Xavier Bertrand, toujours lui. Dix années d'université politique assidues. Ainsi, le maire Pierre André ne goûte guère les permanences d'élus, il reçoit peu ses électeurs, ne parle pas aux journalistes, alors c'est au directeur de son cabinet de s'y coller. « Les gens à la fin ne demandaient même plus rendez-vous avec le maire, se souvient Lavrilleux. Ils venaient me voir, et c'est comme ça que j'ai gagné mes élections cantonales. » Il a été réélu en 2004.

C'est à cette occasion qu'il a saisi comment « traiter » les électeurs et les journalistes.

L'idylle avec Pierre André, et donc Xavier Bertrand, va pourtant se fracasser sur les premières ambitions politiques de Jérôme Lavrilleux. Bertrand se souvient : « Nos chemins vont s'éloigner pour deux raisons : parce que Pierre André décide de ne pas le garder auprès de lui à la mairie, et parce qu'en plus Jérôme voulait entrer sur la liste pour les prochaines municipales », celles de 2008. Bertrand rapporte les propos que lui tient alors le maire de Saint-Quentin : « J'en fais un *casus belli*, je ne veux pas qu'il entre sur la liste des municipales parce que je sais pertinemment qu'on va se foutre sur la tronche. » Bertrand revendique le fait de s'être vivement « opposé à ce qu'il entre sur la liste. J'assume complètement, d'ailleurs je l'ai dit à Jérôme. J'ai un grand principe, je dis les choses en face. En revanche, quand Pierre André estime qu'il faut s'en séparer, ça, je n'y suis pour rien ».

Entre le futur secrétaire général de l'UMP et Lavrilleux, la rupture est consommée. « Oui, c'est là où les chemins divergent, confirme Bertrand. Après, il se met à bosser avec Copé, on est à l'époque de la grande castagne entre moi et Copé, et donc c'est là où nos voies se séparent complètement. Mais on était vraiment très proches au début. Quand il bosse pour Pierre André, je suis celui qui est considéré comme le numéro 2 à Saint-Quentin, mais Jérôme s'est dit : "Pourquoi pas moi"... »

Jérôme Lavrilleux livre une version légèrement différente : « Ma brouille avec Xavier Bertrand était due au fait que Pierre André, après m'avoir assuré que je serais sur la liste, m'avait au dernier moment prévenu que je n'y serais pas, suite à un veto de Xavier Bertrand.

Bertrand anticipait le fait que Pierre André abandonnerait son mandat de maire en cours de mandat, et il ne voulait pas prendre le risque d'avoir un concurrent sur la liste. Le paradoxe de cela est que ça m'a donc rendu disponible pour aller à l'Assemblée nationale avec Jean-François Copé, en avril 2008. J'étais encore dir' cab' à Meaux, mais, n'ayant pas été sur la liste à Saint-Quentin, j'ai accepté la demande de Copé de devenir son dir' cab' à l'Assemblée. Et deux ans après, en 2010, Copé réussissait à évincer Xavier Bertrand de la tête du parti ! »

Après ce que Xavier Bertrand qualifie lui-même de « très très long » moment de brouille, les deux hommes ont fini par renouer, récemment : « On se parle, lâche Bertrand. On se voit quand il est à Saint-Quentin, même si je ne suis jamais allé chez lui, à Wiancourt. Nos rapports sont complètement apaisés... »

En 2004, la fusée Lavrilleux change donc de trajectoire. Exit le prometteur Bertrand, il se glisse dans la roue d'un autre espoir de l'UMP, un certain Jean-François Copé, en renouant avec un ami d'enfance nommé Bastien Millot. Ce dernier s'était engouffré dès le départ dans le sillage de Jean-François Copé, son professeur à Sciences Po. Ensemble, Copé et Millot ont conquis la mairie de Meaux, en Seine-et-Marne, en 1995. Le nouveau mentor de Lavrilleux, porte-parole du gouvernement, jamais en retard d'une ambition, s'apprête à partir à la conquête du conseil régional d'Île-de-France, contre le socialiste Jean-Paul Huchon.

Il leur faut un Daniel Le Conte, pour gagner.

Ce sera Jérôme Lavrilleux.

Le Professeur, désormais agrégé en sciences politiques occultes, va dispenser son savoir, à Meaux, expérimenter ses acquis. L'époque s'y prête. Il a survécu à la guerre Balladur-Chirac, vécue de loin, par procuration.

L'univers de la droite s'ouvre à lui. Sarkozy est l'étoile montante, Villepin l'étoile filante, la comète Fillon est encore lointaine. Et un météore nommé Copé entend bien jouer sa carte.

De quoi s'amuser.

CHAPITRE 4

Fallait pas l'énerver

En mars 2004, Lavrilleux a intégré le cénacle.

Il a grimpé de quelques marches l'escalier menant à la reconnaissance. Bastien Millot lui a chauffé la place, le voici organisateur des meetings de Jean-François Copé, élu maire de Meaux en 1995 et figure en devenir de l'UMP. Copé est en campagne pour la région Île-de-France, les réunions gagnent en importance. Il faut remplir de grandes salles. Et donc mentir sur le taux de remplissage. « Le seul moment où vous ne pouvez pas tricher, c'est quand vous prenez un Zénith, où les places assises sont vissées au sol. C'est pour ça que dans la fosse on ne met pas de chaises. »

Lavrilleux gagne ses galons. « Je deviens le spécialiste du nombre de personnes que l'on peut caser au mètre carré, dit-il drôlement. Mais vous mentez. Vous mentez parce que vous y êtes obligé, vous ne pouvez pas dire la vérité. » Les chiffres ont de l'importance, les rangs ne peuvent pas être clairsemés, question de crédibilité. Lavrilleux a été marqué, au cours de cette campagne, par l'attitude d'*imperator* d'un Sarkozy en route vers son destin présidentiel : « Son grand truc, lors de la campagne des régionales de Copé, c'était de débarquer en plein milieu du discours de Jean-François pour se faire applaudir. On savait qu'il attendait à un rond-point, avec son cortège de ministre de l'Intérieur, pour arriver en retard et faire chier... »

Copé perd l'élection régionale. Mais il est ministre de 2002 à 2007, période durant laquelle il doit abandonner provisoirement (de 2002 à 2005) le fauteuil de maire de Meaux, conservant un simple poste d'adjoint. Entre 2004 et 2008, Lavrilleux va veiller sur ses intérêts, en Seine-et-Marne, en tant que directeur de cabinet, avant de diriger sa campagne pour les élections législatives de 2007, puis celle des municipales l'année suivante. Il règle aussi les affaires courantes sur place.

En 2002, le dénommé Ange Anziani a donc pris la suite de Copé à Meaux, il est chargé de faire l'intérim. Temporairement calife à la

place du calife. Anziani y prend goût rapidement. Le siège de maire lui convient bien, finalement. Un grand classique... Mais cela a le don d'énervé sérieusement Lavrilleux. « Le mec, raconte-t-il, il s'est mis à compter le nombre de fois où il était en photo dans le magazine municipal, s'il y était une fois de moins que Jean-François Copé, etc. Donc c'est vite devenu invivable, Copé en a eu marre et il a obtenu de Chirac de pouvoir redevenir maire tout en restant ministre. Tout le monde s'est d'ailleurs engouffré dans la brèche, mais le seul qui a mené le combat, parce que les autres n'avaient pas eu le courage, c'était Copé. Et donc il dit à l'autre : "Je redeviens maire", et Anziani lui répond : "Non, non, je ne te cède pas ma place." Or, on ne peut pas faire démissionner un maire, sauf à l'imposer à tout le conseil municipal. »

Voici donc le Professeur dans ses œuvres. En une soirée, il récolte les signatures de démission de l'ensemble de l'équipe municipale. « J'ai donné le dossier à Copé, il a reçu Anziani et lui a dit : "Voilà. Je veux ta démission." L'autre a dit : "Non, je ne démissionnerai jamais." Copé a rétorqué : "J'ai la liste, y compris de tes très proches, qui m'ont signé leur acte de démission. Il y aura une élection partielle, tu feras ta liste si tu veux, mais tu feras zéro voix, et tu ne seras plus rien. Ou alors tu restes, tu redeviens premier adjoint et on se débrouillera." Anziani cède, il redevient premier adjoint. »

Mais, quelques années tard, Anziani repart en vrille. Il rejoint les rangs du MoDem, lui, le RPR (devenu UMP en 2002) pur jus. Et se présente à l'élection municipale de 2008. « Là, on a dit : "Stop, on le dégage, il ne sera même plus premier adjoint", rapporte Lavrilleux, qui va jusqu'à lui retirer son ordinateur de fonction. Il y a eu un bureau municipal de crise, se souvient-il. Anziani fait tout un cirque, il dit : "Regardez, on m'a éliminé, on vient même de piquer mon ordinateur." Copé se tourne vers moi et me lance : "Mais, Jérôme, c'est un mensonge, on n'a jamais piqué l'ordinateur ?" Et moi je réponds, droit dans les yeux : "Non, jamais, on peut tous monter voir si l'ordinateur est sur le bureau." Et j'envoie discrètement un SMS à un collaborateur, qui était au bureau : "Remets vite l'ordinateur en place." Donc on remonte, et l'ordinateur est là, même si l'autre n'a pas eu le temps de le rebrancher. Copé dit à Anziani : "Tu vois, tu racontes n'importe quoi, l'ordinateur est là." Anziani : "Oui, mais regarde, il ne fonctionne pas." Et Copé dit : "T'as jamais su t'en servir, de toute façon ! Et pourquoi on te l'aurait piqué ?" »

Anziani n'a plus existé politiquement par la suite. « Ça fait partie du job, philosophe le Professeur. Copé ne m'avait pas demandé d'enlever l'ordinateur. Mais il était bien content que je le fasse. » Et Lavrilleux de conclure : « On chasse en meute, on tue, mais surtout entre nous. »

Des remords, éventuellement ? « Non, non. Quelques regrets, oui, des remords, non. Je pense n'avoir rien fait dans ma carrière contre mon honneur personnel. Après, quand vous faites de la politique, vous faites des choses qui ne sont pas toujours bien. »

En 2008, il rejoint Copé à l'Assemblée nationale. Le maire de Meaux est président du groupe UMP, alors majoritaire au Palais-Bourbon. Le fidèle Lavrilleux devient logiquement le directeur de son cabinet.

Il veille sur tout. Absolument tout. Avec un axiome de base : « Ce qui compte, c'est le résultat, à la fin. Et je n'ai pas perdu une élection. » Hormis, petit détail, un scrutin présidentiel, celui de 2012. Mais, après tout, cette campagne-là, il en était seulement le directeur adjoint...

Lavrilleux a fait ses preuves, il joue dans la cour des grands, désormais.

Au printemps 2007, Sarkozy s'installe à l'Élysée, Fillon à Matignon, et la haine commence, doucement, à s'infiltrer dans les rouages gouvernementaux.

CHAPITRE 5

Le suzerain et son « pot de fleurs »

L'histoire remonte au soir même de l'élection de Nicolas Sarkozy, le 6 mai 2007, peu après 20 heures, au 18 rue d'Enghien, dans le 10^e arrondissement de Paris. C'est à cette adresse, choisie à dessein car située dans le Paris populaire, depuis devenu « bobo », que le candidat de la droite a installé son QG.

Larges cloisons vitrées, épaisses moquettes, lampes design éclairant un vaste atrium... Le troisième étage, celui du « chef » et de sa garde rapprochée, a de l'allure. Nicolas Sarkozy jaillit de son bureau, où trône un canapé moelleux dans lequel il s'allonge quand son dos le fait trop souffrir. Il se dirige, bras tendus, vers celle qui est encore, pour quelques mois, son épouse, Cécilia. « Je le revois toujours, le soir : ça y est, il est président de la République », raconte Roselyne Bachelot, fidèle de François Fillon, présente pour l'occasion. « Cécilia monte l'escalier, il tend ses bras vers elle, elle le repousse. Elle a pris son fils (Louis, alors âgé de 10 ans) et l'a poussé vers lui, pour ne pas avoir à l'embrasser... C'est très violent. »

François Fillon l'a su, bien sûr.

Sarkozy humilié, un jour de triomphe. Il a exposé ses faiblesses, devant celui qu'il s'apprête à nommer Premier ministre.

Dès les premières minutes, le quinquennat semble devoir dérailler.

L'anecdote n'en est pas une. Elle introduit au psychodrame qui s'est noué au sommet de l'État, de mai 2007 à mai 2012, entre un extraverti et un introverti, un président de la République communicatif et tactile, et un Premier ministre méfiant et secret, et dont l'impact se révélera tragique pour leur famille politique. Car les nombreux observateurs rencontrés sont unanimes sur ce point : c'est la nomination de François Fillon à Matignon, le 17 mai 2007, qui marque le point de départ de cette séquence mortifère dont la droite n'est toujours pas sortie, douze ans plus tard.

À peine arrivé au palais de l'Élysée, Nicolas Sarkozy se veut un hyper, et même un omni-président. Il est bien décidé à marquer

d'emblée sa différence avec son prédécesseur, Jacques Chirac, méchamment qualifié par lui de « roi fainéant ». Et pas question que quiconque fasse de l'ombre au nouvel élu. *A fortiori* son Premier ministre, rabaissé dès le mois d'août 2007, devant une poignée de journalistes, au rang de simple « collaborateur ». Les rôles sont ainsi répartis : Sarkozy sera le suzerain, Fillon, son vassal.

« Il est intéressant de se rappeler que, dès son élection, Nicolas Sarkozy a fait changer les statuts de l'UMP afin d'éviter l'élection d'un président du parti quand le président de la République est issu des rangs de l'UMP, commence Jérôme Lavrilleux. En clair, ça voulait bien dire que l'UMP étant dirigée par un secrétaire général nommé par le bureau politique, le vrai chef du parti restait Nicolas Sarkozy. Ça remettait en cause deux dogmes de la V^e République : un président au-dessus des partis et un Premier ministre censé être le chef de la majorité. Fillon a très mal vécu cet épisode, premier d'une longue série de vexations. D'ailleurs, quand Jean-François Copé devient secrétaire général du parti, en novembre 2010, les vraies réunions de direction du parti ne sont plus les convocations du bureau politique, dont le Premier ministre est membre de droit, mais celles qui se tiennent à l'Élysée, autour du président de la République, et sans le Premier ministre. Autre humiliation, Sarkozy instaure une réunion régulière de l'ensemble des députés, sénateurs et députés européens directement à l'Élysée. Le Premier ministre est à la tribune, mais sert de pot de fleurs. »

Dévalorisé dès le début du quinquennat, Fillon, très vite, se lâche en privé, se répand sur ce président qu'il juge superficiel et grossier, pas au niveau requis par la fonction, en tout cas. Entre eux, le mépris puis l'inimitié laisseront progressivement place à la haine pure. Sans doute parce que chacun de ces deux hommes, au tempérament radicalement opposé, a cru reconnaître dans l'autre tout ce qu'il exècre.

« Si je dois qualifier Sarkozy en un mot : une énergie hors norme. Et Fillon : sérieux et insondable », résume François Baroin, plusieurs fois ministre entre 2010 et 2012. « La première partie du quinquennat, la construction d'un couple entre un président et un Premier ministre, expliquent beaucoup, à mon avis, l'histoire entre les deux, reprend-il. Les premières heures, les premiers jours, les premières semaines de la mise en place d'un gouvernement structurent la vie d'un couple », analyse le maire de Troyes. Une analyse confirmée par Fillon lui-même dans un documentaire sur la V^e République diffusé en janvier 2019 sur France 2, dans lequel il emploie le terme de « cohabitation » pour qualifier sa relation avec Sarkozy : « Paradoxalement, c'est les premiers mois de cette cohabitation entre le président de la République et moi qui ont été difficiles. »

« Leur relation s'est presque améliorée au cours du temps ! renchérit Xavier Bertrand. Parce que, dès le départ, c'est un peu l'eau et le feu, ce n'est pas un attelage si complémentaire que ça. Mais leur relation ne s'est pas dégradée, elle s'est plutôt normalisée, banalisée. Mais dès le départ, oui, il y a un vrai différentiel, constate celui qui fut ministre une grande partie du quinquennat. Je le sais d'autant plus qu'à un moment, au tout début, je suis un peu l'instrument de tout ça, ajoutez-il. On dit, "Bertrand, le chouchou", et le truc c'est : suis-je le concurrent potentiel de Fillon, est-ce que je pourrais prendre sa place ?... » Cependant, pour le patron des Hauts-de-France, « le vrai sujet, c'est que Fillon ne voit pas le nouveau monde dans lequel on est entrés, où le président, c'est l'hyper-président, pas comme Villepin avec Chirac. Et Fillon, qui est dans la politique depuis longtemps, depuis 1981, ce n'est pas son ère. Ce n'est pas qu'il est du passé, c'est juste qu'il n'a pas été habitué à ça. Et ce n'est plus du tout ça parce que c'est Sarkozy, aussi ! »

Plusieurs fois secrétaire d'État et ministre d'un bout à l'autre du quinquennat, Laurent Wauquiez évoque quant à lui « des relations d'une terrible banalité, entre un président de la République et son Premier ministre. Je pense d'ailleurs que, si on devait prendre un point de comparaison – c'est un peu audacieux –, ce serait avec ce qu'a pu être la relation entre de Gaulle et Pompidou. Je pense qu'au début Sarko et Fillon sont dans une très grande confiance, ils font quand même la campagne présidentielle avec une confiance extraordinaire tous les deux : Sarko s'appuie beaucoup sur Fillon, qui respecte beaucoup Sarko. Chacun est très complémentaire, ça se déroule parfaitement. »

Le patron des Républicains en convient malgré tout : à force d'avaler des couleuvres, Fillon a fini par s'étouffer. « Fillon a très, très mal vécu la relégation du Premier ministre, lâche Wauquiez. Et plus que ça, je pense que Fillon, c'est un élu, il pouvait comprendre l'autorité du président de la République, par contre, il ne pouvait pas accepter que ce soit Guéant qui lui donne les ordres, il ne pouvait pas accepter que le porte-parole de l'Élysée, David Martinon, se comporte comme il s'est comporté... Pour Fillon, il y a des choses qui n'étaient pas acceptables. Et là je pense que s'est noué en lui une espèce de ressort d'humiliation, et que Nicolas n'a pas compris. Je ne pense pas que Nicolas ait fait ça pour l'humilier. Dans l'esprit de Nicolas, ses collaborateurs faisaient quelque chose, ils étaient présents, ils étaient impliqués, je ne crois pas qu'il le faisait pour maintenir la tête de Fillon sous l'eau. Et après, fondamentalement, sur la deuxième partie du quinquennat, Fillon joue son rôle de point d'équilibre, et je trouve qu'il y a quand même une dynamique qui à l'arrivée s'est installée

entre les deux et qui fonctionne ; la preuve, c'est que, quand il y a le choix de Borloo, il choisit de maintenir Fillon. »

« En fait, Fillon se construit pour Sarko, contre Chirac, quand Villepin le sort du gouvernement », en mai 2005, assure Baroin. « Historiquement, reprend-il, la première étape du rapprochement Sarko-Fillon, c'est ça. Fillon se dit : “Je vais apporter à Sarkozy ce qui lui manque, c'est-à-dire le pilier gaulliste, social.” Il se dit : “Je serai directeur de campagne, Sarkozy gagnera, j'aurai ma revanche sur Villepin et sur Chirac et je serai le Premier ministre, je serai au fond l'*alter ego* de Sarkozy.” Sarkozy, lui, c'est : “J'ai tout fait tout seul, j'ai gagné contre Chirac, j'ai gagné contre Villepin, je n'ai eu besoin de personne, les autres sont venus à moi parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix, Fillon en fait partie, je le nomme Premier ministre parce qu'il est un peu plus expérimenté, un peu plus solide...” Mais je pense qu'il se dit : “Je fais tout, tout seul.” Donc il est dans l'hyper-présidence, un peu comme Macron aujourd'hui, faisant parler – ce qui a dû énerver Fillon dans sa conception un peu à l'ancienne – ses conseillers, les Guéant, Guaino... »

Henri Guaino, parlons-en. Conseiller spécial du président de la République de 2007 à 2012, c'est peu dire qu'il ne porte pas Fillon dans son cœur. On le retrouve au bar, dans la pénombre d'un palace proche de la place de la Concorde. On s'est chauffés, sur les plateaux de télévision, car en bon « séguino-sarkozyste », l'homme est éruptif – et souvent de mauvaise foi. Mais, quand tout vous sépare, il reste parfois le respect mutuel. Inutile de le lancer sur le sujet Fillon, les mots, ou plutôt les flèches, fusent spontanément ! La sévérité de ses propos à l'endroit de l'ancien Premier ministre en dit long sur l'ambiance irrespirable qui régna au sommet de l'État durant ces cinq longues années...

« Ce sont deux personnages diamétralement opposés, expose Guaino. L'un, Fillon, est introverti, cadennassé, l'archétype du rétracté, pas à l'aise avec lui-même, pas du tout d'affect. Fillon est ombrageux. Sarkozy peut être brutal, mais comme les affectifs peuvent l'être : c'est une défense instinctive. Il a tous les défauts de la terre, mais ce n'est pas un tueur, pas quelqu'un qui vous fait des coups tordus. Chirac, lui, tuait sans états d'âme. Sarkozy, il peut gueuler, avec des instants de violence, mais ce n'est pas un monstre froid, ni un rancunier. Il préfère aimer les gens que les détester, il veut être aimé. Fillon, il l'a pris car il n'y avait personne d'autre qui pouvait incarner le Premier ministre dans ce qui restait du paysage de la majorité. Il y avait une complémentarité, outre le fait que Fillon s'est proposé lui-même. »

Intarissable lorsqu'il s'agit d'évoquer les travers supposés de l'ancien

Premier ministre, Guaino précise son propos : « Fillon, c'est le salut par la souffrance, mais pour les autres ! Il faut souffrir pour être sauvé... Ça se retrouve partout dans son comportement. Sarkozy, lui, n'est pas dans ce dolorisme. Ils n'ont jamais eu de relations amicales. Avec Fillon, il n'y a jamais rien de clair. Même parmi ceux qui continuent à bien l'aimer, il n'y a que des déçus du fillonisme. Il vit tout très mal. Sarkozy nous avait autorisés à parler, nous, ses conseillers, car il s'entoure de gens avec une forte personnalité. Fillon a tout vu comme une dépossession de son propre pouvoir. Mais c'est Sarkozy, le président ! Quand son Premier ministre dit qu'il est "à la tête d'un État en faillite", en septembre 2007, Sarko n'était pas content, imaginez un Premier ministre faire ça à de Gaulle ! On n'impose pas sa ligne politique au président, et Sarkozy n'a jamais été un maniaque de l'austérité. » Henri Guaino en est certain : « Sarkozy, il aime les gens, il n'a jamais eu de haine, mais la réciproque n'est pas vraie. Fillon, vous ne trouverez aucun des gens qui l'ont servi vis-à-vis desquels il n'ait pas commis une déloyauté. Aucun. La haine ne peut venir que de Fillon. » Le constat, ou plutôt le réquisitoire, est sévère, voire outrancier. Mais Guaino est ainsi, il fait rarement dans la nuance.

Et ne vous hasardez surtout pas à lui faire observer que Sarkozy a tout fait pour rabaisser, moucher, voire blesser son Premier ministre. « Fillon, il n'a jamais été humilié ! s'emporte-t-il. C'est lui qui s'est senti humilié. Tout l'humilie... Les gens qui ne sont pas sûrs d'eux-mêmes, ils ont la sensation d'être humiliés. Fillon, ce n'est pas l'orgueil du pauvre, c'est la vanité du faible. Jamais Fillon Premier ministre n'a été engueulé ou humilié publiquement par Sarkozy président de la République, ceux qui prétendent ça sont des menteurs. » Et Guaino de conclure, affirmatif : « Si on avait écouté Fillon, on aurait eu une politique de rigueur dès janvier 2009. C'était criminel. Sarkozy ne voulait jamais aller là où Fillon voulait. Sarkozy n'a jamais imaginé Fillon dans la position d'un présidentiable. Il n'y avait aucune rivalité imaginable de ce genre. Le nombre de fois où Fillon décrochait son téléphone pour appeler ses ministres ? Quand est-ce qu'il a travaillé avec eux ? Il ne travaillait pas, c'est ma conviction. »

Si Henri Guaino est prompt à sortir l'« artillerie lourde », surtout lorsqu'il s'agit d'évoquer François Fillon, les propos de François Baroin, en revanche, sont à l'image du personnage, tout en rondeur, nuancés. Ils n'en sont pas moins forts. Lui en est convaincu : dès le départ, le ver était dans le fruit, les rapports viciés. « Pour moi, la haine commence tout de suite, dit-il. Et Sarkozy qui laisse parler ses conseillers, qui parle de "collaborateur"... Pour quelqu'un qui est très

orgueilleux, ce qui est le cas de Fillon – plus que la moyenne des hommes politiques de droite, même s'il l'a moins mis en avant –, ça a structuré une violence. Mais cela, je ne m'en suis aperçu qu'au moment où il a été question de changer Fillon. »

La théorie de la vexation permanente, Valérie Pécresse, ministre durant ces cinq années, y souscrit totalement. « Il y a des choses qui se passent entre les hommes, qui scellent leur relation, dit-elle. Il y a une volonté de Sarko de tout contrôler, et des visiteurs du soir d'être les vrais ministres. Fillon s'est senti humilié. L'entourage de Sarko voulait tuer à la fois le Premier ministre et les ministres... »

Roselyne Bachelot, quant à elle, juge qu'« au départ François Fillon était fasciné par Nicolas Sarkozy. L'ivresse de la victoire... ». Mais selon l'ancienne ministre, « dès la rentrée de septembre 2007, c'était foutu. Même s'il y a eu à nouveau une lune de miel au moment de la présidence européenne, où Sarkozy a été impérial. Le moment de bascule, c'est la post-crise : les filets sociaux de sécurité, après 2008, sont nécessaires, François Fillon se rend compte qu'on va dans le mur. Il est partisan de l'orthodoxie budgétaire. Il déclare que l'“État est en faillite”, une phrase calamiteuse, évidemment. Par exemple, il veut la retraite à 63 ans, mais Sarkozy dit 62 ».

Pour Roselyne Bachelot, le rapprochement Sarkozy-Fillon avait en fait tout du mariage de raison, ou plus exactement d'intérêt(s). « Ces deux personnages avaient besoin l'un de l'autre, Sarkozy avait besoin de densifier, de “provincialiser” sa campagne, ce que Fillon pouvait lui donner, analyse-t-elle. Fillon, lui, était dans la situation où il n'aurait jamais pu être Premier ministre sans Sarko. Ils font cette rencontre improbable de la carpe et du lapin. » Plusieurs fois ministre tout au long du quinquennat, Roselyne Bachelot a vécu aux premières loges les multiples épisodes de cet affrontement feutré. Elle nous rapporte plusieurs scènes frappantes.

Tenez, celle-ci par exemple. Elle a marqué l'ancienne ministre de la Santé, tant elle en dit long sur les personnalités respectives du chef de l'État et de son Premier ministre, et leur incompatibilité structurelle – pour ne pas dire leur exécution réciproque.

Elle a pour cadre le fort de Brégançon où, à la fin du mois d'août 2010, Nicolas Sarkozy a convié plusieurs de ses ministres, dont le premier d'entre eux. Accompagné de son épouse Penelope, ce dernier étonne l'assistance encravatée en arborant une veste forestière signée Arnys, un couturier haut de gamme dont on reparlera sept ans plus tard.

Sarkozy accueille chaleureusement le couple Fillon. La suite, c'est

Roselyne Bachelot qui la raconte : « Sarko dit : “C’est vraiment gentil d’être venus tous les deux.” Puis : “Elle a vraiment été extraordinaire, quelle classe, quelle gentillesse...” » François Fillon est touché, il n’a pas l’habitude de ces marques d’effusion, tout particulièrement à l’endroit de sa compagne, à laquelle Sarkozy n’a jamais semblé prêter attention. Et pour cause : il y a méprise ! « François Fillon, poursuit Roselyne Bachelot, croit que Nicolas Sarkozy parle de Penelope, alors qu’il parle de Carla ! Fillon est blessé, ulcéré, quand, après plusieurs minutes, il se rend compte de sa confusion, et que Sarko tient Penelope pour moins que rien. »

Tout en colère rentrée, Fillon glisse ensuite à Bachelot : « Ce qu’il m’a encore fait subir... » Selon l’ex-ministre de la Santé, « au niveau d’intelligence où est Sarko, je serais tentée de penser que cette humiliation est volontaire. Mais, en même temps, Nicolas Sarkozy est un homme qui n’a pas de sensibilité, sauf pour les personnes de son entourage. » À n’en pas douter, ce jour-là, chez François Fillon, l’agacement, la colère, voire le dédain qu’il éprouvait à l’encontre de Nicolas Sarkozy ont laissé place à la haine. Les deux hommes vont désormais se rendre coup pour coup dans cette guerre des nerfs au sommet de l’État. Jean-Louis Borloo, alors ministre de l’Écologie et présenté en 2010 comme le successeur potentiel de François Fillon à Matignon, minimise dans un premier temps l’importance de cette détestation mutuelle. « Nicolas a terminé le quinquennat lessivé. Il y avait deux lignes, l’une incarnée par Brice Hortefeux, et l’autre par Fadela Amara et moi », dit-il d’abord. Borloo ne veut pas trop en dire. Ni ressasser le passé. Mais, au détour d’une question, il oublie ses préventions. Et finit par confirmer les rapports venimeux entretenus par les deux têtes de l’exécutif.

Ainsi, lorsqu’on lui demande : « Y a-t-il eu de la haine, durant le quinquennat, entre Sarkozy et Fillon ? », il s’exclame sans la moindre hésitation : « Tout le quinquennat, ça a été comme ça ! » Et ajoute aussitôt, subitement inquiet : « Attendez, quel est le statut de cette conversation ? » Et quand on lui rappelle que, comme convenu, il s’agit d’une interview enregistrée, il lâche : « Je ne vous réponds pas là-dessus. Je ne suis pas collaborateur de votre maison d’édition. J’ai travaillé avec des gens, tout ce qu’on a vécu ensemble relève de la confidentialité. »

Désormais retiré de la vie politique, Borloo n’en a manifestement pas perdu certains (mauvais) réflexes !

Quoi qu’il en soit, en cet été 2010, pour Fillon, il n’est pas question de quitter Matignon.

Alors, il va devoir calmer les ardeurs de Sarkozy.

Et cacher les siennes.

CHAPITRE 6

Hortefeux, le « messenger »

Nicolas Sarkozy n'a pas voulu nous (re)voir. Tant pis.

Dans ces cas-là, une seule solution, vieille comme la droite des années 1990-2000 : rencontrer Brice Hortefeux, son plus vieil ami et complice politique... avec qui il a l'interdiction d'échanger !

Tout de même, l'époque est singulière – à moins que ce ne soit la droite. Elle voit un ancien président de la République interdit (depuis mars 2018) par les juges d'entretenir le moindre contact, écrit, physique ou téléphonique, avec plusieurs de ses plus proches ex-collaborateurs, parmi lesquels Claude Guéant ou Brice Hortefeux.

Y aurait-il quelque chose de pourri au royaume de la droite française ?

Brice Hortefeux, donc. Sarkozyste pratiquant. Ami de jeunesse et serviteur loyal, il est à Nicolas Sarkozy ce que Jean-Louis Debré est à Jacques Chirac : le soutien ultime.

De Sarkozy, Hortefeux a été le chef de cabinet, le conseiller, le ministre de l'Immigration, du Travail, puis de l'Intérieur (2007-2011), et on en passe. Sa parole vaut onction sarkozyste. Seul souci, nos relations ne sont pas au beau fixe, quelques-unes de nos révélations, notamment dans l'affaire Karachi-Balladur, l'ayant mis en difficulté vis-à-vis de la justice ; il accepte, pourtant, de nous retrouver, près du siège des Républicains, dans le 15^e arrondissement de Paris. S'il en est un qui peut narrer de l'intérieur la genèse de la haine Fillon-Sarkozy, c'est bien lui.

Durant quatre ans, il a tenté de maintenir le lien entre les deux hommes forts de l'exécutif, tant bien que mal. Souvent, il rendait visite à François Fillon, à Matignon, le dimanche, en fin de journée. À peine le portail franchi, une fois le Premier ministre passé à confesse, il prenait son téléphone et rendait compte à Sarkozy.

Curieuse façon pour un président de la République de communiquer avec son Premier ministre. Hortefeux, une forme de messenger très

privé.

Il se rappelle très bien ce 22 août 2007, quand Nicolas Sarkozy, au hasard d'un entretien avec la presse régionale, s'aventure à qualifier son Premier ministre de « collaborateur ». Le chef de l'État dément illico, mais il a bien utilisé ce terme, devant témoins. Sans malice, veut croire Brice Hortefeux : « Fillon a mal interprété ce qui n'était pas une attaque dans l'esprit de Nicolas, le terme "collaborateur". Il l'a mal vécu. Nicolas, il m'avait fait un coup involontaire aussi, lorsqu'il avait dit : "J'ai tué le job de ministre de l'Intérieur pour dix ans." Je lui avais dit : "Parfait, merci !" Il n'y avait aucune mauvaise volonté. Dans son esprit, ce n'était pas méprisant. Les responsables politiques préfèrent vraiment leurs collaborateurs aux politiques ! C'était une marque de confiance, genre : on est sur le même bateau... Mais Fillon prend tout mal, vous savez... »

La distance s'est d'abord installée. Puis la haine. « C'est venu progressivement », constate Brice Hortefeux. Qui qualifie ainsi celui dont il fut le ministre : « Il est secret, tenace et rancunier. » C'est ce dernier trait de caractère qui pourrait bien expliquer la faute majeure commise par François Fillon, le 21 septembre 2007. En déplacement en Corse, le « collaborateur » humilié assène en effet un diagnostic tout en nuances qui manque de faire s'étrangler le camp sarkozyste : « Je suis à la tête d'un État en situation de faillite », lâche-t-il. En mesurant le poids de ses mots.

Ce jour-là, il se trouve qu'Hortefeux croise, lors d'un événement officiel, la route du chef de l'État. Le vrai, pas François Fillon. Nicolas Sarkozy est furieux. « C'est là où ça a commencé à gripper. Quand Fillon dit : "Je suis à la tête d'un État en faillite"... "À la tête d'un État ?" Pardon, mais, par définition, c'est le chef de l'État qui est à sa tête ! Et "en faillite", ce n'est pas à lui de le souligner. Du côté de Sarko, cela a été un marqueur. » Sarkozy, sur le chemin du retour, demande à Hortefeux de grimper dans sa limousine officielle. Et il laisse libre cours à son courroux, devant son ministre préféré : « Il était agacé, rapporte Hortefeux. Il me dit : "Tu te rends compte, cette déclaration... Nous ne sommes pas en faillite !" Là, il y a eu un accrochage. »

Dès lors, plus rien ne sera comme avant, Hortefeux peut en témoigner. Tout est prétexte à algarades. Ainsi, Nicolas Sarkozy décide de réunir ses ministres les plus proches à l'Élysée, rituellement. Et Fillon n'est pas convié. « Je me souviens, je lui en avais parlé, pensant qu'il était au courant, et j'avais vu une pointe d'agacement, il avait dit : "Qu'est-ce que c'est encore que ce truc ?" Nicolas Sarkozy avait ce sentiment : la légitimité, c'est lui qui l'incarnait. » Se greffent sur cette

mésentente au plus haut sommet de l'État de réels désaccords de fond. Par exemple, sur l'âge de départ à la retraite : « Fillon était beaucoup plus... jusqu'au-boutiste. Et Nicolas avait toujours cette phrase : "N'oubliez jamais que les Français ont coupé la tête de Marie-Antoinette." Il le répète souvent, couper la tête du roi, on le comprend, mais aller jusqu'à la tête de la reine... ? » Ne pas trop brusquer les citoyens. Sa crainte. Pourtant, il ne s'est lui-même pas privé de le faire, cinq années durant.

Les deux hommes ne communiquent plus, Hortefeux joue les intermédiaires malgré lui. À tel point que lorsqu'il est question de changer de Premier ministre, en 2010, il va jouer un rôle non négligeable. Il se souvient : « L'été 2010, Nicolas me dit : "Je ne sais pas ce que veut faire Fillon. S'il veut rester, faut qu'il le dise. Mais il ne dit rien !" Je vais donc voir Fillon un dimanche soir, et je lui dis : "Écoute, c'est vrai, Nicolas s'interroge, et il n'y a pas de geste de ta part." Et il m'a fait cette réponse – ça m'avait marqué, à l'époque : "Mais vous, les sarkozystes, vous fonctionnez comme ça, c'est tout ou rien." Sous-entendu : s'il veut que je parte, je partirai, je peux aussi décider moi-même de partir, mais je ne vais pas aller demander à rester. On sentait donc l'orgueil qui pointait, avec sans doute un certain nombre de ressentiments, sur la forme... »

Fillon se démène pour conserver son poste, fort de son emprise sur le groupe parlementaire. Il fait tout pour expédier *ad patres* Jean-Louis Borloo, coupable de guigner un peu trop ouvertement le poste.

« C'est Borloo qui tenait la corde à ce moment-là, confirme Hortefeux. Bon, il y avait la formule de Pierre Charon : "On ne va pas nommer Gainsbourg à Matignon !" » La vacherie, signée du sénateur de Paris, selon Hortefeux, est à l'image de la droite française : impitoyable.

« Et moi, reprend Hortefeux, j'ai dit à Nicolas Sarkozy : "La vérité c'est que je change d'avis tous les matins." Et je me souviens qu'à l'époque, il m'a dit : "Moi, c'est la même chose..." »

Sarkozy réfléchit, tergiverse et décide... de ne rien décider. Fillon a sauvé sa peau, il reste en place. Mais ne s'implique pas plus pour autant. Sarkozy n'ignore rien des états d'âme grandissant de l'hôte de Matignon. Lui qui passe son temps, à chaque conseil des ministres, à seriner ce refrain aux membres de son gouvernement : « Vous avez l'impression que c'est dur, vous avez l'impression que c'est pénible, vous avez l'impression que c'est une souffrance, vous avez l'impression que vous êtes attaqués... Mais dites-vous bien que ça restera comme le grand souvenir de votre vie. »

Du coup, le président ne comprend pas cette singulière manie qu'a son Premier ministre de geindre à tout propos. Hortefeux en témoigne : « Sur Fillon, il disait : “Mais qu'est-ce qu'il a ? Pourquoi il se plaint ? C'est formidable, il est Premier ministre, c'est une chance extraordinaire, qu'est-ce qui ne va pas ?” Vraiment... »

Sarkozy ne percera jamais l'armure de Fillon – rares sont ceux à y être parvenus. S'aventurer jusqu'à son cerveau reste une gageure. Alors, il ne s'en méfie pas non plus. Et ne le voit surtout pas comme un possible successeur. Un rival, encore moins. « Non, ça c'est vrai », opine Hortefeux. C'est que le chef de l'État n'a pas une très haute opinion de son Premier ministre : « Sarko disait que Fillon ne travaillait pas. Je lui disais de temps en temps : “Tu as eu François ce week-end ?” Nicolas me répondait : “Non, non, pas de nouvelles, c'est curieux...” »

Hortefeux, comme son mentor, n'a pas su déchiffrer les desseins secrets de Fillon. Un homme qu'il définit comme « retors » et, surtout, « masqué ». Le Premier ministre prendra son temps, cinq ans, au final, pour ôter ce masque. En tenue de camouflage, il a trompé son monde. Et notamment le camp sarkozyste.

CHAPITRE 7

Matignon à tout prix

Hortefeux a beau se démener, rien n'y fait. Fillon le taiseux est en danger.

À la fin de l'été 2010, l'hypothèse d'un remaniement d'ampleur incluant un changement de Premier ministre se précise.

Fillon est en danger.

« Là, on a eu des échanges avec Sarkozy, raconte Baroin. Il joue Borloo pendant l'été, mais il s'aperçoit que Borloo, ça ne va peut-être pas marcher, donc, il lâche deux noms, celui de Le Maire et le mien, comme les deux jeunes qui peuvent être à Matignon. Ça se joue à pas grand-chose puisque Sarkozy vient chez moi la semaine du remaniement (qui a lieu le 14 novembre 2010), accompagné d'ailleurs de Borloo, mais Borloo avait déjà du plomb dans l'aile. Je pense qu'il hésite et puis, à la fin des fins, en fait c'est l'ambiance de la majorité parlementaire qui crée les conditions du maintien de Fillon à Matignon. Je ne suis même pas sûr que Fillon souhaitait rester à Matignon, je pensais qu'il voulait plutôt intimement partir, mais je pense qu'il est entré dans un bras de fer personnel, sur le thème : "Je vais montrer d'une certaine manière où est le pouvoir." Pour moi, c'est quelqu'un qui était vraiment sur le départ, mais qui, par orgueil, a créé les conditions – ou a laissé faire par son cabinet – d'une pression de la majorité sur Sarkozy pour dire : "De toute façon, tu n'as pas d'autre choix." »

Henri Guaino confirme : « Quand j'entends dire que Fillon a déposé deux ou trois fois sa démission, je rigole ! Sarkozy s'est posé la question de changer de Premier ministre, il a parlé de Borloo trop tôt. Mais Fillon ne voulait absolument pas partir, il a tout fait pour rester, pour disqualifier Borloo. »

Rompant – à contrecœur – avec son vœu de chasteté médiatique, Borloo a accepté de livrer sa version de l'épisode : « Avant l'été 2010, le président voulait un virage plus social, il m'avait demandé de réfléchir, ce que j'ai fait, très discrètement d'ailleurs. Le tout en me

disant que c'était en accord total avec Fillon. Ça m'a été présenté comme ça. François a changé d'avis, je ne sais pas bien ce qui s'est passé. Fillon était allé voir Sarkozy au cap Nègre. C'était le droit du président, c'est le président qui choisit son équipe. Et il a aussi changé d'avis. Alors je leur ai souhaité bonne chance. Fillon n'avait pas envie de partir, mais quand le président de la République dit : "Il y a le deuxième temps du quinquennat", eh bien, vous entendez, voilà. Mais François s'est rebellé durant l'été. » En clair, Fillon, d'abord résigné, comprenant que son sort était scellé, serait parvenu à convaincre Sarkozy de ne pas le remplacer par Borloo.

Observateur privilégié des états d'âme de son Premier ministre, Xavier Bertrand nous confie ses souvenirs : « J'ai vu Fillon. Il était vraiment prêt à arrêter, il en avait marre et tout ça... Il avait vraiment envie de partir. Je ne sais pas quel est l'arbitrage entre l'envie de partir et le désir de préparer quelque chose, pas en tout cas pour dans deux ans, puisqu'à l'époque tout le monde sait bien que Sarkozy sera candidat en 2012... Et puis, d'une certaine façon, il y a l'habitude de Matignon – je ne sais si, pour Fillon, on peut dire "confort de Matignon"... Donc, entre les deux choix, il hésite, mais il a quand même très envie de partir. C'est comme ça que vient l'hypothèse Borloo. Et puis après, c'est toujours la difficulté pour Sarkozy de trancher sur les questions d'hommes – et de femmes. Beaucoup lui disent : "Borloo, c'est pas possible !" Lui voit bien comment, après la crise de 2008, et surtout la crise de l'euro, Borloo lui permet de venir compléter son image, de corriger tout ça, et puis, au final, comme Fillon n'est plus à vouloir partir, Sarkozy décide de continuer. Mais est-ce que le changement de PM aurait changé la face du monde, est-ce que Sarkozy aurait été réélu en 2012 ? Moi, je ne crois pas. »

Ministre de la Santé et des Sports jusqu'au remaniement de novembre 2010, puis ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale jusqu'en mai 2012, Roselyne Bachelot était déjà très proche du locataire de Matignon – elle l'est d'ailleurs restée jusqu'à aujourd'hui. Bachelot, chacun le sait, n'a jamais eu sa langue dans sa poche. Depuis peu éloignée du microcosme politique, elle officie d'ailleurs désormais comme animatrice à la télévision et à la radio. Elle est libre.

Elle nous assure que, « en 2010, François Fillon s'est posé la question de son départ comme Premier ministre. On en a discuté longuement ensemble. Je lui ai dit : "Il faut que tu partes ! Tu connais la malédiction de Matignon qui poursuit les candidats à la présidence de la République. Il faut que tu te refasses une virginité." Il ambitionnait déjà la présidence de la République, c'était clair entre nous. Ça faisait un peu complot. Sarko devait s'en douter. Il y a peut-être des micros à Matignon ? ! » s'esclaffe-t-elle.

Mais Fillon n'écoute pas son amie, pour un motif, à en croire cette dernière, bassement... financier. « Pour des raisons personnelles, révèle en effet Bachelot, il s'est dit : "Je ne suis pas dans la capacité financière de prendre le risque." Fillon, c'est un type qui a toujours vécu de la politique, il n'a pas de roue de secours. Passer de 15 000 euros mensuels à rien, avec une femme et cinq enfants à entretenir... Donc il reste, et fait tout pour rester. Pour dégommer Borloo, il sort la sulfateuse. Bon, Borloo s'est bien dégommé tout seul, aussi... »

Désireux de ne pas réveiller de vieilles querelles, Borloo minore les faits, une nouvelle fois. La « fatwa » que les fillonistes avaient lancée contre lui à l'époque ? « Je n'ai pas le souvenir de "sulfateuse" particulière, assure-t-il, réagissant à la formule de Bachelot. Les chausse-trapes, ce sont les entourages, comme cette fameuse petite rumeur, à table : "Borloo a eu peur dans l'avion..." », relativise-t-il, faisant allusion à l'anecdote précédemment rapportée par Rachida Dati. « L'entourage de François a été désagréable, oui, mais ça n'a pas pesé dans la décision de Sarkozy », veut croire Borloo.

Méprisé par Nicolas Sarkozy, François Fillon a donc sauvé son poste, mais il doit se battre sur un autre front, tenu par Jean-François Copé. Le maire de Meaux, devenu président du puissant groupe UMP à l'Assemblée nationale, a en effet inventé un concept : la « coproduction législative ». Cela ne veut pas dire grand-chose, si ce n'est l'occasion pour les députés de la majorité d'asticoter le gouvernement, de se mêler de tout. « Un seul but : faire chier Fillon. L'autre le vivait super-mal. De toute façon, il vit tout super-mal », sourit Lavrilleux, paraphrasant sans le savoir Guaino.

Le bras droit de Copé déploie alors tous ses « talents ». Quand le groupe UMP se réunit en présence du Premier ministre, c'est dans une toute petite salle du Palais-Bourbon. La salle Colbert. Une sorte d'Hémicycle en version réduite. « Symboliquement, il y a un petit perchoir, une place centrale plus haute que les autres, réservée au président du groupe. Donc à Copé. Et à droite, en contrebas, c'est le Premier ministre qui s'installe. Fillon ne supportait pas ça. » Pour faire bonne mesure, Lavrilleux a une idée perverse, une de plus : il fait installer pour Copé un nouveau fauteuil, plus haut, plus grand, histoire de rabaisser un peu plus Fillon.

C'est ridicule, mesquin. Comme peut l'être la politique, parfois.

Tout le quinquennat va se dérouler ainsi. Une guerre d'ego au cœur du pouvoir. Copé déteste Fillon qui hait Sarkozy. « Fillon avait peur de perdre Matignon, il s'y est accroché pendant cinq ans », conclut Lavrilleux. Copé, lui, s'ennuie dans sa position d'attente, à l'Assemblée

nationale. Et va tenter de faire fructifier son temps libre. Devenu secrétaire général de l'UMP, en 2010, à la place de Xavier Bertrand, il travaille au corps les militants, quand Fillon se contente de gérer son capital de notoriété. Ennemi « irréconciliable » de François Fillon, les chapitres suivants l'illustreront jusqu'à la caricature, Jean-François Copé va jusqu'à mettre en doute la cohérence politique de l'ancien locataire de Matignon, en qui il voit d'abord un opportuniste. « Fillon, je n'ai jamais cru à la sincérité qu'il disait être la sienne, parce qu'il y a eu trop de sincérités successives ! assène le maire de Meaux. Quand les gens passent d'une sincérité à une autre de manière aussi radicale, je considère qu'il y a quand même matière à s'interroger, et même à en tirer des conséquences. Fillon, il était séguiniste, il était pour le "non" à Maastricht, après il est devenu l'homme de la rigueur budgétaire, tout en faisant exactement l'inverse au gouvernement, avec cette irresponsable augmentation d'impôts de 11 milliards en septembre 2011, après avoir laissé filer les dépenses. Tout en disant à chaque fois que ce n'était pas lui, mais que c'était de la faute de Sarko, ce qui quand même n'était pas très convenable. Et pour s'opposer ensuite à ma ligne – qui a toujours été la même, d'ailleurs – pendant des années, puis tout d'un coup dire : "Ben peut-être que Copé a raison, et donc je vais dire comme lui..." »

Skieur émérite, Fillon maîtrise l'art de la godille, celui qui, en politique, permet de durer.

CHAPITRE 8

Le baiser sur le front

Les hommes de droite, c'est encore Jean-Louis Debré qui en parle le mieux.

Nommé en mars 2007 président du Conseil constitutionnel, juste avant le départ de Jacques Chirac de l'Élysée, il bénéficie d'un poste d'observation exceptionnel. Cet homme, souvent sous-estimé jusque dans son propre camp, a poussé très loin l'art d'être partout et nulle part à la fois, tout en réussissant l'une des plus belles carrières politiques de la V^e République. Ce talent très particulier lui a rapidement permis de prendre la mesure de la discorde au sein du couple exécutif. Entre deux visites à « son » Chirac, dont il sera sans doute le dernier ami, il nous raconte.

« J'ai été frappé, quand j'étais au Conseil constitutionnel, de leur incapacité à communiquer l'un avec l'autre », se remémore-t-il, en évoquant le “couple” Sarkozy-Fillon. « Un jour, raconte-t-il, Sarkozy me dit : “Viens déjeuner à l'Élysée.” Je lui réponds : “Le président du Conseil constitutionnel ne vient pas déjeuner avec le président à l'Élysée, mais, si tu veux, je t'invite à déjeuner au Conseil constitutionnel.” Il vient. Nous parlons et je lui vends la QPC (question prioritaire de constitutionnalité). Il est malin, sur la loi pénale, tous les gouvernements font des lois répressives. “Là, pour une fois, tu donnes des droits nouveaux”, lui dis-je. Il me répond : “Génial, fais-moi une note, mais ça reste entre nous.” Je lui fais parvenir une note et l'affaire progresse, j'apprends par l'Élysée qu'ils vont l'inscrire dans la Constitution. Tant mieux. Quelque temps après, Fillon me demande de passer le voir, veut déjeuner avec moi. Je lui dis : “OK, mais ce n'est pas officiel, et l'on déjeune ensemble dans le pavillon du fond, en passant par la grille de derrière, le président du Conseil constitutionnel n'a pas à déjeuner à Matignon. — Oui, me dit-il, mais il y a des problèmes, j'ai appris pour la QPC, c'est quoi, ça ?” Je déjeune avec lui. »

Et c'est tendu.

— Fillon : Je suis contre la QPC, c'est une violation de la Constitution, la loi est faite par des gens élus, elle ne peut être défaire par des gens qui ne sont pas élus, des juges.

— Debré : Va le dire au président, pas à moi !

— Fillon : Va dire au président que c'est une absurdité.

— Debré : Non, certainement pas, c'est moi qui la lui ai vendue.

— Fillon : Non, non...

Conclusion de Debré, qui en a pourtant vu d'autres : « Je vois alors qu'ils ne communiquent pas. La réforme de la Constitution passe, il faut rédiger les décrets d'application. C'est au gouvernement de le faire. Or, le cabinet du président nous demande de le faire : on les a rédigés. Matignon ne voulait pas le faire... » Le Conseil constitutionnel préparant des décrets de première importance en lieu et place de l'exécutif, voilà qui aurait sans doute fait bondir le propre père de Jean-Louis Debré, Michel Debré, l'une des figures fondatrices de la V^e République ! Mais la détestation et les non-dits étaient tels, entre l'Élysée et Matignon...

Jean-Louis Debré connaît par cœur les deux hommes. Ce chiraquien historique porte un jugement sans concession sur ce duo Sarko-Fillon, improbable attelage qui a précipité son camp dans l'abîme, et sur cette seconde partie du quinquennat qui a tourné au calvaire pour le Premier ministre. Au moment de les départager, celui qui fut aussi président de l'Assemblée nationale de 2002 à 2007 ne dissimule pas sa préférence pour le premier, qu'il ne ménage pas pour autant.

« J'ai plus de respect pour un Sarkozy que pour un Fillon, attaque-t-il. Sarko, avec toute l'affection que je lui porte, c'est un agité, qui ne croit en rien, sauf en lui. Au moins, il y en a un ! Fillon, c'est le chat madré, tapi, qui donne des coups de patte. Vous savez comment je l'appelais, lorsque je présidais l'Assemblée ? Le "ministre pipi" ! Dès que, dans l'Hémicycle, il y avait un débat un peu violent, il s'en allait. Ou il avait un problème de prostate, ou il fuyait ! Ce n'est pas quelqu'un de courageux. Sarko, lui, affronte. C'est un petit chef de bande de banlieue, un petit provocateur, un petit voyou des banlieues. Fillon a sans arrêt voulu emmerder Chirac. C'est l'hypocrite caché. »

Au cas où l'on n'aurait pas bien compris, Jean-Louis Debré, justifiant le cruel surnom dont le Premier ministre est alors affublé, « Courage Fillon », en remet une couche : « Fillon, il ne vous regarde pas dans les yeux, il est sournois. Quand j'ai été candidat contre

Balladur au perchoir, Fillon a fait les couloirs, il ne m'a jamais rien dit en face. Je me suis affronté violemment avec Sarko, au moins, lui, c'est carré. Il y a de la rancœur, mais il reconnaît quand vous avez gagné. Fillon, on ne sait pas de quel côté il va tomber. L'hypocrisie. Il est caché. Il n'affronte pas. »

Entre deux maux, choisir le moindre.

Alors Debré, certes contraint et forcé, préfère encore Sarkozy.

« Un jour, conclut-il, je croise Sarkozy, et je lui dis : “Je ne sais pas comment tu fais pour travailler avec Fillon, il est toujours indécis, on ne sait pas ce qu’il pense... Je ne le sens pas.” Il me répond : “Moi non plus, il râle tout le temps, mais je lui fais un petit baiser sur le front et il va mieux !” Je pense que ce sont les entourages qui ont alimenté leurs désaccords. L’entourage de François Fillon sentait que ça piétinait autour de Sarko et voulait pousser Fillon. Guéant, lui, était très important, il était directeur de la police nationale, et après, il a mal tourné. »

Cette coexistence bien peu pacifique entre deux hommes que tout sépare va pourtant devoir se poursuivre jusqu’au terme du quinquennat. Sous le regard de témoins avertis.

Et interloqués.

CHAPITRE 9

Le châle de Roselyne

De plus en plus sombre, François Fillon se calfeutre dans son bureau de l'hôtel Matignon, mûrissant sa revanche.

Dans cette guerre des nerfs qui se joue au pinacle de l'exécutif, ceux du Premier ministre semblent les plus fragiles. Au sens propre comme au sens figuré.

Atteint moralement par les brimades que lui infligent régulièrement le président et ses francs-tireurs, le Premier ministre souffre aussi physiquement, notamment de cette fichue sciatique due à une hernie discale qui lui pourrit la vie. Ces douleurs dans le bas des vertèbres, ça lui fait au moins un point commun avec Sarkozy. Fillon en a plein le dos. Jusqu'à en rendre le chef de l'État responsable ?

« Bien sûr, affirme très sérieusement François Baroin. C'est psychosomatique, c'est un environnement... Il s'était préparé pour être Premier ministre, il ne s'était pas programmé pour subir matin, midi et soir une forme d'addition d'humiliations. Ici Guaino, là Guéant... Je pense que c'est les trois premiers mois de leur couple qui, au fond, créent les conditions, chez Fillon, d'une volonté de régler des comptes et, plus tard chez Sarkozy, celles de son retour, lui qui n'avait pas *a priori* pris la décision de revenir coûte que coûte cinq ans plus tard. »

Xavier Bertrand ne dit pas autre chose. « Physiquement, le côté "en avoir plein le dos", ce n'était pas qu'une expression physique, analyse-t-il. Haine ou rancœur, en tout cas, tout ça, ça a joué, parce que Fillon n'est pas quelqu'un qui extériorise beaucoup. Ils ont dû s'expliquer vraiment très vertement entre eux, mais enfin, moi, j'ai aussi vu des réunions avec Fillon me sautant dessus à la fin, à la suite d'un arbitrage, en disant : "Mais vous ne vous rendez pas compte, tous ?!", et moi : "Eh, t'as qu'à lui dire, t'avais qu'à le dire en réunion." Mais ça, c'était François, avec beaucoup de choses rentrées, intériorisées, qui à mon avis l'ont rongé. » D'après l'ancien ministre de la Santé, les humiliations venaient « plus de la part des conseillers, parce que Sarko, lui, a vraiment fait attention... Il faisait assez gaffe, Sarkozy,

parce qu'il voyait bien les interviews de Guaino, les interviews de Guéant, et l'effet que ça produisait. J'ai quand même vu des déclarations de Fillon à l'Assemblée, sur les retraites, notamment sur les régimes spéciaux, où là c'était compliqué. Sarkozy s'énervait à cause de telle ou telle déclaration qui mettait de l'huile sur le feu, ça, oui. Il s'emportait certainement devant ses conseillers et autres, mais, en interministériel, Sarko faisait attention. Même s'il n'en pensait pas moins... »

La cohabitation vire à la guerre froide. Larvée.

Toute la droite est aux aguets. Cela va mal finir, c'est sûr.

« Nicolas Sarkozy, c'est quelqu'un qui veut tout faire, qui a un mal fou à déléguer quoi que ce soit », observe Thierry Solère. Pour le député des Hauts-de-Seine, jugé suffisamment consensuel pour être désigné organisateur de la primaire de la droite de novembre 2016, « nos institutions favorisent formidablement le fait d'avoir un président qui devient le PDG de la France, là où avant il était président du conseil de surveillance et où il y avait un directeur général exécutif ! Si François Fillon a cru qu'il serait directeur général exécutif du pays, il était complètement à côté de la plaque. Sarko, il voulait tout gérer, tout faire. Et finalement, il se satisfaisait assez d'un Fillon qui gérait bien l'aspect parlementaire. Au fond, dans le quinquennat, le Premier ministre, à quoi il sert, sinon à être un super-porte-parole du gouvernement, et un super-ministre des relations avec le Parlement ? Et ça, Fillon le faisait très bien. Il était très apprécié à l'Assemblée. Quand je suis arrivé après avoir été élu député, en juin 2012, mes collègues m'ont dit : "Avec Fillon c'était super, il était très présent, très à l'écoute des députés." »

« Sarkozy ne tue jamais, mais blesse souvent les gens, conclut Solère. Fillon, que j'ai beaucoup côtoyé, lors de la période de la primaire, puis quand j'ai été son porte-parole, est quelqu'un d'assez ombrageux et susceptible. Donc il a dû concevoir beaucoup d'acrimonie à l'encontre de Sarko. »

Éphémère directeur de campagne de Fillon fin 2016, Patrick Stefanini, fin connaisseur des haines droitières, se souvient d'une remarque qu'il avait faite à son candidat, à l'automne 2013. « Une période assez catastrophique pour Fillon, se rappelle Stefanini. Il est en voyage en Russie, où il donne du "cher Vladimir" à Poutine, ce qui fait un scandale, puis il accorde une interview à *Valeurs actuelles* dans laquelle il critique violemment Sarkozy... C'était très moyen, et je me souviens de lui avoir dit : "Mais tu as dû beaucoup souffrir entre 2007 et 2012 pour avoir ce type de relations avec Sarkozy, pour exprimer ainsi ton ressentiment." Avec Sarkozy, c'était vraiment une relation à

fleur de peau. »

Stefanini a vu, de près, ce duo artificiel se déchirer.

« Ce sont deux tempéraments très différents, dit encore Stefanini. Il y en a un qui est un séducteur, qui cherche à convaincre, sait jouer des différentes nuances de la psychologie humaine pour intéresser son interlocuteur, le motiver, ça, c'est Sarkozy. Et de l'autre côté, Fillon, un homme en retrait, plutôt secret... »

Henri Guaino abonde : « Fillon, il n'est pas frontal, c'est le moins qu'on puisse dire ! »

Bien plus que les divergences politiques, notamment sur les choix économiques, ce sont d'abord les différences de tempérament qui vont finir de faire implorer le couple exécutif, exsangue au terme du quinquennat. Et annoncer une longue séquence, toujours pas clôturée, au cours de laquelle les principaux responsables de la droite française, obnubilés, obsédés même, à l'idée de « flinguer » le rival haï, en ont oublié l'essentiel, à savoir qu'une bataille politique ne se gagne pas seulement avec des couteaux, si bien affûtés fussent-ils, mais aussi et surtout avec des idées...

« La relation entre François Fillon et Nicolas Sarkozy, ce fut la confrontation de deux mondes, de deux morales, de deux cadres de vie, qui ne peuvent absolument pas se confronter et se comprendre, relève Roselyne Bachelot. L'un, François Fillon, est un notaire de province, très sensible à un décorum, un cadre de vie bourgeois, pas trop exhibitionniste. Imaginer des fonds secrets chez lui... il n'y a pas un joli meuble, pas un joli tableau, quelqu'un qui vivrait dans un luxe tel que cela était ressorti de descriptions journalistiques, me paraissait décalé. Des commodes médiocres, des tapis usés... On avait décrit le château du notaire, en fait, ça ne vaut rien, la moitié de mon appartement ! Et puis, Nicolas Sarkozy, le *bling bling*, le tape-à-l'œil, une femme mannequin, le côté enfantin devant l'argent. Il est impressionné par l'argent. »

Elle a en mémoire ce déplacement avec le chef de l'État : « J'avais un châle de chez Hermès, tout de suite, il le repère, il me dit : "Hum, c'est beau ce que tu as, Hermès..." Et il me dit ensuite : "De toute façon, tout ce qui est cher n'est pas beau, mais tout ce qui est beau est cher." J'étais resté un peu interloquée, je lui ai dit : "Un paysage, ce n'est pas cher, et c'est très beau..." »

Et puis, il y a cette autre réflexion, début 2008, alors que Sarkozy vient d'épouser Carla Bruni. Bachelot raconte : « Je le complimente : "Tu as une femme délicieuse, belle, intelligente et sympathique..." Il me regarde – j'ai cru qu'il plaisantait, mais s'il y a une chose dont

Nicolas Sarkozy est totalement dépourvu, c'est de sens de l'humour – et il me dit : “Et surtout, elle est riche.” Ce n'était pas vulgaire, c'était une qualité. Si elle était riche, c'est qu'elle avait montré des qualités. »

Réalisée dans le cadre de « l'affaire libyenne », une écoute téléphonique du 1^{er} août 2013 éclaire d'un jour cru les sentiments que vouent les sarkozystes, y compris le premier d'entre eux, à François Fillon. Ce jour-là, Sarkozy est en ligne avec son consciencieux bras droit, Claude Guéant.

— Sarkozy : Quant à M. Fillon, il est... il est toujours comme on l'attendait.

— Guéant : Oui, oui, tout à fait, il est égal à ce qu'on a connu, absolument. Mais, cela étant, il a quand même, monsieur le Président, une caractéristique extraordinaire cet homme-là, c'est que... il peut dire n'importe quoi, tout glisse. Je pense que c'est parce que les gens n'y croient pas, quoi.

— Sarkozy : Personne ne s'intéresse à lui...

Pour la chiraquienne Valérie Pécresse, ministre tout au long du quinquennat, François Fillon a aussi payé son mode de fonctionnement, hyper-solitaire. « Fillon est très secret, il n'extériorise jamais, commence la patronne de la région Île-de-France. On était un certain nombre de ministres à être plus proches de lui que de Sarko. Moi, historiquement, je ne suis pas une sarkozyste, je suis chiraquienne, donc Sarko s'est toujours méfié de moi et ne m'a jamais incluse dans son premier cercle. Je n'ai d'ailleurs jamais souhaité l'être, même si j'ai été loyale avec lui.

« Fillon, conclut Pécresse, n'a jamais essayé de structurer un réseau de ministres proches de lui, il aurait pu le faire avec Christine Lagarde, Roselyne Bachelot, François Baroin... Mais il ne l'a pas fait... »

En retrait de la vie politique nationale depuis 2017, Benoist Apparu, ministre délégué au Logement de 2009 à 2012, a le recul nécessaire pour analyser ce quinquennat atypique, marqué par une guérilla souterraine et permanente au faite du pouvoir. Pour ce fidèle d'Alain Juppé, accorder trop d'importance aux problèmes de personnes empêche de voir le vrai sujet, qui, de son point de vue, est d'abord institutionnel. « La cohabitation Sarko-Fillon ? C'est juste que l'importance du quinquennat, par rapport au septennat, est devenue démesurée, analyse le maire (LR) de Châlons-en-Champagne. Quand

vous regardez la Constitution de 1958, qui explique énormément de choses sur l'histoire de la droite, elle est un équilibre entre des légitimités et des pouvoirs. En 1958, on a un président avec beaucoup de pouvoir et une légitimité moyenne, et une Assemblée avec peu de pouvoir, mais beaucoup de légitimité. Et un Premier ministre qui a une légitimité moyenne et un pouvoir moyen, sa légitimité tenant des deux. En 1962, vous créez un très fort déséquilibre avec un président qui a beaucoup de pouvoir et une énorme légitimité avec l'élection au suffrage universel direct. C'est une rupture très forte qui présidentialise le régime. En 2000, avec le quinquennat, vous accentuez ce truc-là, en tuant la légitimité du Premier ministre. Sa légitimité ne vient plus que du président, il devient un machin du président, avec plus aucune autonomie. Le premier à inaugurer vraiment le quinquennat, c'est Sarko, avec Fillon, qui n'est effectivement qu'un collaborateur. Le "PM" n'est plus aujourd'hui que le premier des ministres, et absolument plus une personnalité autonome. À la place de Fillon, la phrase de Sarkozy le qualifiant de "collaborateur", ça me serait aussi resté en travers de la gorge, mais c'est la réalité. »

Benoist Apparu en est convaincu, « Sarko n'a pas fait une erreur de casting en nommant Fillon ». « Le premier que l'on nomme à Matignon, c'est quelqu'un à qui l'on doit quelque chose, ça s'est toujours fait comme ça, conclut Apparu. Mais vous auriez mis Durand et Dupont à la place de Sarko et Fillon, vous auriez eu peu ou prou exactement la même chose. Les personnalités sont secondaires et écrasées par les institutions. »

Excepté quand le poids des « affaires » vient troubler le jeu politique. Et aiguïser les ambitions inassouvies.

CHAPITRE 10

Torpillage en règle

En Sarkozie, il y a de la haine, mais aussi un peu d'amour.

Enfin, surtout des preuves d'amour.

Il faut se plier à la règle collective. Prière de ne pas être trop regardant sur la morale.

Le Professeur n'est pas encore à l'UMP, mais à l'Assemblée, depuis 2008, il seconde efficacement Copé à la tête du groupe parlementaire, majoritaire.

Sa réputation commence à croître, celle d'un homme de l'ombre discret et efficace.

Cela tombe bien, car, en cette fin d'été 2009, voici donc Sarkozy empêtré dans une affaire de sondages qui embarrasse l'Élysée. La Cour des comptes vient de lever le voile sur les sommes astronomiques déboursées par le palais présidentiel pour des études d'opinion. Dix ans plus tard, l'affaire n'a toujours pas été jugée, mais, à l'époque, l'association Anticor envisage déjà de déposer une plainte, et les députés socialistes, eux, fourbissent leurs armes. Ils demandent la création d'une commission d'enquête parlementaire.

« Là, je comprends que l'Élysée veut absolument qu'on torpille cette commission d'enquête, se souvient le Professeur. Ce que nous avons fait joyeusement, sans aucun problème. »

Rien de plus simple. En la dévitalisant. À cette occasion, il va attirer l'attention d'un personnage essentiel de la Sarkozie : Patrick Buisson, conseiller caché et tout-puissant du chef de l'État. Un nouveau maître, pour Lavrilleux.

Petite leçon de choses.

« C'était panique à bord, commence Lavrilleux. Un jour, Buisson voit Copé en tête à tête. Moi, j'ai mon bureau en face de celui de Copé, au premier étage. Et, à la fin de l'entretien, Copé me fait venir dans son bureau. Il me dit : "Bon, j'ai vu Patrick, il va nous aider, il

peut être un bon relais avec Sarko pour arranger les choses. Il y a ce petit problème, Jérôme, vous voyez techniquement comment on peut régler le sujet.” Comment on a réglé le sujet des sondages ? J’ai fait ça de manière assez brutale, parce qu’au même moment il y avait le dir’ cab’ de l’Élysée, Christian Frémont, qui, lui, avait trouvé très intéressant de venir répondre, c’était en octobre 2009, à une commission parlementaire, la Commission des finances en l’occurrence, et de commencer à parler, à détailler les comptes de l’Élysée... Il a même fourni une liste de deux cents sondages ! Il n’aurait jamais dû le faire, sinon la séparation des pouvoirs, c’est fini. Donc, ça devenait chaud. Suite à ça, lancement de la commission d’enquête. Et Buisson me dit : “On fait comment, parce qu’il faut absolument arrêter tout ça ?”... »

Lavrilleux se tourne alors vers Jean-Luc Warsmann, président (UMP) de la Commission des lois à l’Assemblée nationale entre 2007 et 2012. « Je lui dis : “Jean-Luc, l’intérêt supérieur de tout le monde fait qu’il faudrait...” Warsmann, c’est un militant RPR depuis très longtemps, il me dit : “OK, j’ai compris. Comment on peut faire ? C’est dans la seringue, on ne peut pas faire autrement.” Je lui dis : “Mais ça va être une catastrophe !” Et donc on en rediscute. » Et, d’après Lavrilleux, le député des Ardennes trouve la solution.

« C’était l’idée de Jean-Luc Warsmann, rapporte Lavrilleux. Grâce ou à cause de la révision constitutionnelle et donc du règlement de l’Assemblée nationale voulus par Sarko en 2008, on avait octroyé le droit à une commission d’enquête à chaque groupe, une fois par an. Donc si vous brûlez votre cartouche, vous ne pouvez plus en faire. Alors, plutôt que dire non à la commission d’enquête voulue par le PS, on dit oui, sauf qu’on trouve un petit truc qui traînait dans le règlement : le fait que celui qui en détermine le champ, concrètement, c’est le président de la Commission des lois. »

Et donc Warsmann se met « au travail », selon Lavrilleux, qui cite les propos que lui aurait tenus le député UMP : « On ne peut pas faire autrement que leur accorder la commission d’enquête, mais l’étendue et l’application, c’est du ressort de la Commission des lois. Donc on feint d’accepter, on dit : “OK, on accepte”, mais voilà quel sera le thème de la commission d’enquête. Et en fait, on la vide complètement de substance. »

Doctement, le Professeur décrypte : « Donc Warsmann élargit le champ à tout et n’importe quoi. Ce n’est plus juste sur les sondages, c’est sur la communication, machin, truc... Et donc, les socialistes voient qu’on va les niquer. Ils retirent leur demande de commission d’enquête, parce que, sinon, ça les grille pour toute une année. Et du

coup, il n'y a pas de commission d'enquête, elle a été torpillée par la Commission des lois le 17 novembre 2009. Du bel ouvrage ! »

À l'Élysée, on jubile. Le travail de sape a été remarqué. « Buisson trouve que c'est rondement mené. Et il le dit à Sarko. Et c'est là que j'ai commencé à être un peu intégré dans le truc », explique Lavrilleux. C'est que, déjà cité dans quelques histoires troubles, Sarkozy n'a aucune envie d'en voir prospérer une autre. Il se préoccupe donc personnellement de la mise à mort de la commission d'enquête. « Sarko appelait Copé deux fois par jour sur le sujet », soutient Lavrilleux.

Mais les affaires, c'est un peu comme le sparadrap du capitaine Haddock, on ne s'en débarrasse jamais vraiment.

En tout cas, Jérôme Lavrilleux fait partie, désormais, de l'équipe dirigeante de l'UMP. Ce qui lui octroie l'insigne privilège d'assister aux réunions d'état-major du parti présidentiel, à l'Élysée. Une vraie anomalie, d'ailleurs. Mais, sous Nicolas Sarkozy, il y eut un tel mélange des genres, tant de passe-droits, d'arrangements avec la morale – et, parfois, avec la loi...

CHAPITRE 11

Le dépucelage du Professeur

En désaccord sur la ligne politique, en guerre quasi ouverte sur le plan personnel, Sarkozy et Fillon seront, curieusement, unis par un thème, jusqu'au bout de leur belliqueuse collaboration : un souverain mépris pour les « affaires ». Celles concernant Sarkozy commencent à éclore, elles vont se diffuser au cours du quinquennat tel un poison lent. Outre l'affaire des sondages de l'Élysée, il y a l'affaire de Karachi révélée par Mediapart en 2008, le dossier Tapie, et surtout le scandale Bettencourt, qui explose au printemps 2010...

À en croire Roselyne Bachelot, à cette époque, le Premier ministre est parfaitement indifférent aux investigations judiciaires et/ou journalistiques qui menacent l'hôte de l'Élysée. « Pour François Fillon, estime Roselyne Bachelot, les affaires visant Sarkozy n'ont jamais été un problème. Pour lui, c'est *business as usual*. Il savait que cela faisait partie du personnage, les “affaires”. Jamais il ne m'a dit : “Quand même, ce type exagère.” Ce qui l'agaçait, c'étaient les détails de comportement personnel, et la ligne politique, bien sûr. Le reste, il en parlait plutôt avec un ricanement. » Loin d'imaginer que, quelques années plus tard, lui-même serait rattrapé par la justice.

Les « affaires », le Professeur va en faire lui-même l'expérience, de manière inattendue. En politique, à haut niveau, il faut toujours un dépucelage judiciaire.

Pour lui, cela eut lieu le 7 mars 2011.

Ce matin-là, Lavrilleux expédie tranquillement les affaires courantes. Toujours le premier arrivé au bureau, des parapheurs plein les mains, le directeur du cabinet de Jean-François Copé, alors secrétaire général de l'UMP, gère le parti à sa façon, depuis novembre 2010. Sans états d'âme excessifs. À son arrivée, rue La Boétie, dans les beaux quartiers parisiens, Lavrilleux a fait d'étonnantes découvertes. Par exemple, quinze ans après son départ de Matignon, l'ancien Premier ministre Édouard Balladur dispose encore de confortables bureaux. Mieux, ses gardes du corps passent chaque

matin récupérer les magazines et quotidiens auxquels il est abonné, via l'UMP. Il n'y a pas de petites économies.

« J'ai tout supprimé ! sourit le Professeur. Ses bureaux, celui de sa secrétaire, qui était encore payée par Matignon tout en étant localisée à l'UMP, ses abonnements médias.... J'ai eu dans la foulée un coup de fil de Brice Hortefeux, très en colère que l'on ait touché aux privilèges dus à "Sa Majesté". Mais tout cela n'était pas justifié. » Avant de confesser une raison plus... personnelle : « Et puis, je n'ai jamais pu saquer Ballardur ! »

Mais, ce 7 mars 2011, un autre défi l'attend. Le redoutable juge Jean-Michel Gentil se présente à l'accueil. À l'époque, Nicolas Sarkozy est toujours président de la République, et l'affaire Bettencourt étend ses tentacules judiciaires jusqu'à l'Élysée. À Bordeaux, le magistrat instruit ce dossier d'abus de faiblesse et de détournements de fonds avec une rare vigueur. D'où cette perquisition très matinale au siège de l'UMP. Le juge Gentil veut en avoir le cœur net : le parti présidentiel et son chef historique ont-ils bénéficié des largesses de la milliardaire Liliane Bettencourt, l'héritière de L'Oréal ?

Rappelez-vous les confidences de Rachida Dati...

Il est tôt, Lavrilleux est la seule autorité présente sur les lieux. Il n'est pas spécialement rassuré. Dans les couloirs de l'UMP, on se raconte des histoires. De celles qui vous amènent dans le cabinet des juges.

Prenez l'affaire des archives de Louise-Yvonne Casetta, alias « la Cassette » pour l'éternité. La trésorière occulte du RPR de Jacques Chirac avait été suspectée d'agissements financiers coupables au début des années 2000, dans les affaires des HLM de Paris et des marchés truqués de la Région Île-de-France. « La légende qu'on se répétait au parti, c'est que, pendant toute l'instruction, les policiers avaient cherché en vain les archives de Louise-Yvonne Casetta, se souvient Lavrilleux. En fait, elles étaient stockées dans une vieille Peugeot 205, garée dans un parking souterrain, sur l'île de la Cité, juste à côté... du Palais de Justice ! Et cette voiture est restée là-bas, sans que personne n'y aille, pendant toute la durée de l'instruction ! Quand le jugement a été définitif, un type y est allé avec une batterie neuve, la voiture était recouverte de poussière, il a sorti la bagnole et les archives sont parties ailleurs, pour que ça ne soit jamais saisi. »

Il n'y a pas que les parkings. Les sous-sols d'un parti peuvent aussi receler d'obscurs trésors, surtout pour un magistrat financier un peu fouineur. Et c'est justement là que se dirige le juge Gentil, escorté par Lavrilleux. Sous leurs yeux s'étalent des centaines de cartons, dans de

longs couloirs. « Les cartons étaient ceux du RPR et de Démocratie libérale, les partis fondateurs de l'UMP. Le juge a ouvert les cartons, et on a trouvé des centaines de chèques – jamais encaissés –, à l'ordre de DL. Libellés en francs. DL, à l'époque, devait avoir plus besoin de liquide que de chèques ! »

Brève conversation entre les deux hommes.

— Le juge Gentil : Vous connaissiez l'existence de ces chèques ?

— Lavrilleux : Non, mais ils sont en francs, donc il y a prescription.

— Le juge Gentil : Décidément, l'argent et les partis, je ne comprendrai jamais...

C'était la première vraie rencontre entre Lavrilleux et un juge. « J'aurais dû partir en courant ce matin-là ! Il y en avait pour des millions de francs ! J'ai fait débarrasser ces archives, elles ont été détruites par la suite. » Lavrilleux prend connaissance à cette occasion de quelques vieux secrets de famille. Ça lui sera bien utile, durant la guerre Copé-Fillon, un peu plus tard.

Pour le Professeur, c'est une sorte d'initiation à vitesse grand V. Car les « cuisines » de la présidence de la République exhalent déjà un fort parfum affairiste. Il en a fait personnellement l'expérience. Et surtout, il a fourni les preuves de son singulier professionnalisme.

Buisson l'a bien noté.

CHAPITRE 12

La tête et les jambes

Ils se sont tant aimés.

Patrick Buisson, l'historien dont la pensée vagabonde jusqu'aux confins de la droite extrême ; Jérôme Lavrilleux, le pragmatique aux allures de sous-officier d'active. La tête et les jambes, en quelque sorte. Mais, c'est un fait, ces deux-là ont composé un couple improbable, longtemps. Au cœur de la machine présidentielle sarkozyste pour l'un, les mains dans le cambouis de l'UMP pour l'autre. Du coup, le Professeur est particulièrement légitime pour l'affirmer, l'idéologie « buissonniste » a bien gangrené la droite républicaine, du triomphe de Nicolas Sarkozy en 2007 à sa débâcle en 2012. Et elle pourrait avoir survécu à la défaite, à travers le nouveau chef de file de cette famille politique, Laurent Wauquiez...

« Buisson, je l'ai adoré, même si on n'était d'accord sur rien, résume drôlement Lavrilleux. Au fil des mois, durant le quinquennat, je l'ai vu évoluer vis-à-vis du président Sarkozy, il avait cette façon de dire : "Il ne me mérite pas"... Jusqu'à l'appeler "Le Petit". Il était de plus en plus méprisant. »

Nicolas Sarkozy, lui, a longtemps apprécié Patrick Buisson. L'homme qui murmurait à l'hémisphère droit de son cerveau, tandis que son autre conseiller préféré, le consultant en stratégie Pierre Giacometti, s'occupait de l'hémisphère gauche. Entre les deux, le publicitaire Jean-Michel Goudard, le troisième « chouchou ». Une sorte d'équilibrisme politique, qui oscille en fonction de l'humeur du moment.

Mais Buisson, c'est aussi, et peut-être d'abord, une affaire de gros sous. Buisson, ce sont ces centaines de sondages commandés à sa société par l'Élysée – puis l'UMP – sur les sujets les plus divers. Le scandale éclate au cœur de l'été 2009, lorsque la Cour des comptes pointe les sommes astronomiques dépensées par l'Élysée pour des enquêtes d'opinion au profit des sociétés de Buisson et Giacometti. Facteur aggravant, certains sondages (sur l'image de Carla Bruni ou

celle de Jean Sarkozy, par exemple) portent sur des sujets certes chers au président, mais pas en rapport direct *a priori* avec la conduite des affaires de l'État.

« L'objectif de Sarko n'était pas, selon moi, d'enrichir Buisson, Giacometti ou Goudard, juge Lavrilleux. Le fric, il s'en fout, sauf le sien ! L'objectif de Sarko, c'est de dire : "J'ai mes trois conseillers, qui sont nécessaires à ma vie de président comme l'oxygène l'est, il faut qu'ils soient aussi récompensés." Sarko, on lui dit : "Tu as besoin d'un sondage sur ça", il dit : "Faites le sondage sur ça." Et Buisson arrivait tous les jours avec sa ration de trucs, pour prouver mathématiquement que ses grandes phrases bien tournées, avec des mots qu'on n'utilise pas toujours et qu'on comprend mal, correspondaient à une réalité du terrain. »

En s'enrichissant copieusement au passage, comme l'a révélé l'enquête judiciaire, qui a convaincu le Parquet national financier (PNF) de demander son renvoi en correctionnelle aux juges d'instruction, qui ne s'étaient toujours pas prononcés, en avril 2019. Le 6 novembre 2018, le réquisitoire du PNF, dans ce qui est devenu l'affaire des sondages de l'Élysée, a évalué l'étendue des dégâts. En cinq ans, de 2007 à 2012, l'Élysée a versé plus de 3,3 millions d'euros sur le compte de ses sociétés Publiftact et Publi-Opinion, en échange de sondages commandés à l'institut OpinionWay. Sans compter les 10 000 euros mensuels perçus, au titre de conseiller, par Buisson... Giacometti, de son côté, a encaissé sur la même période environ 2 millions d'euros. Lors de la livraison de ces enquêtes d'opinion, Buisson appliquait en moyenne, rappelle le parquet, « 65,75 % de marge pour Publiftact, et 71 % pour Publi-Opinion ». Quand même...

Un business plutôt rentable, sauf pour les finances publiques, même si les intéressés se défendent d'avoir commis une quelconque infraction.

Le président de la République a encouragé le procédé, au mieux l'a laissé prospérer. Sans être inquiété par la justice : protégé par l'immunité s'attachant aux actes commis *ès qualités*, dans sa fonction de président de la République, Sarkozy ne pouvait être mis en cause. Il a d'ailleurs refusé fin 2016 de déférer à la convocation des juges, désireux de l'interroger.

Lavrilleux l'exonère, de toute façon : « Sarko disait : "Moi, je m'en fous." Personne ne lui a dit : "Attention, les sondages, c'est 600 000 euros sur l'année, vous ne pouvez pas le faire en un mois !" Et le jour où on lui a dit : "Vous ne pouvez pas le faire", ça ne s'est pas arrêté. C'est l'UMP qui va alors prendre le relais, et payer. »

Et c'est là que l'on va retrouver Jérôme Lavrilleux. Directeur du cabinet de Jean-François Copé à la tête du parti majoritaire, il va récupérer la patate chaude, en 2009. Et s'apercevoir que Patrick Buisson use habilement de ces fameux sondages pour se targuer d'un rôle essentiel auprès du chef de l'État.

« J'étais au courant de la grande emprise de Patrick Buisson sur tout le fonctionnement de la machine, explique le Professeur. Mais j'ai découvert le système mis en place bien après, en janvier 2016, lorsque j'ai été convoqué par les policiers en qualité de simple témoin. Je ne peux pas être coupable de tout ! On m'a montré des listes de sondages, avec des tableaux qui étaient faits par les policiers, des sondages supposés avoir été payés à la fois par l'Élysée, puis repayés par l'UMP, peut-être certains payés par des médias après... Ça fait une marge nette qui doit être assez confortable. C'est une espèce de truc endogamique où on ne sait plus qui est à l'origine de quoi. Ce n'est pas sain, et ça aboutit à des enrichissements non négligeables. » Pour le moins.

Dans le livre *C'était pas le plan* publié par Philippe Cohen et Laureline Dupont (Fayard, 2014), Buisson se défendra ainsi : « J'ai refusé tout cumul [...], j'ai été le premier à exiger la traçabilité des prestations de l'Élysée [...]. Le fric ne m'a jamais intéressé. »

La polémique sur les sondages enfle à la fin de l'été 2009. Il faut la désamorcer d'urgence. Toutes affaires cessantes, Jean-François Copé présente Patrick Buisson à son démineur en chef, Jérôme Lavrilleux. Ces sondages, puisqu'ils ne peuvent plus être commandés par l'Élysée, vont donc échoir à l'UMP.

C'est à ce moment-là que Buisson et Lavrilleux vont se rencontrer et s'apprécier.

Lavrilleux a en mémoire une réunion d'état-major du parti présidentiel, à l'Élysée, à laquelle Sarkozy lui-même assistait. « Il me prend à part et me dit, à propos de Buisson : "Tu vois, Jérôme, Patrick, j'y tiens beaucoup, à ses conseils, il faut vraiment que ça se passe bien." J'ai compris, ça voulait dire : chasse gardée, ne pas toucher... » Il convient en effet d'« exfiltrer » en douceur Patrick Buisson et Pierre Giacometti, qui sont devenus des cibles pour l'opposition – « Les deux se détestaient, voulant toujours savoir combien touchait l'autre », rapporte le Professeur à leur propos.

Lavrilleux a bien saisi le message présidentiel. Pour éloigner les soupçons, Giacometti et Buisson seront dorénavant appointés par l'UMP. Mais Lavrilleux est d'une nature précautionneuse. Les deux conseillers devront donc, à l'avenir, justifier leurs très confortables

émoluments. Salutaire prudence. Elle lui vaudra, plus tard, d'éviter les poursuites, lorsque l'affaire des sondages de l'Élysée sera devenue judiciaire.

Car, pressentant le traquenard, Lavrilleux va contraindre les conseillers grassement rémunérés à venir rendre compte dans son bureau, à l'UMP, une fois par semaine, afin qu'ils puissent justifier, un minimum, leurs émoluments.

Pas si simple.

« Après que Sarkozy m'a recommandé de bien traiter Patrick Buisson, je rentre au bureau, et je dis à Éric Cesari : "Tu peux venir me voir ?" Il vient dans mon bureau, on était au même étage, mais séparés par la cour, dans les locaux de la rue La Boétie. » Lavrilleux n'a rien oublié de son échange avec l'ex-directeur général de l'UMP.

— Lavrilleux : Il y a un contrat en cours avec Buisson ?

— Cesari : Bah oui, on a un contrat.

— Lavrilleux : Comment ça se fait ?

— Cesari : Quand a éclaté l'affaire des sondages de l'Élysée, tu étais à l'Assemblée, l'Élysée a coupé beaucoup de ponts. Et on s'est retrouvés avec un contrat.

— Lavrilleux : Mais qui a signé le contrat ?

Cesari va chercher ledit contrat. « Il était signé par Xavier Bertrand et Éric Woerth », assure Lavrilleux. À l'époque, le premier est secrétaire général du parti présidentiel, le second en est le trésorier.

— Lavrilleux : Mais tu les vois passer, les sondages ?

— Cesari : Non, non.

— Lavrilleux : On ne peut pas continuer comme ça, vous êtes fous.

Dans la foulée, le Professeur appelle Buisson.

Discussion serrée.

— Lavrilleux : Patrick, il va falloir, une fois par semaine, venir au moins une heure dans mon bureau.

- Buisson : Mais pourquoi ?
- Lavrilleux : Il y a un contrat de conseil...
- Buisson : Mais les conseils, je ne les donne qu'au président.
- Lavrilleux : Vous faites ce que vous voulez dans mon bureau, mais vous y venez, pendant une heure ! Moi, je le veux à mon agenda. Et je veux une copie de chaque sondage.
- Buisson : Ce n'est pas toi qui les commandes !

À contrecœur, Buisson s'exécute. Lavrilleux se retrouve bientôt avec des piles de sondages sur son bureau. Sans grand intérêt, le plus souvent. « L'objectif, c'était quand même de faire des sondages qui confortaient Sarkozy, mais qu'après, les uns et les autres revendaient aux journaux. Pour gagner de l'argent deux fois, ou aider des journaux amis à faire passer des messages, qui passent mieux si c'est en vertu d'un sondage plutôt que des déclarations d'un candidat. Objectivement, dans le fond, la folie de ce système, c'est que ça ne sert strictement à rien. Si un homme politique a besoin de ça pour savoir ce qu'il doit dire dans son discours pour commémorer le 11-Novembre, il doit changer de métier. »

Reste un souci : les sondages commandés n'ont que peu à voir avec l'UMP. Ennuyeux. Lavrilleux s'en émeut, l'affaire remonte à l'Élysée, au secrétariat général, chez Claude Guéant, qui tape du poing sur la table et éconduit l'insolent. Pas question de contrarier le conseiller favori du Prince. Buisson est un membre éminent de la caste des intouchables.

« J'ai compris qu'il y a eu beaucoup de sondages qui ont été payés par l'UMP, confirme le Professeur. J'ai découvert, quand j'ai été auditionné, des dizaines et des dizaines d'études facturées par Buisson, pour des centaines de milliers d'euros... »

Depuis son bureau de directeur du cabinet du patron de l'UMP, la vue est parfaite, pour Lavrilleux. Il peut observer la mécanique Buisson à l'œuvre.

L'art de la manipulation politique, à son degré le plus pervers.

« Buisson venait voir Copé très régulièrement, pour lui faire ce qu'il faisait à tout le monde, c'est-à-dire que, avec trois chiffres d'un sondage, il en confectionnait un roman national ! Et puis, il venait me voir, moi, plus souvent, de plus en plus, pour me raconter tout ça : "Voilà comment on va faire... Nicolas, tu comprends, il faut qu'il fasse ça..." »

« La manipulation, reprend le Professeur, c'est surtout ça : quand on ne veut pas que les gens regardent d'un côté, on monte un sujet pour qu'ils regardent de l'autre. Ça, c'est la grande stratégie buissonnienne, et sarkozyste en fait, qui est de faire des études d'opinion sur des sujets précis. On constate que les Français sont d'accord avec la question posée, même si ce n'est pas important pour eux. Mais, du coup, on fait un sondage, on fait monter un peu la sauce, on donne le sondage à un média peu regardant et sans le sou, ce qui est le cas de 90 % des médias. On file le sondage gratuitement, et quand le média publie le sondage, nous, on réagit ! Et on est vachement bien placés pour réagir parce que c'est nous-mêmes qui avons demandé le sondage ! Et puis, comme on a réagi, l'opposition réagit, et puis donc on en remet une couche, et puis vous faites huit jours avec le sujet... Ça relève en effet de la manipulation. Des masses et des médias. »

Patrick Buisson, qui, comme Pierre Giacometti, conteste les accusations du parquet, est passé maître dans cette technique de diversion. On appelle cela, aussi, du *storytelling*. « Vous le faites avec ces sujets-là, vous les mettez sur la scène, pas parce que vous pensez que c'est une priorité pour le pays, mais parce que vous pensez que ça va occuper tout le monde, et que l'on ne s'occupera pas du fait que les mauvais chiffres du chômage vont tomber lundi à 18 heures. Vous savez qu'ils ne seront pas bons, parce qu'on est déjà le vendredi. Donc, vous avez un truc dans le tiroir, vous appelez un média : "Allô, je te donne un truc... — Super... — Tu peux faire la une là-dessus et tu auras une interview du président ou du Premier ministre la semaine prochaine..." Puis on prépare des éléments de langage, on les distribue à ceux qui hantent les plateaux télé, et c'est parti... »

Lavrilleux et Buisson, du coup, passent des heures à discuter. Lavrilleux comprend que l'omniprésent conseiller joue de son influence, supposée ou réelle, auprès du chef de l'État. Et Lavrilleux se grise, s'enivre de ses belles paroles. « C'était vraiment passionnant. Vu ma position, comme il me raconte tout ce qu'il a dit à Sarko, moi, j'adore ! J'adore savoir comment ça se passe à l'intérieur. Bon, parfois il part dans des délires. Ses obsessions sur l'identité, les racines chrétiennes... Je le vois aussi évoluer au fil des mois, il est de plus en plus méprisant à l'égard du président. Oui, il avait vraiment le complexe de dire : "Il ne me mérite pas." »

Mais il reste Buisson, le favori, l'âme damnée du président, le rival de Pierre Giacometti, aussi, à la cour élyséenne. « Ils étaient jaloux l'un de l'autre, voulaient être sûrs qu'ils étaient payés aussi fortement l'un l'autre, et puis ils se détestaient. Donc c'était de la stéréo, mais pas en même temps. Donc j'avais mon oreille gauche, puis l'oreille droite qui me disait exactement l'inverse. Et les deux devaient fourrer,

farcir le cerveau de Sarkozy, exactement de la même manière. Celui qui a pris le contrôle de l'hémisphère droit, enfin, d'une partie forte du cerveau de toute la droite, c'est Buisson. »

Au téléphone, à n'importe quelle heure, le conseiller est disponible pour narrer son dernier entretien avec le Président. « Lorsqu'il était avec moi et qu'il recevait un appel de Nicolas Sarkozy, Buisson me disait : “‘Le Petit’ a besoin de moi”, se souvient Lavrilleux, qui conclut : Buisson avait créé une forme de dépendance chez Sarko. »

Pour l'ex-président, la désintoxication interviendra bien après son départ de l'Élysée, en mars 2014. Et elle sera brutale.

CHAPITRE 13

Les poissons rouges

Patrick Buisson peut quand même se frotter les mains.

Époques différentes, même constat. Sept ans après la fin de l'ère du buissonnisme triomphant, sur le fond, rien n'a vraiment changé à droite, à en croire Jérôme Lavrilleux en tout cas. « Laurent Wauquiez est dans les mains de Buisson, affirme-t-il à propos du patron du parti Les Républicains. L'idée de prendre François-Xavier Bellamy comme leader de la liste LR aux européennes de mai 2019, ce n'est pas Wauquiez. Car Wauquiez, c'est le bébé Buisson. Moi, je pense que la droite s'est perdue en suivant une espèce de pseudo-martingale vendue par Buisson. Courir après l'extrême droite, c'est s'éloigner de son électorat sans jamais rattraper l'extrême droite. »

Sur ce point, Laurent Wauquiez réfute vigoureusement les assertions de Jérôme Lavrilleux : « C'est un fantasme récurrent ! proteste-t-il. La réalité, c'est que j'ai dû voir dans toute ma vie Patrick Buisson une demi-douzaine de fois, que je ne l'ai pas revu depuis cinq ans et que je n'ai jamais eu de contrat de conseil avec lui, contrairement par exemple à Copé et Bertrand quand ils étaient à la tête du parti. » Au football, c'est ce qu'on appelle un tackle viril...

« Buisson fait partie de ces personnalités qui nourrissent le débat, en assumant parfois la digression, ajoute toutefois le chef des Républicains. C'est nécessaire au débat public, cela ne veut pas dire que je partage tout ce qu'il dit. Personne ne contrôle mon cerveau... »

Une chose est sûre, avec Buisson est arrivée l'obsession. Le Front national, auto-rebaptisé Rassemblement national, dans l'espoir d'adoucir son image. Mais, comme le Professeur, les figures actuelles de la droite, les Péresse, les Bertrand, tous continuent de parler du « Front ». Jamais du Rassemblement. Quelle que soit la dénomination, une certitude : c'est une maladie auto-immune, dont on ne guérit pas. Et que Buisson aurait transmise à la droite, donc.

« Je pense que c'est devenu très rapidement, lors du mandat de Sarkozy, l'obsession, pour des mauvaises raisons, explique le

Professeur. En fait, les politiques ont une mémoire de poisson rouge, mais ils ont toujours le même bocal. On a fini par penser que Sarko avait gagné en 2007 parce qu'il avait asséché le Front national. Or, s'il avait asséché le Front national, il avait aussi asséché le Parti socialiste. Mais très rapidement on n'a plus pensé qu'à Buisson. Lui, le grand magicien de la théorie, non pas de l'alliance avec le Front national, mais plutôt de l'assèchement du Front national. Ceux qui disent que Buisson veut faire une alliance avec le Front national se trompent. Je pense qu'il veut juste que la droite soit le Front national, c'est différent ! Donc il y a eu cette obsession à l'UMP. Chez Sarko aussi. C'était devenu même une obsession malade à la fin du mandat et lors de la campagne présidentielle de 2012. »

Et lui, Lavrilleux, n'a-t-il pas cautionné les thèses de Buisson ?

« Si je veux être populaire, aujourd'hui, il faut que je casse du sucre sur son dos, commence-t-il. Je ne partage pas ses idées du tout. Sur la plupart des sujets. Mais ce qui était bien avec lui, c'est qu'on pouvait argumenter. Il finissait par gagner parce qu'il disait : "Oui, mais, électoralement, c'est ça qui va marcher." Et puis tu te dis : "Putain, c'est quand même le mec qui a fait gagner en 2007..." Mais, encore une fois, je ne l'ai jamais entendu dire qu'il fallait un rapprochement structurel entre le Front national et le parti UMP. Jamais. Son truc à lui, c'est plutôt : "On va tellement sur ces thèmes qu'on les siphonne." C'est plutôt la destruction du Front national. Mais détruire le Front national, en démontrant à tout le monde que ses idées ne sont pas bonnes, c'est une chose. Détruire le Front national en le devenant, moi, je ne peux pas. »

Sarkozy, lui, a cédé aux sirènes du buissonnisme lors de son mandat. C'est Buisson qui fixe le concept de « ni-ni », au début de l'année 2011, alors que se profilent les élections cantonales. Terminé le front républicain, s'il faut, en cas de duel au second tour, choisir entre la gauche et le Front national, eh bien... on ne choisit plus. Et tant pis si la droite extrême l'emporte, du coup.

La droite républicaine vient de perdre son âme. « Ni vote FN, ni vote PS », c'est donc l'instruction délivrée par Sarkozy devant l'état-major de l'UMP avant le second tour des élections cantonales, en mars 2011.

Et cette consigne, « c'est Buisson qui l'impulse, qui la met dans le cerveau de tout le monde, confirme Lavrilleux. C'est un bouleversement fondamental pour la droite en France. Mais c'est ce qui fait gagner. C'est toujours l'arbitrage quand on fait de la politique. Et ce "ni-ni" aurait pu être mortel pour la droite... si on ne l'avait pas fait ! Mortel en résultat électoral. On a eu des résultats électoraux pas

trop catastrophiques en 2011 [16,97 % au premier tour, contre 15,06 % pour le FN], on s'est plutôt bien débrouillés. On a limité le FN dans les faits. Il n'a eu que deux élus. C'était le seul moyen de le limiter. Mais, moralement, on y a perdu beaucoup ».

C'est peu dire.

Le Professeur connaît bien l'extrême droite. Dans l'Aisne, chez lui, le FN devenu RN est très présent. L' élu local qu'il est demeuré a beaucoup observé la bête, il a vu croître les racines du mal.

« En fait, moi, le FN, je l'ai vu essentiellement grignoter sur les communistes. J'habite dans une ville, Saint-Quentin, où il y a des immigrés, mais où il n'y a pas de problèmes d'immigration. Quand il y a une voiture qui brûle, ça fait la une de *L'Aisne nouvelle*, le journal local, qui est la Bible. Ici, il y a surtout des problèmes économiques majeurs, forts, avec une population blanche au chômage. Quand le taux de chômage de la France tombe à 7, il reste à 12 chez moi. En ce moment, on est à 14-15... Ce n'est pas le Front national du Sud. C'est le Front national des gens désespérés économiquement. Les quartiers de droite traditionnels restent à 80 % acquis à la droite traditionnelle. Les quartiers uniquement d'habitat privé, les petites maisons ouvrières, chez nous on appelle ça des cours, des maisons avec une porte, une fenêtre et un truc rond à l'étage, et une courette, dans des impasses, eh bien, ça vote Front national. Et du jour au lendemain ! En 2011, moi, j'avais fait une note, à l'UMP, pour leur dire : Attention, le vote Front national, ce n'est pas un vote anti-immigrés, c'est un vote de désespérance sociale. Il n'y a pas de problème d'immigration dans les villages de deux cents habitants du département de l'Aisne. Et c'est là que le Front national fait le meilleur score. Le fait de ne pas avoir Internet, le fait de payer très cher son essence, etc., ça favorise le vote du Front national. Le fait que les gouvernements ne tiennent jamais leurs promesses. Le fait que cette population-là ne peut plus payer les impôts des villes, puisque les charges de centralité sont trop fortes, donc ils vont s'installer à l'extérieur, mais ils n'arrivent pas à vendre leurs petites maisons qui ne valent rien, donc ils construisent un pavillon, et quand on vous supprime les heures supplémentaires, les mecs ne peuvent plus. Et ils sont désespérés, par rapport au type qui est dans un logement social et qui, lui, ne va rien payer. Mais ceux qui pensent que c'est un problème d'immigration, ils n'ont rien compris, c'est désespérant. »

Il en tire un constat accablant pour sa famille politique.

« La droite ne regarde que le Front national, elle n'est obsédée que par cela. Ce qui la fait perdre à chaque fois, et qui continuera à la faire perdre. Le meilleur ennemi du Front national, c'est le Front national.

On devrait prendre conscience de ça et les laisser faire. Ils sont destinés à s'autodétruire, parce qu'ils ne se conçoivent que comme minoritaires, donc dès qu'ils approchent de la ligne dangereuse pour eux, quasiment de la majorité, pouf... »

Lavrilleux a été aux premières loges pour décortiquer les erreurs commises par la droite républicaine. À trop vouloir taper sur le communautarisme galopant, la droite, pense-t-il, s'est enfermée dans un corner. « C'est les histoires de prières de rue, c'est les histoires de menus de substitution dans les cantines, c'est les histoires de menus halal dans un Quick, énumère-t-il. Mais il y a des rayons entiers de menus halal dans les supermarchés de mon quartier, et ça ne pose pas de problèmes ! Mais nous, à droite, on en fait tout un truc. Et ça va amener quoi à la société ? Il y a toujours des prières dans la rue. On n'a pas réglé le sujet, et Marine Le Pen dit : "Regardez, ils les ont dénoncées, mais les prières sont toujours dans la rue." Voilà. C'est un jeu sans fin, de plus en plus extrémiste. Mais ça nous éloigne de plus en plus du pouvoir. »

Lui l'assure, il n'a jamais été tenté de pactiser avec le diable frontiste. D'autres, admet-il, ont cette tentation. Mais pas son ancien chef. « J'ai travaillé pour Copé, qui a sans doute beaucoup de défauts, mais pour qui ça a toujours été une ligne infranchissable, le rapprochement physique dans le sens où l'on se parle, c'est juste in-en-vi-sa-geable. On peut cyniquement défendre tel ou tel sujet pour des raisons électorales, mais Copé, il n'a jamais franchi le Rubicon, et chacun sait que le Rubicon, on ne le franchit qu'une seule fois, et dans un seul sens. En revanche, quand je vois Julien Aubert, dans l'équipe dirigeante actuelle [secrétaire général adjoint des LR et député du Vaucluse], qui a eu des discussions avancées avec les gens du Front national. Ce n'est pas tolérable. Pas tolérable, parce qu'en plus c'est inefficace. Ça ne nous fait pas aller au pouvoir. Je pense que l'"alliance", c'est un mot encore tabou pour le moment. Mais, en fait, c'est plutôt la substitution. On se déporte de plus en plus vers la droite. Et pour autant, ça ne nous fait pas gagner. C'est ce que je n'arrive pas à comprendre. »

Le Professeur pense que, pour combattre l'ennemi, mieux vaut bien le connaître. Alors, il va au contact. « Je rencontre régulièrement des gens du FN au Parlement européen. On ne partage pas les mêmes idées, ça n'empêche pas de se voir, de discuter. Je suis relativement peu suspect de connivence avec le Front national ! »

Donc, à Bruxelles, à Strasbourg, on ne compte plus les discussions de couloir entre ennemis politiques, mais voisins d'étage. À la buvette, dans les taxis, les restaurants, c'est un petit monde qui se croise,

s'apprécie même, parfois, malgré les divergences de fond. Marine Le Pen ? S'il réprouve ses idées, sur le plan personnel, il ne la trouve pas antipathique, loin de là. Et puis, Jérôme Lavrilleux, on l'a constaté nous-mêmes, est un homme courtois. Et taquin. « J'ai pris deux fois la voiture avec elle pour aller du Parlement à la gare, dont une fois, en mai 2015, le jour où on m'avait levé mon immunité, se souvient-il. Elle m'a dit : "Bon, je suis désolée, j'étais obligée de la voter." Je lui ai dit : "Il ne faut pas vous tracasser pour ça, vous savez, ça vous arrivera aussi." Et puis elle a rigolé... »

Au Parlement européen, il croise aussi le trublion de la mouvance souverainiste, le vilain petit canard de l'extrême droite française. Florian Philippot. Le « patriote », en rupture avec Marine Le Pen et son parti. « Son seul avantage à lui, c'est de finir en idiot utile, tacle le Professeur. Il peut prendre un point et demi ou deux, voire trois, à Marine Le Pen. Donc, voilà, il sera l'idiot utile du macronisme triomphant. »

Mais on n'en est pas là ; Sarkozy, nanti de son historien maléfique, Buisson, va tenter de se faire réélire.

Pas gagné. Même avec Lavrilleux.

Fillon est à l'affût, les juges dans les starting-blocks. Un homme, un seul, s'évertue à déminer l'étroite route menant à la réélection : le Cardinal. Alias Claude Guéant.

CHAPITRE 14

Le Cardinal et l'incinérateur

Il est venu au rendez-vous, seul, sans ses petits cahiers, mais avec son vieil agenda. Au cas où l'on devrait se revoir. Tout prévoir, toujours.

Le grand public l'ignore : Claude Guéant, pendant ses longues années passées auprès de Nicolas Sarkozy – directeur de cabinet à l'Intérieur et à Bercy (2002-2007), secrétaire général de l'Élysée (2007-2011) puis ministre de l'Intérieur (2011-2012) –, a scrupuleusement noté, heure après heure, les petits et grands (mé)faits du pouvoir, sur des cahiers d'écolier. De quoi faire saliver plus d'un éditeur ou plus d'un... juge !

Mais, il nous l'apprend dans ce grand hôtel parisien où il s'assied sur un beau canapé, avec cette courtoisie légèrement surannée propre au haut fonctionnaire qu'il est resté finalement : il ne détient plus ces fameux cahiers. Il a usé et abusé de la broyeuse, ou plus exactement d'un incinérateur, situé au ministère de l'Intérieur, pour brûler ses archives, comme on immole ses illusions.

Claude Guéant a choisi de balancer ses notes plutôt que ses anciens amis.

Et il semble en concevoir aujourd'hui de vifs regrets...

Éminence grise ou âme damnée, au choix, de Nicolas Sarkozy, le Cardinal – on l'a affublé de tant de surnoms... – se fait discret ces dernières années. Il rase les murs, même. Rattrapé par les « affaires », lâché par les siens, l'ancien homme fort du sarkozysme triomphant, devenu symbole du sarkozysme décadent, a fait une entorse à la diète médiatique qu'il s'est imposée. Mémoire vive du quinquennat Sarkozy, et même un peu plus, Guéant le confie donc aujourd'hui, avec un mélange de dépit et d'amertume : « J'ai peut-être eu tort, mais j'ai détruit tous mes carnets. » L'intonation de sa voix et l'expression de son visage suggèrent que le « peut-être » est de pure forme... « Je les envoyais à l'incinérateur du ministère de l'Intérieur, pour qu'ils soient détruits », précise-t-il. Avant d'ajouter : « Cela aurait pu me servir,

c'étaient des aide-mémoire... »

Il en sait tellement.

C'est qu'à droite ils sont nombreux à penser, à tort ou à raison, que Claude Guéant est une grenade dégoupillée. Ils n'ont pas forcément été rassurés par les conversations captées en juin 2013 par les policiers, dans le cadre de l'affaire libyenne. Certes, Guéant, alors au téléphone avec sa fille, scandalisée du peu de soutien reçu par son père mis en cause dans l'affaire des primes du ministère de l'Intérieur, lui avait répondu : « Je me défends, mais de là à mettre en cause des gens... [...] Je ne vais pas balancer... » Mais il avait aussi lâché : « Je sais quelques petits trucs, quand même ! [...] On n'est pas ministre de l'Intérieur en vain ! »

Claude Guéant a donc carbonisé ses archives. Après tout, quoi de plus logique pour cet homme qui, tel Icare, s'est brûlé les ailes pour s'être trop approché du soleil sarkozyste, ce préfet modèle devenu le symbole d'une présidence contestée.

Pourtant, en février 2014, Guéant avait clamé sur Europe 1, alors que les juges avaient été surpris de ne trouver aucune trace écrite de son passage à l'Élysée : « Je n'ai pas détruit d'archives. [...] Je ne passais pas mon temps à accumuler des documents. »

On comprend mieux aujourd'hui pourquoi les magistrats avaient fait chou blanc.

S'il n'a pas conservé ses notes, Claude Guéant n'en a pas perdu pour autant la mémoire. Aux premières loges durant ce quinquennat sous haute tension, il conteste avoir participé à une opération concertée visant à déstabiliser le Premier ministre. François Fillon, on le sait, avait très mal vécu les immixtions répétées des conseillers du président de la République dans ce qu'il estimait être son pré carré – la conduite des affaires de l'État, rien que ça...

« Toutes les interventions que nous faisons, Henri Guaino, moi-même, tout ça était évidemment fait avec l'assentiment, et même à la demande de Nicolas Sarkozy, indique d'emblée Guéant. Est-ce qu'on s'est rendu compte des réactions que ça pouvait induire chez François Fillon ? Très sincèrement, sur le coup, non. François Fillon est quelqu'un d'assez taiseux. Il aime bien s'exprimer en public, pourtant, il en éprouve une certaine jouissance... Mais il n'exprime pas volontiers ses sentiments. Il a un caractère assez renfermé, et jamais il ne s'est ouvert à moi ou à quiconque, je pense, puisqu'à l'époque il voyait le président toujours en ma présence, et jamais il n'a protesté de quoi que ce soit. De la même façon d'ailleurs, quand il dit qu'il se sentait malheureux dans ses fonctions de Premier ministre : moi, je ne

l'ai jamais entendu exprimer le moindre regret, ni la moindre tristesse sur l'exercice de ses fonctions... »

Les deux hommes avaient appris à se connaître lors de la campagne présidentielle victorieuse de Nicolas Sarkozy. « En 2007, j'avais le bureau voisin de Fillon, se souvient-il. J'étais le directeur de campagne, lui était chargé des relations avec les élus. Peut-être en concevait-il une certaine amertume, mais je ne l'ai jamais vue percer. Tous les matins à 9 heures, je présidais une réunion, sur les éléments de langage, Fillon était là. Moi, je sortais de nulle part, lui avait été plusieurs fois ministre. On mangeait un sandwich ensemble, il était charmant, mais peut-être qu'à l'intérieur ça bouillait quand même... »

Fillon a souffert, mais en silence. De ces multiples rancœurs accumulées, et tues, à même de nourrir sournoisement une haine réelle.

« Après coup, dit encore Guéant, on constate la haine de Fillon, mais moi, je ne l'observais pas au quotidien, il est vrai que je n'ai plus assisté systématiquement aux entretiens du mercredi. Il a dû souffrir beaucoup, dans le silence, en se racornissant d'amertume... »

En dépit des multiples témoignages que nous avons pu recueillir, Claude Guéant se dit sûr de son fait : à aucun moment, son mentor de président n'a eu la volonté de moucher, voire de blesser l'hôte de Matignon, y compris lorsqu'il le ravala au rang de simple « collaborateur ».

« Ah non, non, non, pas du tout, absolument pas, proteste-t-il. Et sur l'affaire du "collaborateur", il n'y avait absolument pas de volonté d'humiliation, il y avait la volonté d'apparaître uni, en utilisant les qualités propres de Fillon, qui, dans le contexte politique de l'époque, avait une caractéristique : il était en excellente relation avec la majorité parlementaire, et ça, c'était très important. »

C'est à cette aune qu'il faudrait lire, à en croire Guéant, le vrai-faux départ de Fillon, en 2010 : « À vrai dire, commence-t-il en évoquant cette séquence, quand la question s'est posée, en 2010, de son éventuel départ et de son remplacement par Borloo, il a tout fait pour rester. En faisant donner sa garde rapprochée politique, en n'aidant pas franchement Borloo dans les démêlés qu'il s'était attirés sur la crise du pétrole – parce que c'est ça qui a cisailé Borloo. [Guéant fait allusion à la crise des carburants, à l'automne 2010, durant laquelle le ministre de l'Écologie et de l'Énergie avait perdu du crédit dans l'opinion.] Les Français faisaient la queue aux pompes, et lui déclarait à la télévision que tout allait pour le mieux, qu'il n'y avait pas de crise, etc. Là, je pense qu'il aurait apprécié d'avoir un soutien du

Premier ministre », note Guéant.

« Donc, conclut-il, Fillon a vraiment tout fait pour rester. » Preuve, aux yeux de Guéant, que le Premier ministre ne se sentait pas si misérable, à Matignon.

Et si Sarkozy a fini par se résoudre à proroger le CDI de Fillon, selon Guéant, c'est pour la même raison qui l'avait conduit à le nommer : « Il continuait à être un atout considérable dans la relation avec les parlementaires. »

Au cas où il en aurait douté, Guéant a tout de même eu la confirmation, lors de son départ de l'Élysée pour la place Beauvau, en février 2011, des souffrances ressenties par Fillon toutes ces années. « Je me souviens, quand j'ai été nommé, Fillon a laissé un peu percer l'armure, relate-t-il. Il m'a dit : "Eh bien, je suis très content que vous ayez été nommé, comme ça, maintenant, vous êtes sous mon autorité !" Il avait dit ça avec un petit sourire, mais enfin... »

Claude Guéant ne le cache pas, à plusieurs reprises, il a été témoin de grosses colères de Nicolas Sarkozy, dont son Premier ministre était la cible.

« Il considérait qu'il n'en faisait pas assez », résume Guéant. Ce dernier partage – on s'en doutait – l'avis de l'ancien président : « Moi, révèle-t-il à propos de Fillon, j'ai été stupéfait, pour l'avoir vu souvent à l'époque, de constater que des pages entières de son agenda étaient absolument vierges ! La différence avec un Sarkozy, qui est un travailleur infatigable, c'est que, lui, il ne travaillait pas. Enfin, il ne travaillait pas autant qu'un Premier ministre à mon sens devait le faire... »

Côté Sarkozy, les motifs de courroux étaient nombreux, *dixit* Guéant. Par exemple cette sortie malheureuse de Fillon, affirmant, en septembre 2007 : « Je suis à la tête d'un État en situation de faillite. » Pour Guéant, cette déclaration a constitué « une double faute ; non, une triple faute, même : un, il n'était pas à la tête de l'État, deuxièmement, un État ne peut pas être en faillite, et troisièmement, de toute façon, il ne l'était pas, en faillite, même si on applique les critères du privé. Sans compter la faute politique ».

Sarkozy ? « Il n'était pas content, ça, c'est sûr », euphémise le toujours prudent Claude Guéant.

Pour autant, le chef de l'État avait-il conscience que son Premier ministre envisageait, déjà, de courir sous ses propres couleurs ? Son entourage proche, Claude Guéant le premier, n'a-t-il pas fait preuve de candeur, sous-estimé un futur rival ?

« Peut-être, concède l'ex-ministre de l'Intérieur. Mais c'est facile à dire après parce qu'on n'avait pas de signe de déloyauté. Alors c'est vrai qu'après, on a appris des choses incroyables. Je me souviens qu'un ministre m'a dit, plus tard, après que Sarkozy a quitté le pouvoir, et moi avec lui, que Fillon inaugurerait parfois les réunions avec ses ministres en disant : "Bon, on va voir ensemble comment faire pour éviter de mettre en œuvre les instructions de Sarkozy." C'est quand même énorme ! »

Il n'empêche, tout indique que Nicolas Sarkozy a, si ce n'est sous-estimé, mésestimé son Premier ministre : « Je pense que Sarkozy ne le voyait pas comme successeur. Il ne le voyait pas comme président. »

Il est vrai que, au fil du quinquennat, c'est une autre personnalité du parti qui revendiqua, bruyamment et sans doute imprudemment, la succession : « Au sein de l'UMP, la volonté d'existence de Jean-François Copé a été, tout au long de l'exercice, très difficile à gérer, expose Guéant. Dès le départ, Copé, qui à l'époque avait une grande confiance en lui-même, en son destin, était absolument marri de ne pas être membre du gouvernement. Là, Sarkozy a sans doute fait une faute politique en promouvant sa candidature à la tête du groupe, car, immédiatement, Copé a dit : nous allons faire une "coproduction". Il y a eu des moments très, très difficiles. Parce que ce comportement personnel rejaillissait sur d'autres parlementaires, qui se sentaient pousser des ailes... »

Pas au point de pousser Sarkozy à couper celles de l'impatient et insolent maire de Meaux, qui avait été élu président du groupe UMP à l'Assemblée nationale dès le début du quinquennat. Cette ambition revendiquée, Sarkozy, à en croire Guéant, n'en fait pas un drame, à l'époque. « Je pense que ça peut l'agacer, mais ça ne le trouble pas vraiment, parce que c'est quelqu'un qui a une grande confiance en lui », dit-il.

L'ancien secrétaire général de l'Élysée en convient en tout cas, « ce qui est surprenant, à droite, c'est cette capacité à générer des ego qui se détruisent mutuellement et qui détruisent la famille, et même la pensée de droite ».

Désormais observateur très éloigné de la vie politique, Claude Guéant passe l'essentiel de son temps à gérer les procédures judiciaires dans lesquelles il est cité ou mis en cause. L'affaire du financement de l'aventure présidentielle de 2007, par exemple, dans laquelle il est poursuivi, aux côtés de Nicolas Sarkozy, dont la campagne aurait été abondée de dizaines de millions d'euros parfaitement occultes provenant du dictateur libyen Mouammar Kadhafi.

« Je sais que les juges mettent au jour la circulation d'espèces, mais à une hauteur assez dérisoire, de l'ordre de 20 000 euros ! persifle-t-il. En 2007, je ne m'occupais pas des finances, je demandais à Éric Woerth, qui avait le bureau en dessous du mien...

« Sur l'histoire des espèces, dit-il encore, j'ai appris en fin de campagne qu'un certain nombre de personnes avaient reçu des paiements en espèces. Une fois ou deux, ça m'est arrivé de constater des choses, en revenant du bistro du coin. Les gens à l'accueil me disaient : "On a une enveloppe avec des espèces, quelqu'un est passé la déposer." Ce n'était pas 20 000 euros, évidemment ! Ça venait de sympathisants. Je me souviens, j'avais dit une fois : "Montez-les à Éric Woerth" ; une autre fois, j'avais dit : "Vous n'avez qu'à payer des cafés à tout le monde..." »

Oui, mais il y a cette histoire troublante, révélée par *Le Monde* le 15 avril 2015, cette chambre forte ouverte à la BNP, place de l'Opéra, durant la campagne 2007. Une pièce entière, louée du 21 mars au 31 juillet 2007, et dans laquelle Guéant aurait, assure-t-il, stocké des archives. Une explication qui n'a guère convaincu les magistrats... L'explication est pourtant toute simple, à en croire Guéant, qui venait de quitter, en janvier 2007, le ministère de l'Intérieur, où il dirigeait le cabinet de Sarkozy, pour devenir directeur de la campagne présidentielle du même Sarkozy.

« Cette histoire de coffre-fort, c'est du fantasme, c'est complètement grotesque, s'enflamme-t-il. À l'époque, j'ai une armoire dans mon bureau, qui ne ferme pas, et les documents s'accumulent. Dans ces documents, il y en a qui méritent d'être sécurisés. Il y avait certes des discours de Sarkozy. Mais il y avait aussi des documents classifiés du ministère de l'Intérieur, sur des affaires corses, de terrorisme, et des affaires arrivées en début de campagne, sur des mises en cause de Nicolas Sarkozy, notamment l'affaire de son appartement de Neuilly-sur-Seine... Bref, j'avais rassemblé toutes les pièces pour le disculper de toute mise en cause. J'ai demandé un coffre à mon agence, à la BNP, mais on me dit : "On n'a pas de coffres." Alors, je me suis adressé à l'agence BNP de l'Opéra, où l'on me dit : "On n'a plus de coffres, mais on a une chambre forte." Du coup, mes deux ou trois paquets étaient très isolés, dans la chambre forte ! Mais il n'y avait pas d'argent du tout ! »

Au-delà des soupçons de financements politiques illicites, la justice s'est montrée à plusieurs reprises intriguée par le train de vie de l'ancien numéro 2 de l'Élysée ; elle l'a par exemple condamné pour avoir détourné des primes en espèces au ministère de l'Intérieur. De quoi justifier les bruits de la ville qui font du haut fonctionnaire

autrefois irréprochable un homme devenu obsédé par l'argent, le luxe, notamment depuis sa rencontre avec l'intermédiaire Alexandre Djouhri, lui-même traqué par les juges dans le dossier libyen.

« Je sais que ça se dit, mais je n'ai rien reçu venant d'ailleurs, réfute Guéant. J'ai un train de vie ordinaire, pour ne pas dire modeste. Mais, c'est vrai, j'ai manié beaucoup d'espèces. J'ai été, tout au long de ma vie, souvent payé en espèces. Quand j'étais directeur général de la police nationale, entre 1994 et 1998, j'avais même beaucoup plus d'espèces que je ne pouvais en dépenser, je les ai conservées pendant très longtemps. »

Un rapport de la police judiciaire révélé par Mediapart avait établi, en septembre 2017, que Claude Guéant avait, entre 2003 et 2012, retiré sur ses comptes bancaires la somme totale de... 800 euros. Les policiers avaient dénoncé dans leur rapport « l'usage immodéré des espèces » de celui qui avait été leur ministre quelques années auparavant.

« Mais personne ne peut dire que j'ai eu un train de vie fastueux, se défend encore Guéant. Djouhri est un personnage avec lequel je me sens bien, je l'ai fréquenté avec plaisir. De temps en temps, il lui arrivait de m'inviter dans des restaurants où je n'aurais pas l'idée d'aller moi-même, et c'était tout. Je ne vois pas comment on peut dire que j'aime l'argent. »

Claude Guéant, finalement, ne serait-il pas le fusible parfait, celui dont la présence – et l'obéissance – a évité jusqu'ici au système sarkozyste de totalement disjoncter ? Il ne rejette pas vraiment l'hypothèse. « Un fusible ? Dans un sens... Le système des primes était très ancien, et des milliers de gens en ont bénéficié. Je "porte" pour la communauté ! Je n'ai pas été très appuyé, c'est sûr. Mais Sarkozy, lui, a toujours été très sympa à mon égard, je ne lui demandais pas de prendre la parole pour me défendre. » Il insiste : « Je n'ai pas été très soutenu. Je pense que comme je ne suis pas... je suis un fonctionnaire, de formation, de tradition, de comportement, je ne suis pas un politique. Mais, par la force des choses, je suis apparu avec une certaine ampleur politique. Donc beaucoup de gens, qui pouvaient me voir comme un concurrent possible, étaient ravis que j'aie des difficultés... »

Un peu plus que ça, même. Car, aujourd'hui, le « vice-président » n'est plus rien, ou presque. Lâché par tous, dans l'impossibilité de converser avec son pygmalion Nicolas Sarkozy, du fait du contrôle judiciaire pesant sur ce dernier et, à l'en croire, quasiment sur la paille.

« Je fais du conseil, de l'accompagnement d'entreprises, mais cela m'est très difficile de travailler, déplore-t-il. Je ne suis plus avocat, j'ai abandonné le barreau pour un emploi salarié dans une entreprise de Londres, que j'ai quittée. Elle me payait avec irrégularité, et j'avais des doutes sur la *compliance* [la conformité]. J'ai créé une société qui n'a guère d'activités, cela fait des mois que je n'ai aucun revenu... Et ce n'est pas avec ma retraite de fonctionnaire que je peux payer mes amendes. J'avais des économies, je n'en ai plus. Je ne veux pas faire pleurer dans les chaumières, bien sûr. Mais c'est terrible... »

Il a un petit rire amer. Désabusé. L'homme qui faisait trembler les ministres se lève, rejoint son escorte d'ancien patron des flics. L'une des dernières choses qui le rattachent encore au pouvoir. « Castaner ne me l'a pas encore enlevée », sourit-il, tristement. Il n'a même pas sorti son agenda. Désespérément vide. Comme celui de Fillon, en son temps.

II

LE NERF DE LA GUERRE

**Où Sarkozy se lance dans
une campagne pharaonique**

CHAPITRE 1

Le sexe et le mépris

Bien calé dans la roue de Jean-François Copé, Jérôme Lavrilleux va pouvoir jouer les premiers rôles, accéder aux cimes du pouvoir, enfin.

En ce mois d'avril 2011, son patron, alors à la tête de l'UMP, est en déplacement en Nouvelle-Calédonie. Il faut bien le remplacer. Voici donc Jérôme Lavrilleux, numéro 2 bis du parti majoritaire, à la grille de l'Élysée, alors que s'aiguisent les appétits présidentiels, à un an de l'élection. Nicolas Sarkozy, évidemment, veut se représenter. Mais il n'en a encore dit mot.

Sauf à ses très proches.

L'élection à venir, c'est tout l'objet de ce dîner, dont Lavrilleux a conservé le menu imprimé en lettres d'or, avec un liseré bleu-blanc-rouge.

À cette date, il connaît Sarkozy, mais de loin. Il se rend parfois au Palais en tant que directeur du cabinet de Jean-François Copé. Mais rien de très intime. Ni de très important. Rien, en tout cas, qui lui permette à cette époque de se faire une religion personnelle sur le personnage. La plupart du temps, il s'agit de réunions d'état-major du parti présidentiel. Qui se tiennent, encore une fois, à l'Élysée, une confusion des genres très sarkozyste, alors à son paroxysme... À ces occasions, il a pu noter l'énergie très agressive du président, son talent oratoire aussi, mais comme tant d'autres, ni plus ni moins.

Ce soir-là, Lavrilleux est en avance, forcément. On le fait patienter dans une pièce, au rez-de-chaussée du Palais. « J'étais une sorte de François Pignon dans ce dîner de cons », se souvient-il, en référence à l'anti-héros récurrent, du genre crédule, popularisé par Jacques Villeret dans le film de Francis Veber. « Tous m'ont dit, en arrivant : "Mais qu'est-ce que tu fais là ?" Parce que c'était bien pour parler de la présidentielle... »

Il croise Bruno Le Maire, François Baroin... Des caciques. Mais il en manque un à l'appel. Brice Hortefeux. Il n'est plus ministre de l'Intérieur depuis deux mois, Sarkozy a besoin de lui à ses côtés, il faut

organiser la reconquête. Le dîner débute, sans lui. Sarkozy le digère mal, et ses mots sont durablement imprimés dans le cerveau de Lavrilleux : « Mais il est où, ce con ? hurle-t-il. Ce Brice, putain, je suis président, on est à l'Élysée, il pourrait me respecter, il me fait chier ! Il est encore en train de baiser une gonzesse... C'est un scandale, pour qui il se prend ? »

Silence gêné dans la tablée. Lavrilleux, lui, est atterré par un tel étalage de vulgarité au sommet de l'État.

« Le cul... Sarko, il est obsédé par ça, commente le Professeur. Chez eux, tout s'explique par ça. Je ne veux pas commenter le physique des uns et des autres, mais quand vous baisez à couilles rabattues, c'est que vous avez ou du fric, ou du pouvoir. S'ils ont la faculté de penser que c'est juste à cause de leur *sex appeal*, de leur mètre quatre-vingt-dix ou de leurs packs de bière en guise d'abdominaux, c'est qu'il faut qu'ils enlèvent les talonnettes et qu'ils se regardent dans la glace. »

Hortefeux arrive enfin. « Il avait les cheveux longs, le teint rose », décrit Lavrilleux, avant de restituer la soufflante du chef de l'État : « T'es pas obligé de niquer quand tu sais que tu dois venir ! Tu te fous de ma gueule ! Je suis président, on est quand même chez le général de Gaulle. »

L'anecdote est confirmée par Brice Hortefeux... à un léger détail près. « Oui, je suis arrivé en retard à cette réunion à l'Élysée et je me suis fait engueuler, confesse le député européen. J'avais Valérie Pécresse dans mon département, j'avais mon avion qui était tout juste, mais j'ai dû avoir dix minutes de retard maximum. Mais ça l'horripilait, il détestait qu'on arrive en retard. Pour autant, il ne me soupçonnait pas de passer du bon temps, il ne faut pas exagérer ! » Hortefeux enfin dans les murs, Sarkozy enchaîne, subitement calmé. « Je vous ai réunis, Jean-François Copé n'est pas là – merci Jérôme de le remplacer –, car je vais avoir besoin de vous pour la présidentielle. »

C'est parti. Personne n'en doutait, mais l'annonce est faite, en petit comité, dix mois avant son officialisation. Maintenant, il faut assister au jeu favori du président. Dégoiser sur les amis politiques, les adversaires habituels, les rivaux éventuels... Tout le monde, en fait. François Fillon fait figure de parfaite tête de Turc. « Ce soir-là, j'ai vraiment ressenti le mépris de Nicolas Sarkozy pour son Premier ministre », rapporte le Professeur.

Au cours du repas, Bruno Le Maire évoque ainsi la place que pourrait occuper le locataire de Matignon dans la future campagne. « Sarkozy répondit crûment que ça n'avait aucune importance », se

souvient Lavrilleux, qui n'a rien oublié du soliloque présidentiel.

« Fillon, il n'y a aucun risque, lance Sarkozy. Il ne prend pas la lumière. Regardez, il est allé au ski cet hiver, et tout le monde s'en fout ! Moi, j'aime pas le ski, mais si j'y vais, je ne pourrais pas descendre une pente, j'aurais toutes les télés, tous les magazines. Fillon, c'est Mister Nobody. François vit mal d'être Premier ministre, alors qu'il devrait être le plus heureux des hommes. Mais qu'il le vive bien ou pas n'a aucune importance, on s'en fout, tout le monde s'en fout. Il ne prend pas la lumière. Le problème de Fillon est qu'il aurait envie d'être président de la République, mais qu'en fait sa vie est pleine d'envie. C'est un envieux. »

Puis le maître des lieux, enthousiaste, s'adresse à ses soldats : « De toute façon, c'est tous des cons, il n'y a que moi qui peux gagner, je m'en fous d'être très bas dans les sondages, je vais remonter. J'ai gagné en 2007 contre tout le monde, contre l'establishment, j'ai cité Maurras, Jaurès, sur une ligne que personne n'avait vue. Donc je vais refaire un truc, je ne sais pas encore quoi. Vous serez mes proches parmi les proches, je ne veux pas que vous vous bouffiez entre vous, vous êtes mon état-major, il y en aura pour tout le monde après. »

Autour de la table, tous se rengorgent. Ils font partie du cénacle, dégustant des vins fins, quand l'abstinent président se contente de jus d'orange. Lavrilleux observe. Il est de la trempe des « efficaces », ces personnages discrets, qu'ils soient policiers, magistrats ou hauts fonctionnaires, dont aime à s'entourer Sarkozy. Une sorte de « préfet » de la politique, un homme capable de tout organiser, en un tour de main. L'homme fiable qui sert, à l'ancienne, en toute discrétion.

Un rouage essentiel.

Un type qui saura se sacrifier.

CHAPITRE 2

La bâche

Le Professeur n'a rien d'un fétichiste.

Mais cette campagne présidentielle de 2012 l'a profondément marqué. Traumatisé, même. Il en a conservé des cicatrices invisibles, un déchirement intime, des tourments intérieurs... Mais aussi un trophée.

Il y a plusieurs raisons de visiter la grange de Jérôme Lavrilleux, accolée à son corps de ferme, à Wiancourt. Une énorme poutre, déjà, sous laquelle le député européen passe régulièrement, en évitant soigneusement d'y porter son regard.

Au fond, tout au fond de la grange, avec vue directe sur la piscine, une vieille bâche, flétrie par le temps et l'humidité, face cachée, accolée au mur.

Retournons-la.

C'est une pièce majeure, elle figure un improbable mémorial politique. Cette bâche, passée du firmament à la déchéance, raconte à elle seule l'histoire récente de la droite française.

Elle a vécu son heure de gloire le 15 avril 2012, lors d'un meeting présidentiel, à la Concorde. Sarkozy en majesté devant des dizaines de milliers d'adorateurs. Lavrilleux en grand organisateur. « On met une scène, il y a l'obélisque, dos aux Tuileries, se souvient Lavrilleux. Moi, je me dis : "Super, la météo va être bonne, pas de fond de scène, on verra le Louvre, les Tuileries et la Pyramide derrière, puisque c'est surélevé." » Eh bien non, l'image ne serait pas assez belle... « Donc, reprend Lavrilleux, ils ont fait venir un photographe, avec un équipement hors de prix, qui est venu un soir, quand c'était allumé ; et il a fait une photographie de la place de la Concorde génialissime, en très très haute définition, on voit l'Assemblée nationale en fond. Donc on installe la scène et on projette aux gens la photo, en arrière-plan, avec les lampadaires, les voitures... Et cette grande photo a coûté, j'ai su ça après, entre quinze et vingt mille euros. Elle a été imprimée sur une bâche qui est arrachée ensuite, à la fin du meeting. Je la vois à la

poubelle, et je dis aux mecs : « Elle ne resservira jamais, vous ne pouvez pas me la mettre de côté ? Et je l'ai récupérée. »

Depuis, elle pourrit, doucement. Hors de question de la jeter pourtant, car la vieille bâche remplit une double fonction cathartique auprès de Lavrilleux. Rappeler d'abord ce qu'il fut, du temps de sa splendeur – le roi des facilitateurs, l'expert en coûts (et en coups) –, mais lui interdire, aussi, d'oublier pourquoi et comment il a violemment chuté de son piédestal.

Tout avait pourtant si bien commencé...

CHAPITRE 3

Le stand-up de Copé

Trois mois.

Trois mois qui ont duré toute une vie pour Jérôme Lavrilleux, le couteau suisse de l'UMP. De février à mai 2012, il va vivre en accéléré, sans jamais en maîtriser le tempo, une campagne présidentielle historique.

Il y a les événements. Et il y a ce que les hommes ressentent.

Pendant cette campagne présidentielle 2012, Copé est de tous les meetings de Sarkozy. Fillon tente de suivre, mais il a quand même un peu de travail, à Matignon. Les deux hommes sont bien décidés à marquer leur territoire, en prévision de la suite. L'un comme l'autre doivent anticiper la défaite de Sarkozy, donné perdant par tous les sondages. De leur point de vue, si le président sortant n'est pas reconduit, il abandonnera probablement le combat politique, et dès sa défaite actée, l'enjeu pour ceux qui guignent la succession sera de conquérir l'UMP. Et de s'imposer ainsi comme le candidat naturel de la droite pour l'élection présidentielle de 2017.

Prendre le parti, voilà la finalité. Et peu importe le programme.

Quand les deux hommes se retrouvent à l'ombre de Sarkozy, c'est forcément à celui qui parlera le premier aux assemblées de militants. « Ils ont commencé à faire chier Copé, rapporte Lavrilleux, en interdisant qu'il fasse un discours à chaque fois, car Fillon était vert de rage. Fillon était peu présent, mais jaloux. »

Du coup, le secrétaire général de l'UMP décide de changer de tactique. À chaque meeting, flanqué de Lavrilleux, il débarque bien avant le début des prises de parole. Il parcourt les travées, se prête aux selfies, aux discussions, amicales ou non. Peu importe. Ceux qui garnissent les salles sont déjà acquis à la cause. Il n'y a jamais, dans ce type de réunions, de quidams indécis, d'électeurs désireux de mieux comprendre le candidat, de citoyens susceptibles d'être séduits *in extremis*... Non, ce sont toujours des militants convaincus, des purs et durs, acheminés à grands frais par TGV, autocars ou voitures. Ce sont

eux qui décideront, le moment venu, de l'identité du futur patron du parti, eux qui consacreront leur nouveau boss. Copé l'a bien compris, et Lavrilleux encore plus.

« Alors que le meeting n'avait pas officiellement commencé, je sortais de ma poche un micro HF, les caméras filmaient la salle, et Copé faisait son *stand-up*, dans les allées, au milieu des militants », raconte le Professeur. Copé fait son cirque, tresse les louanges du « grand leader », en rajoute même dans l'idolâtrie. « Il préparait la suite, sourit le Professeur. Il faisait du Sarko “+ +”. Plus fayot que lui, tu meurs ! En fait, il faisait sa propre campagne gratos. Et les seuls moments où il se battait pour parler à la tribune, c'est quand Fillon se déplaçait. »

En coulisses, le duel est déjà bien installé, le bal des prétendants a commencé.

Le roi n'a pas encore perdu sa couronne que ses héritiers putatifs se la disputent déjà. À Cernay, près de Mulhouse, le 25 avril 2012, cela devient même violent. Fillon exige de discourir juste avant le président-candidat et obtient gain de cause. Copé sort en furie de la loge de Sarkozy, balance un rageur « Vous allez voir » et grimpe brusquement sur scène, alors que des applaudissements commençaient à annoncer le début de la réunion. Et il s'exprime, à la volée. Stupéfait par l'effronterie de son rival, le Premier ministre, pris de court, enrage, proteste, puis menace de quitter les lieux... Sarkozy le rattrape par la manche.

« La politique, en général, c'est une bataille d'ego de gens mal élevés », résume Lavrilleux. Et si, en plus, la haine vient à s'installer dans ce décor, alors, comme le clamait le slogan choisi par Sarkozy pour sa campagne de 2007, « tout devient possible ».

Surtout le pire.

CHAPITRE 4

La liste des 300

Il faut d'abord entrer un code secret : « nathalie ».

Et vous obtenez le Saint-Graal, la liste confidentielle des trois cents personnes, triées sur le volet financier, appartenant à « l'Équipe présidentielle 2012 ». Nous avons fini par l'obtenir, cette liste, à force d'insister, de chercher une source fiable. C'est le listing secret des privilégiés, des bienfaiteurs de l'ombre. En échange d'une contribution financière, ces heureux élus ont l'insigne honneur de participer à l'« effort de guerre », en clair, de financer la campagne de Nicolas Sarkozy, en toute discrétion. Sans compter la possibilité de deviser directement, à intervalles réguliers, avec le président-candidat.

Épluchons cette liste, jamais dévoilée jusqu'ici. Rien d'extravagant, en fait. On y trouve la communicante Patricia Balme, très proche aussi du président camerounais Paul Biya, l'industriel Henri de Pracomtal, l'avocat d'affaires Édouard de Lamaze, le directeur d'opéra Hugues Gall, le richissime homme d'affaires Philippe Journo, la banquière Virginie Morgon, l'ancien grand flic Pierre Ottavioli (décédé en août 2017), le commissaire aux comptes Philippe Peuch-Lestrade, le casinotier et ex-député RPR Georges Tranchant, ou encore Christiane Vulvert, à la fois journaliste et femme politique, faite chevalier de la Légion d'honneur par le président Sarkozy en mars 2010. Peu de noms ronflants donc, mais un assemblage hétéroclite de militants fortunés, capitaines d'industrie, communicants, banquiers, héritiers à particules et autres « réseauteurs » invétérés, qui y croient encore. Et s'achètent éventuellement une assurance sur l'avenir, au cas où...

L'entourage de Nicolas Sarkozy a toujours eu une propension troublante à empiler les structures parallèles de financement. Dès la fin de l'année 2004, marquée par la prise de l'UMP, apparaît ainsi le « premier cercle », créé pour engranger des dons en vue de la campagne présidentielle à venir. Éric Woerth s'occupe de tout, dès sa création. Il cumulera cette responsabilité, après 2007, avec celles de trésorier de l'UMP et de ministre du Budget. Près de cinq cents personnes, au total, apportent leur obole, de 3 000 à 7 500 euros,

montant maximal autorisé par la loi. Au même moment, en décembre 2004, est fondé le « Cercle France », dans le même esprit, mais à destination d'un public un peu moins argenté : les dons oscillent entre 300 et 3 500 euros. Et voici donc venir, près de dix ans plus tard, parce qu'il faut bien remotiver les bonnes volontés, « L'Équipe présidentielle 2012 », structure lancée juste après la déclaration de candidature du président, en février 2012. En échange de leur obole, les généreux contributeurs ont la possibilité d'échanger avec leur « messie ».

« Ce genre de réunions faisait souverainement chier le candidat », résume crûment Jérôme Lavrilleux. Taper dans le dos d'admirateurs, fussent-ils riches à millions, puis tendre la main, ça n'a jamais franchement enthousiasmé Nicolas Sarkozy. D'ailleurs, il avait même cessé de rencontrer ses donateurs, à partir de janvier 2011. Laissant ainsi dans la nature des centaines de militants fichés, fortunés, influents, orphelins de leur idole. Tant bien que mal, des réunions mensuelles étaient encore organisées, pour ceux du « premier cercle », et tous les deux mois pour le « Cercle France ».

Mais rien de très concluant, au final.

C'est pourquoi Nathalie Etzenbach-Huguenin, la trésorière de l'UMP, s'active, ce 10 avril 2012. Elle s'efforce de rappeler Sarkozy à son devoir, avec une parfaite déférence. Dans une note confidentielle, dont nous avons eu copie, elle redonne quelques chiffres à même de donner des ailes à son président-candidat. « En 2007, le Cercle de soutien à votre candidature avait permis de lever près d'un million d'euros, avec une grille de dons comprise entre 3 000 et 4 600 euros », écrit-elle au chef de l'État. Et elle insiste : « Notre dynamique de collecte reste extrêmement forte. Nos résultats sont en hausse de 7 % par rapport à 2007. Nous venons de dépasser la barre des 100 000 dons reçus depuis le début de l'année pour soutenir votre candidature. »

Bref, Sarkozy n'a pas le choix, il va devoir s'y remettre. Le 13 avril, à l'hôtel Méridien, à 9 heures, il lui faudra sacrifier au rituel du candidat souriant et empathique. « L'Équipe présidentielle 2012 est volontairement ouverte à un public élargi de donateurs, avec une grille de dons comprise entre 300 à 4 600 euros », poursuit la trésorière dans sa note.

Déjà, le 21 mars 2012, Sarkozy aurait dû rencontrer 250 membres de la nouvelle structure de financement. Mais il avait annulé sa participation en raison des attentats de Montauban et Toulouse. Jean-François Copé et Nathalie Kosciusko-Morizet l'avaient alors suppléé.

Cette fois, il convient de mettre les bouchées doubles, assure Nathalie Etzenbach-Huguenin : « Alors que nous avons collecté à ce jour 520 000 euros au sein de l'Équipe présidentielle 2012, l'organisation de cette réunion doit permettre de lever 500 000 euros supplémentaires. »

Sarkozy débarquera donc au Méridien, à neuf jours du premier tour, juste après une interview matinale accordée à iTélé. Mais il faut mâcher le travail au candidat, à la fois débordé et peu motivé par l'exercice. Alors, ses équipes lui concoctent un petit discours, tout prêt, sans fioritures. Les éléments de langage sont calés, martelés dans un document rédigé pour Sarkozy. Il est poétiquement intitulé : « Éléments de langage sur l'importance du soutien en général et du don en particulier ». Voici ce que devra réciter très spontanément le candidat, selon cette note confidentielle : « J'ai besoin de vous, dans ce combat pour la France », dira-t-il. Avant d'évoquer, des trémolos dans la voix si possible, « cette vague que je sens monter des profondeurs du pays » !

« Permettez-moi de vous encourager très directement à poursuivre votre soutien », devra conclure le candidat, en demandant « à la majorité silencieuse », « ceux auxquels on ne donne jamais la parole », de se déplacer en masse deux jours plus tard, le 15 avril, à la Concorde, pour le « grand rassemblement du peuple français ».

Mais, au fait, pourquoi cet empressement de dernière minute, cet « appel aux dons » pour le moins tardif ?

Parce que les finances sont à sec, pardi.

CHAPITRE 5

Le Professeur prend les commandes

Ah, le meeting de la Concorde...

Roselyne Bachelot n'a jamais oublié ce dimanche 15 avril 2012. Tandis qu'à Vincennes Hollande réunit ses partisans, Sarkozy fait de même, place de la Concorde. Deux énormes meetings. Le destin de la présidentielle, dont le premier tour a lieu une semaine plus tard, se noue peut-être à ce moment-là, Sarkozy le sait, il joue son va-tout. « Je me souviens de la manifestation sur la place de la Concorde, parce qu'on avait vu que Hollande était à Vincennes. J'étais là, impressionnée, des écrans, des quadrilatères pour donner l'impression qu'il y a de la foule, etc. C'était admirablement fait, et là, je dis à un organisateur : "Bravo l'organisation !" Et il me répond : "Pfff, ça nous a coûté un bras, il nous a fallu aller chercher des praticables en Serbie, par camions." »

L'ancienne ministre de la Santé en a vu, des meetings.

Elle soupire : « C'était totalement fou, cette campagne... »

De fait, une telle profusion de moyens, c'est sans doute du jamais-vu en France pour une campagne électorale. Et ce, sur chaque meeting. Dans les loges, on se délecte de spaghettis aux truffes et de champagne Ruinart. Les invités du président-candidat sont accueillis avec tous les égards – pas toujours dus à leur rang, d'ailleurs. Politiciens, notables locaux, amis, vedettes de la télé, de la chanson ou du cinéma... Sans compter les opportunistes et les intrigants.

Aucun détail n'a été négligé. Quelques jours auparavant, Olivier Henrard, conseiller à la Culture de l'Élysée, qui a quitté ses fonctions pour intégrer l'équipe de campagne, avait par exemple demandé, par mail, ce petit service à son ami David El Sayegh, un ponte de l'industrie du disque : « Tu as une idée de producteur qui pourrait nous faire un plateau de variétés populaire et de qualité (audible par les moins de 65 ans) pour la petite fête de la Concorde, ce dimanche

en début d'après-midi ? »

La scène est monumentale, avec son fond rétro-éclairé pour mettre en valeur la photo géante du candidat. La foule est noyée sous les drapeaux tricolores achetés tout spécialement. Tout est à l'avenant : une grue télescopique, des écrans vidéo haute définition et, en régie, les meilleurs réalisateurs de télévision du marché... Bachelot conclut : « Tous ceux qui ont suivi la campagne de Sarko en 2012 voyaient bien qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas, cette débauche de luxe... »

Pourtant, au départ, cette campagne de réélection s'annonçait au contraire plutôt modeste. Courte en tout cas. Sarkozy, qui n'a jamais caché son admiration pour la vista politique de François Mitterrand, a en tête les conditions de la réélection du président socialiste en 1988. Un modèle de (re)conquête électorale : intense, condensée, efficace. Du coup, alors que ses amis le pressent d'entrer en lice au tout début de l'année 2012, voire dès la fin de l'année 2011, Sarkozy choisit de maintenir le suspense et de se déclarer officiellement plus tard, le 15 février précisément. « Oui, je suis candidat à l'élection présidentielle », lance-t-il ce soir-là à Laurence Ferrari, au JT de 20 heures, sur TF1. « J'ai déclaré ma candidature le 15 février 2012, je voulais que cela soit secret : par les conditions et le moment de ma déclaration, je voulais créer une surprise, racontera-t-il plus tard au juge Tournaire. Personne d'autre que la toute petite équipe autour de moi n'était au courant. »

Cette « petite équipe » est composée de son très droitier conseiller Patrick Buisson, du secrétaire général de l'Élysée Xavier Musca, du publicitaire Jean-Michel Goudard et du spécialiste de l'opinion Pierre Giacometti, auxquels il faut ajouter Olivier Biancarelli, conseiller politique. Jérôme Lavrilleux n'est pas encore là. Pas vraiment.

Dans l'esprit du président sortant, ce sera donc une campagne format *Blitzkrieg*. Sarkozy n'est pas un novice, c'est sa troisième aventure présidentielle, la seconde menée pour son propre compte (en 1995, il était le porte-parole d'Édouard Balladur). Il n'ignore donc rien des contraintes qui pèsent sur les postulants. Financières, notamment. Le montant maximum des dépenses autorisées est de 22,5 millions d'euros pour les prétendants atteignant le second tour.

D'après des documents internes découverts quelques années plus tard par les policiers, les projections initiales, faites dès la mi-janvier 2012, prévoient, au seul titre des réunions publiques, un budget de 6 850 000 euros. Quinze meetings sont programmés, douze de moyen format pour un montant de 350 000 euros par réunion, et trois de grand format, évalués à 550 000 euros chacun. Selon Marc Leblanc, l'un des experts-comptables chargés de présenter le compte

de campagne, aucune inquiétude à l'horizon : « Le budget, tel que présenté, me paraissait cohérent, le pourcentage de meetings par rapport au reste était cohérent. »

Tandis que, dans l'ombre, un marionnettiste nommé Patrick Buisson entend bien continuer à tirer les ficelles présidentielles, une demi-douzaine de personnes sont désignées pour gérer l'aspect logistique et financier, d'où se dégage un incontournable quatuor. Ou plutôt deux duos. Le premier est composé du préfet Guillaume Lambert, ex-chef de cabinet du président Sarkozy bombardé directeur de campagne, et d'un adjoint nommé sur le tard, Jérôme Lavrilleux.

Initialement, les sarkozystes avaient pensé confier la direction de la campagne à Patrick Stefanini, réputé pour ses talents d'organisateur – il avait mené la campagne victorieuse de Chirac en 1995. « Je me souviens, rapporte Stefanini, que Guéant était venu à Bordeaux, à l'automne 2011, il me semble, et il m'avait dit : “On s'interroge sur le directeur de la future campagne, tu es un bon organisateur...” Mais je n'avais pas réagi, et il n'y avait pas eu de suite. »

Autre option examinée par Nicolas Sarkozy : Brice Hortefeux, fidèle entre les fidèles, au profil purement politique. « Sarkozy m'avait proposé d'être directeur de campagne, quand j'ai quitté le gouvernement, en février 2011, révèle le député européen. Il m'a d'abord proposé d'être secrétaire général de l'Élysée, il m'avait fait venir un dimanche après-midi pour me le dire. Mais ça n'aurait pas été une bonne idée, car il aurait donné le sentiment qu'il entraînait déjà en campagne présidentielle. »

Ce sera donc Lambert. Il a été choisi au dernier moment par Sarkozy, un peu par défaut, juste avant sa déclaration de candidature du 15 février 2012. Initialement, le chef de l'État avait en effet jeté son dévolu sur René Ricol, qui avait été, durant le quinquennat, médiateur du crédit puis commissaire général à l'investissement, chargé de la gestion du fameux « Grand Emprunt » lancé en 2010. « Nicolas Sarkozy m'avait informé quinze jours plus tôt que je serais son directeur de campagne, René Ricol ayant refusé d'occuper ces fonctions, expliquera Lambert. Je n'avais pas souhaité exercer cette responsabilité, mon parcours professionnel [commissaire de la marine, sous-préfet et préfet] ne m'ayant jamais confronté ni aux exigences d'une campagne électorale, ni à la maîtrise des rouages d'un parti politique. » C'est donc un homme à la fois réticent et inexpérimenté que Sarkozy choisit pour diriger sa campagne.

Le destin de Jérôme Lavrilleux, lui, a basculé le 1^{er} mars 2012. Ce jour-là, trois des hommes qui ont l'oreille du président, Patrick Buisson, Pierre Giacometti et Jean-Michel Goudard, envoient une note

en forme de doléance au chef de l'État : « L'organisation est bien tenue par Guillaume, ainsi que les finances, mais le punch, la rage du combat, c'est Lavrilleux. Et nous en avons besoin. » À l'évidence, le discret préfet Lambert ne suffira pas, il manque un moteur, une âme. En clair, un faiseur de président : Jérôme Lavrilleux. Toujours à la tête du cabinet de Jean-François Copé à l'UMP, parti dont il reste salarié, Lavrilleux est ravi. Quoi de mieux qu'une élection présidentielle, quand on a le goût du combat politique ? Et puis, directeur adjoint de la campagne, ça pose son homme, tout de même. « Moi, comme un con, je suis fier d'avoir ce titre-là, et de l'utiliser, confesse-t-il. C'est plus un titre de courtoisie destiné à montrer le lien entre la campagne et le parti, entre le secrétariat général de l'UMP et le candidat à la présidence. » En vérité, Lavrilleux est déjà à l'ouvrage, dans l'ombre, depuis longtemps, bien avant même le lancement de la campagne et le tout premier meeting, à Annecy, le 16 février 2012.

En tant que cheville ouvrière de l'UMP, il participe en tout cas, chaque matin vers 10 heures, à une réunion présidée par Guillaume Lambert, au siège de la campagne, rue de la Convention à Paris (15^e). « Lors de cette réunion, nous apprenons de Guillaume Lambert la liste, mise à jour quotidiennement, des prochains meetings à organiser, se souvient-il. À J - 10 au début de la campagne, et à J - 3 ou - 4 ensuite. »

Atypique, le couple formé par Guillaume Lambert et Jérôme Lavrilleux n'est pas forcément complémentaire, à en croire par exemple Benoist Apparu. « Dans l'équipe de campagne, ils ne sont pas assez politiques, ce sont juste des organisateurs, observe l'ancien ministre de François Fillon. Il manquait un Stefanini, quelqu'un avec le double hémisphère, à la fois ultra-techno et un vrai "pol". Ils ne sont pas très nombreux à avoir cette capacité-là... » Recourant à un néologisme évocateur, Apparu l'assure : « Beaucoup de présidents, pour leur campagne de réélection, font le choix d'"ultra-élYSéer" le dispositif. »

À côté du binôme bancal Lambert-Lavrilleux, un autre tandem, formé par Éric Cesari, directeur général des services de l'UMP, surnommé « l'œil de Sarkozy » du fait de sa fidélité au président sortant, et Fabienne Liadzé, chargée des finances à l'UMP. « Dans l'équipe de campagne, je n'avais pas de fonctions, avouera cette dernière aux enquêteurs. En ma qualité de directrice des ressources de l'UMP, je suis cependant intervenue dans la campagne à titre de support, notamment en formalisant les contrats de travail des personnes embauchées pour la campagne, la prise en charge des déplacements et le support logistique des équipes sur les sujets financements. »

Sur le plan opérationnel, c'est Lavrilleux qui est en contact avec les prestataires, les techniciens chargés de monter l'infrastructure des réunions publiques.

Pour son plus grand malheur.

CHAPITRE 6

Le meeting dans le meeting

À l'époque, qui connaît Bygmalion ?

Pour organiser ces meetings que le candidat Sarkozy désire majestueux, il a été fait appel à deux sociétés spécialisées dans l'événementiel, contrairement à 2007, où le parti s'était occupé de tout lui-même, sans rien déléguer à des prestataires extérieurs. La principale entreprise, c'est Event & Cie. Filiale de la société Bygmalion, elle a été choisie pour gérer la totalité des meetings. Elle est réputée proche de Jean-François Copé, car dirigée par deux anciens directeurs de son cabinet, Bastien Millot et Guy Alvès. L'autre, Agence Publics, davantage située dans l'orbite sarkozyste, doit intervenir en renfort d'Event sur les trois plus grandes réunions publiques (Villepinte, Concorde, Trocadéro).

L'entrée en campagne est marquée, là aussi, par une totale improvisation. Et ça, Lavrilleux déteste. Ainsi, il est prévenu, une heure avant le « 20 Heures » de TF1 où Sarko se déclare officiellement, qu'il faut caler un premier meeting dès le lendemain ! « Il n'y a même pas de compte de campagne d'ouvert. C'est le parti qui avance l'argent, et sur les cartons pour les militants du meeting d'Annecy, le premier, puis celui de Marseille ensuite, il est écrit : "Invité par Jean-François Copé". Moi, au départ, je pensais qu'il y aurait seulement trois ou quatre meetings, c'est ce qu'on nous avait dit... » Autre souci, dont le camp sarkozyste minimise les conséquences selon Lavrilleux : « Bygmalion n'est pas prêt, rien n'a été anticipé. »

S'agissant de la stratégie politique, Sarkozy n'a confiance qu'en ses fidèles, aux premiers rangs desquels figure Brice Hortefeux. Ce dernier faisait partie du « groupe logistique » qui avait été constitué en amont de la campagne : quatre personnes (Lavrilleux, Biancarelli, Cesari et donc Hortefeux) qui se réunissaient alors, dans le plus grand secret, chaque semaine à l'Élysée.

Jérôme Lavrilleux est l'homme clef du dispositif. Pourtant, c'est loin

d'être un sarkozyste historique, juste l'homme à tout bien faire de Jean-François Copé. Sarkozy s'en expliquera devant Serge Tournaire, quatre ans plus tard : « Candidat, mon premier souci est d'unifier ma famille politique. Pourquoi ? Je suis attaqué par la gauche, ce qui est normal. Mais je suis aussi attaqué par l'extrême droite. Si en plus j'ai la pagaille dans mon camp, je ne peux pas m'en sortir, je dois unifier ma famille, c'est une priorité. » Dans cette logique, s'assurer le soutien de celui qu'il dit avoir « propulsé secrétaire général de l'UMP en 2010 » est primordial. « Je ne connais pas Lavrilleux », affirme-t-il encore – ce qui est parfaitement faux. « Mais je me dis qu'il faut que l'UMP se mobilise pour ma campagne, reprend Sarkozy. Donc je veux tout faire pour rapprocher l'UMP de ma campagne, pour qu'il n'y ait pas l'ombre d'un flottement entre les deux. » Il précise : « Je prends donc Lavrilleux parce qu'il est de notoriété publique le plus proche collaborateur de Jean-François Copé. Il est un peu à Jean-François Copé ce que Brice Hortefeux est pour moi. Donc, avec Lavrilleux, j'ai la certitude d'avoir Copé, donc d'avoir l'UMP. »

Pour Sarkozy, c'est une opération gagnant-gagnant : « Copé fait campagne dans ma campagne. Il a tout intérêt, comme moi, mais pour des raisons différentes, à ce qu'il y ait une gémellité entre l'UMP et ma campagne. Si je gagne, il sera celui qui, aux premières loges, aura fait gagner le candidat de l'UMP, et si je perds, il aura été celui qui aura fait campagne, parlé dans tous mes meetings, et qui aurait assuré la succession, puisque j'avais dit que, si je perdais, j'arrêtais la politique. » Une petite phrase particulièrement instructive, elle signifie bien que dans l'esprit de Sarkozy, en cas de défaite, Fillon ne pouvait en aucun cas prétendre à récupérer son sceptre, celui de leader de la droite française.

Mais, pour l'heure, Fillon vit heureux, bien caché.

Alors qu'il aurait besoin d'un bloc soudé derrière lui, il doit faire avec les divisions qui, déjà, lézardent son camp. Figure montante de l'UMP, Laurent Wauquiez, pourtant estampillé sarkozyste pur sucre, est éconduit sans ménagement par les copéistes. « Je suis très peu dans la campagne, parce que, d'abord, il y a quand même plutôt une volonté de me mettre à l'écart, confirme le président de LR. À un moment, je devais être porte-parole, mais on a ce gros point de tension avec Nicolas au sujet de Lejaby, et donc, clairement, je ne suis pas du tout le maillon central de la campagne. » De fait, tout début février 2012, Nicolas Sarkozy avait piqué une immense colère lors de la reprise de l'usine de lingerie Lejaby, en Haute-Loire, fief de Laurent Wauquiez. Sarkozy avait reproché à son ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche d'avoir bravé la consigne de l'Élysée, qui avait prévu de laisser le président annoncer lui-même cette issue

heureuse. Toujours bon à prendre à l'orée d'une campagne présidentielle... Selon des propos rapportés à l'époque par *L'Opinion*, Sarkozy aurait incendié Wauquiez au téléphone en termes fleuris : « Tu es vraiment un pauvre con. C'est moi qui ai tout fait. C'est moi qui ai appelé Bernard Arnault, et toi, tu veux faire le malin ! » Du coup, le maire du Puy-en-Velay s'était senti obligé d'aller sur BFM-TV le 2 février pour affirmer très spontanément que « rien n'aurait été possible sans l'engagement du président sur ce dossier » !

Pourtant, quelques semaines plus tôt encore, Wauquiez semblait tout désigné pour jouer un rôle majeur dans la campagne présidentielle à venir. « Il y a un gros affrontement à l'époque sur le choix du porte-parole, rappelle-t-il. Il y a toute une partie des gens qui poussent Nicolas en disant : "Prends Laurent comme porte-parole, parce que c'est le choix de la cohérence", et il fait un choix dit d'ouverture à gauche et il prend Nathalie [Kosciusko-Morizet]. Et donc clairement, à ce moment-là, je ne suis pas du tout dans le cœur de la campagne. Donc moi, honnêtement, cette campagne, je la fais, parce que je fais beaucoup de meetings, mais je ne suis absolument pas dans le staff stratégique, absolument pas dans les réunions stratégiques... Je suis juste dans les réunions où on est, je m'en souviens encore, vingt-cinq à l'étage de leur QG de campagne, qui était d'ailleurs tout biscornu. Donc ce n'est pas du tout mon histoire... »

Le premier meeting d'envergure, à Marseille, est un échec en termes d'organisation et de mise en scène. Le candidat de droite s'en ouvre aussitôt à Lavrilleux : « La réalisation, mon Jérôme, ce n'est pas bien. Il n'y avait qu'une toute petite caméra, sur un bras télescopique. » Du coup, le réalisateur chevronné Yves Barbara est débauché, on fait venir les camions-régies du Tour de France, on installe des contre-écrans dans la salle, on recrute même des cameramen en plus.

L'objectif n'est pas forcément de remplir les Zénith, mais de donner l'impression d'une foule d'électeurs en mouvement. D'où l'importance des écrans disposés dans la salle. Un effet de magie télévisuelle : le réalisateur diffuse sur des télévisions géantes des images de foules en liesse... puis les filme. Les images étant fournies par l'équipe du candidat, le téléspectateur n'y voit que du feu.

Ce n'est pas le théâtre dans le théâtre cher à Shakespeare, mais le meeting dans le meeting – la fin sera aussi tragique...

L'important est de produire un effet démultiplicateur. Il se passe quelque chose autour de Sarkozy, il est incontournable, voilà le message. À faire passer d'urgence.

Et ça, Lavrilleux sait faire.

Méfiant, et peut-être aussi trop sûr de lui, le « boss » délègue peu, trop peu, durant cette campagne. « Il n'y avait aucun pilote, nous, on nous avait dit qu'on était des cons, bon, très bien, se souvient Roselyne Bachelot, présente à la quasi-totalité des meetings. Mais, plus tard, Sarko s'est rendu compte qu'il n'avait rien au bout du palonnier, et là, il nous en a voulu. » Bachelot n'en démord pas : « C'est de sa faute, totalement, à Sarkozy. Il va nous dire : "Je n'ai pas besoin de vous, je vais faire ma campagne, surtout vous ne faites rien", se rappelle-t-elle. On prépare des notes techniques, j'avais dit à l'Élysée, je suis à disposition, ce qui aurait empêché des conneries, comme l'autorisation parentale pour la pilule pour les filles mineures, évoquée par Sarkozy en fin de campagne : là, j'ai grimpé aux rideaux ! La campagne n'est pas préparée, ce qui va avoir des conséquences sur son financement. Et on arrive sur l'histoire Bygmalion... »

Comme en écho, Jean-François Copé confie : « Sarkozy a ce défaut, il n'est pas joueur d'échecs, or il ne faut jamais sous-estimer son adversaire. On est tous des nuls, tous des cons, lui, il sait tout... Mais il a cette capacité extraordinaire de baratiner les gens, les gars ils y croient, ou ils se convainquent d'y croire. »

François Fillon y croit-il, lui, ou fait-il semblant ? En tout cas, il donne le change et joue le jeu, même s'il doit supporter à plusieurs reprises ces petites humiliations auxquelles il ne s'habituerait jamais, Sarkozy ne laissant pas passer une occasion de lui faire comprendre qui est le chef.

Nanti d'une impopularité record – il a depuis été égalé et même dépassé dans ce registre par ses successeurs ! –, le chef de l'État sortant part de très loin, il est nettement distancé en début de campagne dans les enquêtes d'opinion. « Tous les sondages me donnent perdant, certains me donnent éliminé dès le premier tour », rappellera-t-il plus tard aux juges. Ajoutant, entre forfanterie et regret : « À la minute où je suis entré en campagne, les sondages ont commencé à monter, et cela s'est joué au final à un point et demi. Les observateurs ont dit que j'étais entré trop tard en campagne... » De fait, au fil des semaines, l'écart avec le favori, François Hollande, se réduit. Sarkozy en est certain, l'exploit est possible. Pour cela, il faut passer la surmultipliée... et augmenter le nombre de meetings.

Pris dans un tourbillon, galvanisés par l'enthousiasme de leur charismatique leader, les sarkozystes se mettent à y croire : il faut accélérer, mettre les bouchées doubles. Voir grand. D'après Adiba Regragui, chargée de l'événementiel à l'UMP, « l'écart dans les sondages avec son opposant commençait à se resserrer, ce qui pouvait

expliquer la demande d'accélération de la tenue des meetings ».

Lavrilleux tente de suivre le rythme infernal du boss, il finit par connaître les petites et grandes manies de Sarkozy, qu'il cornaque dans les meetings. Il jouait en Ligue 1, le voici propulsé en Ligue des champions, grisé, épuisé, son éternelle écharpe verte brandie comme un talisman. Les sondages remontent, le champagne fait un malheur dans les locaux privés construits à grands frais pour le président à chaque meeting : parois insonorisées, douches, écrans plasma... Lavrilleux n'a plus le temps de passer chez lui, sa secrétaire lui achète des chemises par paquets entiers, il revient chaque soir en Falcon, avec le candidat, doit subir au passage les chansons du barde officiel, Didier Barbelivien.

La frénésie s'empare du camp Sarkozy.

Et du Professeur.

CHAPITRE 7

L'écharpe verte

Le téléphone portable de Lavrilleux sonne, sans cesse.

Un numéro masqué, auquel il répond en s'écartant de la foule. « Comment ça va, mon Jérôme ? Il y a du monde, mon Jérôme ? » C'est le « président sortant », comme le qualifie ironiquement François Hollande. Un chef de l'État inquiet surtout, en mal d'affection populaire.

Le Professeur tient, sur les nerfs. Le TGV est devenu le nouveau domicile de Lavrilleux, au point de se créer des torticolis à force de s'endormir au-dessus des grilles de climatisation. D'où sa fameuse écharpe verte fétiche, d'un goût douteux, qu'il trimballe partout. Et ce satané téléphone, jamais en sommeil. Sarkozy et Lavrilleux ont rarement été si proches. Avec l'homme lige de Jean-François Copé, le chef de l'État dispose d'un sacré atout. D'autant que celui-ci est sous le charme. « J'ai rarement côtoyé quelqu'un avec un tel charisme, qui donnait un tel sentiment de puissance, de capacité à entraîner, dit-il. Une bête de scène. Quel bonhomme ! Il vous ferait lever une foule en lisant le Bottin ! Mais c'est plutôt un sprinter qu'un coureur de fond. »

Tous les soirs, vers 19 heures, à l'Élysée, une réunion stratégique fixe les déplacements à venir, en présence de Sarkozy. Il faut aller de plus en plus vite, multiplier les initiatives, jusqu'à organiser un meeting quotidien. Lambert en informe ensuite Lavrilleux, qui, lui, doit composer de son côté avec les angoisses grandissantes de Franck Attal, l'homme à tout faire d'Event & Cie ; il a engagé de gros frais, promis des paiements, et les fournisseurs commencent à s'impatienter. « Un jour, raconte le Professeur, Attal vient me voir dans mon bureau et me dit : "Jérôme, on fait plein de meetings, je paie plein de fournisseurs, et on n'a pas de rentrées d'argent." Je vois ça ensuite avec la directrice financière du parti, Fabienne Liadzé, qui me dit : "Il n'y a pas de soucis, l'UMP paie, et peut ensuite refacturer à la campagne." Alors, l'UMP paie. Et on se retrouve avec un meeting par jour. »

À la mi-mars 2012, Éric Cesari acte ce soudain changement de stratégie. Dans un mail adressé le 19 mars au patron de la campagne, Guillaume Lambert, et dont l'adjoint, Jérôme Lavrilleux, est en copie, le directeur général des services de l'UMP écrit : « Cher Guillaume, Jérôme et moi avons bien pris note du souhait du Président de tenir une réunion publique chaque jour à partir de la semaine prochaine. »

À l'arrivée, ce seront 44 meetings qui seront mis sur pied, là où une demi-douzaine, puis une quinzaine au grand maximum, avaient été budgétées ! Pour rameuter les fidèles, des trains spéciaux sont affrétés. Pour un tarif exorbitant : 150 000 euros, et même parfois plus, pour obtenir la mise à disposition d'un TGV bourré de militants jusqu'à la gueule.

Car encore une fois, à l'origine, comme le confiera le trésorier de l'UMP, Dominique Dord, les proches de Sarkozy tablaient bel et bien sur « une campagne courte et ramassée sur quelques grands rendez-vous ». Selon Dord, « on pouvait penser, à l'époque de l'élaboration du budget, que le compte de campagne de 22 millions d'euros suffirait à les couvrir ». Et d'ajouter : « Donc je suis plutôt sur la position de Lavrilleux de cinq meetings. La réalité, je l'ai découverte au fur et à mesure. Je crois d'ailleurs que c'est le cas de tout le monde. Il se dit par exemple que la réunion de la Concorde a été décidée quelques jours avant. »

Jean-François Copé, alors secrétaire général de l'UMP, a le même souvenir. Lui aussi dit avoir entendu évoquer, au début de l'année 2012, « quatre ou cinq grands meetings pour toute la campagne ». Guillaume Lambert lui-même le rappelle : « Concernant la stratégie de campagne, il avait été décidé au départ, avec l'équipe de campagne et le candidat Nicolas Sarkozy, quinze à vingt événements organisés dans le cadre de la campagne. »

Il y en a un, un seul, qui conteste totalement cette lecture, ou plutôt relecture des événements, c'est le principal intéressé. Sans doute parce qu'il a tout intérêt à invalider la thèse d'une accélération brutale, source d'inévitables dérives financières. Selon Nicolas Sarkozy, donc, il aurait toujours été clair que sa campagne présidentielle nécessiterait des dizaines de réunions publiques. Même le chiffre de quinze, pourtant attesté par plusieurs documents internes dont nous disposons, il le conteste. Il l'expliquera aux policiers en ces termes : « Quinze meetings, je ne sais pas qui a inventé ça, mais il y a vingt-deux régions, je suis candidat, j'ai de l'expérience, et j'irais dire à mon équipe de campagne que l'on n'irait pas dans les vingt-deux régions ? Cela est absurde. » Pas tant que ça, la preuve : le président sortant n'organisera aucun meeting dans le Limousin, en Haute-Normandie ou

en Picardie... « Jamais personne ne m'a entendu dire que ma campagne aurait cinq meetings ou quinze meetings, s'énervera-t-il encore. J'ai trente-cinq ans d'expérience de la vie politique, penser que je puisse envisager de faire campagne en disant depuis le début au tiers des régions françaises que je n'irai pas, qui peut apporter crédit à une telle chose ? »

Qui ? Les juges d'instruction, malheureusement pour lui.

Ils ont recueilli de nombreux témoignages contredisant celui de Nicolas Sarkozy. Le président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), François Logerot, évoque ainsi « un certain emballement de la campagne », se traduisant par une inflation fulgurante du nombre de réunions publiques : « Je rappelle qu'en l'espace de deux mois et demi, il y en a eu 44 alors que les prévisions initiales, d'après les informations que j'avais pu avoir au début de la campagne, tablaient sur une quinzaine de meetings. »

Les magistrats ont surtout mis la main sur une note adressée au candidat, dès le mois de décembre 2011, par l'équipe de pré-campagne, qui s'activait déjà dans l'ombre. « Nous sommes partis sur l'hypothèse que vous vous déclareriez candidat durant la première quinzaine de février, dit la note. Il nous semble qu'au-delà de vos réguliers déplacements en province ou dans des lieux symboliques de votre quinquennat (Les Glières, Toulon, Puy-en-Velay...), il serait opportun de prévoir une dizaine de lieux de "grands meetings" (5 000 ou plus). Cela ferait donc environ un "grand" meeting par semaine, de votre déclaration de candidature jusqu'au premier tour. » Confirmant que l'hypothèse d'une poignée de meetings avait été envisagée, le document précise même : « Faire moins risquerait de créer un phénomène de frustration dans une période de campagne »...

L'inflation du nombre de meetings ne doit surtout pas se faire au détriment de leur qualité. Pour les sarkozystes, pas de doute, il faut recourir aux grands moyens, en mettre plein la vue aux militants et, surtout, aux téléspectateurs.

En effet, comme le relèveront les juges, la campagne présidentielle de 2012 se déroule « dans un contexte nouveau, caractérisé par la montée en puissance des chaînes d'information en continu, qui a profondément transformé le paysage audiovisuel ». Et obligé le candidat Sarkozy à repenser la formule du meeting, qui serait « désormais axé sur la production d'images spectaculaires censées traduire la mobilisation et la ferveur militante, fournies clef en main aux diffuseurs, et destinées à passer en boucle dans les médias pendant toute la durée de la campagne ».

Si même les juges se piquent de stratégie électorale...

« Les meetings, ce n'est pas fait pour convaincre, cela sert de décor à une émission de TV en direct, avec l'avènement des chaînes d'info », confirme doctement le Professeur.

Comme en lévitation, le candidat ne tient aucun compte des alertes portées à sa connaissance par Lambert, bien au contraire. Ce que Sarkozy veut... Ces foules se pressant pour venir boire ses paroles, recevoir l'onction sarkozyste, rien de tel pour réparer l'ego d'un président mal aimé. Le meeting de la place de la Concorde, en fin de campagne, est un pur condensé de cette thérapie dilapidatrice. Des militants venus par dizaines de milliers, acheminés par trains spéciaux, sans avoir un euro à déboursier, bien sûr. « Les militants de droite, ils n'ont jamais rien payé de leur vie », persifle Lavrilleux. Là encore, des drapeaux par milliers, comme une multiplication des petits pains, des écrans de TV géants, des tentures pour masquer les barrières Vauban...

Et comme le signal télé est fourni par les équipes de Sarkozy, tout est sous contrôle. Les militants trop décatés sont cachés, on place en revanche les plus jeunes près du parcours pédestre de Sarkozy pour diffuser de belles images. Et juste à côté de l'espace dévolu à la presse, on met les plus bruyants, afin de donner aux journalistes l'impression d'une ferveur sans égale, d'un enthousiasme débordant. Lavrilleux est un orfèvre, il a dépassé ses maîtres chiraquiens en la matière. « Il faut de la couleur, aussi », note-t-il. Comprenez, de la diversité : « Des Blacks, des Asiatiques, de tout », précise-t-il.

Le Professeur est aux commandes du train fou. Avec Hollande dans le rétroviseur.

CHAPITRE 8

Hollande et les rappeurs

Cela peut surprendre, mais c'est un fait, pourtant : au cours de la campagne, le tube *Niggas in Paris*, signé des deux mégastars du rap américain Jay-Z et Kanye West, a passionné l'entourage du candidat Sarkozy ! C'est du moins ce qui ressort de la consultation de dizaines de mails inédits dont nous avons pu prendre connaissance au cours de notre enquête. Ils traduisent une préoccupation constante, pour ne pas dire une obsession, chez les stratèges sarkozystes, au cours de cette campagne présidentielle décidément pas comme les autres : surveiller en permanence l'adversaire numéro un, François Hollande. Et espérer découvrir une anomalie, voire, qui sait, une éventuelle irrégularité, susceptible d'être immédiatement exploitée, bien entendu.

Cette chanson de rap, par exemple, qui pourrait avoir été utilisée de manière indue par le candidat socialiste...

Le 10 avril 2012 en fin d'après-midi donc, Olivier Henrard, conseiller culture du président Sarkozy tout au long du quinquennat, s'enquiert auprès de David El Sayegh, alors directeur général du Syndicat national de l'édition phonographique, d'un sujet de première importance : « Bonjour David, pardon de te déranger pour une broutille, mais sais-tu qui représente en France les intérêts de Jay-Z et Kanye West, dont l'équipe de campagne de Hollande vient d'utiliser en fond sonore la chanson "Two Niggas in Paris" ? Je doute en effet que ces rappeurs bien connus comptent François "Gangstashit" Hollande parmi leurs nombreux amis... Merci de ton aide ! »

Amusant, mais pas seulement, on va le comprendre. « Je fais passer l'info à Universal, répond presque immédiatement David El Sayegh. Es-tu sûr qu'il s'agit d'un clip posté par l'équipe de campagne de F. Hollande ? » Henrard est formel : « Par un de ses "conseiller et ami", qui s'appelle François Laforestrie », répond-il en évoquant cette figure de la culture urbaine. Quant au clip en question, réalisé par 2H12 Crew, il a provoqué un buzz considérable, et la musique du duo West-Jay-Z n'y est pas pour rien. Henrard, décidément aux aguets, revient quelques minutes plus tard vers El Sayegh, presque

trionphant : « Hollande vient de poster la vidéo de Jay-Z et Kanye West à toute sa base e-mail !!! »

Dimanche 29 avril. Les deux grands favoris, Hollande et Sarkozy, ont franchi comme prévu l'obstacle du premier tour le week-end précédent, il leur reste maintenant une semaine pour faire la décision. Olivier Henrard n'a pas oublié ce fameux clip, il revient à la charge en début d'après-midi auprès de David El Sayegh, aujourd'hui secrétaire général de la toute-puissante Sacem, la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. « Salut David, pardon de te déranger en week-end pour une petite consultation. À ce jour, le clip a été visionné 360 000 fois sur YouTube. Sans compter l'envoi par mail à toute sa base de contacts (plusieurs centaines de milliers de personnes, logiquement) », commence Henrard, avant d'en venir à l'essentiel : « Si l'achat des droits correspondants avait été facturé par Jay-Z et Kanye West, ça représenterait un montant de combien ? Un ordre de grandeur ? Merci ! »

En début de soirée, El Sayegh se fait pédagogue : « La facturation au titre de la synchronisation s'effectue de manière forfaitaire quand le clip n'a pas vocation à être commercialisé comme c'est le cas en l'espèce. Il faut d'ailleurs obtenir deux autorisations, l'une au titre des droits voisins, l'autre au titre des droits patrimoniaux. Dans le cas d'une synchro pour une pub, cela se monnaie à plusieurs dizaines de milliers d'euros, voire centaines selon la notoriété de l'artiste. Ici l'artiste est très connu. Pascal pourrait te répondre plus précisément », conclut l'auteur du mail en faisant allusion à Pascal Nègre, l'incontournable patron d'Universal Music France (il en a été le PDG de 1998 à 2016), le label à l'époque des deux rappeurs.

Cette histoire commence à sentir bon, semble penser Henrard. La preuve, dès le lendemain, il en réfère par mail au directeur de campagne, Guillaume Lambert. « Importance : Haute », indique-t-il au début de son courriel, rédigé comme suit : « Après discussion avec Pascal Nègre, il s'avère que :

- L'utilisation de la musique de Jay-Z et Kanye West pour un clip commercial, type Dior, peut être valorisée autour de 1 million d'euros ; dans le cas d'une utilisation institutionnelle, type Hollande, on serait plutôt aux alentours de 200 000-300 000 euros ;

- Universal a préparé un référé, mais ça a pris du temps car c'est un de ses labels US qui est en cause ; *a priori* le juge devrait être saisi mercredi. »

Une éventuelle procédure judiciaire menée contre le candidat socialiste ? Dans le money time de la campagne, quelle aubaine ! Le

soir même, Lambert s'empresse de communiquer par mail la (bonne) nouvelle à Philippe Blanchetier, trésorier de l'association de financement de la campagne, ainsi qu'à la responsable des finances, Fabienne Liadzé. Il s'agit d'exploiter sur tous les plans cette histoire. « Philippe, écrit Lambert, pour ta bonne information, Hollande a utilisé une musique pour l'un de ses clips vidéo sans en payer les droits. Il faudra veiller à ce que cela soit bien ré-imputé dans ses comptes de campagne. »

L'affaire n'ira finalement pas plus loin, mais elle est révélatrice d'une ambiance, tout de même...

Et plus l'échéance du dimanche 6 mai 2012 se rapproche, plus la fébrilité gagne les sarkozystes, les yeux toujours rivés sur le concurrent socialiste ! Le mercredi 2 mai, à 9 h 14 très précisément, Guillaume Lambert, convaincu que l'élection va se jouer dans un mouchoir, envoie un mail « préventif » à Cesari, Liadzé, Blanchetier... « Dans l'hypothèse où le scrutin serait très serré, une contestation devant le CC (Conseil constitutionnel) est possible... » Une observation qui, rétrospectivement, ne manque pas de saveur. « D'où une série de questions importantes, poursuit le directeur de campagne : A-t-on des émissaires dans les bureaux de vote en nombre suffisant, pour prendre acte sur les PV d'éventuelles irrégularités ? Les consignes ont-elles été passées en ce sens ? Qui anime et contrôle cela ? Je me souviens qu'au Conseil d'État, quand on juge les scrutins électoraux, il faut que l'irrégularité ait été notée par l'électeur sur le PV des opérations de vote et que le fait qu'elle ait été notée est un élément dans le faisceau de preuves. »

Voilà donc que les responsables de la campagne de Nicolas Sarkozy soupçonnent ceux du candidat socialiste de se préparer à truquer l'élection, un comble ! Le message de Guillaume Lambert, qui apparaît, avec le recul, assez surréaliste, se conclut d'ailleurs ainsi : « Pour dire les choses autrement, je pense la gauche capable de tout et surtout beaucoup mieux organisée que nous. Donc s'il y a 300 000 voix d'écart, ils peuvent s'être organisés pour avoir suffisamment de contestations dans des bureaux de vote pour foutre un gros bordel. Et faudrait pas que nous on soit tout nus. »

Vindictifs, les sarkozystes ?

Certes. Mais, dans le camp d'en face, on scrute, aussi, la drôle de campagne de l'adversaire. Et on s'étonne...

CHAPITRE 9

Chouquettes et chocolats fins

La démesure de cette campagne aux accents pharaoniques n'échappe pas, de fait, à l'œil expert du principal concurrent de Nicolas Sarkozy, le candidat socialiste. À l'occasion de l'un de nos nombreux entretiens, réalisés dans le cadre du livre « *Un président ne devrait pas dire ça...* » (Stock, 2016), François Hollande s'est souvenu de cette frénésie qui s'empara du camp sarkozyste au cours de la campagne : « C'était énorme... Il fallait encore en faire, il fallait toujours en faire plus... »

Hollande a notamment été marqué par le meeting du Trocadéro, et cette marée tricolore : « Là, on voit les drapeaux... Oh ! Ça doit coûter une fortune ! Rien que les drapeaux coûtent cher. » L'expérimenté François Hollande n'a pas tort : un drapeau coûte en moyenne 2 euros l'unité... à condition de s'y prendre un peu à l'avance. Commandés à la dernière minute, les fournisseurs, en position de force, les facturent jusqu'à 8 euros pièce, voire plus !

Le patron de la Commission de contrôle des comptes de campagne, François Logerot, le confirme : « Si vous commandez 5 000 drapeaux pour animer la manifestation, trois semaines à l'avance, vous allez les payer quelques euros la pièce. Si vous les commandez la veille de la réunion, le coût peut être multiplié par dix ou vingt, parce qu'il faudra que des gens travaillent la nuit pour les confectionner. Ce n'est qu'un petit exemple, mais tout est à l'avenant. »

L'argent, le nerf de la guerre.

Lorsqu'on demande à François Hollande si, à l'époque, il a des suspicions sur de possibles dépassements, il répond, formel : « Oui. On se dit... c'est pas possible... À l'œil nu, vous voyez ce que ça coûte. Villepinte, c'est le truc, là, qu'ils ont fait avec Depardieu, tout ça... On sentait que ça coûtait, quand même. Ça se voit ! Surtout que les boîtes, dans les périodes de campagne, plus vous improvisez, plus ça coûte cher. Par exemple, quand Ségolène, en 2007, a fait Villepinte, elle voulait le faire au mois de mars, on lui avait dit, non, ça va pas,

Sarkozy vient de faire son discours porte de Versailles... Et donc elle l'avait avancé, au 11 février, et ça avait coûté beaucoup plus cher que si l'on avait maintenu l'événement le 11 mars. Parce que quand vous prévoyez un mois à l'avance, ou deux mois à l'avance, vous avez la location de salle que vous avez pu maîtriser, vous avez les décors que vous avez pu maîtriser... Toute improvisation est payée au prix le plus élevé. »

Villepinte, justement. Dans l'esprit des sarkozystes, ce meeting, programmé le 11 mars 2012, doit être l'un des temps forts de la campagne. Pris dans l'ivresse de sondages qui indiquent, jour après jour, que leur champion comble progressivement son retard, le premier cercle sarkozyste est de plus en plus déterminé à mettre les grands moyens. Les contraintes budgétaires ? L'intendance suivra, forcément...

Villepinte, ce sont – encore – des dizaines de milliers de drapeaux tricolores acquis en urgence, un nouveau slogan (« La France forte, c'est vous »), des écrans vidéo comme s'il en pleuvait, des figures du petit monde des « people », rameutées *in extremis*, parmi lesquelles on trouve Enrico Macias, Jean d'Ormesson, Christian Clavier ou, donc, Gérard Depardieu, qui lance aux journalistes, provocateur et maladroit à la fois : « Contrairement à beaucoup, j'aime M. Sarkozy. »

Pour ce meeting cinq étoiles, plusieurs centaines de mètres carrés ont été dévolus au chef, avec douche personnelle, maître d'hôtel... Dans la salle, des militants venus par milliers en train spécial, le tout payé par l'UMP – 150 000 euros la rame, quand même... « On était dans le délire total, résume Lavrilleux. À Nice par exemple, il y avait le Falcon de la campagne, le Falcon de l'Élysée et le Falcon du Premier ministre, qui n'en foutait pas une ! »

Fillon, précisément. Chemise claire, cravate grise, le locataire de Matignon ravale sa fierté si souvent bafouée et « fait le métier ». À la tribune, il dresse, vingt minutes durant, un panégyrique de l'action de celui qu'il déteste tant, Nicolas Sarkozy. « Personne ne se pose la question de savoir s'il peut tenir le rôle de chef de l'État, il l'est, et l'a prouvé, dans les situations les plus dures, clame Fillon. Ensemble, faisons gagner Nicolas Sarkozy, pour la France, et pour la République », conclut-il dans une ambiance survoltée.

« J'ai fait quarante-deux réunions publiques pour Sarko, Fillon n'avait pas de haine, à ce moment-là », estime Roselyne Bachelot. Le meeting de Villepinte en lui-même ? « Incroyable ! s'exclame-t-elle. J'avais une combinaison, je l'avais déchirée et on voyait mon slip, il fallait que je la retire. Je vois un officier de sécurité de Sarko, je lui demande si je peux entrer dans la tente du "chef", et là, je vois des

buffets somptueux qui attendaient Sarko et ses amis, un valet de chambre qui lui tendait une chemise propre, etc. C'était impressionnant. »

Dans la salle surchauffée (près de 50 000 personnes ont fait le déplacement), le climat est électrique, la mise en scène, grandiose. Rien n'est laissé au hasard, comme le confirme une longue note, établie quelques jours auparavant par Agence Publics à destination de l'équipe de campagne et dont nous avons pu prendre connaissance : « Le 11 mars a lieu le premier meeting national de la campagne, commence le document. Il représente le point d'orgue après une série de meetings régionaux. Il s'agit d'incarner un point de rupture dans la campagne du candidat en termes de mobilisation, de trajectoire dessinée, d'organisation de la salle, de scénographie, d'innovation apportée au débat et aux meetings. Il est question d'une singularité à imposer. »

Concrètement, précise la note, « l'organisation de la salle, c'est-à-dire sa composition et la disposition des places assises, des gradins et du public debout, a été pensée et aménagée afin d'entourer le dispositif scénique. Il s'agit de donner un mouvement d'élan vers la scène et le candidat, et de montrer Nicolas Sarkozy entouré et porté par les Français. Les gradins et chaises sont aux couleurs de la France, bleu-blanc-rouge. Quinze écrans de rappel sont répartis dans la salle pour le confort des participants. La scénographie est évolutive et s'adapte aux besoins des différentes séquences ». Clairement, dans l'esprit de ses concepteurs, les grand-messes sarkozystes doivent davantage relever du show à la Broadway que de la réunion politique classique. « Le meeting de Villepinte illustre la démonstration de force du candidat dans la reconquête des Français, conclut la note. Toute l'organisation sert le candidat : son arrivée en salle, sa montée sur scène, son propos, son discours... Il doit impressionner ceux qui reçoivent le meeting par retransmission et leur donner envie de rejoindre une "force qui va", un cap tracé, une trajectoire qui apparaît dès lors évidente et inévitable. »

En coulisses, ce qui apparaît inévitable, c'est surtout le risque d'un dérapage financier majeur. D'autant que la pression augmente à mesure que l'échéance finale se profile. Logiquement qualifié pour le second tour, Nicolas Sarkozy ne veut pas rater la dernière ligne droite, dans l'espoir de coiffer au poteau son adversaire socialiste et de conserver son trône élyséen. Les deux sociétés d'événementiel, chapeautées par l'équipe de campagne, sont chargées de mettre en musique le « toujours plus » popularisé par François de Closets. Tout est fait pour placer le président sortant, traité comme une rock-star, dans les meilleures conditions. Sa loge cinq étoiles est en fait un

authentique appartement bourgeois, avec cuisine, salon, salle de bains, etc.

Franck Attal, patron opérationnel d'Event & Cie, fait bâtir des doubles cloisons en bois épais renforcées de papier de verre pour une meilleure insonorisation, gaine de bois les bancs des gradins, parce que c'est quand même plus chic, fait livrer des monceaux de chouquettes et chocolats fins, généralement estampillés Dalloyau, dont le candidat est particulièrement friand. Sans compter la mise à disposition d'un majordome, notamment chargé de veiller à ce que le candidat ait toujours du linge de rechange à disposition.

Avec tout ça, si Sarkozy n'est pas réélu...

CHAPITRE 10

Le barde, le druide et... la « poufiasse »

À chaque fin de meeting, le même cérémonial, dans le Falcon présidentiel. Sarkozy s'assoit. Et le rituel commence.

Tout un aréopage, à bord, se tient prêt pour divertir le président. Le médecin ami – surnommé le « druide » –, le chanteur ami, Didier Barbelivien – rebaptisé le « barde » –, l'avocat ami, Thierry Herzog – « Mon Thierry »... Ça chante, ça ripaille, ça décompresse, ça se moque, encore et toujours. Et puis, donc, il y a le majordome. Important, le majordome, il est par exemple chargé de ravitailler en boutons de manchette le chef de l'État, car fendre une foule, c'est dangereux pour les chemises... Rituellement, après le discours du candidat, c'est Lavrilleux qui le récupère pour le conduire à sa loge. Étrange attelage, les deux hommes ne se quittent pas, le petit teigneux et le grand impavide.

Roselyne Bachelot, alors ministre, est de tous les meetings. Pourtant, Sarkozy ne la supporte pas, il la traite même de « poufiasse » devant témoins, y compris Lavrilleux. Le candidat s'agace de la voir dévorer ses chouquettes, mais elle est populaire, alors... « Et il y a le top du top, se souvient Lavrilleux. La cérémonie traditionnelle d'enlèvement de la chemise trempée, après le meeting. Il y a la maquilleuse qui essuie la sueur, tout le monde assiste au cérémonial, comme à Versailles, avec le roi. »

Au cours de cette odyssée électorale, les scènes cocasses s'accumulent. À chaque meeting, Lavrilleux installe des jeunes militants au premier rang à la place des VIP, en attendant que ceux-ci arrivent : il convient d'éviter les images de rangs clairsemés. Quitte à laisser les militants se faire copieusement engueuler, quand les personnalités arrivent enfin et découvrent leur siège occupé...

Parfois, il y a des moments de grâce. Comme à Arras, le 18 avril 2012. Les journalistes se raréfient, bridés par le CSA, car il faut désormais décompter le temps de parole de chaque candidat. Du coup,

il ne sert plus à rien de se déplacer. Encore moins d'écouter attentivement le discours du patron. Toujours le même, d'ailleurs.

Même Lavrilleux se lasse.

— Sarkozy : Tu as vu la presse, mon Jérôme ?

— Lavrilleux : Oui, elle était là.

— Sarkozy : Oui, mais qu'est-ce qu'ils disent ?

— Lavrilleux : Ils disent qu'ils vont s'emmerder.

— Sarkozy : Comment ça ?

— Lavrilleux : Ils pensent que vous allez faire, comme hier, comme avant-hier, le même discours.

— Sarkozy : Hein ? Je ne vais pas me faire chier à faire un nouveau discours. Avec l'égalité du temps de parole, de toute façon, ça ne sert à rien. Je fais trente minutes et je me casse.

— Lavrilleux : Donc ils vont vraiment s'emmerder...

— Sarkozy : De toute façon, c'est tous des cons, cette espèce de corporatisme...

Et voici Nicolas Sarkozy qui s'approche du micro. Son officier de sécurité lui tend son discours, le texte habituel. « Poussez-vous, je n'ai pas besoin de vous », lui lance Sarkozy, tendu. Les journalistes soupirent, s'attendent à du classique. Lavrilleux aussi. Mais voilà que le candidat, sans même un regard pour ses feuilles de papier, invente un speech. Trente minutes, oui. Mais trente minutes d'improvisation bluffantes, même pas filmées.

Domage, à en croire Lavrilleux : « De mémoire, c'est l'un des plus beaux discours de la campagne. Sarkozy descend de scène, me regarde et me dit : "Tu vois, Jérôme, c'est simple... Contrairement à ce que disent ces cons, je suis capable de les faire tout seul, mes discours. Mais ça ne sert à rien, ça ne sera pas repris." »

Sarko, bête de scène.

Entre les deux hommes, une complicité est née. « Il a toujours été d'une correction extrême avec moi », assure Lavrilleux, qui ne cache pas son admiration pour le personnage, « impressionnant et charismatique ». Peu à peu, ils se font confiance. Sarkozy, par exemple, lui parle, un jour, du « Forgeron ». Il surnomme ainsi un homme mystérieux, Jean-Baptiste Descroix-Vernier, seul sur sa

péniche à Amsterdam, expert en e-réputation et autres amusements numériques. Un type dont Sarkozy loue les aptitudes, dans l'ombre. Lavrilleux déteste la vulgarité du président, exècre son clan, mais respecte son talent. Sarkozy, lui, apprécie la qualité des services et la discrétion du Professeur.

D'ailleurs, Lavrilleux, honneur suprême, est le seul à avoir le passe ouvrant la loge du candidat. Pas les clefs du paradis, mais presque. À lui de trier ceux qui peuvent y avoir accès : « Vous mesurez votre place près du soleil au fait que vous êtes l'un des derniers à quitter la loge. » Sarkozy lui a donné les noms des importuns. « Les casse-couilles locaux, les barons, explique Lavrilleux. Il y a aussi ceux qu'il ne peut pas blairer, comme Bachelot. Elle restait dans la loge pendant qu'il se concentrait, ça le rendait fou, elle bouffait tous les petits-fours. » Sarkozy, en retour, prend soin de « son » Jérôme. Il le rapatrie, le soir, dans son avion.

Lavrilleux a alors tout le loisir d'observer la cour à l'œuvre. Nathalie Kosciusko-Morizet, porte-parole, qui donne du « Nicolas » par-ci, « Nicolas » par-là, Barbelivien, le sempiternel troubadour dégainant sa guitare, tout Johnny y passe, évidemment. Ambiance de colonie. « Ce sont des surhommes, les candidats à la présidentielle, relève Lavrilleux. Je ne sais pas comment ils font. C'est invivable, un truc de chien. Alors, parfois ils décompressent. » Carla Bruni est là, aussi. En coulisse. « Adorable. La moins chiant de tous », tranche le Professeur.

Il a régulièrement des apartés avec « son » candidat. Ce dernier lui donne ses recommandations, prend la température, distribue quelques perfidies aussi – il ne peut pas s'empêcher. « Bon, mon Jérôme, ça se passe bien avec Césari ? Il est très con, mais fidèle. Dati, elle est ingérable, mais fidèle, comme Morano, d'ailleurs, conne, mais fidèle. Je ne veux pas d'emmerdes, alors tu les gères. Et puis Giacometti et Buisson, je tiens beaucoup à leurs conseils, j'y attache beaucoup d'importance. Tu me comprends ? » En effet, Lavrilleux comprend parfaitement, d'autant que Sarkozy l'avait déjà « sensibilisé » au sujet, on l'a vu. « En gros, ils devaient continuer à gagner du fric, c'était ça, le message », résume-t-il. Du coup, l'UMP commande des sondages à tour de bras, via Patrick Buisson et Pierre Giacometti.

Sarkozy décide, Lavrilleux exécute, le duo est parfaitement au point. Et, curieusement, il n'y a pas trop de cadavres planqués dans les armoires, selon Lavrilleux. Le chef de l'État n'aurait pas vraiment de sang politique sur les mains, à l'en croire. « C'est un faux dur », soutient-il, rejoignant l'avis de Thierry Solère. « Il insulte, vulgairement, mais ne tue pas. » Pas sûr que les nombreuses victimes du sarkozysme, dont nous avons réuni en 2011 les témoignages dans

Sarko m'a tuer (Stock), partagent ce point de vue...

Une chose est certaine, et le phénomène n'a cessé de s'accroître à mesure que les sondages montaient : rien n'était trop beau, ni surtout trop cher, pour le président-candidat.

« Quand certains tiraient timidement la sonnette d'alarme, Sarko a dit aux gens : “Mais vous voulez que je perde ?!” juge Roselyne Bachelot. Il leur a dit : “Démerdez-vous !” »

Sarkozy, il est vrai, a déjà beaucoup à faire. Sa double casquette de président-candidat le contraint à suivre un rythme infernal, dont il donnera aux magistrats une petite idée : « Mon emploi du temps à ce moment-là : je suis à l'Élysée de 7 heures à 14 heures, où j'aligne les obligations du président de la République, et ensuite, à partir de 14 heures, je vais directement au Bourget prendre un avion, je vais en province, je fais le déplacement puis le meeting. Le déplacement, c'est faire un discours d'une heure sans papier. Ensuite, je rentre à l'Élysée à 22 heures ou 22 h 30, dans un état de fatigue physique qu'on peut imaginer, et avec un stress double, celui du président et celui du candidat. Entre-temps, le conseiller diplomatique appelle trois fois l'après-midi pour dire qu'il y a des élections en Roumanie, qu'il faut féliciter le nouveau Premier ministre, etc. C'est le quotidien d'un président, candidat en même temps. Alors, imaginez qu'à mon arrivée au Bourget le directeur m'attende avec la note de l'expert-comptable qui dit : “Il n'y a pas de marge de sécurité”... »

Au fil des jours, en ce printemps 2012, contrairement à 2007, il ne flotte certes plus ce parfum de conquête si enivrant, mais, en Sarkozie, le moral remonte, et on se prend à y croire, peu à peu. Prêt à tout pour éviter l'humiliation d'une défaite, pariant sur une droitisisation de l'électorat, Sarkozy, encouragé par l'inévitable Patrick Buisson, mentor méphistophélique, agite des idées de plus en plus extrêmes.

En coulisses en effet, Buisson est omniprésent lors de cette campagne présidentielle. Il distille son savoir empoisonné. Lavrilleux se souvient ainsi d'une réunion, dans un café, près du siège de campagne. Il y là plusieurs conseillers du chef de l'État, Emmanuelle Mignon, Sébastien Proto et, bien sûr, l'inévitable Patrick Buisson. Le sujet ? Le « mariage pour tous », auquel Sarkozy s'était dit favorable en 2007. Que faut-il faire ? « Je pose la question suivante, rapporte le Professeur : “Hollande, il est sur le mariage pour tous, et nous, on va faire quoi ?” Et eux me disent : “Mais, de toute façon, si on va dans ce sens-là, on perd tout l'électorat de droite, faut être absolument contre ce truc-là.” Je dis : “Vous ne croyez pas qu'il faut purger le truc, plutôt que de se le prendre en boomerang et de s'entendre dire : ‘Mais il l'a promis en 2007’ ?” Buisson me répond : “Non, tu te rends compte, la

France qui se lève tôt, la France qui travaille, elle n'en peut plus de ça, de la gauche caviar."... » Exit le mariage pour tous.

Même le modéré Bruno Le Maire prend soin de recevoir l'onction buissonniste. Chargé d'élaborer le programme post-élection, il va solliciter une entrevue avec le conseiller favori du président, en passant par Jérôme Lavrilleux. « Tout Bruno Le Maire qu'il est, il me demande si je peux lui organiser un rendez-vous avec Buisson, qu'il n'avait jamais vu ! s'exclame Lavrilleux. Tout est passé sous les fourches caudines de Buisson. Parce qu'à l'époque, Buisson, c'est Sarkozy, pour toujours. »

Sarkozy et Buisson ? « Buisson a été utile à Sarko en 2007, mais c'était le pansement du capitaine Haddock en 2012, synthétise Lavrilleux. Buisson, il a marabouté complètement Sarkozy. La stratégie Buisson de la droitisation à outrance était valable pour le premier tour, où il faut mobiliser la droite, mais mortifère pour le second, où il faut élargir et convaincre plus d'un électeur sur deux. En 2007, il y avait du Buisson *et* du Jaurès, en 2012 c'était du Buisson *et* du Buisson... » D'après le Professeur, « en l'ayant abreuvé pendant cinq ans de coûteux sondages sur tous les sujets possibles et imaginables, Buisson est devenu une sorte de filtre entre l'opinion publique et Nicolas Sarkozy. Jusqu'à ce que le président finisse par confondre ce qu'étaient censés dire les sondages et ce qui relevait de la seule pensée de Buisson ».

Dans l'entourage du candidat, cet « ensorcèlement » agace sérieusement. Toute la campagne est agitée de ces tiraillements internes. Pourtant, le fond de sauce a pris, semble-t-il. Au point de convaincre Sarkozy de mettre la pression sur son équipe pour passer la surmultipliée, en fin de parcours. Ce sera le fameux rassemblement de la Concorde, déjà évoqué. Mais l'ambiance est lourde, dans le camp sarkozyste.

La faute à Alain Juppé.

CHAPITRE 11

Les larmes du Professeur

La haine est de retour, en cette fin de campagne.

« Le vendredi 13 avril, deux jours avant la Concorde, Patrick Buisson m'appelle, raconte Lavrilleux. Il gueule contre ces "couards" de chiraquiens, qui anticipent déjà le second tour, il me dit qu'ils vont faire perdre Sarkozy. »

Le lendemain, samedi 14 avril, *Le Figaro* fait d'ailleurs sa une sur Alain Juppé, qui agite l'hypothèse Bayrou à Matignon. Sarkozy est furibard. Hors de question de recentrer une campagne qu'il a voulue clivante ; à son image, en somme. « Bayrou est un repoussoir absolu, s'agace le candidat devant Lavrilleux. Juppé le sait, il le fait exprès. Je vois tout, je n'oublierai rien. J'ai une excellente mémoire. »

Le dimanche, le chef de l'État est toujours d'une humeur massacrante. Pourtant, Lavrilleux a déployé tout l'arsenal. La foule est au rendez-vous, la bâche avec la photographie à 15 000 euros parfaitement déployée en arrière-plan de la scène.

Fillon prend la parole. Depuis sa loge, Sarkozy observe distraitemment son Premier ministre s'époumoner. Il a autre chose en tête. Il scrute les différents écrans de télé, branchés en continu sur les chaînes d'info. Soudain, il aperçoit François Hollande surgir, à Vincennes, où le candidat socialiste tient simultanément meeting. Hollande s'apprête à prendre la parole. Or, BFM et Cie ont prévenu : elles retransmettront en direct le premier qui aura pris la parole. Et Fillon, qui parle, qui parle...

— Sarkozy : Jérôme, j'y vais.

— Lavrilleux : Mais, monsieur le Président, il y a Fillon...

— Sarkozy : J'en ai rien à foutre, personne ne le diffuse. J'y vais, sinon, c'est l'autre con qui va parler avant moi. Je veux être en direct !

— Lavrilleux : Mais le Premier ministre ?

— Sarkozy : J'en ai rien à foutre !

Le chef de l'État est hystérique, presque dans un état second. Le stress de la campagne a fait son œuvre. Alors, il fonce. Lavrilleux : « Je dis à Franck Attal, le responsable opérationnel de Bygmalion : "Tu lances le générique d'entrée de Sarko, à fond les ballons. Comme ça, Fillon va comprendre que c'est terminé." Et je sens le sol vibrer tellement on l'a lancé fort ! » Sur scène, Fillon a compris. Instantanément.

Blême, il écourte son discours.

Sarkozy, au pas de course, passe en trombe à travers les rangs des militants, sans même serrer les mains tendues. Le temps presse. Une petite tape dans le dos de Fillon, et il commence son speech. Bien joué. Il a quelques secondes d'avance sur Hollande.

« On l'a bien eu, le gros, hein ? » se marre-t-il en quittant la scène, ravi du bon tour joué au candidat socialiste. Fillon, lui, est fou de rage. C'est l'humiliation de trop. Et il pense savoir d'où vient le coup. « C'est un coup des Copé boys, éructe le Premier ministre, c'est Lavrilleux qui a fait ça, je déteste ce salopard. »

Le dimanche suivant, 22 avril, c'est le premier tour de l'élection. François Hollande arrive en tête, avec 28,6 % des voix. Nicolas Sarkozy a grignoté une partie de son retard, mais, avec 27,1 % des voix, il échoue dans son entreprise : passer en tête le premier col de l'étape, comme au Tour de France, afin de prendre un ascendant psychologique sur son adversaire principal et de créer une dynamique vertueuse. Il est donc deuxième, qualifié pour un second tour dont il est donné perdant, les reports de voix n'étant clairement pas en sa faveur.

« Pourtant, moi, j'avais envie d'y croire, se remémore Lavrilleux en évoquant l'entre-deux-tours. Je suis un militant, pas un mercenaire dont on achète les services puis qui s'en va. » Il voit passer le conseiller Buisson au siège de l'UMP, une pile de sondages en mains, comme toujours. « C'est terminé, Jérôme, entame Patrick Buisson. Le Petit a perdu. Avec les conneries de Juppé, c'est fini. Le chiffon rouge Bayrou a fait basculer 2,5 % d'électeurs de droite chez Marine Le Pen. Ils n'ont pas pardonné à Sarkozy l'ouverture en 2007, ils ne veulent pas que ça recommence. Sans ces "intelligents", Sarko était à 29 %. C'est un complot, je l'ai dit au Petit... »

Et puis, il y a ce débat télévisé raté. Le 2 mai 2012, avec son interminable anaphore « Moi, président... », Hollande cloue le bec d'un Sarkozy décontenancé, incapable de réagir...

Il n'y a plus guère de suspense à l'issue du face-à-face. Dans sa loge pourtant, le candidat paraît de belle humeur, il plaisante, pioche allègrement dans les chouquettes.

Le communicant Jean-Michel Goudard est lui aussi souriant, alors que Lavrilleux déprime sévère.

— Goudard : Le débat était presque parfait, exactement ce qu'on voulait !

— Lavrilleux : Jean-Michel, explique-moi pourquoi il n'a pas atomisé Hollande, il y avait plein de trucs à sortir !

— Goudard : Mais, Jérôme, on va gagner la campagne !

— Lavrilleux : Mais c'est perdu, maintenant...

— Goudard : Celle-là, oui, elle est perdue. Mais celle de 2017, on va la gagner ! Il pouvait remporter le débat, mais, fondamentalement, cela n'aurait pas changé grand-chose. Et pour pulvériser Hollande, il fallait qu'il mette les mains dans le cambouis : il se serait abaissé, sans gagner. Là, il n'a pas écorné son image. Maintenant, c'est la campagne 2017 qui débute !

Le président-candidat eut beau mouiller sa chemise, au sens propre comme au sens figuré, l'argent couler à flots, l'écart se resserrer, Sarkozy prit donc l'eau, finalement. « Hollande n'a pas fait la campagne du siècle, mais Sarko trimballait ses boulets d'échecs successifs, dans tous les domaines », juge *a posteriori* Jean-François Copé. De fait, le 6 mai 2012, à l'issue de cette campagne hors norme, et malgré une remontée spectaculaire, Nicolas Sarkozy perd son pari : avec 48,36 % des voix, il est battu par François Hollande. Tout ça pour ça... Le président sortant en ressort essoré. Une campagne présidentielle, confiera-t-il aux policiers, « c'est quelque chose d'inhumain ».

Pour les membres du gouvernement, « réquisitionnés » par le Chef, la période a également été éprouvante. D'autant qu'elle s'est soldée par un échec. Comme les sportifs, les politiques oublient plus facilement douleur et fatigue en cas de victoire. Mais si la défaite est au rendez-vous, en revanche... « Durant cette campagne, je cours les réunions publiques, à mon petit niveau », témoigne Benoist Apparu. Il ajoute joliment, avec la franchise de ceux qui n'espèrent plus rien de la politique : « Je suis encore ministre, je suis donc officiellement encore à la tâche, avec cette espèce de discours débile : "Nous continuons à assurer, le plus important, c'est la France"... » Il ironise

d'ailleurs de la même manière sur le discours convenu des présidents en campagne pour leur réélection, « avec cette formule classique : “Je suis président jusqu’au dernier jour, pour les Français”, et patate et patate... ».

Surtout, Apparü pense avoir décelé « une erreur technique devenue stratégique », commise dans les dernières semaines et aux conséquences majeures : « Sarko, il a complètement oublié un truc, c’est l’égalité du temps de parole du dernier mois. Regardez les sondages, Sarko entre en campagne, il a une capacité d’accès aux médias forte, et il remonte. Et le dernier mois, il n’a plus d’accès aux médias, car tout le monde a le même temps de parole, et il n’arrive plus à rattraper Hollande. Tactiquement, dans l’équipe de Sarko, tout le monde a oublié cet enjeu-là. Pour compenser, il aurait dû se déployer dans tout le pays et saturer l’espace géographique. »

Le soir du second tour, Lavrilleux est à l’Élysée. « Je chialais comme une Madeleine, comme tout le monde, d’épuisement. Vraiment lessivé, sans doute plus triste d’avoir perdu que ne l’était le candidat ! J’étais là quand Sarkozy a reçu individuellement tous les grands chefs de la droite. Il a été très bon. Il a réussi à les persuader que c’était grâce à eux s’il n’annonçait pas son retrait de la vie politique. Il les a neutralisés. Moi, j’avais en tête ma conversation avec Goudard, je savais que c’était parti pour 2017. »

Terriblement affecté par la défaite, Lavrilleux a comme un *flash-back*. Lui reviennent en tête des images de liesse populaire, d’euphorie, lors de la victoire de Sarkozy en mai 2007. C’était il y a cinq ans, c’était il y a un siècle... Aucune nostalgie pourtant, à cet instant, car, curieusement, il a conservé un souvenir amer de cette campagne. « En 2007, le soir de l’élection de Nicolas Sarkozy, j’étais à Meaux dans mon bureau, à la mairie, et je regardais, interloqué, les images du Fouquet’s, se souvient-il. J’étais content que Sarkozy gagne, car je ne voulais pas de Ségolène. Mais, comme la plupart des chiraquiens, je n’ai pas exulté, parce que je savais que ce serait l’heure de la purge, organisée par les balladuriens contre les chiraquiens. Jean-François Copé en a d’ailleurs fait immédiatement l’amère expérience, puisque Nicolas Sarkozy l’a *blacklisté*. »

Le cortège encore présidentiel s’ébranle pour se rendre à la Mutualité, ce temple de la gauche, choisi à dessein pour, déjà, préparer 2017, et sans doute amorcer un recentrage. Lavrilleux suit le mouvement, il va bientôt retrouver le chef, dans sa loge. Sarkozy, digne, prend d’abord la parole, devant des militants émus et dépités. « Je prends toute la responsabilité de cette défaite », assume le chef de l’État. Avant d’accorder, une dernière fois, un entretien particulier et

complice à « son Jérôme », qui est à la limite du *burn-out*.

— Sarkozy : Mais, Jérôme, elle est où, cette horrible écharpe verte ?

— Lavrilleux : Elle ne sert plus à rien, je l'ai jetée.

— Sarkozy : Un jour, je t'offrirai une écharpe. Et tu sauras qu'on repart.

L'échec de leur leader entériné, les membres du premier cercle de la Sarkozie s'attellent à une ultime tâche : soigner la sortie du « Grand Leader ». Le mercredi 9 mai 2012, trois jours après l'élection de François Hollande, Guillaume Lambert expédie un mail à une dizaine de personnes, parmi lesquelles figurent notamment l'incontournable Éric Cesari, le directeur de la communication de l'UMP, Pierre Chassat, ainsi que plusieurs responsables du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), chargé de la protection rapprochée du chef de l'État. Ce courriel, que nous avons pu consulter, dit ceci : « Comme vous le savez, le mardi 15 mai en matinée, le Président passera le pouvoir à FH dans la cour d'honneur de l'Élysée avant de prendre congé en voiture en remontant la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Il nous faut organiser pour cette occasion une très large mobilisation militante avec les Jeunes populaires, les fédés d'IDF et des environs pour réussir cette sortie et montrer ostensiblement que nos idées et nos valeurs restent populaires, si ce n'est majoritaires, dans l'opinion publique. » À l'évidence, les sarkozystes n'ont pas vraiment digéré la défaite de leur champion... À peine élu, Hollande fait déjà figure, à leurs yeux, d'imposteur.

« Pour bien faire, poursuit Lambert, il faudrait noircir les trottoirs de monde entre la sortie du Palais et la rue Royale. D'autant qu'il me revient que les socialistes se mobilisent en masse pour venir assister à l'événement à Paris... Et affrètent semble-t-il des bus pour Paris en annonçant la passation comme un grand moment de la présidence de FH ! Il ne saurait naturellement être question de laisser ce type de public s'installer à la sortie de l'Élysée et que la sortie du Président soit aussi chahutée que celle de Giscard en son temps... » De fait, en mai 1981, Valéry Giscard d'Estaing avait quitté l'Élysée à pied, sous les sifflets des Parisiens – en tout cas, ceux des supporters du nouveau président, François Mitterrand.

Après avoir perdu l'élection, il fallait tout faire pour que Sarkozy, en plus, ne perde pas la face. Le jour de la passation de pouvoirs, l'humiliation, finalement, ne vint pas du public, mais de Hollande lui-même, qui, en tournant ostensiblement les talons au moment de

raccompagner Sarkozy à sa voiture, infligea à son prédécesseur un cuisant camouflet que ce dernier ne lui pardonnera jamais...

Lavrilleux, quant à lui, ne va pas perdre le contact avec celui qu'il avait cru pouvoir (re)faire président. Les deux hommes se reverront. Lavrilleux sera reçu chaque mois, rue de Miromesnil, à Paris (8^e), dans les bureaux de l'ancien président. Avec, chaque fois, le même message, martelé comme un mantra. Sarkozy serine au directeur du cabinet de Jean-François Copé, comme à tous ses interlocuteurs, le refrain du rassemblement : « Jérôme, dis à Jean-François qu'il faut ouvrir les bras. » Les deux hommes parlent, de tout et de rien, surtout de rien. La sonnerie du téléphone portable de Sarkozy interrompt souvent la conversation. « Allô, ma Carlita. Tu sais avec qui je suis ? Avec Jérôme, tu te rappelles de Jérôme ? Dis bonjour à Jérôme, Carlita... »

Ah, il l'a tant aimé, « son » Sarkozy, Lavrilleux. Un reproche ? Oui, et un gros : « Il a fait rêver le peuple de droite. À gauche, ils ont l'habitude, ils en redemandent ! À droite, non. »

Après la défaite, les deux hommes continuent donc de se voir régulièrement. Sarkozy n'a pas oublié les services rendus par le directeur adjoint de sa campagne malheureuse. Le 15 octobre 2012, en lui remettant l'ordre national du Mérite, Sarkozy aura cette phrase : « Jérôme a le talent de ne pas embêter les personnes pour qui il travaille avec des problèmes qu'elles n'ont pas à connaître. »

Prémonitoire.

Parfois comparé, du fait de certaines mimiques et tics nerveux, à Louis de Funès, Nicolas Sarkozy a basculé, au cours de cette campagne délirante, dans la folie des grandeurs.

Il en est un qui a suivi de près cette (més)aventure électorale. Il s'est promis de ne jamais tomber dans ces travers : c'est Xavier Bertrand.

CHAPITRE 12

Xavier Bertrand, interdit de parole

Avant d'être à la mode, il a été marginalisé. Boudé, méprisé – c'est comme un rite de passage, à droite.

Surtout au printemps 2012.

Retiré stratégiquement sur un Aventin nommé, ou plutôt renommé – affreusement –, Hauts-de-France, Xavier Bertrand possède désormais la... hauteur de vue nécessaire pour tirer la morale de cette campagne présidentielle malheureuse. Il avait été aux premières loges, en sa qualité de porte-parole, lors du triomphe de 2007 ; mais, s'agissant du second tome des aventures présidentielles de Nicolas Sarkozy, l'ancien ministre du Travail en a été à la fois un acteur distant et un observateur très attentif. Même s'il y a joué, de son propre aveu, un rôle « marginal ».

Excommunié par Jean-François Copé. Un de plus.

« Moi, à ce moment-là, commence Bertrand, je suis soigneusement marginalisé. Par Copé. Je me souviens de ces grands meetings, comme la Concorde, où Sarkozy veut que je sois l'un des rares à parler, et il y a Lavrilleux, qui aussitôt fait un message à Copé, qui en fait un sketch : “C'est un *casus belli*, et patati et patata”... Donc durant toute la campagne, je ferai ma campagne à moi, j'irai partout... »

L'incident de la Concorde, Lavrilleux s'en souvient très bien. Et pour cause : « Le directeur de campagne, Lambert, avait eu l'idée, la veille du meeting, de faire parler Copé en premier et de terminer par Bertrand, NKM et Fillon juste avant Sarkozy, rapporte-t-il. Je me suis invité à la réunion de campagne du samedi, à laquelle je n'étais pas convié, et j'ai prévenu Lambert que, si Copé ne parlait pas juste avant Fillon et le PR, il n'irait pas à la Concorde et qu'aucun membre des équipes de Copé ne participerait à l'organisation du meeting. Lambert m'a rétorqué que le PR avait tranché. J'ai alors appelé Copé et lui ai passé Lambert. Copé a été convaincant, car, après avoir raccroché, Lambert a mangé son chapeau devant tout le monde et a dit que, bien entendu, Jean-François Copé parlerait juste avant François Fillon et

Nicolas Sarkozy. Si Xavier Bertrand a été zappé, ça n'était pas dirigé contre lui, mais juste parce que Lambert s'était fait avoir par le chef de cab' de Fillon, car Fillon ne supportait pas l'idée de parler entre Copé et Sarkozy... »

Ridicules querelles, nous sommes bien d'accord.

Victime collatérale, sur ce coup-là, de la guérilla opposant, déjà, Jean-François Copé à François Fillon, Xavier Bertrand n'a pas beaucoup mieux digéré l'épisode du 1^{er} mai 2012, au Trocadéro cette fois. À quelques jours du second tour, le président-candidat doit prononcer un discours sur le travail. « Et le ministre du Travail que je suis ne prend pas la parole, parce que c'est Copé ! s'étrangle Bertrand. Il ne voulait pas, et Sarko ne voulait pas d'emmerdes. Je le connais pas cœur. Je suis barré par Copé, et par Lavrilleux. Ça me reste en travers de la gorge... »

Contraint, du fait de son retour au gouvernement, de laisser l'UMP à Copé en novembre 2010, Bertrand avait compris, plusieurs mois auparavant que, loin de vouloir assurer un simple intérim, le maire de Meaux entendait s'installer durablement dans la peau du chef du parti. Donc de leader de l'opposition en cas d'alternance en 2012.

À la fin de l'été 2010, l'affrontement Copé-Bertrand éclate au grand jour. Le patron des Hauts-de-France l'admet aujourd'hui : ces querelles d'ego, « ça amène à faire des conneries. Avec Copé, j'avoue... ». Il fait notamment allusion à l'université d'été des Jeunes populaires, le 31 août 2010 à Port-Marly (Yvelines). « Il fait le "kéké" lors des universités d'été, donc, derrière, je réplique face aux caméras, se souvient Bertrand. C'est le jeu... C'est à ce moment-là qu'il faut y aller, parce que ça va le faire chier... Le temps qu'on passe à ces conneries ! Des trucs de gamins. Mais, à la limite, si vous ne le faites pas, si vous ne respectez pas les codes, vous êtes un con. Donc vous êtes obligé de le faire. Ça prend du temps et ça prend la tête. Est-ce que c'est de la haine ? Là, aujourd'hui, je peux très bien discuter avec Copé, et on sourira de ces trucs-là... Ce sont surtout des codes à la con. » Des « codes » qui abîment la politique – et l'image de ceux qui l'incarnent.

Jérôme Lavrilleux sourit lorsqu'on lui rappelle l'épisode de Port-Marly. Ces choses-là l'amuse, il y voit une forme d'art politique. « En fait, quand Copé a été écarté du gouvernement par Nicolas Sarkozy en 2007 et jusqu'à ce qu'il prenne la tête de l'UMP fin 2010, il a fait de Xavier Bertrand son punching-ball ! s'exclame le Professeur. Quand Copé est devenu secrétaire général du parti, il a décidé de le marquer à la culotte, car, dans son esprit – et à l'époque dans celui de Bertrand –, celui qui tient le parti est en course pour soit la

présidence, soit être Premier ministre. Ainsi, lors de chaque université des jeunes UMP, on a appliqué la technique du “coucou”, en profitant de l'événement organisé par Xavier Bertrand. »

Pédagogue, le Professeur ne se fait pas prier pour décrire la technique en question : « Le grand classique était d'organiser un déjeuner ou un dîner avec la presse dans un bon resto en plein discours de Bertrand devant les militants. Résultat : aucun retour presse pour Bertrand ! C'est ce qu'on a fait à Seignosse (Landes), lors des universités d'été de septembre 2009. Concernant Port-Marly, c'était plus violent, car, le matin même, Copé a pris un petit-déjeuner avec Sarko à l'Élysée, en tête à tête. Copé a fait clairement part au président de sa volonté de prendre le parti à Bertrand. Le président, à notre grande surprise, ne s'y est pas opposé. Nous avons dans la foulée fait fuiter auprès de quelques journalistes l'existence de ce petit-déj et on a débarqué à Port-Marly. Comme prévu, on a été accueillis par une meute de journalistes. Et plus Copé refusait de s'exprimer sur le petit-déj, et sur l'avenir du parti, plus les journalistes l'interrogeaient sur le sujet ! Xavier Bertrand est vite apparu physiquement isolé sur le site de Port-Marly. » Du coup, pour Xavier Bertrand, la rentrée de septembre 2009 s'est déroulée sous haute tension : « On a commencé à entendre le bruit : “Pour avoir la paix avec le groupe, est-ce que Sarko file le parti à Copé ?” Je vois bien le truc, je connais bien les uns les autres, je vois bien Franck Louvrier qui commence à être un peu... pas imprécis, mais bon, ils ne sont pas clairs. »

Bertrand veut en avoir le cœur net, il demande audience au « grand chef ». « Sarkozy me fait venir dans ses appartements privés, je lui dis : “Nicolas, tu es le président de la cinquième puissance mondiale, tu ne vas pas perdre une demi-heure à m'expliquer. Si tu veux filer le parti à Copé, tu le fais, je te souhaite bien du plaisir, mais enfin, tu assumes...” C'est lui le chef. Donc il décide. Après, je suis persuadé qu'il va faire une immense connerie, sans même imaginer plus tard les histoires de comptes de campagne avec Bygmalion, en 2012... »

Justement, cette campagne de 2012, Xavier Bertrand juge *a posteriori* qu'elle « n'était pas gagnable. Il fallait que Hollande fasse une vraie connerie. Hollande c'est l'équipe d'Italie qui marque un but et qui après joue en défense tout le temps, on bétonne, et après qui dit : “Hé, hé, hé, monsieur l'arbitre, c'est quand la fin du match ?” Mais il n'y a pas eu d'erreur. Je pense que les gens ne voulaient plus de Nicolas ».

À en croire le président du conseil régional des Hauts-de-France, de toute façon, c'est bien avant la campagne elle-même que s'est jouée la partie. Pour lui, Sarkozy a été, en quelque sorte, paradoxalement

victime de sa maestria, en 2008, quand il s'est mis en tête de sauver l'Europe.

« Je pense que, sur la gestion de la crise de 2008, c'est : chapeau l'artiste, résume Bertrand. Et honnêtement, il valait mieux que ce soit lui en 2007 ! Parce que Ségolène Royal, elle est très bonne, elle a des intuitions géniales, mais, pour la crise de 2008, Sarko, c'était bien. Le problème, c'est l'après-crise, il ne sait pas quoi faire de ce succès. Il y en a qui lui disent : "Il faut tout changer." Fillon par exemple, mais lui, dans le style : allons vers des réformes très dures. Je suis vraiment persuadé qu'il n'arrive pas, après la crise, à se dire : comment on redémarre ? On continue comme avant ? On fait un truc très dur, ce que lui propose Fillon ? Ou on fait un entre-deux ? Et avec, déjà, la perspective de la réélection... Pour la crise financière de 2008, il est le seul pilote, mais, pour la crise de l'euro, ils sont deux pilotes, lui et Merkel. Et partager le volant, humm (*il grimace*)... C'est son fonctionnement qui est comme ça ! Quand il est seul au volant, qu'il conduit à sa façon, il est capable de faire. Avant 2012, on n'a pas eu la créativité de 2007. Donc, à partir de ce moment-là, c'était compliqué de gagner. »

D'autant que, dans l'ombre, Buisson, en Gepetto cynique, tire plus que jamais les ficelles, au grand désarroi de nombreux soutiens du président-candidat, Xavier Bertrand en tête. Le conseiller pousse le président vers sa droite à grands coups d'épaulé.

« Son truc avec Buisson, ça commence par le discours de Grenoble », assure Bertrand, en référence à cette allocution très musclée du 30 juillet 2010, quand le président Sarkozy fut ensuite suspecté de labourer sans vergogne les terres de l'extrême droite. « La question pour Sarko, reprend Bertrand, c'est : comment je réussis à récupérer un électorat que j'avais en 2007 ? »

Eh bien, en multipliant les réunions publiques, évidemment. À chaque étape de son tour de France, Sarkozy se sent galvanisé, l'énergie des militants lui procure un shoot d'adrénaline. D'autant que ses équipes ont bien fait les choses. D'ailleurs, s'agissant de la munificence des meetings, Xavier Bertrand se veut fataliste : « D'une certaine façon, toutes les campagnes présidentielles sont comme ça, juge-t-il. Sarko veut des meetings, des meetings, encore des meetings, parce qu'il pense qu'il peut aller chercher la victoire. Après, la question sur les meetings, c'est : est-ce que vous savez vous limiter en nombre ? Et ce qu'on met dedans. Sarko veut que ce soit chouette, parce qu'il pense à l'impact, aux images... Il faut une qualité visuelle. Ça débute en 2004, quand il prend l'UMP. C'est Renaud Le Van Kim [célèbre réalisateur de télévision] qui le fait, et c'est là que ça

commence... »

Xavier Bertrand apporte une précision importante – notamment au regard de la mise en cause de Nicolas Sarkozy dans l'affaire Bygmalion – quant à l'implication du candidat dans la préparation et la logistique de sa propre campagne. « Sarko a toujours été comme ça, apportant lui-même du soin à l'organisation, la préparation, il rentre dans un détail fou, parce qu'il pense que tout a son importance. En 2004, c'est parce que la scénographie, la chorégraphie sont nickel que la fusée Sarkozy à la tête de l'UMP, elle part bien, alors que le contexte n'est quand même pas simple pour lui... Sarko, on le voit avec Attias, avec Lambert, voir lui-même les préparatifs de la salle. Ce qu'il ne fait plus quand il est président, mais c'est ce qu'il a fait... »

Car, d'après Bertrand, cette implication, elle est bien moindre en 2012. « Il ne regarde plus, assure-t-il à propos de Sarkozy. Il ne demande plus combien il y a de drapeaux, etc. Il ne va pas regarder ça, honnêtement, on peut chercher à lui faire tous les procès qu'on veut, mais il est président de la République, candidat à sa réélection, je ne l'imagine pas demander combien il faut de drapeaux ! Même en 2007, je participe aux réunions en tant que porte-parole, il veut que ce soit bien, tout le monde en plus sait qu'il est plus exigeant que la moyenne, d'accord, mais, sorti de là, je ne le vois pas demander : on prend 10 000 ou 15 000 drapeaux ? Mais il veut que ce soit des trucs beaux. Parce que, quand il se pointe dans une salle, il voit tout de suite, lui qui a l'habitude, si c'est très bien ou si c'est juste bien. »

Bertrand, qui a toujours en tête la façon dont les copéistes avaient imposé Bygmalion en prenant l'UMP en novembre 2010, n'est pas certain pour autant que Sarkozy ait été informé de l'implication de la société de Bastien Millot dans sa campagne présidentielle. À la question de savoir s'il est crédible que Sarkozy, comme il l'affirme, n'ait à l'époque jamais entendu parler de Bygmalion, Bertrand répond : « Que lui ne se soit pas occupé de savoir... ça, oui. Après, la question, est-ce que, pendant la campagne, certains lui disent que c'est Bygmalion qui opère, je ne sais pas s'il entre à ces niveaux-là. Pour Sarko, il n'y a qu'un seul truc : "Laissez-moi convaincre les gens, mettez-moi des meetings"... C'est un peu le *come-back kid*. Je pense que son obsession, elle est là. C'est le côté "il m'a manqué quinze jours" – ou un mois, c'est pareil. Donc combien ça coûte, c'est pas son sujet. »

Nul ne saura jamais si, avec quelques semaines de plus, Nicolas Sarkozy serait parvenu à coiffer François Hollande au poteau. De la défaite, Bertrand, lui, a surtout retenu une scène surréaliste, le soir même de l'élection de Hollande. Avec, en vedette, l'inévitable Patrick

Buisson. « Je m'en rappellerai toujours ; on a perdu, les résultats sont connus, on va à l'Élysée pour la fameuse réunion avant d'aller sur les plateaux de télévision, vous savez, les fameux "EDL" à la con... », raconte Bertrand, qui, de fait, récitait à merveille à l'époque les « éléments de langage », version moderne de la langue de bois, distillés par l'Élysée... « Et Buisson, reprend Bertrand, sort du bureau de Sarkozy avant qu'on entre et dit : "Avec les abstentions, Hollande n'a même pas la majorité absolue..." Pfff... Mais quoi ? On a perdu, on a perdu... »

En effet, même s'il a fait un score honorable, Nicolas Sarkozy sort du jeu politique – au moins provisoirement. Une nouvelle ère s'ouvre à droite. Jérôme Lavrilleux espère bien que son héros, Jean-François Copé, en sera l'acteur principal. Dès la défaite actée, lui a une urgence à régler. Il faut s'occuper de François Fillon, qui frétille d'aise, se sent invincible, les ailes du désir gonflées par la défaite du « taulier ». Bertrand, c'est du passé, croit-il. Et de Copé, l'ancien Premier ministre se promet de n'en faire qu'une bouchée.

C'est bien mal connaître le Professeur.

III

LA GUERRE DE TRANCHÉES

**Où Sarkozy observe
ses successeurs s'entretuer**

CHAPITRE 1

Le « Sarko du pauvre »

Il arbore une cravate rouge vif, comme un rappel subliminal de l'affrontement sanglant qui déchire son parti.

Ce mardi 13 novembre 2012, François Fillon est l'invité de la matinale diffusée simultanément sur RMC et BFM-TV. L'audience est maximale, l'ex-Premier ministre ne doit pas se loucher, l'élection à laquelle il concourt, celle du président de l'UMP, se déroule dans moins d'une semaine. Qui pourrait imaginer le prudent Fillon dérapier ? Et pourtant.

Interrogé sur l'éventualité d'une alliance entre la droite et l'extrême droite, il se montre ferme : « Jamais. » Une réponse sans ambiguïté, à l'inverse de la suivante, lorsqu'il est sondé sur l'approche différente qui pourrait être celle de Jean-François Copé, son principal concurrent : « Je ne le crois pas, parce que je pense que tout dans ses origines, dans son engagement politique, le conduit... » Il ne termine pas sa phrase, comme s'il était conscient d'avoir commis une gaffe, mais le mal est fait. Pour les copéistes, le doute n'est pas permis : à quoi faisait allusion Fillon en évoquant les « origines » de Copé, sinon au fait que son rival est juif ? Ils dénoncent en chœur, à l'image de Michèle Tabarot, des propos « inacceptables » dont la députée des Alpes-Maritimes dit ne « pas croire un instant qu'il les ait utilisés à la légère ».

Une demi-douzaine d'années plus tard, alors que les deux ennemis d'hier sont plus (Fillon) ou moins (Copé) sortis du jeu politique, le maire de Meaux n'a toujours pas pardonné sa sortie malheureuse à l'ancien locataire de Matignon. « Vous savez, quand on veut éradiquer un rival, on cherche tout ce qu'on peut trouver, commence-t-il. Objectivement, ajoute-t-il, je pense que Fillon a laissé un peu libre cours à sa pensée ce jour-là. D'ailleurs, comme toujours, après, il s'en est justifié avec moi. »

— Fillon : J'ai été tellement ému par ce qui est arrivé à ta famille...

— Copé : Écoute, c'est bien la première fois que je te vois avoir une émotion !

Fillon a-t-il tenté devant lui de préciser ce qu'il avait voulu dire ? « Oh, il n'y avait pas besoin de justifier grand-chose, répond Copé. C'était suffisamment clair ! Je n'ai pas pensé un instant qu'il y avait un doute... »

Assistant, impuissant, aux règlements de comptes qui déchirent sa famille politique sitôt acté son départ de l'Élysée, Nicolas Sarkozy décide de ne pas s'en mêler : il veut tourner la page. Oublier. Du moins, essayer. « Battu à la présidentielle de 2012, j'abandonne la politique, je prends un nouveau métier de conférencier et je reprends mon cabinet d'avocat », résumera-t-il devant les juges. Converti tardivement aux joies de la littérature, le chef de l'État sortant aurait alors pu faire sien cet aphorisme de Voltaire : « Les guerres civiles sont des maladies qui tombent toujours sur les parties faibles. » Car, le « chef » officiellement en retraite, les seconds couteaux de l'UMP se sentent pousser des ailes, aiguisent leurs lames. Et s'étripent joyeusement.

La défaite de son leader à peine consommée, la droite commet ainsi l'erreur de se projeter immédiatement vers la prochaine présidentielle, avec une seule obsession : se trouver un nouveau chef. Renouveler son logiciel ? L'idée ne semble même pas effleurer les cadors de l'UMP, totalement focalisés sur leurs ambitions personnelles. Pourtant, à l'évidence, un *aggiornamento* s'imposait pour une droite usée par dix années d'exercice du pouvoir (2002-2012). À elle seule, l'expérience sarkozyste méritait un sérieux inventaire doctrinal, d'autant qu'elle avait été marquée par une grande confusion idéologique. Porté au pouvoir, en 2007, en se présentant comme « l'héritier de Jaurès », Nicolas Sarkozy tenta de se faire réélire, cinq ans plus tard, en braconnant sans vergogne sur les terres de l'extrême droite... Il est vrai que Sarkozy n'a jamais été un idéologue, juste un tenant du pragmatisme – la traduction politique du cynisme, diront certains. Mais, après sa défaite, de tout cela, à droite, il ne sera pas question, ou presque.

La prochaine alternance, prévue, ou plutôt espérée, pour 2017, passera manifestement par une bataille d'ego et non d'idéaux. Au lieu d'être le simple préalable à l'exercice du pouvoir, sa conquête est une fin en soi.

Et pour y parvenir, tous les moyens sont bons.

Les prétendants au trône ne sont pas si nombreux. Xavier Bertrand

est poussé par ceux qui, à l'UMP, redoutent un affrontement fratricide entre Copé et Fillon. Mais la « troisième voie » va faire long feu. « À cette date, se remémore Bertrand, beaucoup me disent : “On n’a pas envie d’être enfermés dans Copé-Fillon, présente-toi.” Donc on décide pendant l’été d’aller chercher les signatures, mais je vois qu’il n’y a pas d’espace politique. J’ai trop laissé s’installer l’idée que ce sera Copé ou Fillon. Et dans ces cas-là, quand vous êtes à trois, il faut être l’un des deux, mais je ne suis pas l’un des deux ! Donc, je vais faire campagne ? Mais pourquoi ? Je serai le troisième, mais j’ai pas envie d’être troisième ! Donc c’est pour ça que je me dis, ce truc-là n’est pas mon histoire. Par contre, je n’imagine pas la violence, et surtout derrière l’imbroglio... quelque chose de terrible... Une haine... »

Pour reprendre le leadership de la droite, ils ne sont donc plus que deux, puisque Alain Juppé a fait une croix – provisoirement – sur ses ambitions présidentielles : Jean-François Copé et François Fillon. Ce dernier, impatient de tourner la page sarkozyste, se déclare candidat à la présidence du parti dès le 30 juin 2012. Copé fait de même le 26 août. Cette fois, son rival l’a devancé.

Entre le secrétaire général de l'UMP à l'ambition dévorante, qui a par ailleurs la préférence de Sarkozy, et le Premier ministre sortant, persuadé d’être le seul postulant à avoir la stature présidentielle, un combat sans merci s’engage. Au-delà de leurs désaccords idéologiques apparents, Copé se faisant l’apôtre d’une « droite décomplexée » – titre d’un manifeste publié par lui en octobre 2012 – dont Fillon n’est pas du tout fan semble-t-il, les deux hommes n’ont rien en commun sur le plan personnel. Si Sarkozy, devant nous, au printemps 2018, qualifie cruellement son ancien Premier ministre de « Sarko du pauvre », Fillon pourrait renvoyer le compliment à Copé, tant ce dernier lui fait penser à l’ex-chef de l’État, en pire...

Copé-Fillon. Ces deux-là ne s’apprécient pas, c’est un euphémisme.

La haine, encore, la haine, toujours. Au point d’aveugler les plus éminents responsables politiques, jusqu’à dissoudre leurs convictions dans l’acide du fiel.

« Copé et Fillon, ils se détestent, confirme Lavrilleux. Ils n’ont rien en commun, du point de vue du caractère. Copé, au bout de cinq minutes, vous savez qu’il va vous éclater la gueule, il n’a pas de non-dits, il dit clairement les choses, même les conneries ! Si un jour il était mis en garde à vue, je déconseille de lui mettre une lampe dans la figure, ça ne sert à rien, il va tout vous raconter, immédiatement ! Tandis que Fillon garde tout pour lui, tout est secret dans sa vie. »

Entre Copé et Fillon, c’est donc la guerre ouverte. Qui va bientôt

dégénérer en authentique guerre de tranchées. « Ce qui m'a frappé, relève Patrick Stefanini, qui a rejoint le *team* Fillon en mai 2013, c'est de voir qu'une bonne partie de l'équipe qui s'était occupée l'année précédente de la campagne de Fillon contre Copé était dans le ressentiment à l'égard de Copé, ils étaient vraiment très revanchards. » À couteaux tirés, Copé comme Fillon se rendent coup pour coup.

Car l'un comme l'autre en sont persuadés : en prévision de l'élection de 2017, la conquête du parti leur assurera une mise sur orbite présidentielle idéale. « Il y a un moment où certains, dont moi, disent : il n'y a pas de chef, celui qui a le parti mènera le combat », reconnaît aujourd'hui Benoist Apparu.

Xavier Bertrand abonde dans son sens. L'ex-secrétaire général de l'UMP, qui confie avoir « rarement » été le témoin d'une telle animosité – « Là, on était sur la quintessence de la haine », dit-il –, confirme : « Derrière cette guerre, faut pas se raconter d'histoires, c'est : qui sera candidat en 2017 ? Il y a la haine des deux personnages, parce que Copé-Fillon, pendant tout le quinquennat de Sarko, ça a été ça, Fillon disant : "Copé, pour l'après-Sarko, me savonne la planche auprès des députés..." Mais surtout, là, c'est 2017. Celui qui a l'UMP, il est candidat en 2017. En plus, pour eux, c'est : de toute façon, comme c'est Hollande, forcément, on gagne. Et puis, il y a aussi un problème charnel, viscéral, de la droite : le pouvoir lui appartient ! Si la gauche lui prend, elle est illégitime. C'est ce que les mecs pensent, quand même. Ils sont quand même tarés, mais c'est ça ! "C'est à nous, c'est à la droite. Pourquoi on bosserait ? Le fruit va tomber, il y aura juste à le ramasser. Et puis Hollande, franchement, ce sera facile après." Donc, derrière, ça donne : "C'est mon tour, il y a juste une formalité, il faut que j'aie le parti"... »

François Baroin pense, lui, que Fillon a, en fait, commis une erreur stratégique majeure. « Moi, je pense que Fillon, il a toutes les cartes en mains au début, nous confie-t-il en évoquant les premiers mois de l'après-Sarkozy. Il sort assez intact du quinquennat, il conserve une forte légitimité auprès des parlementaires, Juppé est à la retraite... Il n'a pas de troupes, mais personne n'en avait : le dernier grand chef de la droite et du mouvement gaulliste, c'est Sarko. Et Sarkozy, lui, est quand même défait, et n'est *a priori* plus en situation de pouvoir revenir. »

Fillon avait donc un boulevard devant lui ; pourtant, il s'est retrouvé dans une impasse. Selon plusieurs ténors de la droite, Fillon aurait sans doute gagné à ménager Sarkozy, mais aussi les chiraquiens, et de se concentrer sur la conquête du groupe UMP à l'Assemblée nationale, groupe où il était très populaire, plutôt que de s'engager dans une

guerre larvée pour la conquête du parti. « Il s'y est mal pris, confirme Baroin. Il aurait dû prendre le groupe, puis ne pas soutenir Xavier Bertrand contre Christian Jacob, alors que le groupe à l'époque était encore dominé par les chiraquiens pur sucre et historiques que nous étions. »

Quelques mois auparavant, Fillon avait en effet appuyé Bertrand dans son combat pour la présidence du groupe UMP à l'Assemblée, contre Christian Jacob (facile vainqueur), lui-même soutenu par Copé... Après avoir pensé, un temps, se présenter à la présidence de l'UMP, Bertrand refuse les avances des fillonistes. « Fillon me propose d'être son "ticket", il y a des opérations d'approche, confie l'actuel patron de la région Hauts-de-France. Un jour, alors que je suis dans le Sud, Éric Ciotti (député UMP des Alpes-Maritimes) m'invite à dîner pour m'approcher au nom de Fillon... » L'ex-Premier ministre lui-même met la main à la pâte pour tenter de débaucher Xavier Bertrand, qui constituerait assurément une belle prise « Je me rappelle toujours, je vais voir Fillon chez lui, dans son appartement, il a la jambe immobilisée parce qu'il a eu son accident de scooter, raconte Bertrand. Et j'ai Wauquiez qui m'appelle avant, qui me passe des messages en disant : "Xavier, ça devait être moi, le vice-président, je t'en supplie, laisse-moi la place de vice-président, pour moi c'est hyper-important", etc. Il ne m'intéresse pas. Donc, Fillon fait son truc, mais il ne fait pas campagne comme il devrait... »

Si Xavier Bertrand a repoussé les multiples tentatives des fillonistes, c'est pour une raison bien précise : il a été marqué par les conditions de sa très pénible réélection (il l'a emporté avec 50,3 % des voix face à la candidate du PS) dans sa circonscription de l'Aisne, lors des législatives de juin 2012.

« Moi, j'ai un truc en tête : 2012, dit-il en évoquant cette période. En juin 2012, chez moi, avec des gens que je connais depuis longtemps, je manque d'aller au tapis. De très peu. Et pourquoi ? Parce que je suis devenu l'homme de Sarkozy. C'est-à-dire que tout ce qui n'a pas été dans le mandat de Sarkozy, les électeurs et les autres candidats le sortent contre moi : les hôpitaux, les réformes, etc. Et là, je me dis, coco, si t'as fait des conneries, tu les assumes. Mais je n'ai plus envie de payer les factures des autres... Alors à ce moment-là, je dis très clairement que je voterai pour Fillon, mais je n'ai plus envie d'être dans la "ligne". Or, si je suis le vice-président de Fillon, je suis dans la roue de Fillon. Ce n'est pas que je me mets à mon propre compte, c'est que je ne veux plus payer les factures des autres. Sarko, au tout départ, il m'avait vraiment bluffé quand même, l'énergie, tout ça, mais après, je n'ai plus envie. Je ne me reconnais plus à 100 % dans quelqu'un, donc je n'ai plus envie. »

Au-delà de son échec à convaincre Bertrand de former un « ticket » avec lui et de son incapacité à conduire une campagne entraînante et mobilisatrice, Fillon aurait surtout commis une erreur stratégique, c'est du moins la conviction de François Baroin.

Le maire de Troyes va jusqu'à affirmer que « l'interprétation du suicide de la droite ces vingt dernières années, ça se joue là-dessus. Fillon ne veut pas y aller, alors que la logique politique, c'est : Je prends le groupe, je fais ma campagne avec les parlementaires, je n'insulte pas Sarkozy qui est quand même plébiscité par les militants, et enfin je gagne la primaire contre Copé sans problème... Mais il a tout fait dans le désordre. Fillon à la tête du groupe, l'histoire aurait changé. Erreur d'analyse, de non-respect des règles politiques ; erreur tactique ou péché d'orgueil, sur la place publique, à l'égard de Sarkozy, et, étant associé au bilan, ne pas se rendre compte qu'on ne va pas l'attaquer alors qu'il est parti. À mon avis, c'est le discours de Fillon qui redonne un peu d'énergie, et de l'agacement, à Sarkozy. »

Sarkozy, à ce propos, lui, s'agite. C'est dans sa nature.

CHAPITRE 2

L'espion du Professeur

Ils sont tous là, ce 15 octobre 2012, au 77 de la rue de Miromesnil, pour cette remise de breloque hautement symbolique, dans les nouveaux bureaux parisiens de celui qui a rejoint le cercle fermé des « ex ». Hollande, lui, découvre les joies de l'impopularité, déjà, à l'Élysée. L'état de grâce a été bref – l'état de disgrâce se révélera interminable.

Tout sauf anecdotique, car cela signifie qu'à l'UMP on a rapidement acquis la certitude que celui qui représenterait la droite à la présidentielle de 2017 aurait de grandes chances d'accéder à l'Élysée. Sentir le pouvoir suprême, là, à portée de main, galvanise ceux susceptibles d'y prétendre. Pour Copé comme pour Fillon, c'est une chance historique, pas question de la rater, quitte à s'affranchir de quelques règles désuètes qui ont pour nom loyauté, fidélité, fraternité, respect...

En clair, tous les coups sont permis.

Ce 15 octobre 2012, la vedette, c'est Jérôme Lavrilleux.

Le majordome chargé de faire patienter les visiteurs de Nicolas Sarkozy glisse sur le parquet ciré, il accueille avec égards le sénateur Jean-Claude Gaudin, qui salue le conseiller Patrick Buisson, qui congratule l'ancien ministre Roger Karoutchi... Curieux, tout de même, qu'il y ait autant d'« huiles », de beau linge, pour un événement somme toute anodin : la remise de l'ordre national du Mérite à Jérôme Lavrilleux.

Même pas une Légion d'honneur...

Mais Lavrilleux est en mission. Le casse du siècle. Ravir l'UMP au favori, François Fillon. Il est urgent d'envoyer un message, à un mois de l'élection pour la présidence du grand parti de droite, prévue le dimanche 18 novembre 2012. Sarkozy doit souligner sa préférence. « Il fallait envoyer un signal subliminal, se souvient le Professeur. Sarkozy soutenait Copé, bien sûr, et il fallait le montrer. » Au retour de l'été 2012, Lavrilleux en touche un mot à Patrick Buisson, encore

très proche de Nicolas Sarkozy.

— Lavrilleux : Sarkozy m'a accordé le Mérite en 2010, mais on ne me l'a jamais remis. On n'a qu'à organiser un truc en catimini, rue de Miromesnil, et on le fait fuiter...

— Buisson : Je m'en occupe, c'est comme si c'était fait.

Trois semaines après cette conversation, toute la famille de Jérôme Lavrilleux, père, mère, sœur, frère, neveux, se presse dans l'antré sarkozyste. Mais l'impétrant, lui, n'est pas encore là. Ostensiblement, il arrive en voiture, presque au dernier moment, avec Jean-François Copé. Et ressort deux heures plus tard, nouvellement médaillé, toujours avec son mentor, bien visible. Devant des photographes judicieusement placés au bon endroit. Prévenus par qui de droit. Entre-temps, Nicolas Sarkozy a pris le temps de le féliciter en public pour son talent très particulier : protéger ses chefs.

Mais l'essentiel est ailleurs. Il s'agit là d'une question d'image. La politique au ^{XXI}e siècle est affaire de communication, et seulement de communication. « C'est une instrumentalisation réciproque, avec Sarkozy, à qui nous ne pouvons rien imposer », dit Lavrilleux. Le message est passé. Le rendez-vous a opportunément fuité. En décorant son bras droit, le « parrain » a adoubé son successeur. La droite française, d'âme bonapartiste, raffole de ce genre de démonstration.

« Sarkozy traite de cons la moitié de la Terre, et d'imbéciles l'autre moitié. S'il accepte cette remise de décoration, c'est dans un but bien précis, et Fillon le sait », conclut le Professeur.

Les militants ont donc bien compris, après la remise de la médaille à Lavrilleux : Sarkozy est du côté de Copé, et c'est tout sauf un détail, tant l'ex-président demeure populaire parmi les adhérents de l'UMP. Mais il reste un mois de campagne interne avant le scrutin. Et François Fillon a les faveurs de la presse nationale, quand Jean-François Copé n'a jamais su s'attirer la sympathie des médias. Affaire d'apparence, bien sûr, mais aussi d'ego hypertrophié, de déclarations un peu trop droitières ; le secrétaire général de l'UMP gêne aux entournures, dans un paysage claquemuré, où l'on doit taire ses ambitions.

Fillon, lui, surjoue la carte de l'humilité, il se drape surtout dans sa posture d'ancien Premier ministre dont il pense qu'elle lui octroie un avantage substantiel dans un parti légitimiste comme l'UMP. Ses troupes grossissent, il y a les opportunistes purs, les ralliés de la dernière heure... Et côté Copé, un carré de fidèles. Dont Jérôme

Lavrilleux, toujours discret, légèrement en retrait. Mais à la manœuvre, ses quatre écrans de télévision branchés en permanence sur les chaînes d'info, dans son bureau.

Première règle à observer en période électorale : savoir ce que trame l'adversaire, pour mieux évaluer ses faiblesses. « Fillon n'est pas candidat pour être président de l'UMP, en fait, explique Lavrilleux, il est candidat pour être président de la France. C'est pareil que Balladur en 1995. Les mêmes erreurs. Or, la seule campagne efficace est celle qui s'adresse aux gens qui vont aller voter. »

Le Professeur n'a rien oublié des leçons tirées de ses campagnes à Saint-Quentin.

François Fillon multiplie les déjeuners-débats, avec les Lion's Club, les Rotary Club, il faut payer son couvert, ça dure des heures, le candidat s'ennuie... Copé, lui, enchaîne les petites réunions avec les vrais militants, ceux qui se déplacent pour voter. Et puis, Copé a un atout dans sa manche.

Un espion dans le camp Fillon !

Eh oui, le Professeur a réussi à infiltrer le cercle très fermé qui entoure l'ancien Premier ministre. « J'avais quelqu'un, dans l'équipe Fillon, qu'ils n'avaient pas identifié. Du coup, j'avais le planning des déplacements en avance, nous révèle-t-il, pas peu fier. C'est une personne qui au départ est entrée dans le camp Fillon parce qu'elle était attirée par lui. Elle a vu comment ça se passait, en a été dégoûtée... Elle m'a dit : "Je vais aller chez vous." Et je lui ai répondu : "Non, non, reste, on se reparle." C'étaient des pieds nickelés, en face, des nazes. S'ils n'ont pas fait pareil, ce sont des gros cons ! D'ailleurs, s'ils avaient eu un type chez nous, ils auraient gagné. »

Cet espion, dont Lavrilleux tient à préserver l'identité pour « services rendus », va être extrêmement utile aux copéistes. À en croire Valérie Pécresse, « l'indic » de Lavrilleux aurait finalement été identifié par les fillonistes... mais pas sanctionné. « On savait qui était leur espion, mais il n'y a pas eu de chasse à la taupe », révèle la patronne de la Région Île-de-France.

La campagne bat son plein, pour l'heure. Toutes les vieilles ruses sont de sortie. Par exemple, un jour, Lavrilleux laisse traîner à la photocopieuse, au siège de l'UMP, un plan prévisionnel des déplacements du candidat Copé dans les territoires de l'Ouest, presque totalement pro-Fillon, souvent catholiques, d'une droite quasi villiériste, dont le vote est déjà acquis à l'ancien locataire de Matignon. Y aller n'apporterait donc pas grand-chose, ni à l'un ni à

l'autre. Faire semblant d'oublier un document confidentiel dans l'espoir de duper l'adversaire : le piège est grossier, mais il va parfaitement fonctionner !

« On se dit : il y a bien un con qui va le voir et qui va le vendre à l'autre, s'amuse notre Professeur. Ça met trois heures avant de se savoir. Et ça marche, puisqu'ils vont changer tous leurs plans ! » En effet, une bonne âme a transmis ce faux plan à l'équipe Fillon, qui s'est empressée de dépêcher son candidat sur place, afin de devancer le supposé déplacement de Copé. « C'est la règle du jeu », se défend le Professeur, pour justifier ce procédé déloyal. « Et je vous rappelle que ce n'est pas juste moi le méchant, qu'en face ils ont fait plein de trucs comme ça aussi. Même peut-être des choses que je ne sais pas. Au départ ils ne sont pas prêts à tout, ils ne sont prêts à rien, parce qu'ils ont gagné dans leur tête. Ce sont de grosses feignasses. »

Une guerre dans la guerre se joue également : celle des parrainages. Ils permettront de départager les différents candidats à la primaire et, surtout, de désigner publiquement les favoris. Le minimum requis est d'obtenir 7 924 engagements fermes, signés, de militants.

« On avait ciblé vingt départements, raconte Lavrilleux. Il y avait là-bas des gens en notre faveur. Et on avait envoyé sur place des militants, avec des photocopieuses portables. »

Efficace, comme toujours avec le Professeur. Car non seulement le règlement de la primaire contraint les candidats à obtenir le parrainage des militants à jour de cotisation, mais il faut aussi récupérer la photocopie des pièces d'identité des « parrains ». « En se déplaçant avec nos photocopieuses, on était sûrs d'obtenir tout cela, tout de suite. Et en plus, on faisait signer des pouvoirs. Un parrainage valide se transforme en électeur quasi captif, qui devient ensuite un relais de campagne impliqué. »

La méthode Lavrilleux paie. Dès le 18 septembre, Jean-François Copé annonce sur iTélé – devenu CNews – avoir obtenu plus de 30 000 parrainages. Un excellent score. Et pourtant, Lavrilleux peste. « Le chiffre, il fallait le garder secret », explique-t-il à Copé. Pourquoi se découvrir ainsi, si tôt ? Mais son candidat est ainsi fait, il plastronne et claironne sous les projecteurs des plateaux télé, quand le Professeur s'épanouit et foment ses coups dans l'obscurité. Fillon en tout cas riposte immédiatement et fait encore plus fort. Il dépose le soir même au siège de l'UMP, devant les caméras, plus de 45 000 parrainages. Des cartons entiers, des classeurs disposés juste comme il faut.

Sauf que...

« Il n'y avait rien dedans ! assure Lavrilleux. Et je suis assez con pour ne pas avoir eu l'idée de lui demander de les ouvrir. On ne me la refera plus. J'ai manqué de réflexes, si seulement j'avais appelé la Haute Autorité chargée de vérifier les parrainages... Immédiatement, il était cuit, Fillon. »

Fillon l'aurait joué à l'intox, donc. Comment Lavrilleux peut-il être aussi affirmatif sur ce point ? « Je prends conscience que c'est du bluff quand je vois de frêles jeunes filles soulever avec une étonnante facilité les grands cartons, dit-il. J'aurai confirmation le lendemain 19 septembre qu'en effet une partie de ces cartons ne contenaient rien du tout, et une autre partie des feuilles blanches et des photocopies en plusieurs exemplaires des mêmes parrainages. D'ailleurs, plus tard, une source à la Haute Autorité de l'UMP me confirmera que Fillon était ric-rac s'agissant des parrainages requis pour la primaire. Je me suis fait avoir, mais j'ai retenu la leçon pour la suite. »

Les copéistes laissent faire, donc. Par manque de réactivité, certes, et de preuves, surtout ; mais aussi, *in fine*, parce qu'ils y trouvaient leur intérêt. La guérilla politique est aussi psychologique. « Ils ont fini par croire à leur propre bluff et se sont reposés sur leurs lauriers », décrypte Lavrilleux.

La campagne se poursuit de plus belle. Débats télévisés, meetings, interviews... Officiellement, les adversaires se respectent, bien sûr. Mais il n'en est rien, dans la réalité. Lavrilleux voit souvent, en cachette, l'état-major de Fillon. Pour régler les détails, organiser des périodes de « paix » et calmer le jeu.

Il sait que le pire est à venir. Le pire, c'est ce que François Baroin appelle l'« apocalypse de l'élection ».

CHAPITRE 3

Le Professeur sort de l'ombre

Le scrutin du 18 novembre 2012 a tout du cataclysme, en effet : Copé, donné perdant dans les sondages, se proclame finalement vainqueur... mais Fillon fait très vite de même ! Les deux hommes, qui s'accusent mutuellement de triche, s'écharpent par médias interposés.

Le parti est déchiré. Voilà le navire UMP piloté par deux capitaines, au risque de le faire couler.

Jérôme Lavrilleux n'a rien oublié de ces heures, puis de ces jours, dramatiques pour la droite française. Il livre sa vérité. LA vérité ?

Ce 18 novembre, une tension maximale règne au siège de l'UMP.

23 heures.

Le dépouillement débute à peine. Lavrilleux s'isole. Il vient de recevoir un SMS de son espion dans le camp Fillon. « Une personne en qui j'ai une totale confiance », martèle le Professeur. Ils sont une quinzaine tout au plus dans le bureau de l'ancien Premier ministre, dont l'agent secret de Lavrilleux. Le message de la taupe est laconique mais explicite : « Fillon va descendre annoncer sa victoire. » Lavrilleux se précipite vers Copé, l'entraîne à part.

— Lavrilleux : Jean-François, dans une minute trente, on est morts !

— Copé : Pourquoi ?

— Lavrilleux : Parce que Fillon va annoncer qu'il a gagné, et il va prendre la tête de l'UMP.

— Copé : Ce n'est pas vrai ! C'est nous qui avons gagné ! Comment on fait ?

— Lavrilleux : Il faut le griller !

Les deux hommes foncent. Coup de chance, l'ascenseur est stationné à l'étage. Copé s'y précipite et, arrivé face aux journalistes, s'empresse

de revendiquer la victoire, avec 1000 voix d'avance. Quelques minutes plus tard, c'est l'ancien Premier ministre qui assure avoir gagné, avec 220 voix de plus que son adversaire. Trop tard. « Il fallait gagner cette bataille, développe le Professeur. Si tu ne "crantes" pas, tu es le contestataire. » Le premier qui parle paraît plus légitime, le second ne sera jamais que le râleur, le mauvais perdant de service. Du moins, estime Lavrilleux, est-ce ainsi que cela sera perçu par les médias, l'opinion et, surtout, les militants, par essence legalistes. L'image, toujours l'image...

Proche de Juppé pas encore revenu dans le jeu, Benoist Apparu suit malgré tout de près la lutte à mort entre les deux prétendants au trône. « Ça tapait fort dans les réunions de groupe, avec trois camps : Copé, Fillon et les neutres », confirme-t-il. Redevenu député après la défaite de Sarkozy, il se rappelle un coup de téléphone de Juppé, au plus fort de la crise, et des propos de l'ancien Premier ministre : « Je viens d'avoir Fillon, ils font une conférence de presse cet après-midi, ils ont la preuve que les chiffres sont truqués, ils sont complètement fous. » Apparu cite une autre remarque que lui a faite Juppé à la même époque : « Fillon est paumé, il se raccroche à mes basques pour que je le sauve, il navigue à vue. » Apparu évoque aussi « cette conférence de presse lunaire, avec Ciotti, Péresse, c'est complètement mortifère, et ça part dans une grande violence. Ce qui a généré cette violence, c'est quand l'équipe Copé pousse Copé à annoncer les résultats, ils ont des informations du camp Fillon disant : "Fillon va le faire." Ils veulent être les premiers. Fillon le prend comme un coup d'État, et c'est ça qui va, dès le dimanche soir, cristalliser quelque chose. Quand Fillon découvre ce qui pour ses partisans est une fraude, car, selon eux, on n'a pas comptabilisé tous les bureaux de vote, notamment outre-mer, il entre dans une rage d'une rare violence. Il dit : "Ils ont triché." »

Valérie Péresse était à l'époque au soutien de l'ancien Premier ministre. « Avec Fillon, on a été proches au moment de la bagarre avec Copé, et quand il nous a demandé de protéger les fillonistes », confie-t-elle. Elle aussi a été marquée à jamais par ces heures sombres. Lorsqu'on évoque devant elle la victoire contestée de Jean-François Copé, la présidente du conseil régional d'Île-de-France s'emporte : « La victoire contestée ? Non, le coup de force ! Car on avait gagné. »

Pourtant, dans les faits, Copé est donné vainqueur par l'UMP, le lendemain, après recomptage des voix, avec 98 suffrages d'avance. La marge est plus qu'étroite, et Fillon va s'engouffrer dans la brèche. Il vitupère, conteste le résultat, annonce des recours, évoque même d'éventuelles suites judiciaires.

L'ancien Premier ministre semble sûr de son fait. Ses soutiens sont en effervescence. Il peut notamment compter sur Valérie Pécresse, vigilante. « J'étais là au comptage, ils nous ont grugés de trois bureaux ! » nous confie-t-elle, toujours remontée, cinq ans après. « C'est totalement acquis – j'étais là –, on avait 220 voix d'avance. On se dit qu'on va annoncer notre victoire avec 220 voix d'avance, et on voit à la télé Copé dire qu'il a gagné. Alors qu'il sait qu'il a perdu ! C'est un immense coup de bluff... Mais ils avaient un avantage, ils étaient au siège, et nous en dehors, ce qui, psychologiquement, n'était pas idéal. »

Valérie Pécresse vit vingt-quatre heures surréalistes, durant lesquelles les membres de la Cocoe (la Commission d'organisation et de contrôle des opérations électorales de l'UMP), sous haute pression, s'attellent à un fastidieux recomptage. « On vient pour recompter les voix, et là, ils ont été très forts, narre-t-elle. On a passé toute la nuit avec la Cocoe, avec des instructions données aux présidents de fédés de ne pas remonter les chiffres. On appelle au téléphone la fédé des Yvelines, et le mec me dit : "On a eu comme instruction de ne pas remonter ce soir, de ne pas remonter demain." Donc le mec était parti se coucher. Ils ne remontaient pas les chiffres ! Ce qui permettait à Copé d'ajuster. Sans parler de la triche à la procuration qu'on a découverte ensuite... » Désabusée, Pécresse conclut : « Peu importe, on avait gagné... »

Une certitude que ne partage pas Xavier Bertrand. « Je serais infoutu de vous dire qui a gagné ! s'exclame l'ancien secrétaire général de l'UMP. Je pense que Fillon est loin devant au départ, et que l'autre fait une campagne de folie, une vraie campagne, alors que Fillon ne fait pas campagne », analyse Bertrand.

Depuis le camp des fillonistes, on l'a compris, les accusations fusent. Il ne faut pas trop chercher Lavrilleux sur ce terrain. Pour une fois, il va sortir de la pénombre. Pas le choix. Car, chez les copéistes, on s'inquiète. Le patron est épuisé. À terre. Or, l'idée d'un nouveau vote commence à circuler. « Je n'en peux plus, Jérôme, je n'ai plus la force. Je suis incapable de refaire une campagne », confesse-t-il au directeur de son cabinet. Ce dernier a même le sentiment que son patron est à deux doigts de rendre les armes, de laisser filer la victoire dans le camp d'en face. Accusé d'avoir triché, volé... Copé vit tout cela très mal. La lassitude le gagne, l'écoeurement aussi. Car les preuves s'accumulent, prouvant, selon lui, l'inverse : le méchant, le tricheur, c'est Fillon ! Lavrilleux, lui, est en mode combat. Il faut dénoncer la manœuvre, poursuivre la castagne, médiatique cette fois. Ils se regardent tous, dans le bureau de Copé. Les Karoutchi, Tabarot... Mais foncer sous le feu ennemi, le drapeau claquant au vent, tout le monde

ne sait (veut) pas le faire. « Karoutchi et courage, ça fait deux », ironise le Professeur.

Alors, Lavrilleux élève la voix. « J'y vais », lance-t-il fermement. Et, le 22 novembre 2012, il devient le Dark Vador de l'empereur Copé. Il convoque les médias et, devant eux, dénonce publiquement les « turpitudes délibérées de l'entourage zélé » de Fillon et assure disposer des éléments factuels venant à l'appui de ses dires. De sa drôle de voix flûtée, qui a tendance à monter dans les aigus, il enchaîne en direct les formules assassines. À ses côtés, Roger Karoutchi pâlit à l'écoute de ces propos belliqueux.

Une conférence de presse restée dans les annales.

Jamais, auparavant, deux adversaires d'un même bord politique n'avaient osé sortir les mitraillettes au grand jour. « Je savais bien que je me cramais en faisant ça, Fillon avait plus de chances de devenir président que Copé, commente le Professeur. Si j'avais voulu faire carrière, j'aurais léché le cul de Fillon, comme tous les autres... Il fallait bien que quelqu'un le fasse. Je ne voulais pas me donner le beau rôle, mais le procès que l'on nous faisait était injuste. »

De retour dans le bureau de son mentor, il reçoit une accolade chaleureuse de Copé. « Vous avez eu un courage phénoménal, Jérôme, c'est monstrueux, il fallait le faire ! » lui lance le maire de Meaux. Le soir même, en dévorant son hamburger dans le décor bucolique du McDo de Beaugrenelle, les clients du centre commercial le félicitent. Il est passé à la télé.

Cela vaut adoubement, de nos jours.

Le lendemain, Lavrilleux s'écroule. Dans son bureau. Éric Cesari, toujours directeur général de l'UMP, lui parle, mais il n'entend plus rien. Il fond en larmes. « Je suis comme prisonnier de mon corps, se souvient-il, je ne peux plus bouger, on me laisse seul. Je les entends derrière la porte, qui disent : "Ne l'embêtez pas." Et puis il y en a un qui entre, il me demande : "Ça va, Jérôme ?" Je ne réponds pas, je m'écroule. »

Lavrilleux est hors de combat.

Et, dans le camp d'en face, Laurent Wauquiez est hors... de lui.

CHAPITRE 4

Wauquiez et son diable

Un sale moment.

Laurent Wauquiez, stressé, en sueur, est cloîtré dans un cagibi sans fenêtre, au deuxième étage du siège de l'UMP, rue de Vaugirard, à Paris. Il compte et recompte les voix, ce dimanche 18 novembre 2012, au soir de l'élection, par les militants de l'UMP, du nouveau patron du parti. Copé *versus* Fillon. Wauquiez avait choisi son camp. « J'étais chargé par Fillon de regarder le décompte électoral, se rappelle-t-il. Je suis enfermé dans cette pièce, à peu près le pire souvenir de toute ma vie, et je me souviens très bien du sketch, on est complètement pris dans une mécanique que pilote Lavrilleux de façon totalement infernale, c'est-à-dire qu'il s'assure de mettre la pression au fur et à mesure pour empêcher qu'on puisse vraiment avoir un moment de recul... et on comparait les chiffres avec l'autre équipe de Fillon qui était au téléphone, et qui elle aussi collationnait, et il y avait un écart de voix. Et on n'arrivait pas à comprendre. »

C'est pourtant simple.

Le Professeur est passé par là, assure Wauquiez, qui campe Lavrilleux en Houdini des scrutins électoraux. L'illusionniste aurait berné son public : pendant que le camp Fillon, hypnotisé, regardait dans une direction, lui s'amusait avec les votes.

« On s'est dit : "Merde, dans les totaux, on s'est plantés quelque part, il y a un écart de voix, c'est pas normal." Mais bon, le résultat est proclamé », raconte le patron de LR, qui s'endort ce soir-là avec un goût amer dans la bouche. La défaite, certes, mais surtout le sentiment de ne pas tout maîtriser. Du coup, il revient, le lendemain, et ressort sa calculette.

« Je viens pour la deuxième phase, qui est l'addition des scrutins, fédération par fédération. Et là, tout d'un coup, je vois apparaître le vote qui n'était jamais apparu : Mayotte, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie. Je comprends le pot-aux-roses. Et le soir, on rematche avec le conseiller de Fillon, Franck Robine, et on s'aperçoit qu'ils ont juste

fait disparaître les résultats de trois fédérations, qu'ils avaient agglomérés dans les votes par correspondance dès le début et qu'ils avaient ensuite liquidés du truc ! »

Grosse colère dans le camp Fillon. On s'énerve, on appelle les journalistes, on prépare la riposte. Laurent Wauquiez est à la manœuvre, c'est plutôt musclé. « Autant vous dire, poursuit-il, que Copé me vouait une haine totale, que Lavrilleux me déteste, et que, pour eux, j'étais vraiment totalement *black-listé*... »

Mais, sept ans plus tard, le patron des Républicains n'a pas changé d'avis : pour lui, Jean-François Copé avait perdu l'élection. Clairement : « Il y a des choses qui s'appellent l'objectivité ! Ce sujet-là, honnêtement, ne peut même pas souffrir la moindre discussion... »

Il se remémore une scène, qui prend tout son sens, pense-t-il, avec le recul. Comme ces films à suspense, parsemés d'indices qui deviennent évidents au moment de l'épilogue. Il revoit cette réunion, à laquelle il assiste, lors du dépouillement : « Je comprends qu'ils nous ont grugés, mais j'essaie de feindre au début en disant : "Tiens, au fait, est-ce que vous pouvez me ressortir les résultats d'outre-mer, Mayotte, Nouvelle-Calédonie et la Polynésie ? Ça m'intéresse parce que je ne suis pas sûr des les avoir vus." La directrice des affaires juridiques, qui depuis s'est fait mettre en examen, se lève et dit : "Oui, je vais aller vous les chercher..." Eh bien, je ne l'ai plus jamais revue de ma vie ! Donc est-ce que j'ai le moindre doute sur le fait qu'ils ont triché ? ! Je n'ai absolument aucun doute sur le fait que c'était manipulé, structuré, avec une machine extrêmement bien conçue. Ils ont effacé trois bureaux de vote complets, faut quand même le faire ! »

Un tour de magie dont Laurent Wauquiez jure connaître parfaitement l'auteur : « C'est là où je dis que Lavrilleux est diaboliquement intelligent, il a orchestré tout ça... J'ai toujours considéré que Lavrilleux était diaboliquement doué. Doué, oui... mais diaboliquement ! C'est-à-dire que c'était un type qui était incroyablement compétent, qui avait un sens politique tout à fait hors norme, mais – je lui ai souvent dit – du côté obscur de la Force ! Et moi, ça ne fait pas partie des choses que j'apprécie, ni sur le plan financier, ni sur la façon de gérer le rapport aux autres. »

Le Professeur en a autant à son propos. Et il nie toujours toute manœuvre frauduleuse : « Ce n'est pas nous qui avons fait disparaître ces votes ! C'était notre intérêt qu'ils soient comptabilisés puisque nous avons pu prouver qu'il y avait eu fraude en Nouvelle-Calédonie à nos dépens. Comme nous avons pu prouver des fraudes massives à Nice... » Et d'insister : « Jusqu'à la fin de mes jours, je continuerai d'affirmer que Copé avait gagné. Fillon a juste réussi à se faire passer

pour un saint avant d'être rattrapé par la patrouille sur sa moralité. »

Bref.

Une chose est sûre, Copé sera déclaré vainqueur. Et Wauquiez, comme Pécesse, a encore les nerfs à fleur de peau dès qu'il s'agit d'évoquer cette primaire à fleurets non mouchetés. Il s'en veut, en fait. Le vague sentiment d'être berné par plus roué que soi. Ainsi, il affirme avoir toujours su que Lavrilleux avait recruté un espion dans leur camp. « Moi, je l'ai toujours pensé. On l'a toujours pensé, à trois, Éric Ciotti, moi et Valérie Pécesse. On a trouvé très bizarre le fait qu'ils étaient toujours au courant. Pour être très honnête, je n'exclus pas que cela ait été reproduit ensuite au détriment de Fillon, dans les passerelles avec Macron, m'enfin, y a aucune preuve là-dessus... Mais je pense que, oui, il y a des gens qui sont des multi-traîtres. »

Et puis, il y a cette déception, aussi, lancinante. Ce sentiment de gâchis né d'une campagne mal gérée, peu enthousiasmante, avec un candidat, François Fillon, engoncé dans ses certitudes, incapable d'aller ratisser les fédérations. « Fillon a fait une campagne catastrophique, constate Wauquiez. On a été plusieurs à tirer le système d'alarme. Après, on a tous été responsables, on y était, il est trop facile de se défausser sur lui. »

Aujourd'hui, comme en 1995 après le conflit Chirac-Balladur, les plaies demeurent à vif. « Copé-Fillon, ça a été terrible, confirme Wauquiez. Et cette haine-là, je suis en fait seulement en train maintenant de tourner la page ! C'est-à-dire qu'encore maintenant, dans les fédérations, vous avez des gens qui étaient pro-Copé ou pro-Fillon ! Et moi, ce que j'essaie de faire, c'est précisément, fédération par fédération, de tourner ces pages. »

Pas si simple. Les rancunes sont tenaces, sans compter que Laurent Wauquiez n'a pas vraiment l'étiquette du rassembleur aux beaux sentiments. « Faut bien comprendre mon historique, convient-il. Moi, je suis celui qui fait sortir les trucs sur la triche de Copé. J'ai mené le combat jusqu'au bout, je l'ai même mené au-delà, puisque ensuite beaucoup de gens se ralliaient à Copé ; j'ai toujours considéré que, derrière Copé, il y avait trop d'obscurité. J'ai toujours continué à porter le combat contre lui après. Copé n'avait pas compris ce qu'étaient les exigences nouvelles de la politique, la page qui se tournait... »

En attendant, ce 23 novembre 2012, pendant que le camp Fillon se lamente, pestant contre les tricheries supposées des copéistes, il en est un qui râle, de douleur, cette fois.

C'est le Professeur, toujours face contre terre, dans son bureau.

CHAPITRE 5

Piqûres et dossiers bidon

Le combatif directeur de cabinet, la supposée âme damnée de Copé, redevient humain.

L'insubmersible Lavrilleux est touché, presque coulé.

Trop de pression accumulée. Trop de haine dans l'atmosphère. Sa conférence de presse l'a littéralement vidé.

On appelle SOS Médecins, mais, en pleine guerre médiatique, laisser entrer une voiture médicalisée devant les caméras... Alors, quelques permanents de l'UMP vont chercher un médecin dans le quartier, ils l'installent, allongé, sur la banquette arrière d'une voiture, le recouvrent d'une couverture, puis s'engouffrent dans le parking et grimpent enfin au 7^e étage, ni vu ni connu. Le médecin, un peu éberlué tout de même, débarque dans le bureau de Lavrilleux. « Mais je vous ai vu à la télévision, vous ! Ça ne va pas ? — Non, pas du tout. — Je vais baisser votre pantalon, attention, ça va vous brûler. » Le docteur déballe son attirail, il va administrer en urgence une piqûre à ce drôle de patient. « J'ai eu l'impression que ma jambe allait brûler ! Mais dix minutes après, c'était reparti », se rappelle Lavrilleux. La mystérieuse injection a fait des miracles.

La guerre interne à l'UMP stupéfie la France, passionne celle qui se repaît de la politique. On est là dans l'inédit, à tel point que chaque partie engage ses avocats. Vous vous souvenez des propos de Lavrilleux, dupé comme un débutant par le coup de bluff des fillonistes au moment des parrainages ?

Il a effectivement retenu la leçon.

Le dimanche 25 novembre 2012, le voici qui se cache à l'arrière d'une voiture, décidément, pour sortir des locaux du parti cernés par les journalistes, et retrouver l'avocat Francis Szpiner, à quelques centaines de mètres de là. Dans ses bras, des dossiers d'un rouge pétant, où l'on distingue nettement sur une couverture la mention « Nice 06 ». Les Alpes-Maritimes constituent le département le plus suspect s'agissant des votes pro-Fillon. Les deux hommes gagnent

ensuite l'UMP, pour présenter leurs arguments devant la commission de recours.

Lavrilleux exhibe ses beaux dossiers rouges. « Il n'y avait strictement rien dedans, révèle-t-il, hilare. Que des papiers pris dans ma poubelle pour le tri sélectif ! On n'avait pas encore reçu toutes les preuves de tricheries. Mais il fallait faire de l'image. Pour les chaînes d'info, mais aussi à destination des sbires de Fillon, dont Ciotti le Niçois. »

Le Professeur est aussi le Prince de Machiavel, à ses heures choisies. Il fait en sorte de se laisser photographier, quelques minutes plus tard, assis avant d'être auditionné, son dossier rouge sous le bras, détendu. Il a insisté pour que les photographes de presse puissent pénétrer dans l'atrium...

A-t-il triché, menti, au moins par omission ? Lui dit dans un grand sourire : « J'ai optimisé le système. » Finalement, les deux camps vont signer un accord, laissant provisoirement la présidence de l'UMP à Copé. En effet, cette séquence extravagante s'achève lorsque la commission nationale des recours valide l'élection de Copé, avec 50,28 % des suffrages.

Et contre toute attente, François Fillon, pourtant convaincu d'avoir été volé, s'incline. Une attitude défaitiste qui afflige ses soutiens. Valérie Pécresse, par exemple : « Fillon, il a eu nombre de personnes qui lui ont dit de ne pas partir [de l'UMP], il en a beaucoup voulu à Baroin et Jacob qui ont été à la manœuvre, dit-elle. Fillon n'aime pas la confrontation. À un moment donné, il fallait tenir. Là où on a fait une erreur, c'est qu'on s'est aperçus plus tard que le parti était au bord de la faillite, il ne tenait que par le renflouement du groupe, tenu par Jacob, qui abondait. Tout était masqué, totalement opaque, ils étaient au bord du gouffre. On aurait tenu trois mois de plus... Moi, j'avais proposé de ne plus payer nos cotisations au groupe. »

Chez l'ex-Premier ministre, cette pusillanimité congénitale se double d'une incapacité à fédérer, à galvaniser. À entraîner. Fillon, ou le général incapable de parler à ses troupes.

« En 2012, révèle Pécresse, c'est Stefanini et moi qui faisons le job, appeler les parlementaires un par un... Je le fais à mon modeste niveau, c'est comme ça que j'ai été élevée en politique. Pour un élu de base, c'est important. Ni Juppé ni Fillon ne le font. »

Du coup, Valérie Pécresse relativise la défaite de celui qu'elle avait soutenu : « 220 voix pour un Premier ministre, c'est un écart trop faible, il aurait dû être à 60 %, observe-t-elle. Il y a vingt fédés qu'on n'a pas faites, à cause de sa jambe blessée, puis de ses calculs rénaux...

Et là, il y a 60 % pour Copé qui, lui, est allé les voir. Et c'est normal. Il y a une espèce de ressentiment, de délaissement. Il faut être méthodique et traiter les plus petits. »

La présidente de la Région IDF tire la morale de cette consternante séquence : « L'histoire Copé-Fillon, c'est celle de Copé qui est dans un bunker avec la kalachnikov et qui, contre vents et marées, tient bon, alors qu'il est au bord du précipice. Il a perdu, il n'a plus d'argent, mais il tient bon dans sa grotte. Dans sa tranchée. Et un Fillon, pris au piège de certaines notables qui lui disent : "Il ne faut pas, ça va t'abîmer", et le conduisent à temporiser. C'est là, à cet instant-là, que s'est noué le Fillon 2017, celui qui n'a jamais cédé. Fillon 2017, c'est l'inverse de Fillon 2012, il ne cédera rien. Parce qu'il s'est rendu compte qu'en 2012 il n'aurait jamais dû céder. Il aurait alors pris le parti, et s'il avait pris le parti, l'histoire aurait été différente. On est partis de 2012 avec cette idée de Fillon, qu'il n'est pas pugnace. »

Observateur attentif et consterné du sanglant affrontement, Jean-Louis Borloo l'admet : « Copé-Fillon, ça a été violent. » Évoquant la bataille pour la prise de l'UMP, il ajoute : « Ça a atteint un paroxysme, c'était terrible... »

De son côté, Lavrilleux en est persuadé, le « triomphe » de son poulain, qui a tout d'une victoire à la Pyrrhus, ne peut masquer un échec majeur : il a perdu la bataille de communication. « Copé est resté le voleur, celui qui a volé la victoire de Fillon », déplore le Professeur.

Durant cette période d'une grande brutalité, au cours de laquelle deux camps se sont rendu coup pour coup, la France a découvert un tireur d'élite. L'homme de confiance de Copé, que les fillonistes appellent « le salopard », a défouraillé allègrement, justifiant sa réputation naissante.

Lavrilleux, lui, se vit plutôt en éminence grise. Comme son autre référence, Joseph François Leclerc du Tremblay, dit aussi « le père Joseph », conseiller officieux du cardinal de Richelieu, « éminence rouge » et principal ministre du roi. En raison de son affiliation aux capucins, il portait une robe de bure grise. « Si j'étais vraiment tueur, j'aurais fait plus de dégâts, assure le Professeur. Et je le regrette. »

« C'est une caricature absolue », s'agace Jean-François Copé lorsqu'on évoque les différents surnoms (âme damnée, sniper, porte-flingue...) attribués à son ex-bras droit. « Mais enfin, qui dit ça ? C'est surtout Fillon et ses amis, qui le redoutaient, nous lance-t-il. Mais ça n'est que 1 % de ce qu'il est. Alors, oui, évidemment, il est arrivé qu'il y ait besoin de dire des choses, et notamment au moment de cette

crise de 2012 où je lui ai demandé de mettre les pieds dans le plat pour essayer de dénoncer ces turpitudes et ces hypocrisies de Fillon. Ce qu'il a d'ailleurs très bien fait, mais malheureusement vos confrères n'avaient pas envie de l'entendre, parce que, depuis le début, ils ne voulaient pas que je gagne. »

Très remonté contre une presse accusée d'avoir choisi son camp, Copé l'affirme aujourd'hui : « Pendant la campagne, les journalistes ne voulaient pas que je gagne, ils considéraient que c'était Fillon, et après, ils ne voulaient pas accepter que j'avais gagné, et voilà... Ce qui s'est passé a vraiment été scandaleux, du point de vue journalistique, éthique. Scandaleux. »

Copé coupable, aux yeux des médias, d'un délit de sale gueule politique ? L'explication n'est-elle pas un peu simpliste, tout de même ?

« Je vais vous dire, insiste-t-il, on était dans une période de *Sarko-bashing* très fort, et les journalistes avaient considéré que j'avais, quelque part, le même style que Sarko – j'ai beaucoup de différences avec lui, enfin, bon... Alors que Fillon, c'était la droite convenable et raisonnable. Propre sur elle. Même des journalistes "modérés" trouvaient que c'était mieux que ce soit lui. Moi, je faisais une campagne où je parlais des vrais sujets, c'est moi qui ai complètement porté les thématiques de la campagne : la droite décomplexée, le racisme anti-Blancs, cette histoire de pain au chocolat qui a fait tant parler et qui était pourtant peu de chose au regard de ce qu'on voit aujourd'hui. »

Il avait en effet provoqué une belle polémique en évoquant, en octobre 2012, un jeune qui se serait fait arracher sa viennoiserie. « Sous prétexte qu'on ne mange pas pendant le ramadan », *dixit* Copé... « Mais je me suis fait fracasser, à Paris, par des gens, des journalistes, qui ne voulaient pas entendre ce discours, assure-t-il. Donc je pense que le point de départ de tout ça, c'est que je devais apparaître comme une sorte de continuation de ce qu'avait été Sarko, et que Fillon, lui, c'était la droite convenable, bourgeoise, qui allait à la messe. »

Selon Benoist Apparu, ministre de François Fillon de juin 2009 à mai 2012, au-delà des détestations personnelles, c'est à l'aune du leadership, ou plutôt de son absence, qu'il faut lire cette séquence désastreuse pour la droite : « Sarko retiré, Fillon comme Copé sont dans une logique de "pourquoi pas moi", et derrière, il y a une haine qui s'installe entre les deux bonshommes et leurs équipes, parce que, dès qu'il n'y a pas de chef, c'est le bordel. » Pour le maire de Châlons-en-Champagne, « la haine n'est pas consubstantielle à la droite, elle est

consubstantielle à l'absence de chef. La haine, c'est une conséquence, pas une cause ».

D'une grande violence, l'affrontement Copé-Fillon a laissé des traces, évidemment. « La séquence de la guerre Copé-Fillon, avec les conférences de presse dans des bars à 2 heures du mat' en direct sur BFM, les mecs qui se tapent entre eux, je me dis que ce sont des malades mentaux », se souvient Thierry Solère.

Et le pire est à venir... Le parti est exsangue, les troupes déboussolées, Copé le mal-aimé reste à la tête du parti, mais très affaibli. Selon Benoist Apparu, c'est tout bénéfice pour Sarkozy, toujours en embuscade. « Après l'épisode Copé-Fillon, dans le parti, tout le monde se dit que le gagnant, c'est Sarko, car il ramassera la mise, d'autant que Juppé n'est pas encore candidat dans sa tête, se souvient-il. Les deux guignolos se tapent dessus, et quand le boss va revenir, ils s'écraseront... »

Fillon, pour le moment, rumine sa vengeance. D'autant que ses proches sont menacés d'être « purgés » par les copéistes. « On perd, je sauve les fillonistes de l'épuration », relate ainsi Péresse. La scission est proche. Avec ses partisans, Fillon va jusqu'à créer un groupe dissident à l'Assemblée nationale, le Rassemblement-UMP. Et il annonce son intention de saisir la justice, pour faire établir la fraude du clan Copé et annuler l'élection de son leader. Il n'en fera rien, au final, convaincu par les caciques. Mais il a découvert au passage les joies des joutes judiciaires.

CHAPITRE 6

Les mauvais comptes de Sarko

L'*annus horribilis* de l'UMP, confrontée au spectre de la scission, n'est pas tout à fait terminée. L'ombre envahissante de Nicolas Sarkozy continue de planer sur le paysage morcelé de la droite. Et les premiers doutes sur le financement de sa campagne malheureuse surgissent.

Pourtant, la comptabilité est bien au chaud. Préservée des regards. Les commissaires aux comptes n'ont pas fait les difficiles. Il reste à espérer que la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) va avaler la couleuvre. Et valider les comptes de campagne de Nicolas Sarkozy. Le candidat perdant a signé une ardoise finale de 21 339 664 €, montant total des dépenses.

Mais, le 21 décembre 2012, ses comptes sont tout simplement rejetés par la CNCCFP. Une sanction rarissime puisque, jusqu'alors, seuls deux candidats – marginaux – en avaient écopé : Jacques Cheminade en 1995 et Bruno Mégret en 2002. En cause : le dépassement par le candidat du plafond du budget autorisé, suite à la réintégration de dépenses électorales indûment prises en charge par l'Élysée – la tenue en décembre 2011 d'un meeting à Toulon, imputé à tort, selon la Commission, sur le budget de la présidence de la République. L'ex-président est tenu de restituer au Trésor public deux sommes distinctes, pour un montant total de 516 615 euros : 153 000 euros, soit l'avance forfaitaire consentie par l'État aux candidats, et 363 615 euros, correspondant au montant du dépassement. L'article L 52-15 du code électoral est limpide : « Dans tous les cas où un dépassement du plafond de dépenses a été constaté par une décision définitive, la commission fixe alors une somme égale au montant du dépassement, que le candidat est tenu de verser au Trésor public ».

Un peu moins de 400 000 euros de dépassement constatés ? Nicolas Sarkozy, la suite le démontrera, s'en tire très bien, finalement ! De fait, si la Commission a épinglé le candidat Sarkozy pour avoir fait prendre en charge par le président Sarkozy, c'est-à-dire les caisses de l'État, des manifestations à visée, à l'évidence, purement électoraliste,

elle n'a rien détecté de suspect dans les comptes eux-mêmes. Sans doute « parce que les coûts déclarés par le candidat Sarkozy en 2012 présentaient des ordres de grandeur comparables à ceux de 2007 », comme le soulignera plus tard le juge Serge Tournaire.

Une hypothèse validée dans son cabinet par le président de la CNCCFP, François Logerot, interrogé en qualité de témoin : « En 2007, une cinquantaine de réunions publiques, pour un total d'environ 10 millions d'euros, s'étalant de janvier 2007 au jour de l'élection, et en 2012, quarante-quatre réunions publiques, mais uniquement entre le 15 février, date de la déclaration de candidature, et début mai, pour un total de 11,7 millions d'euros. » D'ailleurs, par rapport aux autres comptes de campagne, le coût global comme le coût moyen des meetings ne faisaient pas apparaître d'éléments douteux. Ainsi, le total des réunions publiques du candidat Hollande s'élevait à 33, pour un montant de 6,8 millions d'euros, soit une moyenne de 205 000 euros par rassemblement, alors que l'équipe Sarkozy avait déclaré 11,7 millions d'euros de dépenses pour 44 meetings, soit une moyenne de 265 000 euros. En d'autres termes, l'affaire naissante des pénalités est un peu l'arbre qui cache la forêt.

Nicolas Sarkozy n'est pas homme à accepter de se faire taper sur les doigts. Extrêmement contrarié par la décision de la CNCCFP, vexé aussi, il formule un recours auprès du Conseil constitutionnel. En ce début d'année 2013, son ex-Premier ministre, lui, se réjouit. Si son ennemi avait des velléités de *come-back*, cette histoire pourrait bien lui causer un immense préjudice, pense – ou plutôt espère – François Fillon. Il ignore que, dans son dos, des proches de Sarkozy le surveillent du coin de l'œil, prêts à saisir la moindre occasion pour couler cet homme dont le comportement déloyal vis-à-vis du « patron » leur paraît de plus en plus évident.

En témoigne une conversation téléphonique du 28 mars 2013, entre Nathalie Kosciusko-Morizet, alors en plein combat pour la mairie de Paris, et Bernard Squarcini, patron du contre-espionnage de juillet 2008 à mai 2012, un protégé de Nicolas Sarkozy. Le « Squalo » – surnom de Squarcini – et NKM l'ignorent, mais des policiers sont à l'écoute, dans le cadre d'une procédure pour « trafic d'influence » visant l'ancien taulier de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI). La discussion dérive sur Rachida Dati et François Fillon, deux ennemis du « Squalo ». « Bon, allez, tu me tues Rachida et Fillon. [...] Parce que Rachida, on n'en veut plus. [...] Basta crapoto », lance Squarcini. NKM renchérit : « Je vais te dire, le meilleur moyen de la tuer, c'est d'éteindre. » Avant d'ajouter : « Et Fillon, c'est pareil, faut pas le tuer publiquement, faut l'éteindre. »

Afin d'occuper le terrain le plus rapidement possible, l'ancien Premier ministre annonce en tout cas, le 9 mai 2013, depuis le Japon où il est en déplacement, qu'il entend concourir à la primaire de la droite et du centre prévue pour la fin de l'année 2016 afin de départager les postulants à la présidentielle de 2017. « Je serai candidat, annonce François Fillon à une poignée de journalistes. Quoi qu'il arrive », ajoute-t-il, dans une formulation prémonitoire.

À la même période, dans un entretien accordé à France 3, il met en exergue « le côté lapin Duracell » de Nicolas Sarkozy. La remarque peut paraître de premier abord plutôt bienveillante, après tout, elle met en valeur l'énergie de l'ex-président, mais le sous-texte l'est beaucoup moins. Dans l'esprit de François Fillon, il s'agit de faire passer dans l'opinion publique l'idée que Sarkozy est un agité dont la capacité d'analyse n'est pas franchement le point fort.

Dans les rangs sarkozystes en tout cas, la fièvre est totale dans l'attente du verdict du Conseil constitutionnel, attendu le mardi 9 juillet 2013. La veille, lundi 8 juillet, en début de matinée, Éric Cesari adresse une note confidentielle au patron de l'UMP, Jean-François Copé. La direction du parti a en effet rendez-vous avec ses créanciers, c'est-à-dire les banques, à 12 h 30 ce jour-là. Les finances de l'ex-parti majoritaire sont clairement dans le rouge, comme l'atteste ce document que nous avons pu nous procurer. Évoquant le prêt de 10,5 millions d'euros contracté par l'UMP auprès de la Société générale, le 3 avril 2012, afin de financer en partie la campagne présidentielle, Cesari indique : « À ce jour, l'UMP doit rembourser ce prêt au plus tard le 31 juillet 2013. Il est impératif que la Société générale nous donne un délai supplémentaire afin de réunir la somme. »

La note évoque ensuite les dettes abyssales du parti. « Le 17 août 2012, l'UMP a contracté un prêt de 55 millions d'euros sur cinq ans auprès d'un pool bancaire, rappelle Cesari. L'UMP a remboursé la première échéance de 11 millions d'euros le 1^{er} juillet 2013. La dotation annuelle de l'État (19 870 000 euros) ne permet pas de couvrir les charges fixes. Les dons, adhésions et cotisations d'élus ne suffiront pas à financer les besoins. » Bref, la situation est grave, car même si « des économies ont été réalisées sur le fonctionnement », « il est indispensable que la dette des 44 millions d'euros restants soit étalée sur trois annuités supplémentaires, soit passer de 2017 à 2020 ».

La sentence tombe, le lendemain, 9 juillet 2013 : le Conseil constitutionnel, présidé par le chiraquien Jean-Louis Debré, confirme le rejet des comptes de campagne de Sarkozy. « C'est à bon droit que

la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques a rejeté les comptes de M. Sarkozy », estiment les Sages de la rue de Montpensier. Debré comptabilise 22 975 118 euros de dépenses. Le plafond des 22,5 millions d'euros dépassé, le financement public est annulé. En effet, la décision du Conseil, du jamais-vu s'agissant d'un ancien président de la République, prive mécaniquement l'UMP du remboursement automatique par l'État de 10,6 millions d'euros, une somme considérable. Une catastrophe pour le parti de droite, déjà lourdement endetté. Et un vrai camouflet pour Sarkozy. Comment Debré a-t-il pu lui faire ça ? Décidément, c'est bien au sein de sa famille politique, et même de son propre parti, que se situent ses plus dangereux adversaires. Il le sait mieux que quiconque, lui qui avait, vingt ans auparavant, trahi Chirac pour rallier Balladur... Une félonie que les chiraquiens ne lui ont jamais pardonnée, Debré le premier.

L'œil malicieux, ce dernier ne se fait d'ailleurs pas prier pour rapporter la teneur de ses échanges avec un Sarko furibard. Le premier intervient quelques jours après le recours formé par l'ex-président : « Il m'appelle, raconte Debré, et il me dit : "Tu n'auras pas le courage d'invalider mes comptes ! Tu feras comme Roland Dumas" ! »

On ne l'a su que plus tard, bien plus tard, mais, en 1995, l'un des prédécesseurs de Jean-Louis Debré au Conseil, le socialiste Roland Dumas, avait « couvert » les irrégularités entachant les comptes de campagne de Jacques Chirac, qui auraient dû en fait être annulés.

— Debré : Je vais faire une procédure transparente. Je vais moi-même signer les investigations... Si la Commission nationale de contrôle s'est trompée, je prendrai mes responsabilités, je le dirai. Mais, Nicolas, si la Commission ne s'est pas trompée, je le dirai aussi et je confirmerai l'invalidation.

— Sarkozy : Tu n'auras pas le courage de le faire.

— Debré : Si, j'aurai le courage...

Jean-Louis Debré s'en souvient, l'entretien téléphonique avait « été très violent ». À l'évidence, loin d'être rassuré, Sarkozy avait été inquiet d'apprendre que Debré suivrait son dossier en personne.

« On fait toutes les auditions, j'interroge des gens... Le dossier était accablant ! s'exclame Debré. J'ai toujours pensé qu'il fallait nommer au ministère de la Justice un ancien détenu, il sait comment ça fonctionne ! » sourit l'ancien magistrat – il fut juge d'instruction de

1979 à 1986. « Là, il ne fallait pas nommer quelqu'un qui a fait tellement de comptes de campagne, qui sait où l'on truande. Mais, à l'époque, il n'y avait pas de règles. Tout a changé. Tous ces connards ont voté le changement de réglementation en pensant que, eux, ils en seraient exempts ! Comme Sarkozy. On était saisis de quelques éléments, mais j'ai regardé tous les comptes : le mec, il devait aller en taule ! » Une conclusion pour le moins extrême, évidemment contestée par le camp sarkozyste, mais surtout parfaitement symptomatique : elle résume parfaitement les rapports épouvantables qu'entretiennent les grandes figures de la droite française.

Juste avant de rendre sa décision publique, Jean-Louis Debré estime devoir prévenir, par courtoisie, Nicolas Sarkozy. « J'appelle Nicolas, en présence du secrétaire général, narre-t-il. J'avais mis le haut-parleur... Le téléphone est resté chaud pendant huit jours ! » Et de restituer la fin de leur échange musclé.

— Debré : Je t'appelle pour te dire que, dans une heure, on va annoncer l'annulation de tes comptes de campagne.

— Sarkozy : Mais tu ne te rends pas compte, tu m'assassines !

— Debré : Nicolas, tu ne m'impressionnes pas.

Sarkozy est dans les cordes. Pas encore K-O, mais groggy.

Quant au Professeur, il n'est pas au mieux, lui non plus. Il a raté la dernière marche. Pour lui, c'est le début d'un engrenage infernal.

Il va devoir, pour commencer, trouver de l'argent. Onze millions d'euros, rien que ça.

CHAPITRE 7

Carla Bruni, la caution qui s'ignorait

Au bout du fil, le fidèle Claude Guéant.

Ce 1^{er} août 2013, Nicolas Sarkozy jubile : « Pour la souscription, on est à 9 millions et demi aujourd'hui. [...] Oh, mais c'est exceptionnel ! Et puis ça me sort d'un sacré problème en plus. »

Ce « sacré problème » évoqué par Sarkozy, qui ignore être sur écoute ce jour-là, c'est cette histoire de pénalités qu'il est tenu de restituer personnellement à l'État, soit une somme d'un peu plus de 500 000 euros, en plus des 10,6 millions d'euros de remboursement dont son parti, l'UMP, a été privé. Et la souscription dont il parle au « Cardinal », c'est celle qui a été lancée dès juillet 2013, une fois la décision d'annuler les comptes rendus par Jean-Louis Debré.

« J'ai été stupéfait de découvrir la décision du Conseil constitutionnel », expliquera plus tard Nicolas Sarkozy devant le juge Van Ruymbeke, saisi de cette affaire. Et d'ajouter, dissimulant à grand-peine son ressentiment, que, « pour la première fois dans l'histoire de la République, un candidat qui a rassemblé sous son nom près d'un Français sur deux, soit plus de 19 millions d'électeurs, ne recevra aucun centime de financement public de sa campagne ».

Touché dans son amour-propre, en rage contre Debré et le clan des chiraquiens « historiques », Sarkozy prend immédiatement conscience de la gravité de la situation. Il organise sur-le-champ une réunion dans ses bureaux de la rue de Miromesnil, car, selon ses propres mots, il se sent « responsable politiquement, à double titre » : « D'abord parce que je suis le candidat, et par ailleurs au regard de ma situation au sein de mon propre parti. »

Sarkozy voit surtout se dessiner un scénario cauchemardesque : avec son épouse, Carla Bruni, il s'est porté caution solidaire du prêt accordé à l'UMP par les banques, à hauteur de 11 millions d'euros. Or, les établissements réclament à présent le remboursement de l'emprunt.

« Je ne suis pas certain que Carla Bruni était au courant qu'elle était caution solidaire d'un prêt de 11 millions d'euros. Ce qui a beaucoup stressé Nicolas Sarkozy », se remémore Lavrilleux.

En deux ans, après avoir vécu la campagne présidentielle et la guerre Copé-Fillon, le Professeur maîtrise désormais les rouages du parti, anticipe les pièges et, surtout, connaît les secrets des uns et des autres.

Sarkozy, qui commence à paniquer, organise en urgence une réunion rue de Miromesnil, dans ses bureaux. Sont présents Copé, Catherine Vautrin, la trésorière du parti. Et Jérôme Lavrilleux.

Le président de l'UMP s'exprime le premier, comme Sarkozy le rapportera au juge : « Copé m'indique que c'est une catastrophe, car l'UMP a une dette totale de 96 millions. » Lavrilleux raconte la suite : « Sarkozy prend la parole et dit : "Je ne peux pas payer." Et Copé répond immédiatement : "Tu étais notre candidat, il est hors de question que tu assumes cela seul." Ce sera formalisé quelques jours après... » L'heure est grave. Il faut trouver quelque chose, provoquer un électrochoc. Sarkozy sait faire : « Nous décidons alors de lancer une grande souscription nationale, expliquera-t-il. M. Copé et ses collaborateurs nous indiquent que la Société générale exige, préalablement à toute renégociation de la dette de l'UMP, le remboursement de l'emprunt de la campagne. La situation est donc urgente. La banque demande à l'UMP 8 538 000 euros avant le 31 juillet 2013 et le solde de 2 millions avant le 1^{er} septembre. »

Nicolas Sarkozy a de la chance, dans son grand malheur. Si le parti était tombé entre les mains de Fillon, il y a fort à parier que celui-ci aurait placé l'UMP sous mandat judiciaire. Et l'ex-chef de l'État aurait dû s'acquitter des amendes. Mais Jean-François Copé, lui, sait qu'il a besoin de Sarkozy. Il excipe de la jurisprudence Chirac. En 2010, l'UMP avait déboursé 1,7 million d'euros pour tirer l'ancien président d'un mauvais pas financier, dans l'affaire des emplois de complaisance à la mairie de Paris. Le 8 juillet 2013, le bureau politique de l'UMP entérine la décision prise collectivement, à la demande de Nicolas Sarkozy : le parti va se substituer à son ancien chef et s'acquitter des 516 615 euros réclamés par Bercy.

Et la « grande souscription nationale » évoquée par l'ex-président, immédiatement baptisée « Sarkothon », est lancée, via le site Internet de l'UMP. « Toute la presse a appelé cet appel aux dons le "Sarkothon", rappelle Sarkozy. J'ai lancé sur ma page Facebook, qui compte un million d'amis, le 5 juillet 2013, un appel faisant état d'un besoin de 11 millions d'euros. Je précise que la décision du Conseil constitutionnel est un bloc : 10,5 millions d'euros, 150 000 et

Mais, au sein du parti, l'initiative divise.

Les fillonistes renâclent. « Ils étaient hostiles au Sarkothon, explique Lavrilleux. Il y a même eu un tweet de la secrétaire de Fillon, Sylvie Fourmont, disant, en substance : “Hors de question de payer pour ces gens-là, avec sa Carla, il n’a qu’à payer.” Ce tweet avait été montré à Sarko, il était fou furieux ! Je l’entends encore – j’ai encore du larsen dans les oreilles ! – éructer sur ces “salopards”. Comprenez bien, c’était pour lui une question de vie ou de mort, sinon il devait annoncer à Carla : “Va falloir sortir la guitare”, pour lui permettre de rembourser... »

Fillonistes ou pas, les parlementaires mettent un temps fou à contribuer à l’effort de guerre. « Il a fallu les menacer, se rappelle le Professeur. Moi, je communiquais, je gavais les journalistes pour entretenir le suspense... On a appliqué le principe du Téléthon : on essaie de faire bouger le compteur, s’il annonce tout de suite 100 millions, personne ne se mobilise. On a menti, bien sûr. Comme sur le nombre de militants. J’assume complètement. »

Le député des Hauts-de-Seine, Thierry Solère, a bien en mémoire l’atmosphère toxique qui se dégage alors des rangs de l’UMP. « Il y a trois catégories de parlementaires à l’époque, relate-t-il. Il y a les anti-sarkozystes qui veulent le voir plonger, ils sont hystériques avec le Sarkothon, ils disent : “Le Sarkothon, c’est une honte”... Donc ça, c’est beaucoup les fillonistes, mais tous les anti-sarkozystes primaires, en fait. Il y a de la haine. Ensuite, il y a les sarkozystes, qui sont comme des gorets autour de ce Sarkothon, sur le thème, c’est un instrument de pouvoir, ça prouve que c’est le taulier, qu’il va plier le match, etc. Et enfin, la troisième catégorie – je suis très nettement dans celle-là –, qui se dit : “C’est tous des dingues !” Moi, je me dis vraiment ça : “Ils sont tous bien bien dingues.” »

Sarkozy, lui, ne l’est pas. Il suit de très près cette quête à grande échelle, totalement inédite, en lien avec la directrice financière de son parti, Fabienne Liadzé. « Elle me téléphonait tous les jours pour me dire le montant des sommes collectées », avouera-t-il. Il s’informe également auprès du directeur de son cabinet, Michel Gaudin : « J’étais tellement inquiet des conséquences de la décision du 4 juillet du Conseil constitutionnel pour ma famille politique que mon directeur de cabinet me faisait un état quotidien sur l’état des recettes de la souscription. »

Durant cette période, il bombarde également Jérôme Lavrilleux de coups de fil.

« Je l'avais tous les matins à 11 heures, et tous les soirs à 18 heures, j'hallucinai, raconte ce dernier. "Mon Jérôme, où on en est ? Combien on a reçu ?"... Or, les trois ou quatre premiers jours, l'argent n'arrivait pas, même si on a raconté à tout le monde que l'argent entraînait à flots. Si vous dites que c'est un échec, personne ne donne. Ça ne s'est vraiment déclenché qu'au bout de huit jours. Il était super-inquiet. Parce qu'on devait rembourser fin août les banques. »

Et encore, le parti et son patron ont échappé au pire. Imaginez que la CNCCFP ait eu connaissance, à l'époque, de ce que le juge Tournaire allait découvrir bien plus tard : le dépassement réel des comptes de campagne de plus de 20 millions d'euros... « Avec des dépenses réelles avoisinant les 45 millions, Sarkozy aurait eu une peine d'amende de 21,8 millions d'euros. Ce qui est une forme de mobile pour maquiller la comptabilité, si vous voyez ce que je veux dire ! » s'esclaffe le Professeur.

Durant l'été 2013, heureusement, les militants, restés fidèles au « boss », se montrent particulièrement généreux. À leurs yeux énamourés, Nicolas Sarkozy est immarcescible.

Lavrilleux gère la communication externe. Et joue avec les nerfs de Sarkozy. « Je lui donnais au départ des chiffres surestimés, pour éviter qu'il ne se décourage, et ensuite, à l'inverse, sous-estimés, car on avait besoin qu'il continue à faire le travail, pour faire rentrer de l'argent ! »

Pour l'ex-chef de l'État, en effet, le temps presse vraiment : le 18 septembre 2013, la Direction générale des finances publiques (DGFIP) lui a adressé deux titres de perception, précisant qu'il a moins de deux mois, jusqu'au 15 novembre 2013 précisément, pour payer. L'objet des deux titres de paiement est sans ambiguïté : « Sanction au titre du dépassement du plafond des dépenses électorales (élection présidentielle 2012)... »

Le succès de la collecte est au rendez-vous. En moins de huit semaines, la dizaine de millions qui manquait est créditée sur le compte en banque de l'UMP. Une belle cagnotte. « Je savais, dès la fin juillet 2013, que le Sarkothon arriverait à rembourser les 11 millions », parade Sarkozy. De quoi en tout cas combler les pertes de l'UMP et, surtout, effacer l'ardoise personnelle de l'ex-président vis-à-vis du fisc. Et même de renflouer (un peu) les caisses percées du parti. S'appuyant sur une analyse des comptes de l'opération, réalisée par un expert auprès de la Cour de cassation, Sarkozy relève qu'« une fois tout payé, sanction comprise, le Sarkothon a généré un bénéfice évalué par l'expert à 954 638 euros ».

C'est à Jean-François Copé qu'échoit l'honneur, le 8 septembre

2013, d'annoncer le succès de la souscription : 11 millions récoltés en huit semaines, Leetchi n'a qu'à bien se tenir. Dans un tweet, Sarkozy se déclare « ému ». Et se met en tête de remercier personnellement les contributeurs. Il souhaite écrire une lettre à tous les militants. Copé s'y oppose : trop cher. Déjà que le parti a payé l'amende pour son candidat, pas question d'ajouter 15 000 euros de timbres dans la corbeille. Lavrilleux se souvient de l'exaspération de l'ex-président : « Je me suis fait engueuler par Sarko, il m'a dit : "Copé est devenu dingue, le parti, c'est moi, c'est pas lui, je ne paierai pas les 15 000 euros de timbres, c'est à lui de le faire, si le parti, est à flot, c'est parce que je me suis mobilisé." Il était vraiment très en colère... »

Que croyez-vous qu'il se passât ? L'UMP finit par payer les 15 000 euros de timbres, évidemment. Pas question de braquer le « taulier »...

Par ailleurs, information restée confidentielle jusqu'ici, les chèques ont continué à arriver à l'UMP, bien après la fin du Sarkothon. Et l'argent est venu abonder les comptes de l'Association de soutien à l'action de Nicolas Sarkozy, créée par quelques fidèles (Hortefeux, Estrosi, Morano...) dès l'été 2012. Nous avons vérifié : au printemps 2019, l'association en question était créditrice d'une somme rondelette, 198 000 euros très précisément. Ça pourrait servir un jour, qui sait ?

Une chose est certaine : cette souscription nationale s'est révélée très fructueuse pour l'ex-président de la République, et pas seulement sur le plan financier. Idéale pour prendre, plus tard, d'assaut le parti, dans la perspective d'un retour triomphal, déjà dans toutes les têtes sarkozystes.

Du coup, c'est l'UMP qui va s'acquitter de la sanction financière infligée au candidat Sarkozy.

Mais, au fait, est-ce bien légal, tout ça ?

CHAPITRE 8

Bercy à la rescousse

Nicolas Sarkozy n'est pas homme à douter. Surtout pas devant un juge.

« Qu'il y ait eu irrégularités, c'est un fait acté par le Conseil constitutionnel, même si je ne suis pas d'accord, plaidera-t-il ainsi face à Serge Tournaire, chargé du dossier Bygmalion. Deuxième fait, j'étais le candidat. Troisième fait, je l'ai fait au nom de l'UMP, politiquement parlant et même financièrement, puisque j'utilisais l'argent emprunté par l'UMP. » Aux yeux de l'ancien chef de l'État, la situation est claire : la sanction prise ne le visait pas « à titre personnel », mais, selon sa propre expression, « ès qualités », c'est-à-dire en tant que candidat.

Devant le juge chargé du scandale Bygmalion, il dira encore, évoquant cette période tendue : « La campagne est derrière moi, d'autant plus que le Conseil constitutionnel a invalidé mes comptes. Je me retrouve en 2013 à devoir récupérer 12 millions d'euros pendant l'été. Et moi, à titre personnel, 340 000 euros, que j'ai payés de ma poche. Par mon nom, par le Sarkothon, j'ai fait rentrer les 12 millions d'euros dans les caisses et j'ai payé les 340 000 euros, la décision du Conseil constitutionnel est définitive. »

Et d'ajouter, pas peu fier : « Le Sarkothon, ça reposait uniquement sur mon image. Les gens ont donné pour Sarkozy. Qui pouvait le faire ? Personne d'autre que moi. Je ne pouvais donc pas faire autrement. »

Le 30 octobre 2013, Catherine Vautrin, alors trésorière de l'UMP, donne l'ordre de procéder au règlement. Un compte spécifique, baptisé « UMP Livret Souscription », a été ouvert à la Société générale. Depuis ce compte, les 516 615 euros dus par Sarkozy sont réglés par son parti au Trésor public, en deux virements. « Clairement, on ne nous a pas demandé notre avis », déplore Jean-François Magat, l'un des deux commissaires aux comptes de l'UMP.

Durant cette période, courant novembre 2013, un avocat parisien,

Philippe Blanchetier, rédige pour la direction de l'UMP une « note explicative sur les conséquences de la décision du Conseil constitutionnel ». Dans ce document de sept pages, M^e Blanchetier est formel : l'UMP est tout à fait fondée à payer en lieu et place de Sarkozy. « Il est préférable que ces sommes soient payées directement par l'UMP », plutôt que de les faire, par exemple, « transiter par le compte de Nicolas Sarkozy », indique même l'avocat.

Le raisonnement de Philippe Blanchetier est simple. S'il rappelle que « les sanctions pénales infligées à une personne morale ou physique doivent être supportées personnellement par la personne jugée coupable des faits reprochés, [...] il en va différemment, en revanche, des sanctions administratives ». Or, dans le cas présent, M^e Blanchetier l'assure, la somme réclamée par le Trésor public à Nicolas Sarkozy « ne constitue pas une amende au sens pénal, mais bien une sanction administrative dont la prise en charge n'est, ni par principe ni par nature, prohibée ».

L'analyse de M^e Blanchetier s'apparente, pour l'ex-chef de l'État, à un cadeau providentiel. Un peu trop, estimera le juge Tournaire. En effet, M^e Blanchetier n'était autre que le trésorier de l'association de financement de la campagne de Nicolas Sarkozy. « Et, à ce titre, selon le juge, précisément chargé de veiller au respect des plafonds légaux de la campagne. » Conclusion : « Dès lors, il n'est pas exclu que cette note, non datée, qui ne comporte aucun en-tête, et dont on ne sait pas précisément à la demande de qui elle a été rédigée, soit une note de pure complaisance rédigée dans l'urgence à la seule fin de justifier une prise en charge d'ores et déjà décidée par l'ancienne direction de l'UMP. »

Une charge inacceptable pour M^e Blanchetier. Protestant de son innocence, il nous confiera : « Je goûte mal cette accusation, je ne fais partie d'aucun clan, j'ai juste donné un avis, je n'ai rien dicté à personne... »

Au ministère du Budget, en cette fin d'année 2013, cette histoire fait tiquer. Les hauts fonctionnaires de Bercy, austères, voire tatillons, sont plutôt à cheval sur les règles. Le 4 novembre 2013, Bruno Bézard, directeur général des finances publiques (DGFP), fait toutefois savoir en interne, dans un courrier « réservé et signalé », que l'UMP est *a priori* habilitée à se substituer à son ex-candidat. Prudent, Bruno Bézard demande cependant un avis éclairé au directeur des affaires juridiques du ministère de l'Économie, Jean Maïa. « Je saurais gré à mon collègue de bien vouloir m'éclairer sur la licéité de ce paiement », écrit-il. Mais il indique clairement de quel côté il penche, arguant qu'« aucune réglementation spécifique aux divers produits de l'État

n'exclut qu'une créance de cette nature soit réglée par un tiers. La situation est la même en matière d'impôts ». En conclusion de sa missive destinée à Jean Maïa, le DGFP écrit : « En conséquence, et sous réserve que vous partagiez cette analyse, il conviendrait de se prononcer sur la licéité du règlement par l'UMP des deux titres avant d'engager les procédures comptables qui conduiraient au règlement définitif des créances. »

« Merci beaucoup ! » ajoute, à la main, Bruno Bézard.

Une semaine plus tard, sans surprise, Jean Maïa se range à l'avis de Bruno Bézard. Dans une note de quatre pages, datée du 12 novembre 2013, il conclut qu'« aucun dispositif ne semble s'opposer à ce que l'UMP procède au remboursement des dettes de M. Nicolas Sarkozy à l'égard du Trésor public » et que « les versements en cause semblent conformes aux règles de la comptabilité publique ». En regard de sa signature, le haut fonctionnaire ajoute cette phrase manuscrite, de son écriture en pattes de mouche : « Dans aucune des branches du droit auxquelles renvoie ce dossier, on ne trouve donc d'obstacle à ce que les sommes avancées par l'UMP tiennent lieu de règlement définitif des créances de l'État. » Définitivement convaincu de la légalité de la procédure, Bruno Bézard donne l'ordre dans la foulée d'encaisser les deux chèques provenant du compte « UMP Livret Souscription ».

Toujours bien informés, les réseaux sarkozystes s'activent, ils ont des antennes partout et n'ignorent rien de ce qui se trame au sommet de l'administration. Lavrilleux confirme : « On avait appris par Gaudin, le dir' cab' de Sarkozy, qu'une note avait été faite par la direction des services de Bercy, compétente en la matière. » « Comme ils sont tous nommés par la pouvoir, ils ont tendance à faire des notes qui vont bien », ironise le Professeur.

Nicolas Sarkozy respire enfin. Il en est convaincu, cette histoire bien embarrassante est derrière lui. Il ignore alors qu'elle n'en est qu'à ses prémices et, surtout, qu'elle en cache une autre, encore plus gênante...

Où il va retrouver Copé, une nouvelle fois.

Sarkozy, Copé. Unis pour le meilleur, mais souvent pour le pire.

CHAPITRE 9

Rabbi Jacob danse à Meaux

Il est de bon ton de se gausser de Jean-François Copé.

Cette mise si bourgeoise, cette assurance que ses ennemis assimilent un peu facilement à de l'arrogance, cette certitude clamée mille fois de devenir un jour président de la République, jusqu'à fêter son anniversaire en dégustant un gâteau reproduisant le palais de l'Élysée, préparé par une mère en dévotion pour son fils...

Mais il a survécu. Et la haine, lui, il l'a éprouvée dans sa chair, lue dans les yeux de ses rivaux, sentie envahir l'atmosphère, durant cette séquence folle.

C'est vrai, parfois, il exagère. Comme lorsqu'il nous lâche : « C'est un truc un peu dingue qui fait que je vois exactement ce qu'il faut faire et que tout est organisé pour que je ne le fasse pas ! » Ou encore ceci : « Je pense, et je suis à l'aise pour le dire aujourd'hui, avoir quelques qualités, la compréhension des problèmes de la société française – je l'ai suffisamment théorisé – et des réponses à lui apporter, pour un management, un leadership. » Il a cette phrase, aussi : « J'ai cette capacité, grâce à mon mandat de maire, d'avoir anticipé, peut-être avant un certain nombre d'autres, un certain nombre d'évolutions de la société. »

Jean-François Copé, c'est un fait, a une assez haute opinion de lui-même, une foi en son destin qu'il assume et revendique avec une candeur presque touchante. Dans l'univers guère charitable de la politique, c'est à la fois un atout formidable et un défaut majeur.

Car cette assurance, c'est la certitude de susciter les moqueries, mais surtout la jalousie, et son corollaire, la détestation. Après tout, a-t-il totalement tort lorsqu'il nous confie : « C'est vrai que, jusqu'à 2014, j'ai fait une ascension fulgurante, qui a généré beaucoup de jalousies, beaucoup d'envies, de la part de gens souvent très médiocres, très petits. »

En fait, la chute de celui qui fut présenté comme « le plus doué de sa génération » – c'est lui qui nous le rappelle, évidemment – a été

beaucoup plus brutale que son ascension, programmée, par lui-même en tout cas, de longue date.

Une ascension dont Jérôme Lavrilleux a été l'observateur privilégié. Le Professeur l'assume : il s'est dévoué corps et âme pour cet homme dont il a toujours admiré la ténacité, quitte à sacrifier ses propres ambitions, sa carrière, et même sa vie. « Directeur de cabinet, c'est comme être un valet. C'est faire en sorte que l'on ne voie pas les défauts de votre patron. Même si, moi, je n'ai jamais pu travailler pour un con. »

Depuis le psychodrame pour la conquête de l'UMP, chacun avait compris, dans le parti, qu'avant de s'en prendre à Jean-François Copé il faudrait d'abord enjamber le cadavre de Jérôme Lavrilleux. « Je me suis fait tuer pour lui, objectivement », lâche d'ailleurs le Professeur.

Le moment est venu, pour lui, de nous raconter « son » Copé. Il lui a toujours été fidèle. Et il le restera. À vie. Tout en demeurant lucide sur son ex-patron : « Il est fascinant de détermination, d'auto-confiance et de connerie en même temps ! C'est ce qui le maintient en vie. »

Quinze ans que ces deux-là ne se quittent plus. Encore aujourd'hui, alors que plus rien ne les lie professionnellement, ils s'appellent, se voient, se consultent mutuellement. Bien sûr, le vouvoiement est de rigueur. Même après toutes ces épreuves traversées en commun.

Ce respect vient de loin. De Seine-et-Marne.

Jérôme Lavrilleux est bluffé par le personnage quand, à l'orée des années 2000, il rend visite à son ami Bastien Millot. Ce dernier est alors le plus proche conseiller de Jean-François Copé, devenu maire de Meaux, dans le nord de la Seine-et-Marne, en 1995. Meaux, son côté ville de province et de banlieue tout à la fois, ces bourgeois du centre-ville qui évitent de se mêler aux immigrés de la cité Beauval. Meaux, plus grande ville du département avec ses quelque 55 000 habitants. Bref, un parfait bastion. Et Copé, donc, qui arpente les quartiers les plus sensibles, sûr de lui, malgré sa dégaine d'énarque. « Il est à l'aise », note d'emblée Lavrilleux. Tiré à quatre épingles à Paris, Copé le fils de bonne famille peut débarquer à Meaux avec un horrible survêtement bleu, des baskets aux pieds. À l'aise, toujours. « Les gens s'en foutent ici, ils vont faire du sport, je fais pareil », s'amuse Copé devant Lavrilleux.

En 2004, Lavrilleux organise les meetings de campagne pour Copé, alors parti à la conquête de la région Île-de-France. Échec, à l'arrivée. Mais le Professeur a plu au très organisé Copé. Il suit logiquement place Beauvau son nouveau mentor, nommé ministre délégué à l'Intérieur en mars 2004. Deux mois en cabinet, puis Lavrilleux est

dépêché en urgence à Meaux, où il doit remettre de l'ordre à l'office HLM. En septembre 2004, il devient directeur du cabinet de Jean-François Copé à la mairie et à la communauté d'agglomération.

Une sorte d'évidence.

C'est alors qu'une idée saugrenue lui vient. Supprimer la partie musicale des vœux du maire. Copé adore se produire en début d'année devant les préfets, les élus et l'ensemble des Meldois (les habitants de Meaux). Il joue du piano, l'harmonie municipale en fond de scène. « Et ça fait chier tout le monde, dit crûment Lavrilleux. Donc, on avait fait un truc sympa, mais il ne jouait pas. Qu'est-ce qu'on s'est pris dans la gueule ! » Ulcéré, Copé hurle sur le directeur de son cabinet : « Vous ne me faites plus jamais ce coup-là ! » Et il enchaîne par cette phrase parfaite, qui lui ressemble tant : « Les Meldois sont en attente. »

Jérôme Lavrilleux retient la leçon, encore une. Depuis, plus personne ne s'est risqué à contrarier le destin d'artiste de Jean-François Copé. Et le directeur de son cabinet a dû s'ingurgiter les foires gourmandes, des tonnes de brie de Meaux, évidemment, sans compter le spectacle des communaux, où Copé va même, un jour, jouer Rabbi Jacob en public, danse comprise. Il le suit aussi dans les maisons de retraite, quand le maire se met cette fois derrière l'orgue Bontempi et fait danser les petites vieilles, puis les embrasse une par une. « Il existe des maires qui se prennent pour des monarques, et dans ce type de situations, c'est à peine s'ils daignent venir. Mais Copé, lui, prend vraiment du plaisir », croit savoir le Professeur. Même si « monsieur le maire » ne réside plus à Meaux, depuis 2002. Il a d'ailleurs joué la transparence et pris soin de prévenir les habitants, par voie de courrier personnalisé. Le genre de geste très apprécié des électeurs.

La patte du Professeur, bien entendu.

Avec Copé, il se plaît à redessiner la ville, fait tomber les barres une à une, crée un musée de toutes pièces – le musée de la Grande Guerre –, il organise la vie municipale et veille à ce que « les Meldois en attente » ne soient pas déçus. Les permanences de quartiers deviennent le lieu où il faut être. De 14 heures à 16 h 30, Copé reçoit ses administrés, sans rendez-vous. Ils défilent tous, quel que soit leur statut social, chacun a le même temps de parole, la même attention du maire. C'est en tout cas ce que revendique le duo Copé-Lavrilleux – soyons honnêtes, nous n'avons jamais eu l'occasion d'assister à ce rituel. « Et le lundi matin, quand Copé revient à Meaux, j'avais intérêt à avoir un parapheur en main, celui contenant toutes les interventions nécessaires », se souvient Lavrilleux. Le maire suit personnellement tous les dossiers, s'adonnant à une forme de clientélisme « light ». Pas

forcément par plaisir, non, n'exagérons rien. Mais parce que c'est le travail nécessaire pour tout élu désireux de rester à la tête de sa ville le plus longtemps possible.

« Copé, il vit la politique, du réveil au coucher, résume Lavrilleux. Partir au ski, par exemple, est un non-sens pour lui. Vous savez pourquoi ? “Vous vous rendez compte, Jérôme, si je me casse une jambe ? Il faut être prêt, au cas où... Et un élu ne se balade pas avec des béquilles...” Donc, ses enfants, eux, partaient au ski, mais sans lui. » Le Professeur, à force, connaît par cœur les quelques préceptes fondamentaux du copéisme, ce mouvement politique dont le fondateur est aussi aujourd'hui à peu près le seul membre : ne jamais baisser la garde, rester toujours aux aguets, être prêt en permanence à parer à toute éventualité, saisir toute opportunité. Toujours prêt, comme les scouts.

Des fois qu'une place se libérerait, au gouvernement...

Il faut aussi gérer les ennuis. Et début 2007, juste avant l'élection présidentielle, ils arrivent en rafale. C'est que Copé a de nouvelles ambitions ministérielles, évidemment, car Sarkozy semble en bonne position pour conquérir l'Élysée. Alors, il a pris soin de ménager le nouveau cador de la droite française. Le moindre grain de sable peut contrarier un destin, en politique. Il survient par le biais d'un article, publié dans *Le Canard enchaîné*, faisant état de l'existence d'un supposé « cabinet noir » à la mairie de Meaux. Cette structure informelle aurait notamment fait courir le bruit que Cécilia Sarkozy fréquentait assidûment un certain Richard Attias, au grand dam de son mari.

Jean-François Copé, prévenu, un mardi soir, de la parution de cet article le lendemain, appelle immédiatement Jérôme Lavrilleux.

— Copé : Qu'est-ce que c'est ce bordel, qu'est-ce que vous avez raconté, qu'est-ce qu'on a fait à Meaux ?

— Lavrilleux : De quoi vous me parlez ?

— Copé : Il y a un article dans *Le Canard* de demain qui dit que j'ai mis en place un cabinet noir. Sarko veut ma tête ! Je vous préviens, je veux demain matin à la première heure des explications, sinon vous dégagez. Il faut couper des têtes. Non mais, qu'est-ce que c'est que ce bordel ?!

À la fois intrigué et inquiet, Lavrilleux débarque le mercredi matin dès 7 heures au bureau, à l'hôtel de ville de Meaux. « À 7 heures et

demie, se souvient-il, je vois arriver un conseiller, un chargé de mission à la communication, un jeune que je connais bien, très sympa, bosseur, et il éclate en sanglots dans mon bureau. Je lui dis : “Ne me dis pas que c’est toi !” Il me répond : “J’ai fait une connerie. — Qu’est-ce que t’as fait ?”... »

Lavrilleux reconstitue très vite le scénario catastrophe. À l’origine, un journal suisse a publié un article, agrémenté d’une photo, sur l’amant de Cécilia Sarkozy. Et le jeune conseiller est allé consulter l’information sur le site du média helvétique. Ça l’amuse, alors il envoie naïvement dans la foulée un mail à l’une de ses amies, au conseil régional d’Île-de-France, en glissant le lien hypertexte de l’article en question dans le corps de son courriel. Évidemment, l’adresse numérique du jeune conseiller apparaît, elle se termine d’ailleurs par « meaux.fr », comme tous les collaborateurs du maire. L’amie en question fait suivre ce courriel à quelques amis, les destinataires font de même, et ainsi de suite. L’effet boule de neige numérique produit rapidement ses effets – désastreux. Inévitablement, le courriel finit par atterrir dans la boîte mail d’un proche conseiller de Roger Karoutchi, alors sénateur des Hauts-de-Seine et fervent supporter de Nicolas Sarkozy. « Il faut trouver un coupable à tout ce bordel, se remémore le Professeur, alors Karoutchi envoie ce mail à Brice Hortefeux et lui dit : “Voilà, j’ai la preuve, je sais d’où viennent les fuites... Ça vient de Meaux, c’est signé Furax.” Et il le balance au *Canard enchaîné*, qui ne nous appelle pas et qui fait le papier. C’est ce qui rend hystérique Sarkozy, hystérique Cécilia. Sarko dit : “Ce Copé, c’est une grosse merde”... Enfin, on a vraiment eu la totale. Je me dis que c’est la fin. Donc, j’apprends à Copé le truc. Et je lui donne le nom du conseiller fautif. »

— Copé : Vous le dégagez.

— Lavrilleux : Ce n’est pas juste. Il a fait ce que des milliers de Français ont fait.

— Copé : Je m’en fous, il faut que je coupe une tête, sinon...

— Lavrilleux : Peut-être, mais ce n’est pas juste. Si vous le virez, je pars...

— Copé : Mais enfin, ça ne peut pas se terminer comme ça !

— Lavrilleux : Vous allez voir Sarko et vous lui expliquez les choses.

— Copé : Jamais il ne voudra me recevoir !

Cette histoire *a priori* anecdotique a eu une conséquence importante. Le fameux effet papillon fonctionne également en politique. Car Jean-François Copé, tenté d'aller s'expliquer en tête à tête avec le « grand chef », se ravise : il n'ira pas à Canossa. Il se contente d'en toucher un mot à Brice Hortefeux. Lequel lui promet qu'il en parlera à Sarkozy. Sauf qu'il n'en fait rien. Résultat : si le jeune conseiller, grâce à Lavrilleux, a sauvé sa tête *in extremis*, le maire de Meaux a en quelque sorte perdu la sienne, aux yeux du « patron » en tout cas. « Sarkozy en a conçu une sorte de haine envers Copé, confirme le Professeur. Une fois élu à l'Élysée, il le convoque et lui dit texto ceci : "Tu ne seras pas ministre, tu verras ce que ça fait d'être de l'autre côté de la table..." »

Le chef a été outragé, quelqu'un doit payer pour l'offense. Et Copé a – déjà – la tête du coupable idéal.

Et voilà Copé, instantanément dégradé en ce printemps 2007, contraint de purger sa peine à Meaux. Sur le marché sarkozyste, le cours de l'action Copé vient d'être brutalement déprécié. En guise de lot de consolation, tout de même, le maire de Meaux obtient la présidence du groupe UMP à l'Assemblée nationale. Si l'on refait l'histoire, un exercice toujours plaisant, un Copé ministre de Sarkozy ne se serait peut-être pas lancé à l'assaut de la présidence du parti, ensuite. Lavrilleux ne l'aurait alors pas suivi à l'UMP. Et il n'y aurait peut-être pas eu d'affaire Bygmalion.

Mais avec des si...

CHAPITRE 10

Chauffeur, gyrophare et petites tricheries

L'épisode Cécilia a laissé des traces.

Copé se rabat donc sur l'Assemblée nationale. Où il s'ennuie vite. Il invente le concept de « coproduction législative », évoqué précédemment, histoire de gêner Sarkozy et surtout Fillon, et de contenter ses troupes. « Fillon en a fait une apoplexie, tous ses textes devaient être bâtis avec nous », se remémore Lavrilleux. Les députés ne seront pas des godillots, Copé en fait une affaire personnelle. « Les parlementaires se sont sentis importants, ils se sont mis à l'adorer », note le Professeur.

En avril 2008, Lavrilleux débarque au Palais-Bourbon, en qualité de directeur de cabinet. Un mardi matin, à 10 heures, le groupe UMP se réunit salle Colbert. Jean-François Copé s'avance et lance à ses troupes : « Je vous annonce que je viens de changer de directeur de cabinet, c'est un nouveau. » À un député qui lui fait observer qu'il s'agit encore, immanquablement, d'un énarque, Copé rétorque : « Pas du tout. C'est un élu de terrain, qui n'a pas fait Sciences Po, ni l'ENA, vous allez apprendre à le découvrir. Il s'appelle Jérôme Lavrilleux. » Au premier rang, le tout nouveau ministre du Travail, Xavier Bertrand, pâlit. Lui, on s'en souvient, il connaît par cœur Lavrilleux. Et à l'époque, les deux hommes sont brouillés, Bertrand a empêché que son vieil ami ne soit adjoint au maire de Saint-Quentin. Trop dangereux. Il a deviné les appétits de Lavrilleux et connaît ses talents cachés.

Le duo Copé-Lavrilleux prendra, il est vrai, un malin plaisir à lui gâcher ses deux années passées au secrétariat général de l'UMP. Car Xavier Bertrand remplace Patrick Devedjian à ce poste en 2008. Et Copé s'éclate à surgir en plein discours de Bertrand, lors des grands raouts du parti, quand il n'invite pas les journalistes à déjeuner avant son rival... Des petites avanies, certes, mais de celles qui laissent des traces. Arrive novembre 2010, Copé remplace Xavier Bertrand,

nommé ministre du Travail, au secrétariat général de l'UMP.

Dans son ombre, Lavrilleux le suit. Comme toujours.

Avec une première mission : « purger » l'UMP, et si possible déterrer une bonne vieille casserole afin de briser la résistible ascension de ce rival en puissance qu'est Xavier Bertrand. Ce dernier n'a rien oublié : « Jérôme me l'a confié après avec un grand sourire, mais quand lui et Copé arrivent à l'UMP, juste après mon départ, il s'enferme dans son bureau deux ou trois jours et il demande communication de toutes les factures de l'époque Bertrand, histoire de voir ce qu'on peut récupérer ou pas ! Il me l'a dit : "On s'enferme pendant 48 heures..." Or, il n'y a rien, et le seul truc qu'ils utiliseront à un moment donné, c'est le coût d'une facture à Center Parcs, qui sortira dans le JDD plus tard, comme quoi je me serais fait payer mes vacances. Manque de bol, ma fille retrouve ma facture à moi ! Mes trucs perso, je les garde depuis des années et des années... Et je suis obligé d'aller sur France Info pour montrer que j'ai bien payé moi-même. Ensuite, Jérôme me l'a dit lui-même : "J'ai essayé." Je ne dis pas qu'il y a prescription, mais bon... En tout cas, oui, ils ont essayé ! »

Pour l'anecdote, Bertrand se souvient de la réaction de Sarkozy, qui avait surtout été choqué du mauvais goût supposé de son ex-ministre, de fait plus à l'aise dans les établissements populaires que dans les palaces ! « Sarkozy me dit : "Quand même, t'emmènes ta femme à Center Parcs ?! Non mais, Center Parcs, franchement..." Mais moi j'aimais bien Center Parcs avant d'être ministre, je n'allais pas changer mes habitudes ! » Pour l'ancien ministre de la Santé, c'est une certitude : « Toutes ces années, ça a été d'une violence terrible... »

Copé et Lavrilleux sont donc dans la place, bien décidés à exploiter au maximum l'avantage énorme que constitue le fait d'avoir la mainmise sur le parti. Lavrilleux poursuit son œuvre, en même temps qu'il perfectionne son apprentissage. Il observe son mentor en action. La répartition et la gestion des ego sont un art dans un parti politique. Déjà, les fillonistes râlent. Alors Copé nomme des secrétaires nationaux à tour de bras, pour contenter tout le monde. Une manœuvre non dénuée d'arrière-pensées, le Professeur l'admet volontiers : « Comme ça, tous les casse-couilles étaient noyés dans le dispositif ! On donnait dix places aux fillonistes, et, ni vu ni connu, on nommait trente copéistes. »

Et puis, il y a les conseils nationaux, sorte de parlement du parti, où affluent les délégués régionaux. Lavrilleux est initié aux subtilités de ces scrutins dont la régularité semble pour le moins discutable ! « Les votes truqués électroniquement, c'est un grand classique, tranche le Professeur. Chaque membre du conseil a un boîtier pour appuyer sur

un bouton, vert, rouge ou blanc. » Mais les conseillers nationaux ignorent que, dans l'arrière-salle, des salariés du parti disposent, eux aussi, de boîtiers. Obéissants, ils appuient sur les boutons que le directeur général leur indique. S'il faut voter « vert », ils votent « vert », quoi qu'en pensent les délégués, qui ignorent que leur vote ne sera pas pris en compte, en fait. « On pèse ainsi sur les résultats du vote, on influe en appuyant sur les bonnes touches. Comme cela, la question a toujours la réponse que l'on souhaite qu'elle ait... » Lavrilleux assume : « Tous les votes électroniques dans les partis sont truqués, comme on ment systématiquement sur le nombre d'adhérents. Cela fait partie du package... »

Le Professeur se sent important. Même s'il a baissé son salaire de 10 % et habite en colocation dans une chambre sans charme, il dispose de quelques avantages. Le pouvoir se mesure souvent à ses attributs. Tenez, on lui a octroyé une limousine avec chauffeur, gyrophare et plaque de police. De quel droit ? Mystère.

Les joies d'un parti majoritaire, sans doute.

Copé, lui, bénéficie d'une protection policière. Totalement justifiée en revanche, à en croire Lavrilleux en tout cas : « Vous n' imaginez pas, pendant toute sa carrière, le nombre de menaces de mort, visant aussi ses enfants. On a reçu des balles, des détonateurs... Il est juif, a porté la loi sur l'interdiction de la burka... »

Copé fait front, n'en dit mot. Il a suffisamment à faire en interne. Mais sa naïveté, ou plutôt sa déconcertante manie consistant à avancer à découvert, afflige profondément le directeur de son cabinet. Il rêverait d'un Copé plus roué, fomentant quelques coups politiques dans l'ombre. Comme tous les autres, quoi. « C'en est désespérant, regrette le Professeur. Il veut vous mettre une torgnole, vous la voyez arriver avant qu'il n'ait bougé la main. Combien de fois lui ai-je dit : "Quand vous étiez avec Fillon, vous n'aviez pas vu qu'il avait un couteau dissimulé dans sa manche ?" Eh bien non, il n'avait pas remarqué... » Un trait de caractère qui, quelque part, explique la suite de leur histoire commune. Lavrilleux, tant qu'il a pu, a su le protéger, c'est indéniable : « Sans moi, il ne gagnait pas grand-chose. Mais je n'ai jamais pris Copé pour un cheval, et je ne me suis jamais pris pour son jockey. Je suis le coach, le conseiller, je ne veux pas qu'il y ait de confusion. Et je ne suis pas un mercenaire. »

C'est d'ailleurs ce que va comprendre Laurent Wauquiez, le mercredi 26 février 2014. Ce jour-là, le député de la Haute-Loire aurait tenté de débaucher Lavrilleux, lors d'un déjeuner, dans un restaurant du boulevard Saint-Germain, à Paris. Lavrilleux affirme avoir décliné ses offres de service. « Il me faisait des appels du pied »,

relate le Professeur, qui restitue un étonnant échange, qui serait intervenu au cours du repas.

— Wauquiez : Il faut travailler avec moi.

— Lavrilleux : Je travaille avec Copé.

— Wauquiez : Jean-François ne se remettra pas de l'affaire Bygmalion.

« Sauf que, au moment de ce déjeuner, il n'y a pas d'affaire Bygmalion », rappelle le Professeur.

Intrigant.

« Ça ne me dit absolument rien », réplique Laurent Wauquiez, qui pour autant « n'exclut pas d'avoir déjeuné une fois » avec Jérôme Lavrilleux. « Alors après, que les journalistes nous aient appelés, nous aient dit : "Tiens, il y a un truc qui va sortir dans deux jours..." », c'est une possibilité », ajoute le président des Républicains. Quant aux offres de service évoquées par Lavrilleux, Wauquiez les balaie catégoriquement : « Alors là, on est totalement dans le fantasmatique ! Pour une raison toute simple : proposer à Lavrilleux de lâcher Copé, il ne fallait vraiment rien comprendre à ce qu'était leur histoire à tous les deux ! Donc cela n'a juste absolument aucun sens. »

De retour à l'UMP, Lavrilleux fonce rendre compte à Copé du contenu de son entretien : « Il voulait que je vous trahisse, mais il y a un truc qui m'inquiète : il m'a dit que vous ne vous remettriez pas de l'affaire Bygmalion. » Le patron de l'UMP s'interroge : « Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? »

Il le saura dès le lendemain.

IV

LA GUERRE TOTALE

**Où Sarkozy et Fillon
désignent le coupable idéal**

CHAPITRE 1

Copé, forcément Copé

Jeudi 27 février 2014.

À un mois des élections municipales, *Le Point* tape très fort, mettant en scène, à la une, « L'affaire Copé », avec ce surtitre évocateur : « Sarkozy a-t-il été volé ? »

La réponse, bien entendu, est dans la question.

L'hebdomadaire cher à Franz-Olivier Giesbert, « FOG » pour les intimes, révèle qu'Event & Cie, la filiale événementielle de Bygmalion, la société de communication créée par deux proches de Jean-François Copé, Bastien Millot et Guy Alvès, aurait lourdement facturé à l'UMP, sans appel d'offres, « au moins 8 millions d'euros » de conventions ou conférences diverses durant la campagne présidentielle de 2012.

L'affaire Bygmalion est née. Mais mal née.

Toujours président de l'UMP, surveillé du coin de l'œil par des fillonistes bien décidés à laver l'affront de novembre 2012, Copé conteste, proteste, dépose plainte en diffamation... Il dénonce publiquement des « accusations malhonnêtes et des insinuations écœurantes qui relèvent d'une volonté délibérée de nuire ».

Dans l'entourage du patron de l'UMP, c'est la panique. Lavrilleux monte au front : « On se réunit le dimanche soir pour pouvoir réagir à tout cela, rapporte-t-il. Je ne dis rien à Copé de la "vraie" histoire Bygmalion. Sinon, cela l'obligeait à dénoncer et à se transformer en complice. Cela aurait plu à tout le monde, mais non. » Car Jérôme Lavrilleux sait bien, depuis deux ans, qu'une épée de Damoclès flotte au-dessus de sa tête – et celles de quelques autres. Les comptes de la campagne présidentielle 2012 ont été truqués afin d'assouvir la soif de reconquête de Sarkozy, et il en est l'un des responsables. Alors, périr en raison de ses fautes, pourquoi pas... En revanche, il peut le jurer, aucun euro n'a été détourné au bénéfice de son mentor.

Drôle de réunion ce dimanche, d'ailleurs. Car, ce soir-là, des regards s'échangent à la dérobée, on parle bas, les non-dits imprègnent la

pièce... Et pour cause : la quasi-totalité des participants savent parfaitement ce qui s'est passé lors de cette campagne. Mais ils ont reçu pour consigne, donnée, ou plutôt ordonnée, par Lavrilleux : ne pas mettre Copé au courant des turpitudes passées.

« Tout le monde, sauf Copé et son avocate, était au courant de la réalité des choses, à cette réunion, mais j'ai interdit de le lui dire, confirme le Professeur. Son avocate me demande même : "Avez-vous surfacturé les prestations de Bygmalion au candidat ?" J'ai pu répondre "non", en toute honnêteté. »

C'est un fait, il n'y a pas eu surfacturation, mais fausse facturation, la nuance est d'importance, tout de même.

Les copéistes organisent donc la contre-attaque, comme ils peuvent. Mais le mal est fait, l'image de leur leader en prend un sérieux coup, et puis se profilent des ennuis judiciaires, puisque le parquet de Paris ouvre dans la foulée une enquête préliminaire pour « faux, abus de confiance et abus de biens sociaux ». Longtemps, la presse fut à la traîne de la justice ; c'est désormais souvent l'inverse.

« Je n'en connais aucun qui en ait autant pris plein la gueule », nous confie aujourd'hui Copé. Comme tout bon politicien expérimenté qui sait qu'une affaire politico-financière n'éclot jamais tout à fait par hasard, le maire de Meaux se pose immédiatement les deux questions essentielles : qui et pourquoi ? Aujourd'hui, la réponse lui semble doublement évidente. Il a bien été victime d'un « contrat », dont il pense avoir identifié à la fois l'exécutant, le commanditaire et les bénéficiaires.

« La manière dont on a voulu me faire plonger montre que ça arrangeait du monde, assure-t-il. Le vrai complot, il est sur moi. Mon malheur, c'était que deux membres de Bygmalion avaient été mes collaborateurs. » Copé se fait plus précis : « Fillon, il n'a jamais supporté que je l'aie battu en 2012, il veut se venger. Il a un ami qui est idéal pour lui qui s'appelle Giesbert. Ils sont très proches. Giesbert fait campagne pour lui, Giesbert me démolit après ma victoire en me traitant de tricheur, de président autoproclamé, ils se voient dans des dîners... Fillon veut se venger. Ce sont des haines successives : après moi, il sera dans la haine de Sarko. » Si Giesbert nous a démenti toute animosité personnelle dans le traitement de l'affaire, il n'en demeure pas moins qu'il a perdu le procès en diffamation que Copé lui avait intenté après sa mise en cause dans l'hebdomadaire.

Dans la tourmente, Jean-François Copé trouve peu de soutiens, y compris au sein de son propre parti, où sa légitimité n'a jamais été vraiment reconnue. « Les barons, croit-il savoir, ils n'avaient jamais

supporté que je prenne le lead de l'opposition. Vous trouvez là-dedans monsieur Baroin, monsieur Woerth... Je suis le meilleur spécialiste français du profil psychologique de chaque homme de droite ! Je peux vous dire qui sont les courageux, les tordus, les lâches, les gentils mais un peu peureux, les gentils très solides, etc. »

Le maire de Meaux déplore notamment l'inélégance de l'ancien ministre du Budget, Éric Woerth, qu'il avait défendu lors de sa mise en cause dans l'affaire Bettencourt, entre 2010 et 2012. Mis en examen puis renvoyé en correctionnelle, Woerth avait finalement été relaxé. « Woerth, déplore Copé, je l'ai soutenu à bout de bras, je l'ai fait applaudir dans tous les conseils nationaux, nommé au bureau politique, donné l'animation d'une convention... Sa femme m'avait même envoyé un mail pour me remercier. Il ne m'a jamais, jamais, donné le moindre renvoi d'ascenseur, pas un mot. Et il soutient Fillon en 2012 ! C'est hallucinant. »

C'est la droite, en tout cas. À moins que ce ne soit tout simplement la politique, ce « combat de rue » évoqué par Rachida Dati...

Un combat, et c'est loin d'être anecdotique, dont les idées sont totalement absentes. À cet égard, les propos de Jean-François Copé sont parfaitement révélateurs... en creux.

Comme si, à droite, la psychopathologie avait remplacé l'idéologie.

On repense à ce que nous a confié Brice Hortefeux, pour qui la haine est consubstantielle à sa famille politique. « La droite, analyse-t-il, elle est plus pragmatique qu'idéologue, contrairement à la gauche. Quand il n'y a pas d'idéologie comme ossature, ce sont les problèmes de personnes qui s'imposent. Le combat humain à droite est plus violent qu'à gauche parce que le corpus idéologique est moins marqué. Observez d'ailleurs que, globalement, il y a plus de gens sectaires à gauche qu'à droite. » Le député européen, tombé dans la potion sarkozyste dès son plus jeune âge, prend un exemple : « Au Parlement européen, il y a une députée européenne du PS, Pervenche Berès, qui ne me dit pas bonjour – aucune importance, je m'en fous. Mais je suis frappé du sectarisme, beaucoup plus marqué à gauche qu'à droite. » Le pire, c'est que, de ces guerres intestines, aucun des belligérants n'est sorti vainqueur.

Une chose est certaine : à partir de la fin du mois de février 2014, au sein de l'UMP, c'est à nouveau la guerre totale.

Le Professeur fait la même lecture de la séquence. « Fillon, résume-t-il, est dans la détestation de Copé. Il y a un intérêt commun aux deux, Fillon et Sarkozy : pour le premier, faire la peau de Copé pour se venger, pour le second, faire de la place. Il y avait une coalition

d'intérêts... Et le truc est livré clefs en main au *Point*. Moi, je pense qu'ils savaient, chez Sarko, que ça commençait à ne pas sentir bon et que des gens se rapprochaient de la vraie histoire. Parfois, on prend un arbre, on le balance dans la gueule de quelqu'un, et comme ça, on ne voit pas toute la forêt qui est derrière. En partant d'une hypothèse, c'est que Copé avait de toute façon magouillé, en avait profité pour détourner du fric. »

Les dénonciateurs – initiateurs ? – du scandale sont tellement sûrs de leur coup qu'ils se hasardent à découvrir, sans précaution excessive. Sarkozystes et fillonistes rivalisent de propos blessants. Quant à Franz-Olivier Giesbert, il lâche sur iTélé cette phrase à propos de Copé : « Il va disparaître dans les égouts dans très peu de temps, c'est sa place d'ailleurs. » Il s'attire illico les foudres du journaliste qui l'interroge, Bruce Toussaint : « N'utilisez pas le plateau d'iTélé pour l'insulter. »

Pour Lavrilleux, c'est aussi simple que cela : deux grands requins politiques à l'appétit sans limites se partageant une proie vulnérable, et des journalistes un peu trop excités par l'odeur du sang, voilà la combinaison idéale pour monter un guet-apens. « Je pense qu'un scénario a été bâti, qui avait le mérite de trouver un coupable idéal, il s'appelle Copé, résume le Professeur. Une instruction rapide, un jugement rapide, tout le monde est content et on continuera comme avant. Regardez les plus acharnés contre Copé : Ciotti, Estrosi, Wauquiez, ils étaient tous avec Fillon, et ils sont partis où, tous ? Ils sont partis avec Sarko. »

Seul souci pour les accusateurs de Copé : l'argument alléchant de cette mauvaise pièce de théâtre présente quelques incohérences. La version vendue aux médias – et à la justice – se heurte à un fait incontestable : si Copé et Lavrilleux ne sont certes pas de blanches oies et comptent à leur actif quelques coups pendables, ils appartiennent à une génération qui s'est construite dans la crainte de la justice. Alors, ils ont fait attention. Eux n'ont pas trempé dans des affaires d'enrichissement personnel, voire même au strict bénéfice de leur vie politique, en tout cas à ce qu'on sache. « Ils ont fait une erreur d'appréciation, analyse après coup le Professeur. Ils ont tellement été persuadés que c'était la norme de piquer de l'argent qu'ils n'ont pas anticipé que ni moi ni Copé n'en avions détourné. Or, il n'a jamais été pris dans une affaire, et moi non plus. »

Si les fillonistes se repaissent des déboires du patron de l'UMP, le premier cercle sarkozyste s'inquiète un peu. Il ne faudrait pas que la presse, et encore moins la justice, aillent trop loin et mettent leur nez dans les finances de la dernière campagne présidentielle de Sarkozy,

dont chacun pressent le potentiel sulfureux.

Jean-François Copé commence en tout cas à comprendre le danger : une coalition d'intérêts, au sein de sa propre famille politique, en fait le bouc émissaire parfait. Il est vrai que les apparences jouent contre lui. Bygmalion et sa filiale Event & Cie sont dirigées par deux hommes, Bastien Millot et Guy Alvès, qui ont travaillé plus de dix ans à ses côtés, à la mairie de Meaux, puis à son cabinet, chaque fois qu'il a été ministre.

Alors, Copé, aidé du Professeur, se débat. Il ne se laissera pas déboulonner comme ça. Mais, à l'UMP, ils sont nombreux à être convaincus de la culpabilité du maire de Meaux.

Trop nombreux.

CHAPITRE 2

Le juif et l'homosexuel

Autant le dire franchement, Copé a la gueule de l'emploi.

« Au début, confie avec franchise Thierry Solère, on se dit tous que Copé a la tête du coupable ! Parce que Bygmalion, c'est Lavrilleux et Bastien Millot, c'est-à-dire des mecs de Seine-et-Marne, des *Copé boys*. Et puis, Copé, ceux qui ne l'aiment pas disent : "Il aime le fric, ça se sent." Copé, c'est la photo avec l'intermédiaire Ziad Takieddine dans une piscine, c'est un train de vie, c'est son copain de la banque Rothschild, Grégoire Chertok... Donc, il y a ce supposé-là avec Copé : un garçon qui aime la thune. C'est d'ailleurs là que Fillon est très fort, à l'époque ! Fillon, c'est la caricature de la droite provinciale de l'Ouest, catholique, à qui vous donnez le bon Dieu sans confession, la raie bien mise et le pantalon tout droit. Alors que savoir qui aime le plus la thune entre Copé et Fillon, j'aurais du mal à le dire... Mais il y a un match ! Donc Copé, oui, tout le monde croit ça, parce que ça a l'air simple. Et Copé, ça lui a fait la peau. »

Jérôme Lavrilleux abonde dans le sens de Thierry Solère.

Toujours ce délit de sale gueule reproché à Copé... Avec, dans le subconscient de certains de ses contempteurs, de vieux présupposés franchement abjects. Lavrilleux : « Copé, c'est le mec qui a la gueule à aimer le fric, un juif en plus, franchement... Ils se sont dit, de toute façon, Copé, avec sa tête de juif amoureux de Takieddine et qui aime bien vivre, il a la gueule de l'emploi. Il y a ceci dans l'inconscient collectif : il est juif, donc il aime l'argent. J'en suis intimement persuadé. Ça sentait trop mauvais, il fallait allumer un contre-feu immédiat, on avait sous la main le type tellement mal élu à la présidence de l'UMP, qui s'y était pris comme un manche pour gagner l'élection. Le coupable idéal, encore une fois... »

Valérie Pécresse le rappelle toutefois, les soupçons visant Copé ne reposaient pas seulement sur des a priori. Évoquant l'attitude des copéistes après leur conquête de l'UMP fin 2012, elle relève ceci : « Ils ont obligé tous les députés à faire facturer leur site Internet par

Bygmalion, ils ont obligé les maires à faire des formations... Ce n'est pas forcément illégal, mais il y a toute une nébuleuse... »

Patron depuis décembre 2017 du parti Les Républicains, qui a succédé à l'UMP, Laurent Wauquiez assure, lui, être tombé des nues lorsqu'il a découvert le rôle joué par la société de Bastien Millot : « Moi, Bygmalion, je n'en avais jamais entendu parler, ni de près ni de loin. Je ne connaissais pas le nom, je ne connaissais pas la structure, je ne savais même pas qu'elle avait travaillé ni au groupe, ni ici au siège, et je ne les avais jamais croisés – ce qui est d'ailleurs très révélateur de la réalité de leur travail... Il n'y a jamais eu ici une séance de travail où Bygmalion serait venu et, en tant que Bygmalion, nous aurait dit : voilà ce qu'on propose pour la campagne des européennes, voilà la stratégie qu'il faut avoir... »

Xavier Bertrand, lui, se souvient surtout du climat suspicieux entretenu autour de la personne de Jean-François Copé. « Tout le monde se dit : on va enfin savoir, relate le président des Hauts-de-France. Tout le monde se disait : "Il y a un truc avec Bygmalion, c'est quoi la relation ?" "Est-ce que c'est eux, Bygmalion, qui se font une force de frappe pour la présidentielle de Copé ?" Mais, aujourd'hui, quelqu'un qui veut se lancer dans une présidentielle en se fixant un lien à la patte, c'est qu'il est taré, un gars qui, dans une élection présidentielle, cherche à se faire du pognon, c'est radioactif, c'est un fêlé complet ! Honnêtement, c'est vrai que Bygmalion pratique des tarifs qui n'étaient pas donnés, mais se faire du fric à l'occasion d'une élection présidentielle, il faut être débile, il faut les interner ! Tout est épiluché dans une présidentielle. Lavrilleux et Bastien Millot ? Quelle est la question derrière ? Et quel est le problème ? Ils sont amis depuis longtemps, tout le monde le sait, quel est le problème, ça n'a rien à voir. Ils se connaissent depuis qu'ils sont tout petits, le sujet n'est pas la nature de leur relation. » Xavier Bertrand fait allusion à ces médisances sordides, distillées à l'envi par sarkozystes et fillonistes, unis pour l'occasion, et dont Jérôme Lavrilleux et Bastien Millot sont la cible... Car, à l'UMP, c'est l'heure des raisonnements simplistes, scabreux parfois, sans même l'ombre d'une preuve d'ailleurs. Les nauséabondes rumeurs de la ville reviennent aux oreilles de Lavrilleux : on murmure dans le Tout-Paris que sa relation avec Bastien Millot ne serait pas seulement professionnelle. Entre initiés, on lâche le grand secret, en fin de repas : après tout, les deux hommes ne sont-ils pas amants ?

C'est de notoriété publique, n'est-ce pas...

Et du coup, tout s'explique.

« C'est vrai que nous, à l'UMP, on la connaît, la relation entre

Jérôme Lavrilleux et Bastien Millot, raconte Solère. On sait qu'ils sont gays, que c'est un couple... Nous, on sait ça. » Lorsqu'on lui fait observer que cette rumeur serait en fait totalement infondée, le député de Boulogne-Billancourt ne cache pas sa surprise. Il concède que ce ragot a eu de lourdes conséquences – raison pour laquelle nous l'évoquons. « À partir de cette conviction, reprend Solère, s'est construite l'idée que Jérôme Lavrilleux et Bastien Millot forment un couple, vivent ensemble, et par ailleurs travaillent ensemble : politiquement, auprès de Jean-François Copé, puisque l'un a passé le relais à l'autre en tant que dir' cab', et d'autre part, Bygmalion, c'est la boîte de Bastien, donc du mec de Jérôme. Or, Jérôme est le donneur d'ordres dans la campagne, donc c'est facile de faire ce raisonnement, c'est très crédible. Ça signifie la bonne petite escroquerie, le bon petit business, le bon "bouclard" bien monté... »

Consternantes déductions, bâties sur du sable, ou plutôt un océan de préjugés.

« Désolé, je ne me suis pas tapé Bastien Millot », assène aujourd'hui le Professeur, volontairement provocateur. Ce grand pudique, à l'affectivité rentrée mais bien réelle, se doutait, au fil de nos entretiens, que la question lui serait posée, inévitablement. Non pas que cela nous intéresse, la vie privée des gens, c'est même tout le contraire... Mais cette relation amoureuse supposée a été l'un des éléments clefs du dossier judiciaire, jusque dans l'entourage de Nicolas Sarkozy, où l'on glosait sur ce lien fantasmé pour expliquer la première affaire Bygmalion.

Alors Lavrilleux s'explique, entre silences et franchise.

Et il lui en coûte.

« Je suis parti en vacances avec Bastien Millot, j'ai dû tout justifier, tout a été payé régulièrement, en Carte bleue, j'ai payé ma chambre d'hôtel, qui n'était pas la même que la sienne, parce qu'il faut même répondre à des choses graveleuses... Tout a été mis sur la place publique, y compris les fantasmes sur ma sexualité, qui devait pour certains tout expliquer... Parce qu'ils sont dans ça, que dans ça. Tout doit toujours s'expliquer par le cul et l'argent. » Le Professeur dit encore : « La grande théorie, c'était : comme Lavrilleux devait se faire enculer, ou enculer Bastien Millot – texto, cela a été dit dans le bureau de Nicolas Sarkozy, rapporté par un témoin fiable ! –, eh bien, ça explique tout. Au moins, si ça avait été le cas, mais ce n'est pas le cas. Mais comment voulez-vous prouver que ce n'est pas le cas ? À la fin de l'enquête des juges, des avocats ont même refait une demande d'expertise, déjà réclamée l'année précédente, dans le but d'établir les liens intimes Millot-Lavrilleux. »

Jérôme Lavrilleux a été marié. Il a divorcé. Pour des raisons qui le, ou plutôt les, regardent. On les connaît. On n'en dira pas plus. La solitude lui pèse parfois, mais il a consacré sa vie à la politique. Il fait partie de ceux qui voient l'action publique comme un sacerdoce, un ascétisme forcé. Il lui arrive d'avoir des tentations, bien sûr. Des possibilités, aussi. « J'ai failli être avec quelqu'un, une femme, une élue. J'ai fait semblant de ne pas comprendre ses avances. Et pourtant, ça m'aurait plu. Mais je ne veux pas imposer ma vie à venir à quelqu'un, le procès Bygmalion, les médias... Et puis, je ne suis pas un coureur de jupons, cela fait de moi quelqu'un d'anormal, sans doute, mais je conduis ma vie comme je veux. »

Enfin, il nous confie les raisons de son silence sur le sujet devant les juges, les policiers, ses collègues en politique... En nous demandant de respecter sa discrétion. C'est chose faite.

Pour Laurent Wauquiez, ces rumeurs méphitiques ne doivent pas occulter ce qu'il considère être le vrai sujet : le rapport de Jean-François Copé à l'argent. Car le président de LR le maintient, certaines attaques visant Copé n'étaient pas dénuées de fondement.

« Quand c'est sorti, je me souviens très bien avoir eu la conviction que c'était fini pour Copé », attaque le président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes à propos de l'article du *Point* de février 2014. « Parce que, dès le début, moi, j'ai toujours considéré que Copé pratiquait le mélange des genres, qui était plus que douteux. Aussi parce que, personnellement, sur ces questions, j'ai toujours été plutôt très exigeant. Donc le mélange des genres, c'est le fait que Copé ait continué, quand il était député, à avoir aussi des pratiques d'avocat, à l'époque où il est président du groupe, ce qui est plus que limite, où il dépose des amendements sur des sujets très "frontières" et où il se fait payer en même temps... Et il m'attaque énormément au moment de l'affaire Cahuzac, parce que je suis l'un des premiers à tirer et à dire : "Ce n'est pas acceptable, on doit sortir du mélange des genres", et je publie, moi, ma déclaration de patrimoine, ce qui à l'époque me vaut le tir à la kalachnikov de Copé. Donc, que j'ai en tête le fait que Copé a des relations compliquées avec cette question de la transparence, oui, très clairement. Mais qu'on ait soupçonné, derrière la mécanique de Bygmalion, tout ce que représentaient les millions d'euros, non, ni de près, ni de loin. »

Bygmalion, comme Voldemort dans *Harry Potter*, c'est désormais le nom qu'on ne veut plus prononcer, à droite.

CHAPITRE 3

Le mistigri Bygmalion

Mais qui a donc choisi Bygmalion ?

Personne ne s'en vante.

La réponse est pourtant centrale, essentielle.

Aiguillés sur la piste Millot-Lavrilleux, les policiers, mandatés par le parquet de Paris, découvrent qu'Event & Cie est devenue le prestataire privilégié de l'UMP depuis l'arrivée de Copé à la direction du parti, et ce, au détriment d'Agence Publics, société gravitant dans la galaxie sarkozyste. Au point d'avoir été épinglée, en 2009, par la Cour des comptes, pour des « dépenses somptuaires » réalisées, l'année précédente, au profit du président Sarkozy. Agence Publics avait organisé diverses manifestations durant le quinquennat, notamment, le 13 juillet 2008, le sommet de l'Union pour la Méditerranée. Un événement de quelques heures facturé à l'Élysée... 16 millions d'euros ! Dont 245 000 consacrés à la seule construction d'une loge avec douche pour le président. Comme quoi, le goût du luxe, l'amour du superflu, les dépenses faramineuses, tout cela n'a pas démarré en 2012...

Dirigée par Gérard Askinazi, Agence Publics a du reste continué à bénéficier de la générosité de Nicolas Sarkozy après la présidentielle de 2012. La société a été choisie par l'Association des amis de Nicolas Sarkozy pour s'occuper de son site Internet et de l'organisation de trois réunions publiques, prestations facturées 250 000 euros, en 2013. Au cours de l'enquête, Askinazi expliquera entretenir des relations « respectueuses » avec Sarkozy, qu'il connaissait « depuis vingt-cinq ans dans le cadre de leurs fonctions électives dans les Hauts-de-Seine ». Élu de Boulogne-Billancourt depuis 1989, Gérard Askinazi avait même été fait chevalier de la Légion d'honneur par le président Sarkozy. En lui remettant sa décoration, en personne et au Palais, le 21 octobre 2009, le chef de l'État avait versé dans le dithyrambe : « Vous incarnez l'excellence. Votre savoir-faire, votre rigueur morale et votre éthique font de vous un homme très

demandé. » Très demandé, oui, mais pas par tout le monde. Car, en accédant au secrétariat général de l'UMP, Copé va s'empresse de se débarrasser de l'encombrant Askinazi au profit de Bygmalion. Question de confiance.

Gérard Askinazi a décrit en détail cette séquence aux enquêteurs. « En 2010, s'est-il souvenu, je réponds à un appel d'offres pour l'organisation de neuf conventions thématiques pour l'UMP. Nous avons un contrat d'exclusivité pour un montant de 900 000 euros hors taxes. » À cette époque, Xavier Bertrand est secrétaire général du parti. Agence Publics emporte la mise en septembre 2010 et, le 9 novembre 2010, organise, à la Cité des sciences de la Villette, la première convention prévue par le contrat. Mais cinq jours plus tard, coup de théâtre, Nicolas Sarkozy, dans le cadre du remaniement, fait entrer Xavier Bertrand au gouvernement. Le nouveau ministre de la Santé doit abandonner le très stratégique secrétariat général de l'UMP à Jean-François Copé.

« Au bout d'un mois, raconte Askinazi, je suis reçu à l'UMP par Jérôme Lavrilleux qui m'explique que, suite au changement de direction, il y a un changement de stratégie. Dès lors, il met fin au contrat qui nous liait. » Cette rupture unilatérale contrarie fortement, bien entendu, les dirigeants d'Agence Publics, au point d'envisager une action en justice. Mais ils se ravisent bien vite. Askinazi confie pudiquement : « Je n'ai pas souhaité attaquer le client, car c'est un petit monde et les conséquences peuvent être préjudiciables pour une agence de communication. » Exit, donc, Agence Publics, et bienvenue Bygmalion ! Désormais dans la place, la société de Millot et Alvès va naturellement être choisie pour mettre en scène la nouvelle odyssée présidentielle de Sarkozy, en 2012.

D'après Guillaume Lambert, c'est bien le camp Copé, via l'incontournable Jérôme Lavrilleux, son adjoint à la direction de la campagne, qui a imposé Event & Cie, la filiale événementielle de Bygmalion : « C'est Jérôme Lavrilleux qui a très clairement indiqué que c'était la société Event & Cie qui devait être retenue pour l'organisation des meetings de la campagne. »

Début février, quelques jours avant l'annonce de la candidature, une réunion est organisée par Lambert dans son bureau, à l'Élysée, en présence de Lavrilleux et Cesari. Ces derniers, d'après Lambert, lui auraient « indiqué que c'était l'UMP qui était chargée de l'organisation des meetings, de A à Z, et qu'ils avaient leur prestataire, qui était la société Event & Cie que [je] ne connaissais[s] pas ». Surpris, Lambert passe un coup de fil à Franck Louvrier. Le tout-puissant chargé de communication de Sarkozy lui répond, prudent : « On va voir »...

À en croire Lambert, « Jérôme Lavrilleux s'est en quelque sorte un peu fâché, m'indiquant : "C'est Event ou ne comptez pas sur nous pour faire campagne." J'en ai parlé par la suite à Franck Louvrier, qui m'a dit qu'on allait les laisser faire et voir comment cela allait se passer ».

Une version vivement contestée par Lavrilleux face aux enquêteurs : « On pourrait croire à la lecture des déclarations de Lambert que j'aurais imposé un prestataire aux dépens d'autres prestataires, corrige-t-il. En réalité, le choix s'est fait dans la précipitation et dans, semble-t-il, l'impréparation totale du côté de l'entourage proche du candidat. C'est tout naturellement que j'ai indiqué que nous avions l'habitude à l'UMP de travailler avec un prestataire et que celui-ci était disponible si Franck Louvrier le souhaitait. Comment peut-on imaginer une seule seconde que, pour une question de choix de prestataire, l'UMP puisse refuser de participer à la campagne électorale du candidat issu de ses rangs ? »

Cette position, Lavrilleux l'a maintenue depuis le début, et il n'en démordra pas, y compris au tribunal lorsque sonnera l'heure du procès. « Quand vous travaillez pour un parti politique, vous faites appel à des sociétés que vous connaissez », confie le Professeur, avant de nous livrer sa version des faits. Selon lui, le point de départ se situe en novembre 2011, quand Olivier Biancarelli, conseiller du président, vient le questionner.

— Biancarelli : Vous travaillez avec qui, pour organiser les réunions ?

— Lavrilleux : C'est la société Bygmalion.

— Biancarelli : Ah bon ?

— Lavrilleux : Et vous, vous n'avez personne ?

— Biancarelli : Si, c'est Agence Publics, avec Gérard Askinazi.

Mais l'Élysée a quelques soucis. Agence Publics a tendance à voir grand, trop grand. Avec elle, les dépenses sont parfois extravagantes. De retour à l'UMP, Lavrilleux s'en ouvre à Copé, à qui il ne dissimule pas sa stupéfaction. À quelques semaines d'une échéance aussi importante, l'Élysée semble baigner dans une forme de désorganisation qui flaire bon l'amateurisme. Quelques jours plus tard, un frisquet dimanche de décembre, retour à l'Élysée, cette fois dans le bureau de Franck Louvrier, l'influent « communicant » du président. « On va travailler avec Bygmalion », lâche le conseiller. Ça tombe bien, Lavrilleux est justement accompagné de Franck Attal, le maître

d'œuvre d'Event & Cie, la filiale de Bygmalion.

Ce dernier a le sourire aux lèvres. Il y a de quoi : une campagne présidentielle, ce sont de formidables rentrées financières en perspective. « Moi, je n'impose rien, note Lavrilleux, je m'en fiche, je ne prends pas de commission ! Il n'y avait pas de favoritisme, car la société Idéepole, dans laquelle était Franck Attal, travaillait déjà pour l'UMP. Donc je le redis, ce n'est pas Jean-François Copé qui a choisi la société Event & Cie, elle a été choisie par Louvrier et moi-même. »

Face aux juges, pourtant, Nicolas Sarkozy lui-même a renvoyé la responsabilité du choix de recourir aux services de Bygmalion sur le duo Copé-Lavrilleux. « En 2012, je n'étais plus le dirigeant, a rappelé l'ex-chef de l'État. Ce n'est qu'après que j'ai appris que, lorsque Jean-François Copé était arrivé à l'UMP, il avait pris la décision de faire entrer Bygmalion. Ce que j'ai appris par Franck Louvrier après les révélations de l'affaire dans la presse, c'est que c'était une demande absolue de l'UMP que l'exécution des meetings soit organisée par les gens de Bygmalion. Franck Louvrier m'a précisé que c'était une recommandation très ferme de la part de Jérôme Lavrilleux et de Jean-François Copé. Je savais que les choses avaient changé à l'UMP puisque c'était Copé qui dirigeait et pas moi. » Et l'ancien président d'ajouter une précision, non exempte de sous-entendus : « Partout où est passé Jean-François Copé, il a pris Bygmalion. »

Et partout où est passé Sarkozy, il a intrigué la justice...

CHAPITRE 4

Mariage, fleurs et vidéos

En ce début de printemps 2014, ils sont nombreux, à l'UMP, à penser – et, pour certains, à se répandre dans les rédactions – qu'il y a matière à écrire un scénario séduisant sur le papier : grâce à Bygmalion et ses amis Millot et Alvès, Copé s'est constitué un « trésor de guerre » au détriment de l'UMP, le tout afin de financer ses ambitions présidentielles et/ou d'arrondir ses fins de mois... « On dit que j'ai volé Sarkozy, s'exclame devant nous Jean-François Copé. Mais je n'ai jamais volé Sarkozy ! »

Copé se souvient d'avoir été trouver, quelques semaines après l'article du *Point* le mettant en cause, l'un des « éléphants » du parti, Jean-Pierre Raffarin, pour se plaindre de l'attitude de son propre camp, prompt à le dénigrer, voire à le calomnier, comme plusieurs journalistes le lui rapportent. « J'ai vu Jean-Pierre, en lui disant que j'étais outré. Et j'ai compris. Il me l'a expliqué, le truc », témoigne le maire de Meaux. Il restitue l'échange.

— Raffarin : Mais de quoi tu me parles, je dis moi-même partout que t'es innocent ?!....

— Copé : Arrête de te foutre de ma gueule ! Pour que des journalistes me disent ça...

— Raffarin : Mais pas du tout, je vais te dire ce que j'ai dit. Je leur ai dit : « Il y a deux options, soit c'est Copé, soit c'est Sarkozy. Comme c'est pas Copé, c'est Sarkozy. Mais pourquoi ça pouvait être Copé, parce que c'étaient ses amis, et que Sarkozy lui-même me disait qu'il avait mis des comptes en Israël... »

Commentaire affligé de Copé : « C'est-à-dire que l'autre [Sarkozy] balançait en disant qu'en plus, c'était pour moi. Pfff... Des comptes en Israël... Il faut l'inventer ! Quand on connaît l'histoire familiale de Sarkozy, vous vous rendez compte ? Mais ça s'arrête quand ? » Il

relate la fin de sa conversation avec Raffarin.

— Raffarin : Moi, au tout début du tout début, j'ai eu des doutes. Parce que tu comprends, tes copains, comment ils ne te l'ont pas dit, etc.

— Copé : Mais tu m'emmerdes ! Comment t'es fait, toi ? ! Je te l'ai dit moi-même, on a dîné avec nos femmes, et t'as ta femme qui nous envoie à Nadia et moi des textos toutes les dix minutes, en nous disant : « Je prie pour vous, je crois en vous. » Et toi pendant ce temps-là, tu vas dire à je ne sais qui que tu as des doutes... Mais c'est de moi que tu parles !

— Raffarin : Tu as raison, maintenant les choses sont claires...

Pas pour tout le monde. Les policiers de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI), mandatés par le parquet de Paris, se lancent sur la piste de l'enrichissement du clan Copé. Ils sont opportunément mis sur une piste prometteuse : celle du mariage de Jean-François Copé, le 3 décembre 2011, qui aurait été « sponsorisé » par Bygmalion.

« Dans le cadre de l'enquête, noteront les policiers dans un procès-verbal, il apparaissait que trois sous-traitants d'Event & Cie pour la campagne présidentielle, Leni, Match Event et Côté Jardin, avaient effectué des prestations lors du mariage de Jean-François Copé. » De fait, les investigations vont faire apparaître que, via ses sous-traitants, Bygmalion a réalisé et offert à Copé le film de ses noces, dans le cadre pompeux du Pavillon Cambon, à deux pas de la place de la Madeleine, à Paris. Or les vérifications très poussées effectuées par les hommes de l'OCLCIFI vont établir que c'est à l'insu du maire de Meaux que Bastien Millot a offert des prestations non facturées. « Bastien Millot m'a dit qu'il voulait en faire cadeau à Jean-François Copé », se souvient Franck Attal, directeur général adjoint d'Event & Cie. Bastien Millot, lui, précisera que c'est en fait le patron de la société Leni, sous-traitant chargé de réaliser le film lui-même, qui avait « offert la vidéo du mariage à M. Copé », en précisant qu'il s'agissait d'« un petit geste commercial ».

Entendu à son tour, Copé réfute avoir demandé la moindre faveur : « La seule chose que je puisse vous dire, lance-t-il aux policiers, c'est que je n'ai jamais demandé de prestations à qui que ce soit d'autre que celles que j'ai réglées. » L'enquête a d'ailleurs établi que le maire de Meaux avait payé au Pavillon Cambon la rondelette somme de 38 193,86 euros...

Jérôme Lavrilleux a également mis la main à la poche, et le moins que l'on puisse dire est qu'il a été généreux avec son patron. Il a réglé la facture de la composition florale, d'un montant de 5 908,24 euros...

« J'avais des réponses à tout, j'avais toutes mes factures, se souvient Jean-François Copé. Bastien me dit qu'il m'offre mon film, je ne peux pas savoir qu'il ne le paie pas. Les enquêteurs ont même appelé la Taverne de Maître Kanter, à Meaux, où j'avais fait mon vin d'honneur ! » De fait, le cocktail, facturé 1 000 euros TTC, a bel et bien été réglé à l'estaminet meldois par Copé lui-même.

Passé au scanner policier, Copé sait qu'il devrait en sortir indemne. Judiciairement, en tout cas. Mais, le temps que la vérité éclate, il doit accepter la sentence médiatique et populaire. Car, en ce printemps 2014, les enquêteurs n'ont pas encore tous les éléments en main. Alors, Copé devient un pestiféré. Pour longtemps.

« Je suis pas un ami de Jean-François Copé, conclut Solère. Mais il a quand même eu en moyenne... une voix par bureau de vote à la primaire de novembre 2016, soit environ 10 000 ! C'est pire qu'un naufrage, c'est terrible... Pour quelqu'un qui a quand même été ministre à plusieurs reprises, un type courageux, qui a de grandes qualités... Mais s'est construite l'image du pourri, et aujourd'hui, pour lui, c'est compliqué. Il était en train de construire son image, et là, paf, Bygmalion... Ça l'a acculé à partir. »

Le maire de Meaux a tiré les enseignements de cette période douloureuse : « Me concernant, il y avait tellement de violence et de tensions... J'ai compris à ce moment-là que, de toute façon, il allait me falloir du temps pour que les Français veuillent bien entendre qu'en fait j'étais innocent. Parce que, comme toujours quand vous êtes désigné coupable par la vindicte, ça prend vingt-quatre heures, mais pour démontrer qu'en fait vous étiez innocent, ça prend des mois, voire des années. C'est donc dans ce contexte-là que j'ai compris que l'élan que je pouvais imaginer pour 2017 était brisé. Mais ça, il y a des gens qui ne veulent pas l'entendre pour eux-mêmes ! Sarko à l'époque est déjà empêtré dans des affaires, mais il ne veut pas entendre qu'il ne pourra pas prendre 2017. Moi, je l'ai entendu. Je me suis dit, c'est comme ça, c'est la vie, il faut l'accepter, il y a un travail de résilience à faire. J'ai fait un choix totalement contre-nature, c'est-à-dire que je me suis dit : mes concurrents veulent ma peau et sont ingénies à me détruire de manière sordide ; soit Fillon pour se venger, soit Sarko disant : "Pendant que c'est Copé, c'est pas moi." Et donc les petits marquis autour, les journalistes se dédouanaient de 2012 en disant : "Ben voilà, vous voyez, c'est pas 2012, mais c'est 2014..." Donc je me suis dit, les seuls qui peuvent me sortir de là, ce sont les magistrats. »

Bon calcul, d'autant qu'il n'est pas tombé sur les plus mauvais, loin de là : dans le monde politique, habitué à frayer avec la justice, les juges Serge Tournaire et Renaud Van Ruymbeke sont des figures craintes mais surtout respectées.

Pour la justice, l'enquête Bygmalion est une priorité, les magistrats veulent démêler l'écheveau des responsabilités. Et aller au-delà des apparences. En particulier le plus jeune des deux, Serge Tournaire, qui instruit déjà plusieurs procédures visant... Nicolas Sarkozy.

CHAPITRE 5

Sarko sous influence

En ce début de printemps 2014, François Fillon est aux anges.

Ses deux principaux adversaires – ou plutôt ennemis – sont au tapis, ou presque. Car tandis que Jean-François Copé se débat pour prouver son innocence dans l'affaire de détournement de fonds liée à Bygmalion, Nicolas Sarkozy se trouve au cœur d'un nouveau scandale.

L'affaire a éclaté le 7 mars précisément.

Deux jours plus tôt, le toujours retraité de la vie politique, décidément omniprésent sur la scène médiatique, mais pas vraiment comme il l'aurait souhaité, a été éclaboussé par des révélations plutôt glauques. Le site Atlantico et *Le Canard enchaîné* ont publié les extraits d'enregistrements clandestins réalisés durant le quinquennat, à l'insu de Nicolas Sarkozy, par son conseiller Patrick Buisson. Le procédé, particulièrement choquant, sera condamné par la justice, saisie d'une plainte de Sarkozy, qui excommunie illico Buisson.

Les conversations captées illégalement par Buisson ne sont évidemment pas à l'avantage de l'ancien locataire de l'Élysée. D'un intérêt limité, elles confirment principalement que, entre 2007 et 2012, au sommet de l'État, la bienveillance n'avait pas franchement droit de cité...

Choqué, Lavrilleux coupe aussi les ponts brutalement avec Buisson, qu'il continuait à voir depuis la défaite de mai 2012. « Je n'ai pas été étonné quand j'ai appris qu'il avait enregistré, en fait, confie-t-il. Mais, pour moi, c'est la rupture avec lui. Je cesse tout contact à partir du moment où je sais qu'il a fait ça. Ce n'est pas loyal. Plus de rendez-vous, plus rien, on a cassé la convention entre lui et l'UMP... Il a même essayé de nous menacer d'un procès. »

Lavrilleux n'a toujours pas digéré le procédé. « Moi, dit-il, je n'ai jamais enregistré et, pendant toute ma carrière politique, je n'ai quasiment pas fait de notes écrites. Je l'ai eu au téléphone, Buisson, quand ça a éclaté, il m'a dit : "Mais non, c'est totalement faux, n'importe quoi, c'est un coup monté de Giacometti..." Après, je trouve

que ça a été trop facile, ils se sont tous mis à baver dessus, alors qu'ils avaient tous fait la queue devant lui pour bénéficier de ses conseils. Moi, je n'ai jamais bavé sur lui. Je pourrais, pour fanfaronner, dire : "Oui, oui, il a voulu faire une alliance avec le Front national", mais ce n'est pas vrai, c'est trop facile, c'est trop simple. Mais ce monde politique adore se racheter des virginités. »

Mais il y a encore plus grave, donc. Le vendredi 7 mars, nous écrivons, à la une du *Monde*, que l'ex-chef de l'État est suspecté dans une nouvelle affaire, cette fois-ci pour des faits de corruption et de trafic d'influence. Rien que ça. Il aurait tout simplement tenté d'orienter en sa faveur une décision de la Cour de cassation dans le dossier Bettencourt. Et ce par l'entremise de son avocat et ami Thierry Herzog, et d'un haut magistrat, Gilbert Azibert, à qui l'on aurait fait miroiter un poste prestigieux à Monaco. Les soupçons sont nés de la mise sur écoute de l'ancien président, dont l'article du *Monde* révèle aussi l'existence. Un « branchement » décidé dans le cadre d'une autre procédure, menée par l'incontournable Serge Tournaire : l'affaire libyenne, dans laquelle Sarkozy est accusé d'avoir perçu des fonds occultes de Mouammar Kadhafi, cette fois pour sa campagne présidentielle de 2007. Décidément, pour l'ancien président, les ennuis judiciaires se multiplient et se croisent dans des dossiers gignés.

La double révélation du *Monde* provoque un tsunami. Il faut désamorcer le scandale, de toute urgence. Et ça, les sarkozystes savent faire. Leur stratégie relève *a priori* du lieu commun : la meilleure défense, c'est l'attaque. « Il a un sens du mouvement bien supérieur aux autres, c'est-à-dire que c'est un tacticien hors pair, il est très difficile à attraper si l'on est son adversaire – et à suivre, aussi, si l'on est son partenaire ! » analyse François Baroin. Jean-Louis Debré aussi l'assure : « Sarko a compris quelque chose : il faut toujours être à l'offensive, et pas sur la défensive. » Souvenons-nous de la confiance de Rachida Dati : « Sarko disait toujours : quand on est immobile, on devient une cible. Donc, il faut être en mouvement. »

Recette éculée ? Pas tant que ça. Élevé à bonne école, Sarkozy lui-même n'a rien oublié des conseils de son premier mentor, un expert en coups tordus, Charles Pasqua. Rompu à l'art de la contre-offensive, l'ancien ministre de l'Intérieur, décédé en 2015, l'avait même théorisé : « Quand on est emmerdé par une affaire, il faut susciter une affaire dans l'affaire, et si nécessaire une autre affaire dans l'affaire de l'affaire, jusqu'à ce que personne n'y comprenne plus rien. »

Avec un brio indéniable, s'appuyant sur leurs précieux relais dans la presse, c'est exactement ce que les membres du premier cercle de la Sarkozie vont faire. En suggérant, contre l'évidence, que les

révélations du *Monde* ont été orchestrées par le pouvoir socialiste, Sarko & Cie parviennent à allumer un habile contre-feu. En quelques jours, l'ancien président passe du rôle d'accusé à celui d'accusateur, de coupable à victime. Les médias n'y voient que du feu, l'affaire de trafic d'influence à la Cour de cassation devient, comme par magie, « l'affaire des écoutes ». Le scandale n'est plus que Sarkozy ait pu faire pression sur la plus haute juridiction française, mais que ses téléphones aient été placés sous surveillance par la justice...

Brillant.

À droite, pourtant, si personne n'ose s'en prendre publiquement à celui qui reste le patron, le trouble est palpable. Même les proches de l'ancien président craignent que, à force d'accumuler les casseroles, leur leader, dont chacun pressent que le retour en politique est imminent, finisse par perdre toute crédibilité. C'est d'ailleurs l'analyse de Jérôme Lavrilleux.

« L'éclatement de l'affaire Azibert, c'est-à-dire le fait qu'un ancien président de la République se sente suffisamment inquiet pour son avenir judiciaire pour se livrer possiblement à un trafic d'influence poisseux sur fond de principauté monégasque et de portable au nom de "Bismuth", marque un tournant dans l'opinion des gens de droite sur Nicolas Sarkozy », estime le Professeur en évoquant cette affaire dans laquelle l'ancien chef de l'État reste présumé innocent. « Contrairement aux autres affaires, ajoute Lavrilleux, il ne peut plus invoquer un pseudo-complot judiciaire ou rejeter sa responsabilité sur d'autres. C'est lui qui, ayant sans doute des choses à se reprocher, est accusé de s'être livré à une illégalité. Ça marque une profonde rupture dans son électorat, y compris chez ses fans. Pour moi, c'est à ce moment qu'il perd toute chance de revenir. Chez les élus, Hortefeux est quasiment le seul à se dévouer pour le défendre. Car son retour apparaît désormais comme un moyen d'échapper à la justice plutôt qu'une volonté de proposer un projet pour la France. »

L'affaire Azibert révélée, François Fillon savoure, en silence. Sarkozy, lui, retranché rue de Miromesnil, est furieux. Il sait, en avocat expérimenté, que ce nouveau front judiciaire va empoisonner ses mois à venir. Il nourrit une crainte, également. Ces écoutes téléphoniques menées par les magistrats, que contiennent-elles exactement ? Les policiers ont-ils consigné l'intégralité de ses conversations ? Si oui, il a du souci à se faire. Si jamais ces interceptions téléphoniques venaient à fuiter. Elles révéleraient les bassesses du petit monde entourant l'ancien président. Jean-François Copé, lui, observe. Et nous confie son sentiment. Il tient en cinq mots : « Cette affaire Azibert est effrayante. »

Il n'a pourtant encore rien vu.

CHAPITRE 6

Fausses factures pour vraies réunions

Il faut toujours écouter Jean-Louis Debré, qui a des souvenirs pleins les poches – « J'ai dix mille pages de notes », sourit-il.

Nous sommes en mars 1995, à quelques semaines du premier tour d'une présidentielle qui, au sein du RPR, vire à la guerre fratricide, puisque deux de ses leaders se disputent l'élection : Jacques Chirac et Édouard Balladur, dont le porte-parole est Nicolas Sarkozy, alors ministre du Budget. Colère des chiraquiens lorsque *Le Monde* révèle que la famille de Bernadette Chirac, née Chodron de Courcel, a réalisé une plus-value de plusieurs dizaines de millions de francs en revendant, en janvier 1993, dans des circonstances troubles, des terrains à une société d'aménagement créée pour la circonstance. À l'époque, déjà, les regards chiraquiens s'étaient spontanément tournés vers le locataire de Bercy. À tort, à en croire Brice Hortefeux, à la fois porte-voix et porte-drapeau de Nicolas Sarkozy. « En 1995, j'étais chef de cabinet de Nicolas à Bercy, rappelle-t-il. On avait en effet laissé entendre que c'était de chez Nicolas Sarkozy qu'était sortie l'affaire des terrains des Chodron de Courcel. Chirac pensait même que c'était moi ! Mais c'est faux. Moi, je sais qui c'est. Je ne vous dirai pas qui. Je peux juste dire que c'est quelqu'un de Bercy qui, sincèrement, pensait que Chirac était un danger pour la France, et qui a pris l'initiative lui-même. Pensant peut-être devancer les désirs de Sarkozy, oui, c'est vrai. Mais Nicolas déteste ça, ce genre de méthodes. Vraiment, je peux en témoigner, ce n'était pas Nicolas, ni dans la demande d'information, ni dans la transmission d'information. »

L'ambiance était, alors, irrespirable au sein du parti gaulliste. Les haines s'exprimaient même parfois au grand jour, comme ce samedi 29 avril 1995, lors du meeting de Jacques Chirac au parc de Bagatelle, à Paris, dans l'entre-deux-tours. Sarkozy rase les murs. Condamné à soutenir Jacques Chirac, après l'avoir trahi au profit de Balladur, il n'a d'autre choix que de se rendre au meeting. Arrivé dans la salle... La suite, illa racontera, plus tard, à sa confidente favorite, Rachida

Dati : « Rachida, j'avais un costume gris souris, je traverse l'allée, j'arrive au premier rang, mon costume est blindé de crachats. Et c'est ma famille politique. Je vois encore le visage de haine de Bachelot, me crachant dessus. »

Chirac a finalement triomphé de Balladur, Sarkozy s'est fait pardonner, bref, le temps a passé...

Mais Jean-Louis Debré, le plus chiraquien des chiraquiens, n'a rien oublié : « Le Sarko, en 1995, il avait fait sortir du ministère des Finances l'affaire du terrain des Chodron de Courcel, maintient-il. Il avait trahi Chirac. Car l'affaire, c'est bien lui qui l'a sortie... »

Comment mieux résumer l'histoire de la droite, faite de règlements de comptes, et autres coups bas ? Les ennuis ne tombent jamais du ciel, dans l'univers souvent barbare de la droite française. Alors, lorsque *Libération* publie, le jeudi 15 mai 2014, un article suggérant l'existence de fausses factures établies au détriment de l'UMP, les sarkozystes, qui pressentent les soucis arriver, pensent immédiatement au camp Fillon. Qui d'autre aurait intérêt à instrumentaliser une affaire qui a déjà déstabilisé Copé et menace maintenant Sarkozy, sinon leur ennemi commun ?

Libération, qui a eu accès aux factures de la filiale de Bygmalion, explique que l'UMP a réglé pour près de 20 millions d'euros l'organisation d'événements, qui semblent pour certains purement fictifs. Le député Pierre Lellouche dément formellement par exemple avoir participé à une conférence sur la réforme des retraites – facturée 299 000 euros à l'UMP – où son nom apparaît pourtant comme principal intervenant !

L'affaire Bygmalion change brutalement de nature.

L'évidence commence à apparaître, enfin : la piste Copé pourrait relever de la paréidolie. La « vraie » affaire n'est pas celle que l'on croyait. Les policiers de l'OCLCIFI, piqués au vif par les révélations de la presse, s'en saisissent immédiatement et relancent leurs investigations, notamment en convoquant les dirigeants de Bygmalion et d'Event & Cie.

Elles sont fructueuses.

Un procès-verbal résume la teneur de ces premières auditions : « Ces personnes indiquaient que les fausses factures avaient été établies à la demande des responsables de l'UMP et de la campagne de Nicolas Sarkozy, pour déplacer vers l'UMP une partie de la facturation liée à l'organisation des meetings du candidat, de manière à dissimuler le dépassement du plafond légal des dépenses électorales. »

Sous le contrôle du parquet de Paris, les policiers multiplient les opérations. Ils recueillent ainsi la déposition du secrétaire national chargé de la réforme des retraites à l'UMP, le député Arnaud Robinet, qui confirme leurs soupçons. S'agissant de la fameuse convention où était supposé être présent Pierre Lellouche, le 21 mars 2012, il lâche : « Je reste stupéfait. Pour moi, au vu des montants et de la date, c'est totalement bidon. » Interrogé sur le système de fausses facturations mis au jour, le trésorier de l'UMP, lui, botte en touche : « Je comprends qu'il y a deux thèses qui s'affrontent aujourd'hui, observe-t-il prudemment. L'une, qui dit qu'il s'agit de dépenses de campagne du président, dépenses que l'équipe de campagne ne pouvait ignorer, version de Lavrilleux. L'autre, de l'équipe de Sarkozy, qui dément et qui considère que les fonds ont servi à autre chose. »

S'ils se gardent bien de trancher pour l'instant entre les deux versions, les enquêteurs, eux, vont rapidement acquérir la conviction que la seconde avait sans doute été mise en avant pour dissimuler la première...

À l'UMP en tout cas, c'est l'affolement. Rares sont ceux à avoir été dans l'inavouable secret. Pourtant, au sein du parti, certains ont été destinataires de quelques « alertes ». Thierry Solère, par exemple. « J'ai vu cette histoire arriver et pourrir l'ambiance au sein du groupe, raconte le député de Boulogne-Billancourt. Je me rappelle ce que m'avait confié Bernard Gérard, député et maire de Marcq-en-Barœul, une ville du Nord où Sarko avait tenu un meeting. On était deux cents, en réunion de groupe, et j'étais assis à côté de lui. Il avait l'air effondré. Je lui demande si ça va, et il me répond : "Non, ça va pas, je suis écoeuré." Et il m'explique que le meeting dans sa ville a coûté une fortune, je ne me souviens plus du montant exact, peut-être 30 000 euros, et ce, alors qu'il se tenait dans une salle municipale, et que la location n'aurait pas dû être facturée plus de 100 euros ! Là, je comprends que c'est une grande escroquerie, cette histoire-là. Tout ça pourrait l'ambiance. »

D'après Solère, un autre événement va faire des remous au sein du groupe UMP à l'Assemblée, en marge de cette affaire Bygmalion. Si Christian Jacob n'a pas souhaité s'exprimer, Thierry Solère, lui, est plutôt loquace : « Il y a un mec qui s'en sort très bien, c'est un magicien pour moi, le mec, c'est Christian Jacob, le président du groupe UMP à l'Assemblée : il a pris le pognon du groupe pour renflouer le parti afin qu'il puisse payer Bygmalion, et ça sans le dire aux députés ! Je ne comprends pas, il aurait dû se faire lyncher, c'est une honte. »

Bonne ambiance, en effet.

Dès le vendredi 16 mai 2014, Jean-François Copé, qui lui-même tombe des nues, fait convoquer le matin même Franck Attal, dirigeant d'Event & Cie, et Fabienne Liadzé, la directrice des finances du parti. « Et c'est là, dira Copé aux enquêteurs, que M. Attal me révèle cette folie qui avait consisté à ce que Event facture à l'UMP des dépenses qui en réalité étaient celles de la campagne présidentielle, afin d'éviter que ne soit dépassé le plafond autorisé pour cette campagne. J'ai été absolument sidéré par cette révélation puisque j'ai ce jour-là compris que l'on m'avait sciemment dissimulé ce qui était une illégalité absolue. » Épouvanté, Copé cherche à voir d'urgence Jérôme Lavrilleux, évidemment. Mais, alors en pleine campagne pour les européennes, il est injoignable.

Les deux hommes se rencontrent finalement, dimanche 18 mai. « Inutile de vous dire que le climat de cet entretien a été tendu et douloureux, racontera Copé aux juges. J'ai demandé à Jérôme Lavrilleux comment il avait pu se trouver dans cette situation et me dissimuler la vérité. C'est là qu'il m'a dit, avec beaucoup d'émotion, avoir commis deux graves fautes. La première de ne pas s'être opposé à cette pratique évidemment illégale, la seconde de ne pas me l'avoir dit parce qu'il savait que je m'y serais immédiatement opposé – en cela il avait raison – et qu'il ne voulait pas créer un clash politique entre Nicolas Sarkozy et moi. Il a ajouté que les dépenses de campagne avaient filé tel un TGV qu'on ne pouvait pas arrêter et que, prise dans la spirale de ces dépenses astronomiques, l'ensemble de l'équipe de campagne avait abouti à cette conclusion absurde de commettre cette illégalité qui consistait à faire prendre en charge par l'UMP les dépenses de campagne qui allaient excéder le plafond autorisé. »

Aujourd'hui encore, Lavrilleux ne dit pas autre chose : « C'est une faute, majeure, dont je me repentirai sans doute toute ma vie, mais je demande aux beaux esprits, qu'ils soient journalistes, juges ou politiques : qui êtes-vous pour me dire ce que j'aurais dû faire ? J'aurais pris la responsabilité d'arrêter la campagne du président en exercice ? J'aurais été le type qui, dans l'histoire de la V^e République, fait un coup d'État en interdisant *de facto* à un président de se représenter ? »

À partir de ce mois de mai 2014, les choses commencent à s'éclaircir. Le 26 mai, le patron d'Event & Cie confirme la supercherie aux policiers. « Je me souviens d'avoir rencontré, début avril à mon souvenir, à l'UMP, Fabienne Liadzé, Jérôme Lavrilleux et Éric Cesari à ce sujet, révèle Franck Attal. Et c'est là qu'ils me disent que le rythme des meetings va encore s'accélérer, mais qu'il y a un problème d'ordre financier lié au plafond de campagne qui va être complètement

dépassé en raison du nombre de meetings déjà tenus et à venir. Jérôme Lavrilleux propose alors de facturer des prestations relatives aux meetings de campagne sur des conventions UMP. Il me demande donc de faire des fausses factures. »

Et pas qu'un peu. Car cette frénésie qui s'empare de l'équipe de campagne, à mesure que l'écart avec Hollande se réduit, elle a un coût, et il est exorbitant. Il est avéré aujourd'hui que l'extravagante campagne de Nicolas Sarkozy a coûté plus de 45 millions d'euros, soit très exactement le double du montant maximum autorisé par l'État.

Vertigineux. D'après les policiers, les malversations ont débuté un peu plus tôt que ne le pense Attal, puisque, dès le 26 mars 2012, un premier lot de vingt-quatre fausses factures était émis.

« Au total, indique Attal dès sa première audition, Event & Cie a facturé à l'UMP environ 19 millions d'euros correspondant à des meetings du candidat Sarkozy. Sur ce montant, seuls 3 millions d'euros ont été facturés au titre de meetings relatifs au premier tour, et 1,5 million d'euros environ au titre du second tour. Sur le restant, une partie a été facturée normalement à l'UMP, car n'entrant pas dans les dépenses de campagne, et une autre l'a été sous la forme de prestations relatives à des conventions UMP. »

Une version confortée par Guy Alvès, cofondateur de Bygmalion : « Je sais, et j'en suis conscient dès le départ, que l'UMP n'a pas le droit de régler ces factures. » Alvès insiste sur le fait que sa société, prise à la gorge par les fournisseurs inquiets de ne plus être payés, ne pouvait faire autrement qu'accepter de participer au système délictueux alors mis en place... « On a rencontré des difficultés de trésorerie dès avril 2012, soutient de son côté Matthieu Fay, le comptable d'Event. Les principaux sous-traitants n'ont pas été payés dans le délai de trente jours. »

« J'en ai évidemment parlé à Bastien Millot et nous étions d'accord sur le fait que c'était la seule façon de sauver la société, ajoute Alvès. Nous avons donné le feu vert à M. Attal pour qu'il dise oui à la proposition de Jérôme Lavrilleux. Nous n'avions pas le choix. Je suis conscient que, lorsque M. Lavrilleux fait cette demande, c'est qu'il n'a plus le choix lui-même. » Bastien Millot, lui, dément avoir été informé de la mise en place du système de fausse facturation. Quant à Jérôme Lavrilleux lui-même, on va le voir, il contestera formellement avoir été à l'instigation du système frauduleux et relatera avoir été mis devant le fait accompli par l'équipe de campagne.

Ainsi, même si ses protagonistes se renvoient la responsabilité de la mise en place des fausses factures, le dossier Bygmalion est de moins

en moins l'« affaire Copé », et de plus en plus l'affaire Sarkozy – ou, plus exactement, une nouvelle affaire Sarkozy.

CHAPITRE 7

La cible se rebelle

Drôle de situation pour Copé. Il est accusé de tous côtés, se démène, s'époumone pour se faire entendre, mais personne ne l'écoute vraiment.

« Dans Bygmalion, analyse-t-il, Sarko s'est dit : Faut que je me barre du truc. Et quel coup de bol, le responsable de Bygmalion, c'est un ancien collaborateur de Copé : génial ! Il y avait un alignement d'intérêts entre des écuries concurrentes. Fillon, il n'a jamais supporté que je le batte en 2012, il veut se venger. »

Quitte à assumer une naïveté confondante, lorsqu'il dit : « Je ne pouvais pas voir l'inflation des coûts, puisque je ne m'en suis jamais occupé. Je n'ai même pas réfléchi, je ne pouvais pas imaginer que l'UMP paie ! C'est leur campagne, je pensais que c'étaient des dons. Je ne savais même pas combien il y avait de meetings de prévus. Je ne suis ni idiot ni incompetent, mais je n'ai pas eu une alarme, pas une seule fois, on m'a dit : "Est-ce que vous nous autorisez cette illégalité qui consisterait à financer la campagne ?" Comment voulez-vous, alors que j'ai confiance en mes collaborateurs, que je puisse imaginer que tout ça se passe dans mon dos ? C'est impossible. »

Trois jours après avoir recueilli les aveux de son bras droit Jérôme Lavrilleux, Jean-François Copé se rend rue de Miromesnil. Il veut savoir, il doit en avoir le cœur net. « Je vais voir Sarkozy, nous confie-t-il, j'explique ce que je sais, et là, il m'indique ne pas en avoir été informé. Je fais surtout face à un mur de silence. J'ai compris rétrospectivement pourquoi... Quand je l'ai revu au mois de juin, à ma demande, chez lui, je lui dis : "Je suis déterminé à aller jusqu'au bout, je ne lâcherai rien et je n'accepte plus que tu me mettes en cause." Et il me dit : "Non, non, je comprends que ce n'est pas toi"... Pfff... On n'avait rien de plus à se dire. »

En février 2016, interrogé par les magistrats instructeurs sur la réaction de Sarkozy au moment de la révélation de l'affaire, en mai 2014, Copé dira ceci : « Je sais que Nicolas Sarkozy a rapidement

dit beaucoup de mal de Jérôme Lavrilleux, et peut-être même de moi. »

Copé fait notamment allusion au supposé forcing, thèse défendue par Sarkozy, qu'il aurait mené afin d'imposer ses « amis » de Bygmalion dans la campagne. « Je ne me suis jamais prononcé, je dis bien jamais, sur le choix du ou des prestataires de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, s'indignera-t-il devant les juges. Je le répète, je n'ai jamais été à l'initiative de cela, je le démens formellement. » Et d'ironiser : « Cela me paraît assez incompatible avec la personnalité de Nicolas Sarkozy que de lui "imposer" quelque chose sans son accord. Je ne vois pas ce qui empêchait l'équipe de campagne, voire le candidat lui-même, de récuser l'idée d'un prestataire extérieur, d'autant que, si j'ai bien compris, ils en ont rajouté un deuxième, en l'occurrence l'agence Publics, pour quelques meetings. »

Chacun, en fait, essaie de sauver sa tête.

Quitte à enfoncer sous l'eau celle des collègues.

Informé par les juges des déclarations de Nicolas Sarkozy, Jean-François Copé n'a pas masqué sa déception, ni même sa colère : « Pour tout vous dire, lorsque j'ai découvert qu'il avait tenu ces propos, je n'ai pas voulu les croire. Le fait que vous me les confirmiez m'amène à les considérer comme très inélégants de sa part. »

Avant même que l'enquête judiciaire ne se rapproche de lui, Nicolas Sarkozy l'a très vite perçu : Jean-François Copé n'acceptera pas de jouer les fusibles dans cette histoire. Hors de question pour le maire de Meaux de porter le chapeau, de « couvrir » des irrégularités qu'il juge inadmissibles. Et tant pis s'il se fait un ennemi de poids.

Même pas peur...

« Sarko, plastronne-t-il, il a quelques connexions avec des patrons de presse, mais il ne m'a jamais impressionné. » De ses rapports avec l'exprésident, il dit : « On a une relation qui, depuis des années, est faite de *up and down*. C'est une relation qui n'est pas désincarnée, on va dire, qui n'est pas dénuée d'affect en tout cas ! »

Mais cette affaire Bygmalion marque une rupture forte entre les deux hommes. « Avec Sarko, ça a été toujours compliqué, analyse aujourd'hui le maire de Meaux. Ça le fait chier depuis des années d'entendre des gens dire : "Vous avez vu le jeune Copé, il est bien." Et puis, d'autre part, parce que je n'ai jamais été dans le système. Il a une vision féodale : c'est le suzerain, vous êtes vassal ou rival. Pour lui, l'idée, c'est : Tu es avec moi et tu ne m'intéresses plus, soit tu es contre moi et je te combats à mort. »

L'ancien patron de l'UMP a gardé, à l'évidence, une profonde rancœur envers l'ancien président de la République, dont il ambitionnait de prendre la succession. « Moi, confie-t-il, j'ai appris à agir en chef de famille. Toute ma vie, j'ai raisonné en chef, et quand on est chef, il faut assumer, il faut faire face. Parce que, moi, j'ai une haute idée du leadership. C'est d'ailleurs ça que j'ai regretté et qui a cassé beaucoup de choses dans ma relation avec Nicolas Sarkozy, en fait : c'est qu'il n'assume pas. Moi, je ne lui demandais rien. Mais pas qu'il dise : "C'est Copé", quoi... Ça, j'ai trouvé, pour reprendre la formule de Chirac, que ce n'était pas convenable. Quand il s'est retrouvé face aux magistrats et qu'en substance ils lui ont dit : Eh bien, c'est pas Jean-François Copé, d'ailleurs il est sorti de l'histoire, c'est votre campagne, on vous met en examen, et qu'il leur a dit : "Ah, non, non, c'est pas moi", là, j'ai trouvé que ce n'était pas très convenable. Je lui ai dit, d'ailleurs. Il m'a répondu : "Oui, j'ai réfléchi, je pense que ce n'est pas toi." Je lui ai dit : "T'avais besoin de réfléchir ?" Puis, j'ai ajouté : "Eh bien non, c'est pas moi, puisque c'est toi !" "Toi", ça voulait dire, sa campagne, bien sûr... »

Ici, c'est frappant une nouvelle fois, il est moins question d'arguments idéologiques que d'arguties juridiques. À l'image de ce qu'est devenue la droite, finalement. Comment espérer dessiner une vision pour son pays lorsque l'horizon est d'abord... judiciaire ?

Mais nous ne sommes qu'en mai 2014. En ces temps de guerre totale, tout le monde est suspect, et Copé un peu plus que les autres. La justice n'aime pas se hâter. Ce qui permet à la haine de prospérer. Cet entre-deux est propice aux bruits de couloir, aux duels feutrés. À Paris, cela se passe dans les coursives de l'Assemblée, au cours des dîners, dans les coulisses des plateaux de télé... Les rumeurs font office d'informations, les réputations deviennent des évidences.

Lorsqu'on demande à Jean-François Copé ce qu'il a retenu de cette séquence, au-delà de sa propre personne, il répond que « ça a été vraiment une très grande tristesse, affective, parce qu'on a vécu pendant dix-quinze ans une aventure d'équipe formidable, reconnue comme à la fois sympa, performante, organisée et, paradoxalement, éthique. Ça peut paraître bizarre, avec tout ce qu'on a pris sur la tête, de dire ça ! Mais cette équipe a été formée avec cet état d'esprit. »

Une équipe dont faisait partie le Professeur.

Pour les peuples aztèques, afin d'assurer l'équilibre du cosmos, il fallait consentir à un sacrifice humain.

Lavrilleux va se dévouer.

CHAPITRE 8

Le sacrifice

Jérôme Lavrilleux est déjà en miettes ?

Il va tomber encore plus bas.

Homme de l'ombre par excellence, apparu brièvement sur le devant de la scène lors du conflit Copé-Fillon pour la conquête de l'UMP, il va se projeter une seconde fois brutalement dans la lumière, comme un soldat se précipiterait en première ligne dans l'espoir de sauver son général, voire son armée.

Il va endosser le poids d'une affaire menaçant de plomber son patron, quitte à y laisser sa peau, au sens propre du terme. « J'y pense tous les jours. Si je ne l'avais pas fait. Si... » Lavrilleux, tel qu'en lui-même. « J'aurais pu faire ce qu'on attendait de moi. Trahir Copé. On m'aurait recasé quelque part. Je préfère mourir que de faire ça. Je me repens de ma faute, mais je n'ai pas honte. C'est différent. »

Le « sacrifice » du soldat Lavrilleux, son patron ne l'a pas oublié.

Même si, lorsqu'il parle des autres, Jean-François Copé parle de lui, en fait. C'est comme ça, c'est plus fort que lui, son ADN en quelque sorte. Ainsi, quand on le questionne sur Jérôme Lavrilleux en décembre 2018, dans un cadre à son image – les salons du luxueux hôtel Shangri-La, à deux pas du Trocadéro –, Copé lâche : « Il a fait preuve de beaucoup de dignité, parce qu'il a assumé, et ça, ça fait aussi partie de notre mode de pensée à tous les deux. Parce que moi j'ai toujours assumé ce que j'ai fait dans ma vie, toujours considéré que ne pas assumer ce n'était pas convenable... » Quelques instants plus tard, il s'interrompt un moment pour admettre : « Je parle plus de moi que de Jérôme Lavrilleux... » Comme quoi, l'égotisme n'empêche pas la lucidité.

Thierry Solère, qui a ferrailé entre 2012 et 2014 contre Jérôme Lavrilleux, éprouve du respect pour l'homme. « Je le trouve intelligent, il est à la fois très malin, mais paraît aussi très affecté par les choses, il est touchant, je trouve, confie le député des Hauts-de-Seine. Je me souviens qu'on s'est accrochés plusieurs fois, c'est normal

d'ailleurs, mais je lui ai dit : “Jérôme, je t'en prie, pas avec moi !” En gros, c'était : Il faut que tu soutiennes Copé, sinon... Il était très offensif. Pour obtenir des soutiens auprès des parlementaires, c'est soit l'affection, soit un peu tordre le bras. Et lui, c'était le genre de garçon à vous dire : “Si tu veux avoir l'investiture aux municipales, faut pas te tromper de choix.” Il y a des gens avec qui ça marche très bien, et avec d'autres comme moi, ça ne marche pas. »

Jérôme Lavrilleux a assumé, donc.

Le bras droit du patron de l'UMP stupéfie la France, le 26 mai 2014 au soir, lorsque, sur le plateau de BFM-TV, il reconnaît, en larmes, sa participation au système de fausses factures destiné à maquiller les dépenses astronomiques de la campagne Sarkozy.

Face à la journaliste Ruth Elkrief, ému comme jamais, la gorge nouée, Lavrilleux, parle de « dépenses qui ont explosé », évoque, comme il l'a fait devant Copé quelques jours plus tôt, « l'engrenage irrésistible d'un train qui file à grande vitesse et où les personnes qui devaient tirer sur le signal d'alarme ne l'ont pas fait ». « Pendant la campagne, explique-t-il, on me demande d'organiser des meetings et nous terminons la campagne avec plus de quarante meetings. Tout cela a coûté de l'argent que ne permettaient pas d'absorber les comptes de campagne. Mais toutes les prestations facturées ont été réelles. Une partie a été mise sur les comptes de campagne. L'autre partie a été absorbée par l'UMP. » Des propos qu'il va rapidement réitérer, devant les policiers, cette fois.

Mais s'il a le dos large, Lavrilleux – qui n'a jamais varié dans ses explications – n'entend pas jouer pour autant les coupe-circuits, pas question de porter le chapeau de l'incendie. Tout simplement parce que ce n'est pas lui qui a... disjoncté.

Il veut bien assumer ses responsabilités, toutes ses responsabilités, mais seulement ses responsabilités. Sa position est simple : ce sont les proches de Sarkozy au sein de l'équipe de campagne, en premier lieu Éric Cesari, qui ont élaboré, sans lui en parler, le stratagème, qu'il aurait découvert peu après l'élection présidentielle et la défaite du candidat de l'UMP. « Fin mai 2012 je crois, racontera-t-il plus tard aux enquêteurs, Éric Cesari et Fabienne Liadze sont venus me voir dans mon bureau, à l'UMP, à l'issue d'une réunion qu'ils ont tenue avec Guillaume Lambert et Franck Attal pour parler des comptes de campagne. Ils m'ont indiqué alors qu'il était impossible de mettre toutes les dépenses dans les comptes de campagne et qu'il faudrait donc ventiler le surplus des dépenses sur le compte de l'UMP. Je ne peux pas vous dire si c'était l'idée de M. Cesari ou s'il me transmettait la décision prise par un tiers. » Devant les policiers de l'OCLCIF,

Lavrilleux, bien décidé à rétablir les faits, dit encore : « D'après ce que j'en ai compris, l'UMP, en la personne de M. Cesari ou de Mme Liadzé, a fourni à Franck Attal, de la société Event & Cie, une liste de dates et d'intitulés de manifestations afin qu'une facturation qui corresponde puisse être établie avant la clôture des comptes. » Des accusations contestées par les personnes désignées.

Bien entendu, les policiers se montrent curieux de savoir si les « supérieurs » politiques de Lavrilleux, à savoir Jean-François Copé et Nicolas Sarkozy, ont été mis dans la confiance. Dans les deux cas, il répond par la négative. S'agissant du député de Seine-et-Marne, Lavrilleux est formel : s'il ne l'a pas mis au courant, c'est en connaissance de cause. « Je ne l'ai pas fait après y avoir réfléchi, dit-il, car cela aurait mis Jean-François Copé dans une alternative impossible, laquelle alternative aurait été, si je l'en avais informé, de l'obliger à être soit complice, soit responsable, d'un événement politique majeur. J'ai estimé que le travail d'un directeur de cabinet était de protéger son patron. C'est pour éviter les conséquences politiques prévisibles que je n'en ai pas informé Jean-François Copé et que je n'ai jamais abordé la question avec le président Nicolas Sarkozy. »

Le Professeur a encore en tête – il a tout en tête – ces instants où s'est joué son destin. En cette amère fin de mois de mai 2012, la défaite à peine digérée, il faut clôturer les bilans financiers, les porter à la CNCCFP, l'organisme chargé de tout vérifier, où ils vont être auscultés par quelques fonctionnaires ou vacataires mal payés, chargés de scruter, une loupe à la main, la moindre facture correspondant aux dépenses engagées par le candidat. Inquiétude maximale dans le bureau d'Éric Cesari, le directeur général du parti. Qui vient ensuite trouver Lavrilleux.

— Cesari : Voilà, les sous, on n'y arrive pas...

— Lavrilleux : De toute façon, maintenant, il faut sauver les meubles.

— Cesari : On en parle à Copé ?

— Lavrilleux : Non. Personne n'en parle à Copé. Je vous l'interdis.

C'est donc à ce moment précis, selon Lavrilleux, que se décide la combine destinée à duper la Commission des comptes de campagne. Il s'agit de ventiler les dépenses payées par l'UMP au gré de 35 conventions. Des réunions de quat' sous, souvent réelles, que

l'on réinvente totalement, et auxquelles on affecte des sommes faramineuses. Car la campagne a coûté plus de 20 millions d'euros de trop. Plus de 45 millions d'euros de dépenses en tout genre au total. Et encore, on ne sait pas, à l'époque, que 10 autres millions d'euros ont été dissimulés dans les comptes du parti. « On se dit que la CNCCFP n'a pas de pouvoir d'investigation, qu'elle ne peut pas saisir notre comptabilité, relate le Professeur. Et l'on souhaite que, dans le fonctionnement du parti, les élus chargés de certifier les comptes ne se posent pas de questions. C'est uniquement la volonté d'assurer une tranquillité interne qui a motivé la création de ces fausses conventions. Ces réunions de quinze ou vingt personnes, qu'on transformait fictivement en meetings avec plusieurs milliers de participants... »

Mais Lavrilleux n'aurait-il pas dû stopper le processus, voire refuser sa mise en œuvre immédiatement ? « Mon tort est de ne pas m'être opposé à Liadzé et Cesari, qui, comme moi, n'ont pas vu d'autres solutions possibles », reconnaît-il aujourd'hui. Ne pas négliger, aussi, la force d'un système qui vous broie, vous noie, au point de vous faire perdre toute lucidité.

Ne pas oublier, non plus, ce qui constitue fondamentalement Jérôme Lavrilleux : la loyauté. Même au prix, parfois, de compromissions avec la morale... « Rétrospectivement, sur le moment, je n'avais pas d'autre solution », répète-t-il avec insistance, comme s'il cherchait à se convaincre lui-même. « Et puis, je ne voulais pas finir comme Robert Boulin, l'ancien ministre de Giscard, noyé dans deux centimètres d'eau. » Lavrilleux était entré en terrain miné.

Prière de rester prudent.

Tout de même, il aurait eu beau jeu d'impliquer ses patrons, afin de diluer, et surtout d'atténuer, sa responsabilité dans la mise en place du mécanisme frauduleux... Mais non, il n'en a rien fait. Question de principe. Son attitude loyale lui vaut l'estime et la reconnaissance éternelles de Jean-François Copé. « C'est vrai, confie ce dernier, que Jérôme a fait preuve, même dans cette période – et c'est pour ça que j'ai décidé de conserver des liens réels, de rester assez proche affectivement de lui –, de beaucoup de dignité dans cette épreuve. Ce qui lui ressemble, ce qu'il est fondamentalement. C'est quelqu'un qui a, paradoxalement, une approche éthique sur un certain nombre de choses. Ce que j'ai toujours beaucoup apprécié en travaillant avec lui, c'est que c'est quelqu'un de supérieurement intelligent, et qui a une analyse d'une très grande finesse des sujets. Donc, faire du *brain storming* avec lui, c'est toujours extrêmement intéressant. »

Pour le maire de Meaux, la tornade Bygmalion a fauché en plein

vol, à 44 ans, un homme qui se destinait sans doute à une très belle carrière politique. « Oui, je pense que c'était programmé. C'est d'ailleurs dans cet état d'esprit que je lui avais proposé de prendre la tête de liste aux européennes, il a d'ailleurs fort bien agi et a été un excellent député européen, remarquable même. »

Thierry Solère voit les choses différemment : « Pour moi, Jérôme, ce n'est pas un homme politique. Justement, quand je vois sa prestation à BFM, je me dis... C'est très dur, la politique, c'est pas Sarko, Copé ou Fillon qui vont aller pleurer à la télévision. Il y en a qui prennent des balles, et là, Jérôme, lui, il prend une grosse balle, mais c'est pas un homme politique, quoi... Mais humainement, ce qu'il vit à ce moment-là, c'est quand même terrible. »

Xavier Bertrand n'est pas loin de partager l'avis de Thierry Solère. « Le connaissant, je n'ai pas été surpris de cette confession, témoigne-t-il. Parce qu'il a toujours été présenté comme un monstre froid, or je pense que ce n'est pas lui. Je pense qu'il a vraiment été meurtri, et je pense qu'il aurait effectivement pu faire une grosse connerie. Après, je ne sais pas s'il avait vraiment envie de passer dans la lumière et de devenir élu "de plain-pied". L'un de ses rêves à l'époque où je l'ai connu, c'était par exemple d'être adjoint à l'urbanisme, à Saint-Quentin. Ça, il aurait bien aimé, dessiner le Saint-Quentin de demain, etc. Plus que le contact charnel de la politique, être avec les gens... »

Aujourd'hui, même si, évidemment, ils ne se côtoient plus en permanence comme à la « grande époque », Copé et Lavrilleux sont toujours en excellents termes. « On se téléphone, on s'envoie des textos, on déjeune ensemble de temps en temps », dit Copé. Une anomalie dans cet univers où la rancune et la haine sont les sentiments les mieux partagés... « Quand j'ai pris conscience de tout ça, conclut Copé en évoquant les révélations que lui a faites Lavrilleux, j'ai d'abord été très triste affectivement, en me disant, quel gâchis, mais quel gâchis... »

Et le gâchis, il était loin d'être terminé... Politiquement, mais surtout humainement. « Jean-François Copé a une capacité d'absorption de la violence qui force mon admiration », synthétise Lavrilleux au moment de tirer la morale de cette triste histoire. Et, contrairement à un Fillon par exemple, lui sait « traiter » ses collaborateurs ou alliés politiques. « Si vous avez le malheur de lui dire que vous avez un ongle incarné, il vous prend immédiatement un rendez-vous avec le meilleur chirurgien de la planète », s'amuse le Professeur.

Les deux hommes se sont tout de même accrochés, parfois. Comme lors de l'épisode du « mariage pour tous », en 2013, quand Lavrilleux

recommande à son mentor de défendre cette initiative sociétale de François Hollande. « Il fallait le faire, cyniquement, politiquement », estime le Professeur. Copé, au nom de la logique politique, qui a parfois peu à voir avec les convictions, suivra sans ciller la droite dans son combat contre le « mariage pour tous », au grand dam du directeur de son cabinet.

Le Professeur juge cette séquence fondamentale si l'on veut comprendre la faillite de sa famille politique. D'après lui en effet, « la droite a sauté à pieds joints dans le piège tendu par Hollande », dont l'un des objectifs aurait été de diviser l'opposition. À en croire Lavrilleux, « obnubilés dès cette époque par la perspective de la primaire, qui consiste à remporter une élection face à des candidats de sa propre famille politique, très vite, chacun des candidats potentiels à cette primaire s'est mis à n'agir qu'en fonction de ce que l'électorat de droite était supposé vouloir ». Avec une conséquence majeure : « Peu important les convictions personnelles, seul comptait ce fameux noyau dur de la droite qui se mobiliserait à la primaire et la prise de position d'éventuels rivaux. C'est ainsi que Jean-François Copé, pourtant intimement favorable au “mariage pour tous”, se prononcera contre, car il s'est pensé prisonnier de cet électorat de droite “décomplexé” et ne voulait pas être dépassé sur sa droite par Bertrand, Sarkozy, Fillon, Wauquiez... » Conclusion en forme de jugement sans appel du Professeur : « Ces gens qui se détestent se sont donc unis pour des raisons de rivalité dans le refus du “mariage pour tous”. »

Le Professeur se remémore une autre divergence l'ayant conduit à s'opposer à Copé. C'est lorsqu'il apprit que le patron de l'UMP avait décidé de s'allier à Alain Juppé. Colère de Lavrilleux : « Mais, Juppé, il n'en a rien à foutre de vous ! »

Sévère empoignade verbale. Qui ne dure pas. Jamais.

Le Professeur en revient au caractère de ce drôle d'oiseau qu'est Jean-François Copé, ce résilient de la République. « Il sait que les gens ne l'aiment pas, dit-il, mais comme il pense que ce n'est pas mérité... Il n'a aucune idéologie, mais une telle foi en lui-même. Ou un tel aveuglement, je ne sais pas... Sa devise pourrait être : Il faut savoir aimer ce que l'on est obligé de faire... »

Aujourd'hui, Copé se consacre à sa ville de Meaux et gagne – très bien – sa vie dans un cabinet d'avocats. Au fond de lui, il n'a renoncé à rien. Après tout, sur un malentendu... La justice l'a totalement innocenté dans le scandale Bygmalion. Il suivra le procès, peut-être même sera-t-il appelé à la barre, comme témoin. Sous les yeux de Jérôme Lavrilleux, sur le banc des prévenus, lui, aux côtés d'un certain Nicolas Sarkozy. Condamné par avance. Dans la « vraie » affaire

Bygmalion.

Ce scandale, conclut le Professeur, c'est finalement très simple : « L'histoire d'un bordel généralisé, de l'incapacité de dire les choses au candidat. Il n'y avait même pas de volonté de frauder ! Vous savez quoi ? C'est sans doute la campagne présidentielle la plus honnête de tous les temps, car il n'y a pas eu de liquide ! En 2007, le gouffre Bygmalion avait été remplacé par des palettes de billets venant de Libye, non ? »

Mais ça, c'est une autre histoire, toujours en cours d'instruction d'ailleurs.

Et surtout, ce 26 mai 2014, jour du grand sacrifice, rien, encore, ne permet de penser que la justice va innocenter le duo Copé-Lavrilleux. La droite républicaine, toujours puissante, mais en mal d'incarnation, se laisse dévorer par de sombres ressentiments. Une ère d'une singulière noirceur s'ouvre.

Les cannibales ont faim.

ÉPILOGUE

La grange

Il est rare que l'on connaisse à l'avance la date et l'heure de sa disparition. Sauf lorsqu'on décide de la provoquer soi-même. Et que l'on est bien organisé.

Comme le Professeur.

Son acte de décès, qui a bien failli ne pas être seulement politique et médiatique, il l'a signé, personnellement, le lundi 26 mai 2014. Ce jour où il a senti, physiquement, le souffle de la haine.

Pour clôturer le premier tome de cette saga, la logique imposait de laisser Jérôme Lavrilleux en signer l'épilogue.

« Le dimanche 25 mai 2014, dans l'après-midi, je vois que ça se barre en couille, et c'est très ambivalent parce que je viens d'être élu député européen ce jour-là ! Je savais déjà que j'allais l'être, puisque j'étais tête de liste, mais bon, ça devait être un moment de joie... Je suis tout seul chez moi, à Saint-Quentin. À 17 heures, je rencontre un grand élu de la municipalité, à qui je parle d'avenir, etc., et qui me dit : “Ça va être dur parce que Bygmalion, franchement...” Et sans me le dire en face, il fait des sous-entendus.

« Ça, je ne le supporte pas. Physiquement. On peut m'accuser de tout, mais sous-entendre que j'ai pris du fric, que je l'ai fait avec un de mes meilleurs amis, voire qu'on coucherait ensemble, ce qui a été dit, en off, par Sarko et plein de monde – ce qui est une des choses fausses dites par Sarko d'ailleurs –, que Copé s'est fait son trésor de guerre, qu'il a détourné de l'argent, etc, etc.

« Alors, je me dis, je veux bien crever, mais au moins que ce soit pour la vraie raison. Et je décide d'appeler Ruth Elkrief, à BFM-TV. Quand je prends ma décision, il doit être 17 h 30, je lui envoie un SMS pour lui dire : je suis disponible, si vous avez besoin de quelqu'un pour réagir sur les européennes, et sur le reste... Avec trois points de suspension. Elle me répond : “OK, je vois ça”, et une heure après me dit : “Demain, à 19 heures.” Je ne préviens personne, ni Copé, ni qui

que ce soit. Je ne voulais pas laisser Copé aller au bureau politique le mardi matin se faire sortir sans que personne ne dise la vérité.

« Ce qui est débile parce que c'est une vérité qui, ce jour-là, est totalement inaudible. D'ailleurs, cela ne lui a pas permis de sauver sa tête. Mais j'ai "cranté le truc", comme on dit. Je me dis : c'est la fin pour moi, mais j'aurai dit les choses. Je quitte donc Saint-Quentin, je me rappelle, je suis sur l'autoroute, en route pour Paris, et j'entends à la radio : dans une demi-heure, conférence de presse de M. Alvès, coprésident de Bygmalion, avec M^e Maisonneuve. Les deux vont dire : Bygmalion n'a pas détourné d'argent, etc. Mais ce n'est pas coordonné du tout. Du coup, quand j'arrive à 19 heures, j'ai encore moins de raisons de jouer au con, de dire : mais non... Ça, je l'ai fait des dizaines de fois, pour des raisons différentes ! On est payé pour faire ça, quand on est directeur de cabinet !

« Cinq minutes avant d'entrer sur le plateau, je sais que c'est peut-être ma dernière apparition publique. Arrivé à BFM, je suis d'abord dans le petit salon d'attente. Sur le plateau, il y a Lellouche, qui n'est quand même pas un parangon de vertu ! Et qui commence à dire : "Mon honneur est atteint, on a déclaré que j'avais animé une convention fictive", etc. Et voilà qu'arrive Jean-Marie Le Pen, qui, lui, passait après moi. J'entre enfin sur le plateau, Ruth Elkrief commence à m'interroger. J'explique qu'il a fallu faire rentrer les factures dans les clous, qu'il a fallu faire payer par l'UMP les dépassements de campagne.

« J'étais déterminé à le dire depuis la veille au soir. La gorge nouée, l'émotion et les larmes, c'est parce que je suis fatigué. J'ai fait la campagne européenne tout seul, avec quelques militants, sans compter ces années de folie depuis 2012 à l'UMP. Et puis j'ai cette pression, car je sais que ça se rapproche de plus en plus, que le scandale va éclater...

« À ce moment-là, au fur et à mesure où je dis les choses sur le plateau, j'ai l'impression de me regarder. Je ne me dis pas : c'est la fin de ma vie, mais, plutôt, c'est la fin de ma vie actuelle. Et au fur et à mesure, je m'aperçois qu'il n'y a pas de point de retour. Oui, j'ai atteint le point de non-retour. Mais j'ai la certitude que ce que je dis est vrai, même si personne ne le croit. Je sors du plateau, un ami m'envoie un SMS et me dit : "Tu vas avoir besoin d'un avocat, va chez M^e Jean-Yves Le Borgne, il est prêt à te recevoir."

« Mais, entre-temps, des dizaines de caméras m'attendent. Ruth Elkrief a été super : moi, je suis effondré, et elle me dit qu'il y a un problème, il y a une horde de journalistes qui attend. Je lui dis : "Mais je ne peux pas..." Et ma bagnole est garée juste devant en plus ! Donc

j'ai donné mes clefs à la stagiaire de Ruth Elkrief, qui est allée chercher la voiture, la mettre au parking souterrain, d'où je suis sorti sans que les journalistes me voient... Puis j'arrive boulevard Saint-Germain, je vois en urgence M^e Le Borgne, M^e Saint-Palais et son associée. Ils me rassurent, mais je n'y crois pas. Ils me disent, parce que c'est le calme des vieilles troupes : "Allez vous reposer, pas de panique, on est partis pour des années de procédure."

« Et là, je repars pour Saint-Quentin, sauf que, là où je mets une heure et demie normalement, j'ai mis presque quatre heures ! Parce que j'ai dû faire du 80 km/h au lieu de 130. J'ai pleuré tout le long de la route, mon téléphone sonnait sans arrêt, sans arrêt, je n'ai répondu à personne. Je n'ai pas culpabilisé par rapport à l'UMP, qui allait elle-même toute seule dans le mur. L'UMP, je n'en ai plus rien à foutre à ce moment-là, justement parce qu'ils m'ont fait faire des choses que j'étais en train de payer. Non, c'est plutôt la culpabilité d'entraîner des gens qui n'ont rien à voir avec ça...

« Une semaine après ça, on a quand même annoncé des descentes des services vétérinaires, de la lutte anti-fraude, dans les restaurants de Saint-Quentin. Dans *Les Nouvelles*, ils précisait que ça concernerait Le Boudoir, dont la cheffe de cuisine, précisait l'article, "est la sœur de Jérôme Lavrilleux"... Ils annonçaient des perquisitions. Mais personne n'est jamais venu. C'était purement gratuit. J'ai senti de la haine politique, chacun a prononcé sa peine, sans enquêter. Et là, vous voyez la couardise, la veulerie de personnes qui auparavant se roulaient devant votre bureau pour obtenir telle ou telle chose. Je sais qu'on me reproche d'avoir brisé l'omerta, parce qu'ils sont si peu habitués à assumer les conséquences de leurs actes, les politiques. Pour eux, il fallait payer, et cher.

« La politique, c'est une force centrifuge : si vous êtes au centre, vous ne la ressentez pas, mais si vous vous en écarter un peu, on essaye de vous éjecter. Et là, j'ai senti que ceux qui étaient responsables se sentaient capables de sauver leurs fesses sans rien assumer.

« Arrivé chez moi, j'ai fait ce que je n'aurais pas dû faire, à savoir allumer les chaînes d'info. Il était aux alentours de minuit, et je tombe sur BFM, vous savez, les éditorialistes, ces mecs qui tous les jours donnent leur avis sur un sujet différent, que ce soit sur Zidane, une bimbo qui a essayé de poignarder son mec ou sur moi...

« Et il y en a un, qui est toujours sur cette chaîne, qui dit : "Une chose est sûre, c'est que, ce soir, il y aura eu un mort." Le présentateur dit : "Oui, enfin, façon de parler." L'autre reprend : "Oui, oui, façon de parler... Quoique..." Ça, je l'ai dans la tête. Et là... En plus, je reçois

un SMS d'un député, un "ami", que j'ai beaucoup aidé pour sa carrière, je ne donnerai pas son nom, et qui me dit : "Des journalistes m'interrogent pour savoir si c'est vrai que tu couches avec Bastien Millot, que dois-je leur répondre ?" Alors qu'en plus il sait quoi leur répondre, à savoir la vérité...

« Là, je me dis, non, c'est pas vrai... mes parents, tout ça... C'est n'importe quoi.

« Comme j'ai une grande grange, je me dis, moi, j'arrête, j'en peux plus. Donc là, je vais dans la grange, je prends une corde, je la lance et la passe autour d'une poutre. Voilà, pour moi, c'est fini, je n'ai plus qu'à me passer la corde au cou... »

Remerciements

Nous tenons à exprimer toute notre affection et notre reconnaissance à Sophie de Closets, la patronne de Fayard, dont l'exigence, mais surtout la bienveillance et le soutien indéfectible, nous poussent au meilleur.

On essaie, Sophie, on essaie...

Vêtus de « probité candide », dirait Hugo, et de tee-shirts informes. Tiens, un zeugme ?

Bien sûr, notre gratitude va aussi à Sandie, Diane, Katy, Anne, Jérôme et toute l'équipe de Fayard, qui allient professionnalisme, compétence et gentillesse.

Enfin, ce projet ambitieux n'aurait pu voir le jour sans le concours du Professeur lui-même. Jérôme Lavrilleux, tout au long du processus d'écriture, a été présent, franc, honnête, lucide.

Cynique aussi, parfois. Fidèle à lui-même.

Merci, Jérôme.

Conception graphique : Antoine Du Payrat
Réalisation : Le Petit Atelier

Dépôt légal : mai 2019

© Librairie Arthème Fayard, 2019.

ISBN : 978-2-213-70711-2

Table des matières

Couverture

Page de titre

Des mêmes auteurs

Préface

Avertissement des auteurs

Prologue. « Vous devriez voir Rachida »

I. LA GUERRE DES NERFS

*Où Lavrilleux use sa jeunesse ;
et Sarkozy son Premier ministre*

Chapitre 1. La leçon inaugurale

Chapitre 2. Des bris de verre
dans la colle

Chapitre 3. Du homard pour les anciens

Chapitre 4. Fallait pas l'énerver

Chapitre 5. Le suzerain
et son « pot de fleurs »

Chapitre 6. Hortefeux, le messenger

Chapitre 7. Matignon à tout prix

Chapitre 8. Le baiser sur le front

Chapitre 9. Le châle de Roselyne

Chapitre 10. Torpillage en règle

Chapitre 11. Le dépucelage
du Professeur

Chapitre 12. La tête et les jambes

Chapitre 13. Les poissons rouges

Chapitre 14. Le Cardinal et l'incinérateur

II . LE NERF DE LA GUERRE

Où Sarkozy se lance

dans une campagne pharaonique

Chapitre 1. Le sexe et le mépris

Chapitre 2. La bâche

Chapitre 3. Le stand-up de Copé

Chapitre 4. La liste des 300

Chapitre 5. Le Professeur
prend les commandes

Chapitre 6. Le meeting dans le meeting

Chapitre 7. L'écharpe verte

Chapitre 8. Hollande et les rappeurs

Chapitre 9. Chouquettes et chocolats fins

Chapitre 10. Le barde, le druide
et... la « poufiasse »

Chapitre 11. Les larmes du Professeur

Chapitre 12. Xavier Bertrand,
interdit de parole

III . LA GUERRE DE TRANCHÉES

Où Sarkozy observe ses successeurs s'entretuer

Chapitre 1. Le « Sarko du pauvre »

Chapitre 2. L'espion du Professeur

Chapitre 3. Le Professeur sort de l'ombre

Chapitre 4. Wauquiez et son diable

Chapitre 5. Piqûres et dossiers bidon

Chapitre 6. Les mauvais comptes de Sarko

Chapitre 7. Carla Bruni,
la caution qui s'ignorait

Chapitre 8. Bercy à la rescousse

Chapitre 9. Rabbi Jacob danse à Meaux

Chapitre 10. Chauffeur, gyrophare
et petites tricheries

IV. LA GUERRE TOTALE

*Où Sarkozy et Fillon désignent
le coupable idéal*

Chapitre 1. Copé, forcément Copé

Chapitre 2. Le juif et l'homosexuel

Chapitre 3. Le mistigri Bygmalion

Chapitre 4. Mariage, fleurs et vidéos

Chapitre 5. Sarko sous influence

Chapitre 6. Fausses factures
pour vraies réunions

Chapitre 7. La cible se rebelle

Chapitre 8. Le sacrifice

Épilogue. La grange

Remerciements

Page de copyright